

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - Nº 14665 - 6 F -

DIMANCHE 22 - LUNDI 23 MARS 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

### La CEI sans l'Ukraine?

ES sommets de la « Com-munauté das Etats Indé-pendante » qui e succédé à l'URSS se suivent et se ressemblent, msis ce qui pouvait passer pour les difficultés normales du début devient maintenant abstruction ouverte. Nnn pay de la part de tous ses mambres, mais d'un das plus importanta, l'Ukraine. Au point que son président, Leonid Kravtchouk, aprés avoir hébergé, vendredl 20 mars, la demière réunion de ses homologues, a parlé de la CEI comme d'un «rêva», da surcruit au

... att. etterrie

11.

27,7

37 3 3 4 3

7777

. . . . . . .

 $(G_{\mathcal{F}}, \mathcal{F}, \mathcal{F})$ 

and the second

9 1 20 V 1 F

,

: ::::: '

 $g_{i}(t) = \operatorname{det}(a_{i} - a_{i})$ 

200

. . . . . .

9 2 ....

De fait, malgré les propos rassurants de Boris Eltsine, les participants n'ant pu se mettra d'eccard sur la sort de l'arméa ex-soviétique, le dernier « monstre » non ancore démantalé du régime précédent, et n'ont mêma pas abordé le problàme de la flotte de la mer Noire. Même la ennstitution, annoncéa par la préaident kazakh, da « groupes d'abservateurs militeirss et de forces collectives de maintien de la paix sur le territoire de la CEI » peut difficilement être conaldérée comme un succès au moment où les protagonistes des principaux conflits, notamment dans la Caucase, préfèrent vialblement l'intervention des « casques blaus » de l'GNU à calla d'éventuels « casques rouges » largement discrédités,

CELA dit, le CEI n'ast pas, cen tout cas pas encore, la Ynugoslavie : l'Ukraine n'a pas rompu les ponts, et parsonne, ni à Kiev ni à Moscou, ne souhaite aller au-delà de ces affrontements à fleuret moucheté. Simplement, les héritlers da M. Gorbatchev devront se résigner à ce qui leur paraissait une antreprise sans espoir il y e quelques semaines encore : constituer un ensemble russo-aslatiqua sans l'Ukraina, en tout cas se contenavec cette république, «eu coup per coup » saulemant et sans liens institutionnels.

M. Eltsine devra d'autant plus s'y faire que d'autres problèmes peut-étre ancora plue redoutables l'attendent dans son propre pays. Le Tatarstan, une des nombreuses républiques ex- « autonomes» qui composent la Fédération de Russie, se prononce ce samedi per référendum sur une « souverainaté » qui, sans étre qualifiéa officiellamant d'indépendanca, a de fortes chances d'y conduire.

A situation rappella cella qui s'était créée il y a deux ens entre M. Gorbatchev at les pays baltes, lorsqua ces derniers secouzient par des votes successifs la tutella de Moscou, D'autent qua las eutorités russas, comme on l'a vu avec les Tchétchènes du Caucese, réagissant aujourd'hui de la même manière que le pouvoir soviétique d'alors. alternant les « décrets » catégoriques et les menaces sans lende-main.

Autrement dit, le vagua da décolonisation déclanchée en 1989 par l'effondrement du mur de Berlin, et prolongée en 1991 par l'éclatement de l'Union soviétiqus, arrive eujourd'hui aux portes de la Russia elle-même, telle qu'elle s'est constituée non plus seulement eu dix-neuviéme alècia, mais bien evant. M. Eltsine aura besoin de toute son autorité, encore très forte, pour y mettre le holà.

Lire page 3 l'article de JAN KRAUZE



### Un entretien avec Mme Edwige Avice

# La France n'entend pas « donner des leçons » à l'Afrique

Dans un entretien eu «Monde», Me Edwige Avice, ministre de la coopération et du développement, exprime son «immense contentement» après la victoire du «oul» eu réfé- forte ebstention eux élections régionales et rendum sud-africain, qu'elle juge « de bon augure » pour le développement de l'Afrique eustrale tout entière. Soulignent que la France «n'est pas le deus ex machina des évolutions en Afrique», M∞ Avice ejoute : «Nous ne sommes pas des donneura de leçons. »

toire du « oui » au référendum

- Je ressens un immense contentement. C'est une victoire contre le racisme et l'intolérance. L'Afrique du Sud me tient à cœur. J'avais dû. en tant que ministre de la jeunesse et des spurts, suspendre les contacts sportifs svec l'Afrique du Sud. Plus tard, nous avions, svec Mª Mitterrand, facilité la première rencontre entre des personnalités sud-africaines blanches et des représentants de l'ANC. Tout cela m'est revenu en mémnire.

» Le fait que le «oui» l'ait emporté partout, sauf dans le

L'ÉCONOMIE

Le défi sud-africain

Le nouvel avenir économie que de l'Afrique du Sud après l'ebolition définitive de l'aper-

u La filière textile telle que la

conçoivent les Français et les

Allemands. . Quinze grands

groupes industrials français viennent de créar un lobby

anti-pollution. . Alain Lipietz,

l'itinéraire d'un économista

des chevaux. . Un dossier sur

Avec la chronique de Paul Fabra

et la page « Conjoncture »

pages 21 à 28

勘兵衛は六人の侍

La presse japonaise salue l'éclosion

たちの個性を尊重

de l'esprit "Sept Samourais"

dans les entreprises.

Cette semaine, en francais dans

Courrier International.

Si vous ne le lisez pas dans COURRIER INTERNATIONAL

vous ne le lirez jamais.

, ながら自在にマ

rvart». 🛢 Zir

la fonction publique.

« Qua pansez-vous de la vic- Transvaal rural, est encourageant pnur la suite des discussinns. Je voudrais saluer le courage, la persévérance et le succès de deux hommes: Nelson Mandela, qui n'a jamais perdu espoir, et Frederik De Klerk, Cette victoire est aussi de bon augure pour le développement de l'Afrique anstrale inui

> » Depuis langtemps, ses vaisins espèrent vivement une évalution positive de l'Afrique du Sud.

> > Propos recueillis par JEAN-PIERRE LANGELLIER et CATHERINE SIMON

A la veille des élections cantonales et régionales

# La gauche et la droite libérale ont cherché à limiter l'ampleur de l'abstention

Le PS et la droite parlementaire regroupée au sein de l'UPF redoutaient les effets d'une cantonales du dimanche 22 mars. La fin de la campagne e été marquée per les coups de feu qui ont blessé, le 19 mars, dans le Gard, un jeune homme participant à une manifestation contre le Front nationel.

par Anne Chausseboura

Si ce n'est pas la première fnis que les Français participent à un double scrutin, en revanche, la concomitance des detes des renouvellement des conseillers généraux et des conseillers régionaux. prévue par la loi du 11 décembre 1990, commence à entrer en application. La même loi fixe à 1998 l'organisation du premier renouvellement concomitant et intégral des conseils régionaux et généraux.

Près de 37 550 000 électeurs de métropole et d'outre-mer sant convaqués, dimsnehe 22 mars. pour choisir leurs conseillers réginnaux (1 671 en métropole, 158 dans les quatre départements d'outre-mer), les 51 membres de l'Assemblée de Corse (où deux tours sont prévus) et les 20 ennseillers territoriaux de Wallis-et-Futuna.

Lire la suite page 8



# Autodéfense informatique

### Face aux délinquants et aux pirates, la profession s'organise

par Catherine Vincent

ils portent des noms étranges (Anti-Telefonica, Irish, Tequila), inquiétants (Ghost-COM, Datacrime), parfois illustres comme celui de Michel-Ange. Ils ont le pouvoir, a priari redoutable, de se reprodoire et de se propag d'un ordinateur à l'eutre. Ils sont de plus en plus nombreux et pourraient être trois mille à se partager, en 1992, disquettes et que mondial.

donc mauvaise réputation et n'en méritent sans doute pas tant. Les plus redoutés, les plus médiatisés, ont tout au plus contaminé 1 % des systèmes dans le monde. Conçus dans leur très grande majorité pour infecter des microordinateurs, ils ne menacent que lors de la semaine internationale rarement des dunnées stratégi- de la sécurité informatique, qui ques. Et l'utilisateur individuel a evait lieu à Paris du 17 au généralement les moyens de s'en 20 mars, elle est même en disques durs du parc informati- protéger efficacement, pour peu constante augmentation. qu'il s'équipe d'une bonne revue

Les virus informstiques ont d'informstique, d'un Minitel et de quelques logiciels thérapeutiques «anti-virus».

> Le virus informstique, c'est l'arbre qui cache la forêt. Car la criminalité en col blanc, elle, existe bel et bien. Ainsi que le confirmaient les experts réunis

Lire la suite page 12

### Voyage sur le tournage d'une coproduction européenne aux ambitions hollywoodiennes

JACO (Costa-Rica)

de notre envoyé spécial

lei, même le thermamètre renonce à tout effort. Il s'est assoupi à 45 degrés centigrades. Hommes ou bêtes, tout ce qui a deux sous de bon sens est affalé à l'ambre. Sauf le bataillon d'Angiais, plus rouges que les murs de Hampton Court, qui s'affaire sur une jetée du bnut du mande. Plus exactement, une jetée instal-tée dans ce coin perdu du Nouveau Mnnde pour figurer le point de départ du Vieux Monde vers le nouveau. D'ailleurs il n'y a pas d'ombre.

Compliqué? Sens doute. Mais bien dans la logique de ce qui se déplnie ici, sur la côte Pacifique du Costa-Rica. Cela s'appelle du cinéma, dans une de ses variantes les plus mirobolantes, une superproduction indépendante européenne. Cela s'appelle Christophe Colomb, film de Ridley Scott, avec Gérard Depardieu dans le roie-titre. Et Christophe Colomb, le grand reveur, ne renierait probablement pas les manigances de ceux qui s'activent en son nom.

«J'ai jamois vu ça!» Cette

voix-là se reconnaît entre mille, à plus forte raison entre les mille nuances, du pur nxfordien au cockney garanti, qui bruissent sur l'estacade en bois brut. C'est Cyrano et l'abbé Donissan, c'est Depardicu. « J'ai jamais vu ca! » Ca? Autant d'énergie, d'organisatinn et de moyens déplayés sur une telle durée (on en est à la quinzième semaine de tnurnage. il en reste trois), dans de telles conditions climatiques. « Comme dit Elizabeth - Depardieu aime souligner le bon sens de son épouse, - moi qui voulais éviter le service militaire, je suis servi. »

« Les difficultés mêmes du tournage créent une tension, une énergie positive sans laquelle le film seruit de tuute façon infuisable, affirme Ridley Scott. Aux problèmes inhérents à un projet de cette ampleur s'ajoute l'obligation d'avoir terminé à une date fixe, terriblement proche: tnut doit être prêt pour l'anniversaire de la découverte de l'Amérique, le 12 octobre prochnin.»

> JEAN-MICHEL FRODON Lire la suite page 13

### HEURES LOCALES

### L'an X de la décentralisation

Depuis 1982, date da la pramière loi Defferre, les régions, les départements et les communes se sont beaucoup émancipés. Maires, présidents de conseils généraux et de conseils régionaux ont hérité de l'Etet de nouvellae compétencas qui ne sont pas toujours clairement pages 9 à 11

### Pas de barrage à La Borie

Le Conseil d'Etat annule la décision de construire un barraga sur la site da La Buria, entre le Gerd at la page 12

### L'Algérie de la deuzième mémoire

Un entretien avec M. Michel Rocard

L'ancien premier ministre explique comment, après les drames de la guerre, il envisage les rapports da la Frenca avac ce paye voisin

page 6

POINT

#### L'édition en Europe De l'Italie à la Hongria, de

le Tchécoslovaquia à la Grande-Bretagne, un marché

page 15

### CHRONIQUE DES MARCHES

■ Devisas et nr. ■ Marché monétaire et obligataire. Matièras pramièraa. ■ Marché internationel daa capitaux.

page 19

Le sommaire complet se trouve page 20

A 1 ETRANGER: Algéria, 4,50 DA; Marce, S DH; Turisia, 750 m; Allemagne, 2,50 DM; Austiche, 25 SCH; Seigique, 40 FS; Caracia, 2,25 S CAN; Amilias/Réunion, 9 F; Chra-d'hoire, 465 F CFA; Demember, 14 KRD; Espagne, 190 PTA; G.B., 85 p.; Irèce, 221 IR; Iriande, 1,21 £; Italia, 2 201 L; Lusambourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Sae, 2,76 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 S; USA (others), 2,51 \$.

### Il y a cinquante ans

# MacArthur évacue les Philippines

A légende a souvent raison des faits. Le départ de son bastion de Corregidor de Douglas MacArthur, alors commandant des forces américaines aux Philippines, le 12 mars 1942, en est une illustration. A commencer par sa formula : a la parierada in fameuse formule : « Je reviendrai », prononcée sur la route de Melbourne une semaine après qu'il eut quitté les Philippines.

Parce que les Américains résistèrent plus longtemps que les Britan-niques ou les Néerlandais à l'offensive japonaise, et bien que les cinq mois de combats à Bataan et à Corregidor aient un impact limité sur la guerre du Pacifique dans son ensemble, la défense des Philippines transforma le général en une légende vivante. L'Amérique - et le président Roosevelt en particulier, désireux de mobiliser l'opi-nion en faveur de l'effort de guerre – avait besoin d'un béros. Et en quelques semaines, MacArthur était devenu le «Lion de Luzon» (île principale de l'archipel philip-

Les journaux décrivaient ses exploits à partir des quelque cent quarante communiques de presse diffusés par son quartier général et dont beaucoup avaient été rédigés par lui-même. MacArthur et son service de presse, alors dirigé par Carlos Romulo, qui deviendra ministre des affaires étrangères de Marcos, « étalent si soucieux de montrer le côté positif des choses que leurs communiqués mentionnoient fréquemment des victoires dans des batailles imaginaires ». écrit Michael Schaller dans sa biographie de MacArthur.

Bieo qu'il ait par la suite baptisé son avion Bataan, du nom de la néninsule au sud-ouest de Manille, théâtre des combats, le général ne s'y rendit qu'une fois au cours des soixante dix-sept jours qu'il passa à Corregidor. «L'opinion publique s'est construit un héros à partir de son imagination », notait pour sa part dans son journal le futur pré-sident Dwight Eiseohower, qui avait servi sous les ordres de MacArthur aux Philippines et était alors responsable du front asiatique au département de la guerre.

#### Une erreur de jugement

A l'image des relations spéciales qu'entretiennent les Etats-Unis avec les Philippins, qualifiés par le premier gouverneur civil américain, Haward Taft, de « petits frères à la peau brune » (« little brown brothers »), MacArthur, dont le père avait été gouvernent militaire de l'archipel, eut tendance à se percevoir comme un vice-roi améri-cain chargé de la mission de sauver eette première démocratie chrétienne en Extrême-Orient : une mission qui fut «son obsession, son illusion, sa tragédie, mais où il connut aussi ses plus grands moments», écrit Stanley Karnow dans In Our Image, America's Empire in the Philippines.

Donglas MacArthur était retourné aux Philippines en 1935 comme conseiller militaire. Le pré-sident Roosevelt se déharrassait ainsi d'un opposant avant les élec-tions de 1936. Du point de vue stratégique, la nomination à Manille d'un ex-chef d'état-major américain ne pouvait qu'inciter les Japonais à prendre plus au sérieux l'arcbipel philippin. Lorsque la guerre du Pacifique éclata, à la suite de l'attaque sur Pearl-Harbor en décembre 1941, Douglas MacArthur avait repris du service depuis juillet : il était commandant des forces américaines en Extrême-Orient et avait sous ses ordres 130 000 hommes, dont 100 000 Philippins.

Un commandement qui débnta mal: par une erreur de jugement. L'élimination de la flotte améri-caine du Pacifique à Hawaī laissait aux Japonais les mains libres dans le Sud-Ouest. Quelques minutes après l'attaque sur Pearl-Harbor, ils langaient d'autres offensives aériennes sur Singapour, Guam, Hongkong, Wake et deux objectifs aux Philippines (l'île de Palau, à l'est de Mindanao, et la station radio d'Aparri, à Luzon). Mais leur objectif principal était l'aviation américaine, stationnée à Clark-Field, au nord de Manille. Ils l'at-taquèrent le 8 décembre.

A nouveau, les avions américains furent surpris au sol. Négligence encore plus surprenante que dans le cas de Pearl-Harbor, car on savait à Manille ce qui venait de se passer et on ne ponvait ignorer que les Philippines étaient pour les Japonais un objectif prioritaire, les forteresses volantes de Clark constituant un danger pour les convois nippons naviguant entre l'Indochine, la Chine continentale et Formose. La malebance voulut que le message d'alerte de la sta-tion radar d'Iba ne parvint pas à Clark: l'opérateur radio était parti déjeuner. Dans les cantines, la radio annonça que, selon certaines informations, Clark était attaqué. Ce qui provoqua l'hilarité générale. Quelques mioules plus tard, com-mençait le bombardement qui allait coûter à MacArthur la moitié de son aviation.

débacle à Hawaï et des premières attaques nippones sur Manille, pendant neuf apres beures, le géné-ral n'avait pas réagi, enfermé dans son bureau à lire des rapports des services de renseignement. Il expliqua son absence de réaction en invoquant l'ordre de Washington de laisser les Japonais tirer les premiers. Mais deux heures après l'attaque sur Pearl-Harbor, les Etats-Unis étaient officiellement en guerre avec le Japon. Alors que les commandants à Hawaï furent accucommandants à rawai furent accu-sés de négligence, personne à Washington ne blama MacArthur pour avoir laissé anéantir son avia-tion. Ce 8 février n'était cependant que le début d'une débâcle qui s'étendit sur plusieurs mois, jus-qu'à la capitulation en avril des troupes de Bataan et de Corregi-

Chute de Guam, perte des deux unités faisant l'orgueil de la flotte hritannique, le cuirassé Prince-of-Wales et le croiseur Repulse, derwates et le croiseur Reputse, der-nière menace sérieuse pour les Japonais dans les mers dn snd, capitulation de Hongkong, de l'atoll de Wake, de Singapour, de la Malaisie, puis de Java : début mars, le Japon multipliait les victoires. Restaient les Philippines. Les Japonais allaient se heurter à

une résistance prolongée et tenace. Dès le 20 décembre, la quatorzième armée, placée sous le com-mandement du général Masaharu Homma, avait débarque dans le nord-ouest de Luzon. Elle descendait vers le sud sans rencontrer de grande résistance. Le 24, un second débarquement massif eut lieu dans la baie de Lamon, au sud-est de Manille, et l'aviation commença à bombarder la capitale.

Déterminé à bloquer l'ennemi les côtes, MacArthur demandait des renforts à Washington. Mais l'état-major était plus préoc-

Nichols-Field, le général organisa la retraite. Il ordonna le repli des troupes du général Wainwright au nord et du général Jones au sudest. Les Japonais ne comprirent apparemment pas le sens de ces mouvements et, croyant assister à une déroute, négligèrent de bombarder les routes de retraite. Ce qui permit de rassembler à Bataan, des le milieu janvier, la majeure partie des forces américano-philippines et d'organiser une défense à partir de la ligne dite Ahucay-Mauban. MacArthur installa son quartier général à Corregidor.



15 août 1941 : le général MecArthur sur l'aérodrome militaire de Zablan-Field, dans l'île de Luzon.

cupé par le front européen que par les Philippines. Une attitude qui provoqua l'amertume du président philippin Quezon: « Comme c'est américain de se tourmenter pour le destin d'une distante cousine tandis que sa fille est violée dans la pièce voisine.»

#### Manille ville ouverte

Pour des raisons évidentes, la guerre du Pacifique resta long-temps, même pour les Américains, un théâtre secondaire. MacArthur se résolot alors à suivre le Plan Orange, qu'il avait qualifié autre-fois de « défaitiste », et à concen-trer ses efforts sur la défense de la péninsule de Bataan et de l'île de Corregidor, qui commande la baie de Manille.

Après avoir déclaré la capitale «ville ouverte», afin d'épargner la population, et avoir abandonné les bases militaires de Cavite, Clark et

Peu de régions aux Philippines étaient plus propices que Bataan à une bataille défensive en raison de son relief montagneux - à condition que les approvisionnements soient adéquats. Or, en matière logistique, MacArthur fut moins hrillant que pour la retraite. En prévision d'une déscase des côtes, il avait fait constituer des dépôts d'équipoments, de vivres et de médicaments dans les provinces. Les transferts se firent mal. L'insuffisance des ravitaillements, la malnutrition, la dysenterie et la malaria allaient tuer plus de sol-dats que les balles japonaises. Dans la jungle et les montagnes, sans ravitaillement et sans appui aérien ou naval, les combats devinrent de plus en plus apres.

Retranché lui aussi à Corregidor le président Quezon hombardait Roosevelt de télégrammes deman-dant de donner l'indépendance aux Pbilippines afin qu'il puisse décla-rer l'archipel neutre et «sauver un pays devenu champ de bataille de deux grandes puissances d'un plus grave désastre ». Le général Hideki Tojo, premier ministre nippon, avait offert en effet de respecter la souveraineté des Philippines si nne paix séparée était conclue - une manœuvre visant délibérément à diviser Américains et Philippins.

Comme à son bahitude, MacArthur réécrivit l'bistoire. Dans ses Mémoires, il affirme avoir mis en garde Quezon contre une telle posi-tion. Bien qu'il ne l'art pas formel-lement approuvée, le général sem-hle néanmoins avoir été tenté par une solution qui pouvait être une issue à une situation de plus en plus intenable, avance l'historien Theodore Friend. Etant donné le aviolent ressentiment manifesté par les Philippins à l'égard des Etats-Unis, le plan de Quezon était peut-ètre la meilleure solution à ce qui était en train de devenir une désastreuse débàcle», écrivait le général le 8 février. N'était-ce pas d'ail-leurs en pensant à l'hypothèse d'une neutralité des Philippines que MacArthur avait refusé de donner l'ordre au général Brereton d'attaquer les bases japonaises de Formose après l'offensive sur Pearl-Harbor? Telle est en tout cas l'explication que donna Quezon à Eisenhower.

#### Prime secrète

Ponr l'opinion publique américaine, le général restait une figure légendaire, Pour Eisenhowe; il se « comportoit en enfant, comme d'habitude ». Le département d'Etat voulait en tout cas que le «héros du Pacifique» continue à combat-

La réponse de Roosevelt fut de défendre Bataan « aussi longtemps que ce serait humainement possi-ble». Dans l'espoir de former an gouvernement en exil aux Etats-Unis, et alors que la plupart des politiciens restés à Manille se rangeaient du côté des Japonais, Quezon quitta Corregidor fin février.
Auparavant, il fit verser un demimillion de dollars à MacArthur, et
des sommes plus modestes à trois
de ses subordonoés, comme « récompense » pour leur « magnifique défense » des Philippines. Dette de gratitude entre compadres à la manière philippine on manœuvre visant à obliger le général à teair? Cette «prime» secrète, révélée par l'historien Carol Petillo, fut acceptée par MacArthur comme une expression de la générosité philip-pine – hien qu'elle ait été contraire aux règles de l'armée. Eisenhower, en revanche, déclina une offre similaire de Quezon.

Bien que cette tractation n'ait Bien que cette tractation n'ait été connue que par la suite, MacArthur avait déjà largement perdu la confiance de ses bommes. Le moral était au plus bas et le ressentiment profond à l'égard d'un chef qui, dans ses communiqués, ne parlait que de lui. «Sa suffisance lui alièna ses troupes», écrit Stanley Karnow. écrit Stanley Karnow.

Sous l'effet de la disette, de la maladie et de l'isolement, la situation se détériorait. Bien que le commandement japonais ait été privé des meilleures troupes, qui evaient été envoyées en Malaisie,

Washington prit conscience qu'il était vain de résister. L'avance nip-pone en Asie du Sud-Est se poursuivait, inexorable. Aussi Roosevelt décida-t-il de retirer MacArthur de Corregidor et de lui confier le commandement des troupes se rassemhlant en Australie.

Le 11 mars, MacArthur annonçait au général Wainwright qu'il partait pour l'Australie. Le lende main, accompagné de sa famille, il quittait Corregidor à hord d'une vedette et gagnait Mindanao, d'où il s'envola pour l'Australie. C'est en route pour Melbourne qu'il prononça son fameux « je reviendrai ». Une formule qui allait devenir parmi les soldats restés à Bataan un jeu de mots amer : « Je vais aux . latrines mais je reviens.»

Ayant reçu des renforts, les Japonais donaérent le coup de grace an réduit de Bataan à partir 🔑 du 3 avril. Quatre jours plus tard, la résistance américano-ohilippine s'effondrait, Contre les ordres de MacArthur et de Roosevelt, le général King, qui commandait à Bataan, décida de capituler, «Les prisonniers seront-ils blen traités?» demanda-t-il à l'officier japonais qui recut sa capitulation, « Nous ne sommes pas des barbares», répon-dit, offensé, le Japonais. L'acheminement des 76 000 pri-

sonniers, dont 12 000 Américains, du sud de Bataan à la base de Clark se transforma en réalité en une « marche de la mort ». Manque de ravitaillement, atrocités : plus de 10 000 prisonniers périrent en quelques jours. Au cours des mois qui suivirent leur arrivée au camp O'Donnel, 2 000 Américains et 25 000 Philippins périrent. Parmi les prisonniers se trouvait le général Wainwright, qui défendit Corre-gidor avec 13 000 bommes jusqu'au 5 mai. « Pauvre Wainwright! écrit Eisenhower. C'est lui qui se battit aux Philippines. Un autre recueillit lo gloire. » MacArthur s'opposa avec véhémence à ce que Wainwright fût décoré. Il ne le sera qu'à la fin de la guerre. Le 25 mai, la capitulation de la garnison de Leyte mettait sin à la campagne japonaise aux Philippines.

C'est aussi à Leyte, en octobre 1944, à la suite d'une céléhre bataille navale, que MacArthur reprit pied aux Philippines. L'archipel devait être libéré du joug japonais en juillet l'année suivante.

Une page des relations spéciales entre les États-Unis et leur colonie était tournée. Une nouvelle s'ouvrait nvec l'accession de l'archipel à la souveraineté et la conclusion, en mars 1947, d'un accord donnant deux hases militaires aux Américains. Une présence résiduelle du passé colonial appelée à être constamment par la snite dénoncée par les nationalistes. Aujourd'bui, cinquante ans après que MacArtbur a proclamé qu'il reviendrait, les Américains quittent à nouveau les Philippines, à la suite cette fois de la décision de Manille de ne pas reconduire l'ac-

PHILIPPE PONS

# Le différend russo-uk

2.2 DC des 200000

CIPCY AUG W FORCE

traces d'anidents

annicole des force

Le problème à

pest par la flotte

met, le ramintre défense, le généra ravoir que à l'Un mines à se défai

tamped the military naved pas of the control of Resident

MM. Elman i clarest pourtant d'accord par thiefe

milieu de semaios

celle centeration

tamper en lieute.

3: a menifestatio

générale qui a ga des agles a aut la campagne élec

es cars fideles

coposition ne s

SUDA TRACES THE

comme de l'evele

debut de la entire

chigé les diriges

tierre. Certes, che

lex-convergenced a

Stre. - Due street

to're du Parti d

COLITAG OFGVOGGE

sursaut: minimut

susceptible d'entre

dation committeelle

Le quatrisme somme: des chefs d'Etat de la CEI .endredi 20 mars, à Kiev. n'a sas permis de dissiper le différenc existent on unsure la Russie et i Unitaire sur goes, plantique in entre la nuestions militaires Les SUT AUTOCIDE, MR conflits entre (Azerbaid, an et encore stations TAMénie sur le Heut-Kerebakh de Transcaurage. ainsi que celui qui capose les Moldaves roumanophones à la minorité russaphane an: eté SETT TO SE évoqués, mais l'idee d'une aforce d'interposition : ce la CEI mens pas fil i n'a pas fait l'unarimité Le prochain sommet aura ileu ia manica pas see a manica pas se a repris que se a constella sur le constella sur la constell

15 mai à Tachkent. MOSCOU de notre confessiones

Le scorime s's said on en solemelle ou M. Leone No. d'apporter la preedecisies qui Erais independant public de propos même Léonic No. sident russe 9 dire que les ero 1 1225 2258 oute tenued

a cela pres de la cela rait grand-take la contentation dent 1 tt 5: ..... paule et Je :: ... opposition : Cenes, compas directions on a signe force

cornere fors & précédent anomie prouve qu'ils Municipal a indicate a near Con un me chose to miss. M. Serpaci Stanks fait part & l'agence mandani er ::: ... ment untile e der a genannt ber ber Mais les responses

### ALBANIE : .... élections législativ

# « Liberté! Démocratie

dats de prize dem a de prieseratent aux secondes elections fibres du cimanon e 22 mars en Albanie pout torme: une nouvelle Assemblie de cent quarante deputes (A.L.) Dar un melanga compiese de scrutin majoriteure et proportionnel. Vendredi, l'opposition à temu

son demier mesung a Tirana. TIRANA de notre envoire «dedia» (George Wash - 127. Sav Berista dredi 20 mars = T-3-1 inche pancame transce to the des

vingt mille Dett 34- 2 12 20-11 democratique en le la esizon. le cardologue de Eastan.

le cardologue de Eastan.

groupés sur le Tele 8 - 3 Tele

beg pour le Tele 9 Tele 9 Tele

organisé par cardologue de Scruan de 1 Tele 9 Tele

le scruan de 1 Tele 9 Tele 9 Tele 9 Tele Des mulliers de le 1967 des chant subere de 1967 de 1968 de 19

nant forsquient se n'y a même Las de la sos cours

48 serait ce que avec alles - sc consabilités. E 11 Critique man moirs que la rec cagno discorrie Mais cast per command dun pays done of country James 23. Stre Gue George 

Former et a Serbie et du Montene the «nouvelle Yougoslavie» derrait v avant la fin du mois de mu

dans le course de mai avelle vice crossion frame

Melle Yourson and a creation of the decloral members of the decloral members of the decloration of the declo

or mark, pour le ma lemegro dans un le l'outer les Répa Die, die seranghe es betrafetion and be et du Monténege Par ancere, Day

dente sur be en Comment & De Zadar, stors que l FORPRONULL A Sres des actions ceraient à se di avril - 64824

EURÖPE 1 Lundi 23 mars à partir de 6h

Dimanche 22 mars de 20h à 23h ELECTIONS REGIONALES

Soirée électorale en direct des régions et des états-majors politiques

Résultats et commentaires avec le service politique et les correspondants d'Europe 1

• 8h20 - 9h

Débat avec les éditorialistes d'Europe 1 Jean Boissonnat, Alain Duhamel, Claude Imbert, Serge July, Jean-François Kahn, et Paul Guilbert.

Débat animé par Catherine Nay • 18h20 - 20h CLUB de la PRESSE "Spécial Elections"

Avec Laurent Fabius, Alain Juppé, Gérard Longuet, Bruno Mégret et Antoine Waechter

MOSCOU

de notre correspondant

Le «sommet» de la CEI à Kiev s'était ouvert sur une admonestation solennelle da président ukrainien, M. Léonid Kravtchouk, qui avait mis ea demeure les participaats d'apporter la preuve, à cette étape d'apporter la preuve, à cette étape décisive», que la Communauté des États indépendants servait à quelque chose. Il s'est achevé par un échange public de propos grinçants entre le même Léonid Kravichouk et le président russe Boris Eltsine. Autant nanté et doit tenir compte d'une opposition encore plus méfiante.

Certes, comme d'habitude, on e signé force «documents» (dix-sept, cette fais-ci), mais l'expérieace prouve qu'ils ne règlent pas grand-chose. Le maréchal Chapochnikov e été confirmé à son poste de commandant en chef du «commande-ment unifié», avec le général Victor Samsonov comme chef d'état-major. Mais les responsables ukrainiens se

dats de onze partis se présen-

tent aux secondes élections

libres du dimanche 22 mars

en Aibanie pour former une

quarante députés, élus par un

mélange complexe de scrutin

majoritaire et proportionnel.

Vendredi, l'opposition e tenu

son dernier meeting à Tirans.

TIRANA

de notre envoyé spécial

Berisha ! », pouvait-on lire, ven-

dredi 20 mars, à Tirana, sur une

pancarte brandie par l'un des

vingt mille partisane du Parti

démocratique et de son leader,

le cardialaque Sali Barieha;

groupée aur la place Skander-beg paur le dernier meating

arganisé par l'opposition avant

le scrutin du dimanche 22 mars.

criant e Liberté I Démocratie !»,

e Nous voulons l'Albanie eens

Ramiz Alie ! ». Spectacle éton-

nant lorsqu'on se souvient qu'il

n'y e même pas deux ans toute

eritique, même vailée, du régime eurait été Impensable.

Mais e'est peu, pourtant, com-paré aux foules qui s'étalent presséea l'été demier pour

accueillir James Baker, le secré-

taire d'Etat américain, à Tirana.

Comparé eussi eux milliers de

Des milliers de pereonnee

e George Waehingtan, Sall

nouvelle Assemblée de cent

ALBANIE: les élections législatives

Plus de cinq cents candi. personnee qui, lors des élec-

« Liberté! Démocratie!»

kiev a'a aucune intention de parti-ciper aux « farces unifiées». Des forces d'ailleurs de plus en théori-ques, puisque la Russie e pris sous son autorité, en plus des troupes encore stationnées en Europe de l'Est et dans les pays baltes, l'armée de Transcaucasie, tandis que la Mol-davie a annoncé qu'elle prenait le contrôle des forces situées sur son territoire.

posé par la flotte de la mer Noire reste entier – à vrai dire, il n'a même pas été abordé. Mais, de manière plus suprenaate, on e eppris que le différeod epparu recemment entre Kiev et Moscou snr le cuntrôle du transfert d'Ukraise en Russie et de la des-truction ultérieure des armes aucléaires tactiques, continuait lui aussi à se poser. En marge da sommet, le miaistre ukrainien de la défense, le général Morozov, a fait savoir que si l'Ukraine restait déterminée à se défaire de ses armes tactiques d'ici au I juillet, le transfert o'avait pas repris pour autant vers la Russie, faute de garanties claires sur leur sort ultérieur.

> « Désinformation » de Moscou...

MM. Eltsiae et Kravtchouk s'étaient pourtant, croyait-on, mis d'accord par téléphone à ce sujet en milieu de semaine, mais en réalité cette conversation téléphonique n'a jamais en lieu (e l'ai parlé pour la dernière fois à Boris Elisine le 16 février», — e'est-à-dire lors du précédent « sommet », celui de Minsk, a indiqué le président ukrainien). C'est un membre éminent de nien). C'est un membre éminent de l'eatourage du présideat russe, M. Serguei Stankievitch, qui evait fait part à l'agence Interfax de cette coaversation imaginaire. En dépit

tians d'evril 1991, assistaient

eux menifestetlane du Perti

démocratique dans la capitale.

banie deveit peut-être se jouer dimenche, la décespérence

générale qui a gagné le epays

des aigles » a eussi déteint sur

la campagne électarala. Même

lee plue fidèles partisane de

l'opposition ne semblent plue

comme ils l'avaient encore au début de la « révalution » qui e

abligé les dirigeante commu-

nistes à insteurer le pluripar-

tisme. Certea, checun seit - les

responsables du Parti socialiste

(ex-communista) eux aussi peut-

être. - que seule une claire vic-

toire du Parti démocratique

pourrait provoquer une sorte de

eursaut, minimum maia vital, susceptible d'enrayer la dégra-

detion continuelle de l'Albanie.

Ne serait-ee que pour en finir evec l'elibi - « e'est-la-faute-

eux-communistes | > - permet-

tant è chacun de fuir aea res-

ponseblitée. Il n'en reste pae

maine que le ton de le cam-

pagne électorele, totalement

eaupé das réalités du pays,

leisse mel augurer de l'evenir

d'un pays dont on ne sait plus

où il va, Mais, après tout, peut-

être que George Washingtan lui-même...

JOSÉ-ALAIN FRALON

Bref, alors que la sort de l'Al-

ressé, «l'affaire» ne peut être inter-prétée à Kiev que comme un nouvel exemple de « désinformation » de la part de Moscou.

La brève conférence de presse qui a suivi la réunion a confirmé, s'il en était besoin, à quel point les relations russo-ukrainiennes restent ten-tions russo-ukrainiennes restent ten-dues, MM. Eltsine et Kravtchouk faisant assaut d'ironie aigre. Le pré-sident russe a ainsi fait savoir qu'il «appréciait beaucoup la contribution très constructive de l'Ukraine» au débat sur les forces conventionnelles de la CEI (débat suquel, comme chacun sait, et comme M. Kravt-chouk l'a aussitôt rappelé, l'Ukraine refuse de participer\_)

> Des observateurs militaires

Le président ukrainien a répliqué Le président ultrainen a répliqué que, pour sa part, la position adoptée par la Russie à propos du partage des biens de l'ex-URSS «hi avait beaucoup plu»: «J'ai compris aujourd'hui qu'aucun document concernant le partage (de l'héritage) ne serait jamais signé» ... Plus précisément, l'Ukraine avait demandé que cette question figurit à l'autre que cette question figurât à l'ordre du jour de la réunion, mais M. Elt-sine a obtenu qu'elle en soit retirée, jugeant que l'affaire était trop com-plexe et pas suffisamment préparée.

Le «sommet» e tout de même produit un résultat qui pourrait être encourageant. A l'initiative du Kazakhstan, aa s'est mis d'accord sur ua projet de créatiaa de «groupes d'observateurs militaires et de forces collectives de maine de la collective de maine de la collective paix sur le territoire de la CEI». Cette version «communautaire» des «casques bleus» de l'ONU pourrait jouer un rôle d'interposition dans les conflits du Haut-Karabakh au de Moldavie, mais il y e encore loin de la coupe aux lèvres . Lorsqu'elle aura été créée, cette force commu-

sont empressés de faire savoir que cela ne les concernait pas, puisque Kiev a'a aucune intention de parti-

En attendant, la réunion de Kiev e surtout montré à quel point l'op-position entre Erevan et Bakou restait irréductible. Les Azéris ont présenté un projet de résolution dénoncant « l'agression de l'Arménie contre l'Azerbaidjan avec la particicontre l'Associate de la CEI» et «l'indifférence des Etats membres de la CEI à l'égard de l'extermination massive d'enfants, de femmes et de vieillards sans défense» (allusion au massacre de Khodjali). De l'eur côté, les Arméniens ont fait valoir que l'Azerbaïdjan n'aurait même pas du être autorisé à participer au sommet, dans la mesure où le Parlement de Bakou n'e tonjours pas ratifié l'adhésion de l'Azerbaïdjan à la CEL

Lors de la conférence de presse, un journaliste a posé la question ritnelle sur l'avenir de la CEI, en demandant aux chefs d'Etat présents s'ils a'avaient pas en tort de choisir le nom de «Communauté» (le mot russe «Sodroujestvo» est formé sur la raeiae «droug», qui signifie «ami»). M. Kravtchouk a répondu que le terme avait été retenu parce qu'il s'agissait «d'un rêve». M. Eltsine a affirmé qu'il croyait toujous que «le rêve deviendrait réalité». Le président biélorusse, M. Stanislas Chouchkievitch, toujours désireux de voir le bon côté des choses, a ajouté qu'il y avait plus de raisons d'appeler le nouvel ensemble une «Communauté» qu'il a'y en avait jedis d'eppeler l'URSS aae

On a donc décidé de se revoir, à Tachkent, mais pas avant le 15 mai. Comme si le rythme mensuel respecté jusqu'à présent ne se justifiait

### « Fokine à la casse!»

Correspondance

«Si l'Ukraine ne quitte pas-le CEI, nous demanderons à Kravt-chouk qu'il nous quitte»: l'inter-vention de M. Stephan Khmara, vice-président du Parti républicain d'Ukraine, devant queique deux mille manifestants rassemblés, vendredi 20 mars, à Kiev, pour accueillir les chefs des délégations du sommet de la CEI, était dénuée d'ambiguité. Les militants du Roukh, le grand mouvement qui avait lancé le campagne pour l'indépendance de l'Ukraine, et de divers partis d'opposition a étaient réunis sur la place du Parlement de Kiev où se teneit le sommet. A l'arrivée de M. Boris Eltsine, ils se sont mis à scander : e A bas la CEI la. La déléga-tion ukrainienne, elle, e été saluée par : «Fokine [le premier ministre] à la casse la.

Au centre de le place, des manifestants avaient transformé un parterre de fleurs en etombeau de la CEI», où chacune des onze Républiques membrea était symbolisée par une croix rouge fichée en terre. Mais lee rangs des manifestants étaient aussi

Soutenus per le Roukh, lea Tatars avaient, deux jours avant la sommet, organisé une occupation pacifique du parvis de la Rada (le Parlement de l'Ukraine). Le 19, quelques heures après que leur représentant eut été recu par la direction ukrainienne, les OMON (forces d'intervention du ministère de l'intérieur) les ont brutalement dispersée et quatre personnes ont dû être hospitalisées. Risat Tehoubarov, président du Mouvement national des Tatars de Crimée, e expliqué qu'après un accord avec la municipalité de Kiev ils pourront continuar leur action. e Nous irons jus-

qu'au bout, nnua eammes

tenaces, e'est le régime soviéti-

que qui nous a rendus comme

Tatars de Crimée, venus pour

réclamer la restitution de leur ter-

ritoire autonome en Crimée, tel

qu'il existait avant leur déporta-

tion par Staline en 1944 pour

«collaboration avec l'annemi».

ça. Je connais des familles qui ont été expulsées de Crimée une dizaine de fois. Ellea sont toujours revenues.»

O MOLDAVIE : Kichinev revendiprésident moldave, M. Mircea Snegur, a signé un décret plaçant les forces armées de la CEI basées sur le territoire moldave sous l'autorité de son gouvernement, e anooncé,

maldave de la défense prendra le que le contrôle des forces armées de contrôle de tous les équipements, la CEI basées sur son territoire. — Le ermements et biens des forces armées de le CEI sur le territoire moldave (près de 21 000 hommes). «Les militaires de ces unités qui souhaltent servir sous contrôle moldave bénéficieront de tous les droits et JAN KRAUZE Le décret stipule que le ministère le décret. – (AFP, Reuter.) avantages prévus par la loi», ajonte

# Le Tatarstan vote sur son indépendance

mot «indépendance» ne figurait pas dans la question posée aux quelque quatre millions d'habitants, dont 48 % seulement sont Tatars - peuple musulman de la branche turque - et avaient à se prononcer sur la ques-tion, à dessein alambiquée : « Etes-vous favorables à une République du Tatarstan, Etat souverain, sujet du droit international, édifiant ses rela-tions avec la Fédération de Russie et les autres gouvernements sur la base d'accords (dont les signataires sont) égaux en droit?»

Les Tatars de la Volga, cousins des Tatars de Crimée, forment la plus forte minorité ethnique au sein de la Russie, dispersée dans toute la Fédé-ration et dont moins de la moitié sculement vit dans le Tatarstan

> « Hordes tatares »

Leur mouvement nationaliste s'y est néanmoins développé avec vigueur depuis trois ans, avec des partis indépendantistes radicaux qui s'opposent à la fois aux Russes et aux Tatars ex-communistes, devenus favorables à une «souveraincté»

Le Tatarstan, la plus peuplée des M. Eltsine. Ces derniers dominent au anciennes Républiques socialistes Parlement qui siège à Kazan et ont appelé les «peuples de Russie à prenducion. Les courants nationalistes soviétiques autonomies de la Fédéra-soviétiques autonomies de la Fédéra-tion de Russie et située au coeur de dum sur l'indépendance, réclamé par dum sur l'indépendance, réclamé par

celle-ci, devait-se prononcer par référendum, samedi 21 mars, sur l'indépendance de cette région. Mais le same de cette région de cette région. Mais le same de cette région de cette région. Mais le same de cette région de ce



Mais la formulatiaa finalement choisie laisse peu de doutes sur le sens de la consultation : les Tatars, qui dominent dans les villages, devaient voter « oui », les Russes, majoritaires à Kazan et dans les grandes villes industrielles, devaient voter e non ». La Russie – dont le totale, après evoir longtemps joué la voter e non ». La Russie – dont le carte de M. Gorbatchev coatre président Boris Eltsine avait, au

concédé le contrôle de 50 % de ses ressources en pétrole, mais les autorités de Kazan refusent toujours de signer le projet de «traité fédéral». organisant les relations entre Moscou et les ex-Républiques autonomes un

peu sur le modèle qu'avait voulu en

son temps M. Gorbatchev pour

lier la principale d'entre elles, le

rosses, mais aussi une grande partie des «démocrates», se sont mobilisés contre le référendum tatar et brandissent le spectre de la guerre civile, en réveillant les vieilles peurs des «hordes tatares» auxquelles Kazan fut prise au seizième siècle. Le Parlement de Russie, qui avait en eutomae empêché in extremis M. Eltsine d'intervenir militairemen chène du nord du Caucase qui avait proclamé son indépendance, s'est montré totalement réticent à admettre l'idée d'une possible séparation du Tatarstan où vivent des millions de Russes, qui est situé oon à la périphérie, mais au cœur de la Russie et qui ne manquerait pas d'entraînes tous les autres hésitants à sa suite.

La Cour constitutionnelle de Russie s'est à son tour prononcée, esti-mant que le référendum tatar «menace l'intégrité territoriale de la Fédération » et e demandé, en vain, la reformulation de la question. Le Parlement de Kazan s'est borné à nier que cette consultation «remette en cause l'appartenance du Tatarstan à la Russie» et ses dirigeants a'exluent pas de signer un traité de la fédération amendé. M. Eltsine, qui avait appelé jeudi à l'annulation du référendum, a prononcé vendredi une allocution télévisée, affirmant que la victoire du «qui» «donnerait le feu vert aux actions des nationalistes extrémistes», diviscrait la popu-latian et entraînerait «des souffrances > pour tous. - (AFP, Reuter.)

A la faveur d'un cessez-le-feu partiel dans le Haut-Karabakh

### Les envoyés de l'ONU et de l'Iran entrent à Stepanakert

Quelques échanges de tirs étaient toujaurs enregistrés, veadredi 20 mars, dans le Haat-Karabakh, quelques heures après l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu, conclu à l'initiative de Téhéran et coıncidant avec le Norouz, le nouvel an iranien. L'arrêt théorique des combats a permis à l'émissaire de l'ONU, M. Cyrus Vance, et au médiateur de l'Iran, le vice-ministre des affaires étrangères, M. Mah-moud Vaezi, de se rendre, par la route (à bord de blindés aux couleurs de l'ONU pour M. Vance) d'Agdam, en Azerbaïdjan, à Stepa-nakert, chef-lieu de l'enclave arménienne. De aauvelles roquettes

sont tombées sur cette ville dévas-

tée au moment de leur séjour, mais la radio iranienne a assuré que la trève était réelle et e durera une semaine pour donner suffisamment de temps aux négociations ».

Le Parlement du Haut-Karabakh a pour sa part annoncé qu'il ne respecterait pas l'embargo sur les armes prévu par l'accord signé à Tébéran, estimaat qu'ua tel embargo est «unilatèral» et ne tient pas compte du fait que les forces azerbaïdjanaises se sont déjà procurées d'importantes quantités de matériel. Elles ont également demandé à M. Vaezi que l'Azerbaidjan les recannaisse comme e partenaire légitime » dans des entretiens de paix. - (AFP.)

GRANDE-BRETAGNE : le service de presse de Buckingham pré-sente des excuses à la duchesse d'York. - Le chef du service de presse du palais de Buckingham, M. Charles Anson, a présenté, vendredi 20 mars, des excuses à la reiae Elizabeth et à la duchesse d'York pour evoir contribué à la polémique entourant la séparation du Prince Andrew et de son épouse, la duchesse d'York, Sarah Ferguson (le Monde du 21 mars). – (AFP.)

O ITALIE : M. Andreotti affirme que le « plan de déstabilisation » de la Mafia est « de la camelote ». — Le «plan de déstabilisation» de la Mafia, récemment révélé, a été qualifié, veadredi 20 mars, de e pure camelote » par le président do coaseil italien, M. Giulio Andreotti. En annonçant, mercredi, l'envoi d' ie mise en garde oux

M, Vincenzo Scotti, evait suscité un grand émoi dans la classe politique (le Monde du 20 mars). Seion le directeur de la police, M. Vincenzo Parisi, a ce plan, c'est vrai, était de la camelote, mais même dans ce ras nous ne pouvions pas ne pas faire notre devoir » en donnant de nouvelles instructions. -(AFP.)

DULGARIE: prochaine dissolution des coopératives agricoles. - Le Pariemeat bulgare a adapté, vendredi 20 mars, des ameademeats libéralisant la loi sur la restitutioa des terres agricoles, votée il y a un an par un Parlemeat eacore dominé par les anciens communistes. Les coopératives agricoles seroat dissoates le le aavembre. Des étrangers pourront acheter des terres en Bulgarie par le biais de préfets contre un e plan secret » de sociétés mixtes où le partenair la Mafia, le ministre de l'intérieur, bulgare sera majoritaire. – (AFP.) sociétés mixtes où le partenaire

# s à partir de 6h

800

France .

Fig. Space

State Lag.

STATE OF THE PARTY

A part Control

72 de . . .

-

STATE AND ADDRESS.

the to proving

1.00

att Ter tr

This.

10 to 10ag. \_\_.

A Section of the sect

11.00

a garanta wa ka

· The

2000

- 142

----

14. 海門

ale Chart

MARK A. 47.5

THE PARTY OF THE P

SHARE SALLEY & .

fees risk

- - CF+ F4 .. .

general and the second

dent i

we win .

Specification .

de t h- 11 A Property of

1 1 mg/m

77 LAG

20 - 9h itorialistes d'Europel a Duhamel, t Laude Imbest em-Francis Kaba d Guille C. per Catherine Val

0 - 20h SE "Special Elections"

shine Main Juppe. me Watchie

Formée de la Serbie et du Monténégro

### Une «nouvelle Yougoslavie» devrait voir le jour avant la fin du mois de mai

La Serbie et le Monténégro oat s'est pronoocé par référendum, le décidé de s'associer afia de créer une «nauvelle Yougoslavie» d'ici à la fia du mais de mai, a annoncé, vendreil 20 mars, le pré-sident du Parlement de Serbie, M. Alexandre Bakocevic. Il a précisé qa'nne nouvelle Canstitution, élaborée actuellement par des com-missions constitutionnelles de Serbie et du Monténégro, serait « prête avant la fin du mols » et qu'un nouveau gouvernement ainsi que d'autres organes d'Etat pourraient être élus dans le courant de mai.

«aauvelle Yaugoslevie» serbo-montéaégrine a reçu l'aval du corps électaral maaténégrin qui

le mars, pour le maintien du Monténégro dans un Etat commun avec atoutes les Républiques qui en exprimeraient le souhait». La Ser-bie, en revanche, n'a pes consulté sa populatia a sur ce projet, criti-qué par l'opposition qui prône une Serbie indépendante.

Par ailleurs, l'agence croate Hina signale une recrudescence des inci-dents sur la côte adriatique, notamment à Dabrovnik et près de Zadar, alors que l'état-major de la Force de protectian de l'ONU (FORPRONU) a annoncé que le

### DIPLOMATIE

Destiné à autoriser les vols d'observation des activités militaires

### Le traité «Ciel ouvert» sera signé le 24 mars à Helsinki

Les pays membres de l'OTAN et de l'ancien pacte de Varsovie se sont mis d'accord, vendredi 20 mars, à Vienne, sur un traité « Ciel ouvert » autorisant l'accès des espaces aériens, de Vancou-ver à Viedivostok, aux vola de contrôle des activités militaires. Cet accord sera signé à l'ouverture de la conférence de la CSCE à Helsinki, le mardi 24 mars. Il permettra eux peys membres d'effectuer, chaque année, un nombre déterminé de survols - qui ne pourront pas être refuaés - avec un préavis de soixante-douze heures.

### VIENNE

de notre correspondante

« Pour la première fois dans l'histoire des négociations de désarme-ment, a souligné le chef de la délé-gatinn allemande, M. Rüdiger Hertmenn, la Russie n'est plus considérée comme un ennemi ». Quant au responsable de le déléga-tinn française, M. Perrin de Bri-chambaut, il e tenu à préciser qu'il « ne s'agit pas d'une légalisation de l'espionnage, mais d'un traité de sécurité collective».

Les contrôles cériens dans le cadre de «Ciel nuvert» offrent, par rapport au système des satclites d'observation, l'avantage d'une plus grande efficacité grâce à l'utilisation d'avlons équipés d'appa-reils sensibles (caméras optiques et vidén, systèmes infrarouges) et d'un cout moindre. Les données recueillies seront accessibles à tous les Etats signataires contre rem-boursement des frais. Pour des rai-sons techniques, il ne sera cependent guère possible d'effectuer avant trois ans des survols exploi-tant toutes les possibilités prévues dans le traité. Des vols «d'essai» seront cependent probables avant ce délai, selon M. Hartmann, qui a fait état d'une réflexion, au sein de l'UEO, au sujet de «tests» au-des-sus de la Russie.

#### Quatre mois de négociations

L'accord fixe le nombre de survols autorisés par an - 42 pour les Etats-Unis et la Russie-Biélorussie, 12 pour l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie et moins pour les petits pays –, leur répartitinn et l'équipement des avions qui, de toute façon, ne seront pas armés. Les pays signateires peuvent ennstituer des groupes pour se partager les quotas de survol afin de réduire les frais de l'opération. Selon le texte, la France aura notemment droit à trois vals sur le territoire de la Russie-Biélorussic et un vol sur la

«Ciel ouvert» sera signé par 24 pays – les pays de l'OTAN, les cinq anciens membres européens du pacte de Versovie (Pologne, Hungrie, Bulgarie, Tcbécoslnvaquie, Roumanie) ainsi que la Russie, la Biélnrussic et l'Ukraine qui nnt participé eux négociatinns mais sera eccessible aux eutres mais sera eccessiole aux eutres Républiques de l'ex-URSS. Une formule spéciele permettra à la Finlande et à la Suède de partici-per immédiatement à « Ciel ouvert » et leur réserve le drnit d'effectuer trois survols de la Russie, Les autre membres de la CSCE - qui en compte 48 - pourront accéder au traité dans les six mnis après son entrée en vigueur. Puis, d'autres pays pourront le signer en cas de consensus chez les pays

nuvert » sera installée à Vicnno pour traiter de toutes les questions relatives au traité. Elle entamera ses traveux fin mars.

Cet eccord, qui a ebouti eprès quatre mnis de négocietinns, fait suite à une initiative du président Eisenhower, en 1955, qui avait été rejetée, à l'époque, par Moscou. Le président George Busb evait relancé l'idée en 1989, mais les deux conférences «Ciel nuvert» d'Ottawa et de Budapest n'avaient pas ebouti. La percée a été rendue possible par l'effundrement de l'Uninn saviétique, dant les res-ponsables militaires étaient catégoriquement opposés à des vols d'observatinn au-dessus de leur

WALTRAUD BARYLI

lande demande officiellement son adhésion. - Le premier ministre finlandais, M. Esko Aho, a présenté officiellement, vendredi 20 mars, à son bornologue portugais, M. Anibal Cavaco Silva, président en exercice de le Communauté européenne, la demande d'adhésion de son pays à la CEE. La Finlande, a-t-il expliqué, s'engage, dans le cadre de l'intégration, à « œuvrer constructivement (...) en vue de promouvoir les principes de In démocratie ainsi que le respect des droits de l'homme et de bâtir une Europe où la paix, la sécurité et la prospérité soient indivisibles ». M. Cavaco Silva e pour sa part indiqué que la demande de la Finlande, qui sera soumise au conseil des affaires générales le 6 avril, « avec toutes les conséquences qui découlent du nouveau traité de Maastricht », est un « acte historique ». - (AFP.)

## PROCHE-ORIENT

Cédant à la pression du Conseil de sécurité

### L'Irak promet de détruire les éléments entrant dans la fabrication de ses missiles Scud

Cédant à la pression internationele et aux meneces de reprise des bombardementa. l'Irak a accepté vendredi 20 mars de détruire tous les éléments entrant dans le fabrication de ses missilee Scud, satisfalsant ainsi à une des exigences du Conseil de sécurité des Nations unles.

> **NEW-YORK (Nations unles)** de notre correspondant

Les autorités irakiennes ont remis à la commission spéciale chargée de détruire les armes non conventionnelles de ce pays une lettre - dont le texte a aussitôt été transmis eu Conseil de sécurité - qui contient «d'importantes informations» sur son armement balistique et chimique, a indique le 20 mars le chef de cette commission, l'ambassadeur suédois

Ce document, dont le contenu exact n'est pas encore connu, «confirme les doutes que nous avians auparavant quant à in véracité des précédentes déclarations irakiennes», mais il traduit «une attitude nouvelle» de Bagdad, a-t-il ajouté, préci-sant que, à première vue, les indica-tions fournies « semblaient concrètes et crédibles», sous réserve des vérifications euxquelles ve procéder la neuvième mission balistique de PONU actuellement en partance pour l'Irak.

Dans cette lettre dont M. Ekens n'a pas vouin révéler davantage le contenu, l'irak admet détenir encore « un nombre considérable de missiles » sur les 800 qui lui ont été soviétique et qu'il affirmait initiale-ment avoir utilisés d'abord durant le conflit Iran-Irak, puis pendant la guerre du Golfe.

Selon les indications irakiennes, la quasi-totalité des missiles restants avaient été détruits l'été dernier, conformément eux directives de la commission, mais sans la supervision de l'ONU. Dans le même temps, l'Irak s'engage à autoriser la destruc-tion de tous les équipements entrant dans la fabrication des missiles Scud et dont la commission a exigé l'élimi-nation, ce qu'il refusait de faire jus-

L'Irak a aussi admis dans ce docu-ment posséder «un certain nombre» d'ogives chimiques destinées à ses d'ogives chimiques destinées à ses engins balistiques mais il ne semble pas que Bagdad ait indiqué pour autant le nombre exact d'ogives chimiques détruites à ce jour. Enfin, et c'est là, d'après M. Ekeus un engagement important, l'Irak va fournir au début d'avril le « dossier complet de ses armements ». nntamment ses armements », untamment michaire.

#### Les doutes du général Powell

Une missinn irakienne est attendue incessamment à Vienne, où elle doit fournir des comptes sur le pro-gramme nucléaire de l'Irak devant les experts de l'Agence internationale experts de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA). C'est également au siège de cette organisation qu'une délégation irakienne va arriver pour s'entretenir avec les responsables de l'AIEA des possibilités de convertir à des fins civiles son installation nucléaire d'Al Altir, située à proximité de Bagdad, et qui doit nurmalement être détruite. Cet assouplissement à l'égard des exigences du Conseil fait suite à la visite à l'ONU la semaine précédente de M. Tarek Aziz, eu cours de laquelle le vice-premier ministre inskien a semble-t-il, donné en privé quelques gages de «bonne volonits» après avoir prononcé, en public, un discours qualifié de «dur». «La forte pression du Conseil et les bruits de bottes en provengnce de Washington ont certainement amené le gouvernement irakien à composer», soulignait ment irakien à composers, souligneit un diplomate occidental. «Parallèle ment, le fait que l'Irak ait accepté de rediscuter à Vienne la possibilité de reprendre ses livraisons de petrole sous contrôle de l'ONU est aussi un

A Washington, le général Colin Powell, chef d'état-major interarans, qui intervenant le 20 mars devant la commission sénatoriale des forces armées, e rappelé que « les forces armées des Elats-Unis disposalent d'une « variété d'instruments politi-ques, économiques et militaires» sus-ceptibles d'inciter l'Irak à faire face à

Il n's pas démenti l'information du Washington Post selon faquelle, audelà du discours officiel menaçant l'Irak d'un bombardement imminent, le général Powell et le Pentagone sont, en fait, opposés à une reprise des bostilités. Non seulement une nouvelle campagne militaire ne serait pas assurée de détruire la totalité des armes non-conventionnelles de Bag-dad mais, assure le quotidien, rapportant les commentaires « d'officiera de haut rang », un raid militaire com-porterait des dangers pour les forces américaines et risquerait de déclencher une réaction politique négative de la part des pays arabes modérés.

SERGE MARTI

CHINE: la nouvelle crise politique

## La querelle entre patriarches tourne à l'avantage de M. Deng Xiaoping

La défense est le poste qui enregistre, evec une heusse de 12 % sur 1991, la plus forte sugmentation dans le budget chinoie pour l'exercice 1992, présenté samedi 21 mars devant le Parlement. Cette exception dans un budget par ailleurs eustère paraît destinée à assurer la loyauté des militaires. dont M. Deng Xiaoping a grand besoin pour imposer ses projets de réforme économique à un appareil réticent.

de notre correspondent

Les informations qui commencent à filtrer, en particulier par une série de fuites en direction de Hongkong de fuites en direction de Hongkong, sur la relance des réformes en Chine sous l'impulsion de M. Deng Xiaoping, confirment que le régime vient de connaître une nouvelle crise majeure et n'a probablement jamais été eussi divisé depuis la mort de Mao Zedong, en 1976.

A en croire ces informations, plus que plausibles, l'affrontement en est arrivé au point où, juste avant l'apparente victoire de M. Deng lors de la réunion du bureau politique du PC chinois des 9 et 10 mars (le Monde du 14 mars), un puissant ténnr de l'orthodoxic stalinienne, M. Deng Lioun, s'est permis de oleu-M. Deng Liqun, s'est permis de pleu-ter en pleine reunion et d'accuser le vieux patriarche d'être un «faux

Si l'on tente de reconstituer, à par-tir de ces informations recoupées auprès de sources chinnises, la séquence d'événements qui a abouti à la déclaration-surprise du bureau politique avalisant le semi-capitaisme aux coulcurs socialistes de M. Deng Xiaoping, on découvre que les tenants de la ligne dure ont com-mis une série de gaffes. Elles provien-nent vraisemblablement de ce qu'ils avaient sous-estimé la pugnacité dont est encore capable, à quatre-vingt-sept ans, celui dont Mao se méfiait

Une première tentative, en décembre, de ces opposants regroupés eutour de M. Chen Yun, l'sutre patriarche du régime, de critiquer la clientéle de M. Deng sous couvert d'« étudier le socialisme » à la campagne, fut suivie, début janvier, d'une boulette bien plus sérieuse : une dizaine de membres de la Com-

missinn des conseillers du comité central, muroir où M. Deng avait casé ses vieux détracteurs, se liguèrent pour soumettre à la direction du parti une pétition proposant l'aboli-tion des zones économiques spétion des zones economiques spe-ciales, qui permettent eu «socia-lisme» cbinnis de joner au capitalisme dans les régions côtières. Motif invoqué: ces zones auraient servi de tête de pont au capitalisme étranger pour subvertir le régime de Pêkin.

#### Le « Document пите́го 2»

C'était provoquer directement M. Deng, officiellement à la retraite, et le contraindre à reprendre du ser-vice. Piqué, le vieux dirigeant effectua, du 18 janvier au 21 février, sa tournée dans ces zones, pronouçant plusieurs discours qui allaient par la suite être rassemblés pour diffusion au sein de la bureancratie dans un Document numéro 2 de la direction du parti, dont plusieurs versions complémentaires circulent désormais dans le pays.

A Pékin, pendant ce temps, se A Pekin, pendant ce temps, se jouait une partie serrée. Préparant le terrain sur le plan idénlogique, marotte des conservateurs, un partisan de M. Deng, M. Li Ruihuan, jnua le 22 janvier, devant une réunion préparatoire à une conférence des chefs de la propagande, le rôle classique de «canomier» que Mao spusit et hiem susciter cher ses propagands. savait si bien susciter chez ses pro-pres partisans. M. Li, un des six membres du consistoire restreint qui coiffe le PCC, accusa «certaines personnes aux postes de commande » de se livrer à un sabotage déguisé de la politique d'ouverture en vigueur, et «certains départements» de l'admi-nistration de « résister avec obstination aux changements ».

A cette déclaration de guerre, les idéologues répliquèrent par un tir de barrage idéologique : le plus gauchiste d'entre eux. M. Deng Liqun, mis à pied en 1987 mais tonjnurs actif en coulisse, aurait fait le ser-ment de défendre jusqu'à son dernier souffle «la pureté du marxisme-léninisme et la cause communiste» face à un appareil accusé d'être aux mains de traîtres de classe. Autre erreur, ces «traitres» ayant été nommés par M. Deng Xisoping. La colère aidant, l'idéolngue quitta même la réunion en signe de protestation. Nouvelle erreur que les conservateurs allaient répéter.

Les 25 et 26 janvier, la réunion des chefs de propagande allait être

l'occasinn de nouvelles passes d'armes. C'est à cette occasion que M. Deng Liqun aurait interrompu M. Li Ruihuan pour lire, les larmes aux yeux, un discours proclamant l'importance égale de l'idéologie et du développement économique, avant de quitter une nouvelle fois l'arène en lançant cet anathème sur un Deng Xiaoping absent : «La lutte de classes dans in société, in lutte entre le marxisme authentique et le propriées foit à la lute entre des la la lute entre de la la lute de la la lute entre de la lute entre de la lute entre de la la lute entre de la lute entre de la lute entre de la lute entre de la lute entre marxisme feint, et la lutte entre deux lignes au sein du parti sont des réalités objectives ».

Erreur encore plus grave que les précédentes: M. Deng Xiaoping venait précisément de faire savoir qu'une de ses propres «grandes inventions» par rapport au commu-nisme chinois evait été de décréter «qu'on [s'abstînt] désormais de se quereller. Cela [permet] d'économises son temps pour le consacrer au travail pratique».

Séchement renvoyés dans leur but, les conservateurs n'entendaient pas moins continuer à saper l'impact des propos de M. Deng Xiaoping en frei-nant leur diffusion. Celui-ci se rendit

### Le correspondant du « Monde » autorisé à « couvrir » la session de l'ANP

Le correspondant du Monde à Pékin, Francis Deron, a finalement été autorisé par les autorités chinoises à «couvrir» la session ennuelle de l'Assemblée nationale populaire (ANP), qui a débuté vendredi 20 mars à Pékin. Notification lui e été faite, le samedi 21, par le centre de presse de cette instance, que interdiction dont on l'evait frappé était levée.

Aucune raison ne lui e été fournie sur la décision initiale de le tenir éloigné des travaux de l'Assemblée. Cet épisode pourrait résulter des rivalités entre factions qui a'alguisent alors que ss profile l'inévitable relève de la « génération des octogénaires » dirigeant encore le pays en cou-lisse. Le Monde se félicite, naturelisment, que ce faux pas bureaucratique ait été réparé.

auprès de M. Chen Yun à Shanghaï, aux alentours du 2 février, pour une séance d'explication qui semble avoir mal tourné. Les deux vicillards, qui ne s'étaient pas vus depuis environ un an, s'opposent sur le degré d'ouverture du nave

Ayant échnué à convaincre le vieux stalinien, M. Deng convoqua le secrétaire général du PCC, M. Jiang Zemin, pour mettre au point l'ordre de bataille. Le 8 février, s'ouvrait une réunion du bureau politique clargie, dans les jours suivants, au comité central. Encore une occasion pour les conservateurs de se distinguer : une vingtaine d'entre eux boycottèrent la réunion. Parmi eux, le vice-président de la République Weng Zhen, malade, mais qui evait apparemment donné se bénédiction aux autres absents, dnnt l'éternel M. Deng Liqun. L'affaire tourna à l'avantage de M. Deng Xiaoping.

Le 24 février, ce dernier parvenait à faire publier par le Quotidien du peuple, jusque là sous le contrôle des conservateurs, l'article désormais célèbre à la gloire du capitalisme qui rompait avec le sur-place économique en vigueur depuis plus de deux ans. La bataille était désormais publians. La barante et al desormais puni-que. Le quotidien des intellectuels, Clarté, que M. Jiang Zemin avait vainement tenté de ramener sous la coupe réformiste fin 1991, était à son tour contraint de se mettre eu diapa-son «dengiste». Le 1º mars, le Document numéro 2 commençait à être diffusé. Les 9 et 10 mars, le bureau politique s'inclinait : les réformes et l'ouverture étaient confirmées « pour

Il sera difficile au PCC de revenir sur un tel engagement, à la dispari-tinn des vieillards de la Longue Marche. M. Deng a-t-il pour autant gagné pour de bon? On peut en dou-ter. Le fait qu'il ait dû sortir de sa retraite pour mener ce combat de franc-tireur, bousculant la biérarchie dans un style que n'actrait pas renié Mao, montre à ordel point les résis-tances restent fortes au sein de l'ap-pareil. Les exhortations à la «lutte de classes» laissent la population indifférente, mais on peut compter sur l'armée de bureaucrates formés par quarante ans de communisme pour ivrer une ance bataille d'arrière garde face à l'inéluctable généralisation du « socialime aux couleurs de la Chine ». c'est-à-dire le capitalisme

### Après des propos contestés de M. Boutros-Ghali

### La résolution 242, « obligatoire » mais pas «coercitive»

Une « petite phrees » du secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, jeudl 19 mars, sur le caractère « obligatoire» ou non des résolutions de l'ONU a soulevé une minitempête chez les diplomates de l'organisation internationale.

« Les résolutions du Conneil de sécurité sont obligatoires si elles sont fondées sur le chapitre VII de la Charte de l'ONU. Une résolution qui ne repnse pas sur le chapitre VII n'est pas obligatoire, et la résolution 242 ne repose pas sur ce chapitre », e déclaré M. Boutros-Ghali, qui était interrogé aur le différence entre les traitements infligés à l'irak et à Israèl quant à l'appli-cation des résolutions de l'ONU.

Conformément à la résolution 242, adoptée aprèa le guerre israélo-arabe de 1967, une paix juste et dureble au Proche-Orient implique le retrait des forces lereéllennes des territnires occupés pendent le conflit. Or, contrelrement eux résolutions adoptées sur l'Irak

par le Conseil de sécurité après l'invasion du Kowett, cette résolution n'avait pas été adoptée soue le chapitre VII, qui autorise l'ONU à entreprendre « toute action qu'elle juge nécessaire au meintien ou eu réteblissement de la paix et la sécurité».

Selon dee experts à l'ONU, nn peut ainsi feire une distinction entre les résolutions reposant explicitement sur ce chapitre, dnnt lea Netinns unles peuvent imposer l'application, et d'autres ne faisant paa référence au chapitre VII et qui sereient e plutôt une recommandatinn s. Cependent, il est reconnu que même si toutes lee résolutions n'ont pas un caractère coercitif, ellea n'en aont pss maine abligataires. Pour diasiper tout melentendu et un certein mécantentement permi les diplomates arabes, le porteperole de M. Boutrns-Ghall a expliqué qu'« il fallait comprendre que cette résolution n'est pas coercitive ». ~ (AFP.)

Les suites de l'explosion de Buenos-Aires

### Un jeune Argentin aurait participé à l'attentat

Le groupe étranger – probable-ment le Djihad islamique – qui a perpetre l'ettentat à la voiture piégée de mardi dernier contre l'ambassade d'Israel à Buenos-Aires (28 morts et 235 blessés, selon le dernier bilan) a au moins bénéficié du soutien logistique d'un jeune Argentin, converti à l'islam, a affirmé, vendredi 20 mars, le président argentin, Carlos Menem.

Dans sa revendication, qui n cusuite été démentic à Beyrouth par des appels non euthentifiés, le

□ LIBYE: Tripoli serait d'accord pour livrer les suspects. - La Libye est d'accord, en principe, pour remettre au secrétaire général des Nations unies les deux hommes accusés d'êtreles auteurs de l'attentat de Lockerbie contre un Boeing 747 de la PanAm au-dessus de l'Ecosse, a-t-on appris vendredi 20 mars dans les milieux diplomatiques de Tunis. «Les Etats arabes sont en train de travailler intensivement sur une telle solution, et la Libye est en principe d'accord, pour les remettre au secrétaire général des Nations unies», a déclaré un diplo-FRANCIS OERON | mate nord-africain à l'agence Reuter.

Djibad islamique évoquait le suicide d'un certain Abou Yasser d'origine argentine, mais les enquêteurs n'excluent pas que la bombe ait pu être télécommandée. Le quotidien uruguayen El Pais n par ailleurs affirmé qu'une terroriste allemende de la Fractinn armée rnuge (RAF), Andrea Klump, spécialisée dans les explosifs, se serait renduc en Uruguay et en Argentine avant l'attentat. -(AFP, UPI.)

□ Une déciaration de M. David Lévy. - Le ministre israélien des affaires étrangères, M. David Lévy, a réaffirmé vendredi 20 mars qu'Israel « vengera le sang des victimes » de l'attentat de mardi contre son ambassade à Buenos-Aires, qui a fait eu moins vingt-cinq morts et deux cent vingt blessés. Une cérémonie militaire s'est déroulée à l'aéroport Ben-Gourion, près de Tel-Aviv, où l'avion personnel du président argentin Carlos Menem venait de ramener les dépouilles de deux des victimes israéliennes, Eliora Carmon et Zahava Zahavi. - (AFP.)

Un entretien a Mme Edwige Ar Salte de la premiera de la constante de la premiera de la premiera de la constante de la const Petit & Note of the Contractions

soni inter en anticon mais independent

doute proce

n les moch has

au mainter des sindiches

gente en Africa 3: 1: 1: 1:

nos com proceso

ient quality

de marifi. ...

soni impia ivi dis producti

- Emm. r.

and parties of a p in an de Fran - On parle de l'Afrique régionale» C Plusieurs pars ent déjé annonce au ils is a construction sanctions according to the faire is - la préfet inemes région de inordonne COMPRESSE & S exemple dus SADCC (1) o Certains Etat decide la la ca

frace - loss di que. Es da s transport de kom mener des accomments. eviter des con ALL DAVISIONS TO PERSONAL PROPERTY. \_ Mais 1 410 rects to contie LOCK & FINANCE de l'ANC 2
pression positi
liné des disse 2 Last 2012 leard:nations 1271 DOS ED CH consiste 2 au nauvres, La F railleur de for - La France estic. \* 15502 Dreside dil cuin

-- K. -- CF Day figurent parts terne de ace cal mount for Airegue suntral - L'august - Cent mai, peu d'imaginati fer d'ausses fu

LOIN DES CAPITALES

Kaedi **entre** 1 sourenirs et ses

calcuration of special

A Highlight of Anglorge saturate to their art is to lead pour dies had all a mark to the cot of guerre avec le Serect - sui dicettaint au séance

les gens : 10 de sitte de semble al carres de semble de la carres de semble exactions gars ......... Si legare at the mocretique venue of those and a succuration, singuistion fement record armust the fifty a union, jet nauras tas tre secore moins me plantes tre secore moins de kaet, et l'Union des évenuelle de noncesses (UFD), le

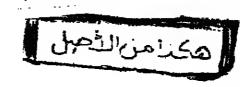
principal care de la Cascima de C Maimeren die jame Doken et Newskehols. Marrieren
Theure est at the region ne sont
ne sont
de guerre
tranquite
tranq les deut best betrett betrement vie Dens ses saus house as the section of sees es gens du

characteristic and the state of the same o Sur les terger de es parsans se bananes et des names de la la barbe des gardes. termer es continuer es continue maraichers ene Mas s 

La jacquerie de Sylla

Peur-Aire asserté and l'antité réseant le case ses gens du cro de la contra de la contra granda d manning services and service according to the service and the services are services and the services and the services are services are services and the services are servic en 1080 com to the transfer of Service of Arabac com to the transfer of the tr Arabes perspective and the second sec Perspectives to the loss transactions for-

Sous courses to be a compart of the source o Sont by Sec Sec. Sec. Sec. States Sec. States Sec. lots que ues terminates announces de l'evendre de l'evend Kaedi, juga de lette de la la commune de la ne peut pas de lette de la common de la commentation de la commentatio Internationale and assert as acres one more fertiles as factiles et ar george des automores ses merces des mores des automores d



traire les éléments

Beet Se At

Total Marie Co.

Company he i

to be together the !

Marie & Sept. 4.

MORE TOL I. - 5 manual 3-.

Company of the Party of the Par

and water ...

and figures . .

State of the same

ALANGAM ...

The state of

The second is the second 2 2 41:

The second

10 - 100 to 100 Table

121 41 22

2011 2011 1019 20

PERMISSION OF THE PERMISSION OF

and the street area.

1702

7.02 = \$me s 325°

THE RESERVE

Fig. 15 To High Fig. 8

1 1 2 2 11:0072 | 1

The second second

Buffan .

a firms thr

100 Ball 1845 ....

Company of the contract of the

ingerties day ?

W to Marine

MANAGE & MIN.

Mary See P.7.

20 mg " "7

of the Sale !

30 To 18 4

uis pas e ceretifie

Mary Marine Control of the Control o

A statement of the state of the statement of

##### #### 193 193<u>000</u>

look with the Fr of the Control

THE RESERVE OF THE PARTY OF THE

PROPERTY AND LANGE &

The state of the s

the remainder has all a martin said ein

Belle in the State of the State

on de ses missiles soi

### **AFRIQUE**

# Un entretien avec M<sup>me</sup> Edwige Avice

Suite de la première page

» Petit à petit, des réconciliations sont intervenues en Namibie, désormais indépendante, ou sont en cours comme en Angola et au Mozambique. La réiotégration de l'Afrique du Sud dans cet ensemble dynamiserait la coopération régionale.

- Plusieurs pays unt déjà - Plusieurs pays unt déjà anoncé qu'ils léveraiant leurs sanctions économiques contre l'Afrique du Sud. Que va faire la

France?

— En mars 1991, la France e décidé la levée de l'embargo sur les iovestissements, et il y a quelques jours, sur le charbon. La levée des sanctions pourrait peut-être bientôt s'étendre à d'antres produits. Ce n'est pas un problème seulement français. Des décisions seront sans doute prises à l'échelon communantaire ou international. l'imagine difficilement qu'il en soit nutrement, mais je n'en connais ni le calendrier ni les modalités. Il faut attendre.

— Mais l'ANC reste favorable - Mais l'ANC reste favorable

au maintien des sanctions. - Je conoais très bien les thèses de l'ANC, qui souhaite maintenir la pression pour qu'on avance le plus loin possible sur le chemin de l'égalité des droits.

~ La France est-elle assez pré-sente en Afrique australe?

Environ six mille Français sont présents en Afrique eustrale, doot les deux tiers en Afrique du Sud où es deux ners en Afrique du Sud où sont implantés environ quatre-vingt-dix groupes français. Beaucoup de nos compatriotes sont là-bas depuis très longiemps. Mais notre présence n'y est quand même pas à la hauteur des enjeux. La France o'est que le septième partenaire commercial de l'Afrique du Sud, avec une part de marché de 3,3 %. La modestie de cette présence dens la région est cette préseoce dens le région est

LOIN DES CAPITALES

d'ailleurs totalement contradictoire avec les engagements que la France a pris envers certains pays, comme l'Angoln et le Mozambique. Ces pays o'abritent que quelques cen-taines de Français.

On parle beaucoup, à propos de l'Afrique, d' « intégration régionale ». Qu'en pensez-vous?

 Je préfère parler de certains thèmes régionaux. Il s'agit d'abord de coordoooer certaines actions de coordoooer certaines actions communes à un groupe d'Etats, par exemple dans le cadre de la SADCC (1) ou de la zone franc. Certaios Etats – ceux de la zone franc – ont déjà une monnaie unique. Et ils cherchent, en tenant compte de leurs complémentarités, à mecer des netinns communes et cohérentes. En agriculture, il faut éviter des concurrences trop fortes, organiser un minimum de marchés. Aux investisseurs, il faut fournir des garanties juridiques suffisantes. Les rencontres et les réflexions s'organisent autour de ces thèmes économiques et financiers.

» Leur prise en compte ne signifie

ques et financiers.

» Leur prise en compte ne signifie pas un changement de politique, Les coordinations régionales ne remettent pas en cause notre logique, qui coosiste à aider d'abord les plus pauvres. La France est le premier bailleur de fonds de l'Afrique. Son aide est essentiellement bilatérale. Vingt des pays qui en bénéficient figurent parmi les trente-sept plus pauvres du monde, Mais rien o'interdit de nous investir davantage dans des régions où notre présence est moins forte, en particulier en Afrique australe.

L'argent n'est pas inépuisa-

- C'est vrai, mais il faut avoir un peu d'imagination, par exemple atti-rer d'autres financements au profit

des pays que nous aidons en prio-rité. Il est également possible de mieux coordonner nos actions avec les projets multilatéraux. En outre, les tiens avec l'Afrique débordent le cadre des relations d'Etat à Etat. Ils impliquent des organisations noo gouvernementales, des collectivités locales, des associations, des entreprises, des partis politiques. Il faut améliorer la coordination entre les diverses aides. C'est un problème franco-français.

» Je suis hostile à un simple sau-poudrage de l'aide. Mais on ne peut pas non plus mener une politique cynique en abandonnant les pays les cynique en abandonnant les pays les plus pauvres. Il faut répondre à un double objectif : rempiir nos engage-ments vis-à-vis des pays qui comp-tent essentiellement sur l'aide de la France; s'ouvrir à d'autres États, quitte à faire appel à des partena-rials moins habituels.

nats moins habítuels.

» Une grande partie de l'aide publique française au développement — 40 milliards de francs — va vers l'Afrique. C'est plus de 60 % de l'aide bilotérale. Cette aide se décompose en aide projets et aide hors projets, qui comprend notamment l'annulation de la dette. L'aide projets a doublé en cioq ans, et l'aide hors projets e triplé. Avec une aide de 0,56 % du PNB, la France vient eo tête des pays do G7. Au cours des dernières années, cette aide a augmenté de 10 % par an. L'aide américaine, égale au tiers de l'aide française, est multilatérale à près de 90 % et se concentre assez largement sur l'Afrique australe, et d'abord sur l'Afrique du Snd.

— Le discours de M. Mitterrand

 Le discours de M. Mitterrand à La Baule en juin 1990 exaitait les apirations à la démocratie en Afrique. Certains Africains repro-chent maintenant à la France de ne pas être esssez fidèle à ce

- Je récuse certaines exégèses du discours de La Baule. Reanceup de gens ne l'ont pas lu. On y trouve le principe de non-logéreoce, et une phrase y dit que chaque pays doit avancer selon soo propre rythme, que cous ne sommes pas des don-neurs de leçons. On y trouve un paragraphe extrêmement important

» Le discours de La Baule n'oblige pas la France à avoir une attitude uniforme, systématique envers tous les pays, alors que nous ne ferions is pays, ains que nous ne terions jamais cela nvec les pays d'Europe ou d'Amérique latine. Considérerait-on les pays africains avec un regard plus flou, plus distant, comme s'ils se ressemblaient tous? Pour qui connaît un peu la vie et l'histoire de l'Afrique, ce serait un péché contre l'intelligence.

» De plus, le principe de souve-raineté vaut aussi bien pour les pays d'Afrique que pour la France. La



France est libre de sa politique et peut choisir son mode d'intervention. Ses réponses varient selon les pays et les situations. Le Togo oc ressemble ni au Bénin ni au Zaïre. Exemple: notre coopération avec le Zaïre est bloquée, mais on essaie quand même de répondre eux besoins de la population. Cela o'est pas très facile...

» Nous savnos très bieo en Europe – je pense sux nationa-ismes, notamment en Yougoslavie – que des interventioos extérieures sont souvent mal perçues. Pourquoi o'y eurait-il pas du côté des Africains un certain combre de résis-tances à ce que d'eutres se mêlent de leurs affaires? Nous avoos en

sur la transparence financière, sur la bonne gestion.

face de nous quelquefois des nationalismes ombrageux. La France n'est nalismes ombrageux. La France n'est pas le deus ex machina des évolu-tinns en Afrique. La démocratie, c'est d'abord un processus interne aux pays concernés.

» Lorsque à l'intérieur d'un pays, les gens ne sont pas mûrs pour cette expérience si nouvelle, cele prend du temps, ils tâtonnent, il ne faut pas les coodamner pour cela. Nous sommes dans une période où les situations de transition dominent, il va y avoir vingt électinns cette année en Afrique. Nous sommes prudents, nous n'intervenons pas n'importe comment, nous analysons les situations. L'Afrique mérite ce traitement que l'on applique an reste du monde. C'est cela qu'on n'arrive pas à comprendre en France, où l'on est parfois trop passionnel. Peut-être est-ce dû au fait que cent trente-six mille Français vivent en Afrique. » Lorsque à l'intérieur d'un pays,

#### « Vingt élections cette année»

 La Côte-d'Ivoire connaît, avec la récente condamnation du prin-cipal opposant au régime, une fin de règne un peu difficile qui n'est pas dans l'esprit du discours de La Baule.

- En Afrique, la mémoire et l'histoire sont importantes. La personna-lité du président Houphouët-Boigny, le respect qu'il inspire oe soot pas des données négligeables. La Côte-d'Ivoire est un des pays engagés dans la démocratie pluraliste. J'espère aujourd'hui que la sagesse afri-caine saura régler par la négociation et la réconciliation une situation qui pourrait nuire à un apaisement

» Trois éléments sont indispensa-bles au progrès des pays africains : l'Etat de droit, la croissance écono-mique et la «répoose sociale». L'Etat de droit et la sécurité suppo-sent certaines institutions qu'il faut sent certaines institutions qu'i fait protéger. La croissance exige la relance de l'agriculture et de l'indus-trie. Quant aux réponses sociales, le ministère de la coopération est bien armé pour y contribuer, puisque par tradition il s'occupe d'éducation, de santé, d'agriculture, d'infrastructures.

» En matière économique, il fant mener des politiques d'ajustements sectoriels. Je ne récuse pas les politiques d'ajustements, mais certaines oot créé des problèmes sociaux oot cree des proolemes sociaux importants, Beaucoup de questions se posent : comment relancer les filières productives autrefois largement financées par l'Etat (coton, café, cacao, bois, etc.)? Faut il s'inspirer des méthodes assanques? Comment traiter le question des échanges, quel secteur doit-on proté-ger? Le libéralisme à tous crins o'est pas forcement la boune formule. Faul-il protéger certaines produc-tions pour fevoriser uoe eutosuffisance, stimuler certaines exporta-

» Autre domaine où on doit pratiquement tout démarter à la fois : la transformation politique. Com-ment aider les pays africains à modifier leurs institutions, à co créer de nonvelles, à organiser des élections, à transformer leur système de dépenses? Comment les aider à dégraisser leur fonction publique, à reconvertir leurs militaires, quand la paix est revenue? On oous a demandé d'aider à mettre en place un système de sécurité différent qui respecte le droit des gens, à créer des gendarmeries. Nous avons un savoir-faire de longue date sur l'en-semble de ces sujets, mais il est

extrêmement difficile de plaquer directement le système français. directement le système français.

» C'est un travail minutieux qui concerne en France plusieurs ministères. On nous demande des expertises sur tous les sujets relatifs au droit public, y compris la justice, et à la gestion des finances publiques. La coopération avait un domaine traditionnel d'intervention, qu'elle a dû élargir. Elle a dû mussi changer ses méthodes de travail.

— La France et les neus d'Afri.

 La France et les pays d'Afri-que tentent-lle de mieux gérer les problèmes de l'immigration? D'abord, il funt rappeler que l'Afrique vit ces problèmes chaque jour chez elle. Il y a six millions de jour chez elle. Il y a six millions de réfugiés ou de personnes déplacées en Afrique. Pourtant, aucun Etat africain n'e envie de perdre sa population, surtout si elle est déjà formée professiono ellement. On nous demande d'aider à fixer les populations par des projets de développement locaux, et aussi pour qu'elles n'aillent pas chez leurs voisins, ce qui peut leur poser des problèmes politiques.

politiques.

» D'antre part, faute d'espérer rouver un emploi dans leur pays, beaucoup de jeunes diplômés africains restent en Europe. Nons avons commeocé à mettre en œuvre des projets de développement pour que des migrants puissent se réinstaller de façon correcte dans leur pays, par exemple eu Sénégal et au Mali. Encore faut-il que ces politiques soient acceptées par les intéressés. Elles sont toujours négociées evec les pays partenaires.

» Les pays d'Afrique ne veulent

» Les pays d'Afrique ne veulent pas que leurs ressortissants soient maltraités. C'est une question de dignité humaine. On ne se rend pas assez compte en France à quel point la montée de Le Pen inquiète. Les Africains ont raison d'être soucieux, nous le sommes nous-mêmes. Mais le cert conscient que l'immigration. ils sont conscients que l'immigration clandestine o'est pas une solution et qu'elle suscite de combreux problèmes sociaux pour leurs ressortissants et des difficultés d'acceptation par la populatioo française. Des pays qui ont fait un gros effort de transformation politique – c'est le cas du Bénin – voient revenir leur

- Si la droite revient au pouvoir en France, la politique efricaine en sera-t-elle profondément chanaée?

- Vous vous doutez bien que ce o'est pas cette hypothèse que je pri-vilègie. Mon budget a été voté par le Sénat, dont la majorité o'est pas acquise au gouvernement. Le mouvement en cours en Afrique est lancé. Non seulement il sera très difficile de l'arrêter, mais personne n's intérêt à la foire. Ceux qui se risqueraient à souhaiter revenir en arrière, à oublier ce qui s'est passé, à ignorer l'existence de coorre-pouvoirs pourraient légitimement être occusés de vouloir une Afrique à deux vitesses. Ce o'est pas parce que l'oo est pauvre que l'oo o'a pas envie de liberté.

\* Peut-oo imaginer cette Afrique australe qui va se développer, et, à côté, des pays qui o'auraient le droit que de regarder? Qui verraient le moode évoluer vers la démocratie sans prendre part à ce mouvement? le suis sûre qu'il y a, dans d'autres formations politiques, des gens qui connaissent et aiment suffisamment l'Afrique pour evoir sur elle une analyse moderne, réaliste et géné-TCUSC. N

Propos recueillis par JEAN-PIERRE LANGELLIER et CATHERINE SIMON

(1) Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe.

### Kaedi entre ses mauvais souvenirs et ses bonnes terres,

KAEDI

de notre envoyé spécial

ES tam-tams qui, longtemps, s'étalant tus, résonnent de nouveau pour dira les choses heureuses de la vie. Tout, jusqu'alors - tentative de complot et guerre avec le Sénégal - avait contraint au silanca les gene d'ici, en majorité d'athnies négroafricainas, soumis par les Meures blencs, maîtres du paye, à des brimades et à das exactions sans nombre.

Si légèra soit-elle, la brise démocratiqua venue de Nouakchott, e, aujourd'hui, singuliè-rement radouci l'etmosphère. «Il y a un an, je n'eurais pas osé voue parler, encore moins me plaindre, admet M. Tidjana Koīta, maire da Kaedi et mambre du bureau éxécutif da l'Union dea forces démocratiques (UFD), la principal parti d'opposition. Désormais, rien na sera plus comme avant.

Maintenant que, entre Dakar et Nouakchott, l'heure est eu rabibochaga, Kaedi et sa région ne sont plus considérées comma « zone da guerra», at le Sénégal, ce long fleuve tranquille - trop tranquille au goût des autochtones - qui sert de frontière naturelle entre las deux pays, raprend lentement vie. Dane ses eaux lisses et poissonneuses, les gans du cru retoument sa laver, taper leur linge, balgner leurs chevaux et, eurtout, jetar leurs

Sur les bergaa du flauva, les paysans se aont remie à cultiver mais, patates douces et bananes. Et, d'une rive à l'autre, à la barba des gardes-frontières qui ont reçu ordre da farmer las yeux, daa piroguiers recommancant à faire un pau da troe : produits maraîchers contre charbon de boia et quincaillerie. Mais le marché de Kaedi est encore loin d'evoir retrouvé aon animation d'entan. Il n'empêche qu'eici, reconnaît M. Kotta, on vit mieux; on est moina fatigués que dans le reste du pays ».

### La jacquerie de Sylla

Peut-être est-ce pour cette raison-là que les gens du cru doivent se battre, presque pied à pied, pour défandre leure terres contre une mainmlas cétrangère». La meneca vient du Sud - des Mauritaniens expulsés du Sénégal an 1989, que l'on a'efforce de « réinsérer » en miliau egricole; at aussi du Nord - das e Arabes » poussés par le sécheresse ou les perspectivas da juteusas transactiona fon-

Sous couvert de permis d'occuper généreu-sement délivrés, nombre de Maures blancs se sont vu, ces demières années, attribuer des lots qua beaucoup se sont ampressés de ravandra à profit. Fauasament ingénu, M. Abdarahmana Ould Deh, gouverneur de Kaedi, juge de cette affaire en moraliste : c On na peut pas continuer à mendier une aide internationale et laisser en jachère des terres fertilas at irrigables. » Les autochtones se récrient : « Ces champs, nous les avons défri-

chés de nos maine mêma, si, fauta des moyens financiers que l'on nous refuse, certaine n'ont pae encore été mis an valeur comme il se doit.

Au mois d'eoût derniar, les chosee ont tourné au tragiqua à Sylla, tout près de Kaedi. Le gouverneur a fait donner le troupe pour déloger les paysans qui avaient organisé un ait-in sur un terrain attribué à une Mauresque da Nouakchott. e Les autorités nous avaient déjà pris des terres pour les distribuer à de expulsés du Sénégal, explique le chef de village. Il n'était pas question d'en voir d'autres nous échapper. C'est notre espace vital, aur lequel nous avions prévu de bâtir une coopérative. » Bilan da cette jacquaria du côté des manifestants: trois morts et cinq blessés.

### «Bête et atroce»

Aujourd'hul, le population e rapris ses aeprita : ni prête à ancalsser des coups ni mêma à antarrar le passé. Le vieux Mokter cherche à savoir pourquoi, en 1989, son fils



adaptif, un instituteur de trente-cinq ens, a été torturé à mort par des hommes en uniforma. Ousmane, cet autre habitant de Kaedi, s'interroge sur le sort de son frère, enlevé, en 1990, par des militaires, alors qu'il circulait à Mobylette. Ce « fervent militant » da l'UFD raconte len sévices que des policiers tul ont fait subir, pas plus tard qu'au mois de janvier dernier: c Dans nos locaux, la démocratie, ça n'existe pas...», lui auraient dit ses gardiens.

elci, il n'y a pas une famille dont l'un des siens n'ait subi une exaction», assure le maire da Kaedi. Un haut fonctionnaire, Maure blanc, glissa cette confidance en forme d'acte da contrition : « Tout ca, ce fut bête et atroce. » Les autochtonee doivent se battre, jour après jour, contre un pouvoir qui ne les porte pas dans son cœur et leur complique la vie. Diffiella, pour eux, par axampla, d'obtanir une carte d'identité : e Pius d'un millier da dos-

siers sont en souffrance, expliqua un opposant, pour une multitude de mauvaises rai-

Les autochtonas a'inquiètent du sort de milliers des leurs qui, manu militari, ont été a déportés », en 1989, de l'autre côté du fleuve. Les plus démunis reviennent en douce se réinstaller, tant biec qua mal, au peys. Mais les autorités mauritaniennes ne sont pas chaudes pour faire jouer la loi du ratour an favour de cour ous oot perdu chamos et trou peaux. Le gouverneur de Kaedi a'an tire par une pirouette : e Dans leur écrasante majorité, ce sont des Sénégalais.

Les autochtones voudraient aussi pouvoir gérer leurs propres affaires. Au mols de janvier 1991, M. Kona a dû se battre comma un beau diabla pour éviter qua, à force d'intrigues et de manipulations, un Maure blanc, un e Arebe », n'occupe la slaga da meira da Kaedi una villa de quelque 40 000 habitants. à dominante négro-africaine. Maintenant qu'il a obtenu estisfaction, la voilà contraint da subir les humaurs d'un gouverneur avec lequel, dit-il, « la cohabitation est difficile ».

### Un député « zoulou »

M. Koîta n'en finit pas de récriminer contre M. Ould Dah. « Il a monté contre moi la police, qui refuse de m'aider à recouvrer les taxes sur le marché, se plaint-il. Il ne m'associe é aucune décision an matière da sécu-rité. » Le maire da Kaedi est le seul de son espèce : la quasi-totalité da ceux qui, ici, occupent des postea da responsabilité sont des Maures, blancs ou noirs, du directeur de l'école d'agriculture à celui da l'hôpital en passant par celui dea douanes.

Kaedi a mal voté à l'élection présidentielln, en accordant ses faveurs au candidat de l'opposition plutôt qu'au chef de l'Etat aortant. S'il n'avait du respecter la consigne de boy-cottage lencée par l'UFD, il y e fort à parier que M. Kotta eut été choisi comma député par les siens. Aussi rage-t-il de voir un « Zoulou » - comme l'on surnomme, référence faite à l'Afriqua du Sud, les Négro-Africains qui collaborent avec la pouvoir blanc - lui voler son siège à l'Assemblée nationale.

Il ast un habitant de Kaadi qui a bâti sa fortuna sur l'import-export at les conseils en tout genre prodigués à plusieurs chefs d'Etat ins, et dont les extravagances ne manquent pas d'Intriguer les gans du cru. « Concorde-Samba » — allusion à sea fréquents séjours dans un palace parisien - qui sa fait construire, ici, un petit c Vaux-le-Vicomta», e promia d'équiper sa ville d'une clinique et d'un hôtal avac selle da conférences. Mais les autochtones n'an demandent pas tant. Il laur plairait davantage d'être un peu mieux considérés par ceux qui les gouvernent. Les tam-tams pourraient alors, sans retanue, réannner, d'un bout à l'autre da la

JACQUES DE BARRIN

### EN BREF

BIRMANIE : le chef de la junte n'est plus ministre de la défense. -Le chef de la junte au poovoir en Birmanie (SLORC), le général Saw Maung, a cédé ses fooetioos de ministre de le défense au géoéral Then Shwe, commandant en chef adjniot des Forces nrmées, a annoncé, vendredi 20 mars, Radio-Rangoun. Cette restructuration du pouvoir survient alors que les mili-taires birmans sont engagés dans une vaste offensive contre la mino-rité ethnique karen, dans le sud-est du pays. – (AFP.)

D JAPON: M. Shin Kanemaru échappe à no atteotat. - Le vice-président du Parti libéral démocrate, parti ao ponvoir depuis 1955, M. Shin Kanemaru, soixaote-dix-sept ans, coosidéré comme « le faiseur de premiers ministres », a échappé à un attentat, vendredi 20 mars à Ashikaga, au nord de Tokyn. Un jeune homme membre d'un groupuscule d'extrême droite, le Yukoku-seiwakai, a fait feu à trois reprises vers le podium où M. Kanemaru prononçait uo discoors enticipant la campagne pour les sénatoriales de juillet. Il n'y a eu aucune victime. Une bombe evait, déjà, été récemment lancée contre son domicile. – (AFP, Reuter, UPI.)

MALAWI : représailles cootre l'Eglise catholique. – Une vingtaine de jeones gens, doot plosieurs membres du Parti du eongrès du Malawi (MCP), le parti unique au pouvoir, ont incendlé l'un primerie de la mission Mootfort à Balaka, qui evait publié, début mars, une lettre pastorale des évêques catholiques, a annoncé, vendredi 20 mars, uo porte-parole de l'église. Dans 12 000 victimes. — (UPI.)

cette lettre, les évêques critiquaient le régime du président à vie, M. Kamuzu Bande. Les eutorités ont averti que toute personne trouvée en possession de cette missive, qualifiée de « séditieuse », serait arrêtée. - (AFP.)

D PÉROU: une quinzaine de morts lors d'attentats et d'attaques de la guérilla. - Deux militaires ont été tués lors d'un attentat dans le port de Callao (est de Lima) et un policier a été tué dans la capitale, vendredi 20 mars, par des membres présumés do groupe maoîste Sentier lumineux, a indique la police. Le même jour, une attaque lancée par le Sentier lumioeux cootre des installations de la compagnie pétrolière américaine Mobil, dans le département de San-Martio (750 km au nord de Lima), a fait une dizaine de morts dans les rangs des guérilleros et au moins un mort dans ceux de l'armée. - (AFP, UPI.)

SRI-LANKA : 55 Tigres tamonis toés par l'armée. - Selon oue source militaire de Colombo, tamoule indépendantiste a mal tourné pour le LTTE jeudi 19 mars dans le nord de l'île : 55 Tigres ont été tués et autant blessés. Les pertes gouvernementales o'ont pas été précisées. Lancé en 1983, le combat pour la création deos le nord et l'est de Ceylan, pays majoritairement bouddhiste, d'une cotité nationale des Tamoula hindouistes, l'Eelam, a repris vigueur en juin 1990, après un cessez-le-feu

± ± 1 × 100 ° 2. \$ 84 mars - 1 .- .\_\_ Marine Service 

100

The second of the second

interest

The Market State of the State o

2.74 2.75

Programme Sales

300 m SOUTH AND AND 80 40 .- A 60 TH

Barre .

Mar Balancer

State May 17 19 19 19 The of sections 2 th makes and it is

100 Feb. 200 gat 🍻 - V 🖘 - F g mille statement

## **ENQUÊTE**

### L'Algérie de la deuxième mémoire

## Un entretien avec M. Michel Rocard

« La modernisation de ce pays voisin ne peut être amorcée sans une intense participation française », nous déclare l'ancien premier ministre

Pour conclure nos enquêtes sur la « deuxième mémoire » de la guerre d'Algérie et sur lee reletions entre la France et ce pays dans les années à venir (le Monde du 17 au 21 mars), M. Michel Rocard, qui, au début de sa cernère politique, avait milité pour

re solution négociée du conflit elgérien, évoque, dans l'entretien qu'il nous e eccordé, les traces que cette période e laissées dans la société française et sa vision des rapports entre les deux pays. Aux yeux de l'encien premier ministre, « l'amorçage de le modernisation, pas soulement économique, en Algérie, ne peut guère se faire sans une intense participation

a Est-ce que la guarre d'Algé-ria s tracé, selon vous, dans la vis et dans la miliau politiquas français, un clivage durable?

 On a changé de République, avec, au find, un discrédit général des grands partis. Ce qu'il y avait de frappant, à la fin de la IV République, c'est que 90 % du personnel parlementaire – députés et sénaleurs - convenaient, dans inutes les conversations privées, qu'un allait vers l'indépendance et, pourtant, cela ne se traduisait pas dans l'action publique, pour des raisons mythologico-électorales. Tout la monde savait que la solution serait au mnins une autonomie forte, sinon l'indépendance; chacun le disait en privé; personne ne l'acceptait en public; et tout le monde savait, en plus, que chaque semaine perdue ferait davantage de violence et davantage de morts.

Des connivences ee sontellas nouées entre les militants ds l'indépendance algérienns comparables à celles qui exietent entre les sncisns de le

Quand même pas, parce que ce fut plus flou. Au moment de la Résistance, il n'y avait pas beaucoup de solutions intermédiaires. Lors de la guerre d'Algérie, il y avait une convergence entre ceux qui cherchaient une solution négo-ciée, la plus française possible; ceux qui considéraient comme acquis que l'Algérie serait indépen-dante, mais qui restaient citoyens français et ne portaient pas les valises; et ceux qui allaient jusqu'à l'insoumissinn. Tout ce monde-là s'est pas mal disputé et ne pouvait se retrouver dans une structure

\* En revanche, tous ceux qui,

Le Monde

Edité par la SARL le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social:

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »,

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises.

M. Jacques Lesourne, gérant.

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président Michel Cros, directeur général

Philippe Dupuis, directeur

15-17, rue da Colonel-Pierre-Avia 75902 PARIS CEDEX 15

Tel. : (t) 46-62-72-72

Telex MONDPUB 634 t28 F

Teléfax : 46-62-98-73. · Société filiale de la SARL le Monde et de Médies et Régies Europa SA.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

ou 36-15 · Tapez LM

civils ou militaires, out « fait l'Algérie», comme on dit, en ont été durablement marqués. Le jour est proche où la nation rendra l'hom-mage qui convient aux contingents qui ont été envoyés là-bas et dont le rôle, périlleux très souvent et difficile toujours, mérite d'être

 Dans votrs reletion svec
 M. Mitterrand, eet-ce que l'af-faire algérisnne a peeé? Avezvous su l'occasion de vous sn expliquer avec lul?

- Au moment de la réhabilita-tion des généraux de l'OAS, en 1982, que pensiez-vous?

- Je ne suis pas un homme de - Je ne suis pas un homme de symboles. De temps en 1emps, il faut en manler, mais je n'aime pas les symboles conflictuels et je suis plutôt pour panser les plaies par-tout où on le peut. J'ai cependant été très gêné par cette affaire, d'abord parce que la loi qu'on a fait adopter était totalement inu-tile, sauf à considérer comme déci-sif de restituer aux intéressés le sif de restituer aux intéressés le droit aux honneurs militaires lors de leurs obsèques, tous les autres droits leur ayant déjà été rétablis. Ensuite, en réveillant ce problème qui dormait, on a violé la conscience de tous ceux qui jugeaient cette réhabilitation inadmissible. En bref, j'étais contre. Cela dit, il est vrai que l'un des parlementaires socialistes les plus favorables était un de mes meil. favorables était un de mes meilleurs amis, Gérard Gouzes.

«On aurait pu inventer alors l'indépendance-association »

Pereonne ne prétend, aujourd'hul, mêms à l'extrêms droite, que l'Algérie surait pu rester française.

- Il fallait complètement changer le statut, mais on aurait pu arriver un degré d'autonomie mieux négocié et, surtout, maintenir là-bas le million de Français. Il aurait fallu s'y prendre dès 1955 ou 1956, voire bien avant. Il était trop tard quand de Gaulle est arrivé au pouvoir. On s'était déjà beaucoup trop

- Mele cele eurait supposé

que l'Algérie puisse rester hors du monde srabe... - Quand nn a rétabli Mohamed V au Maroc, son souci était de retrouver la pleine autono-mie du protectorat, pas de rompre avec la France. En Tunisie, Bourguiba, avec toute sa grandiloquence, ne tenait pas tellement à se noyer dans le monde arabe. En

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE

75501 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télecopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806F

Reproduction Interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

PRINTED IN FRANCE

t 620 F

TARIF

3 mois 🖸

Adresse: \_

Localité :

Nom:

t an ...

Algérie, les emballements bistoriques poussant vers l'excès unt com-mencé très tôt. On aurait pu inventer l'indépendance-association dès ce moment-là... Il n'y a que les Québécois pour l'avoir vraiment

 L'Algéris et la France, sujourd'hul, ce sont des rels-tions d'Etat à Etat et, sussi, deux sociétés pertiellement imbriquées l'uns dans l'autre. Comment sppréhandar cetta réalité dans les années qui vien

- Plus cela va, moins il faudra raisonner sur l'Algérie isolément de ce qui se passe au Maroc et en Tunisie. Il y a une conscience croissante du Maghreb, ces trois pays sont les ailes porteuses de l'Union du Maghreb arabe. Ce qui se passe en ce moment a complètement gelé cette évolution, mais elle va repartir, c'est une nécessité géo-politique,

» L'imbrication des populations, renforcée par la langue, nous crée l'obligation d'avoir vis-à-vis de l'Algérie un traitement non pas nècessairement préférentiel – ce n'est pas de douane que nous par-lons, – mais spécifique. La France nois, – mais specifique. La France ne peut pas avoir uniquement avec l'Algérie des relations d'Etat à Etat et objectives, il s'est passé trop de cboses. C'est bien plus dense encore qu'avec la Pologne – avec laquelle l'histoire commune tend à s'estomper – ou avec Israël. Le pays avec lequel ce type de liens va durer le plus longtemps, c'est l'Al-gérie, et cela nous crée une espèce d'obligation d'écoute et de compré-hension, en même temps que de respect suffisant pour ne pas don-ner aux Algériens l'impression que nous voudrious reprendre les com-mandes de leurs affaires. Mals il mandes de leurs affaires. Mals est vrai que l'amorçage de la modernisation, pas sculement éco-nomique, ne peut guére se faire sans une intense participation fran-

L'effondrement économique de l'Algérie est-il évitable?

Pnurquoi certains pays arrivent-ils au décollage et d'autres non? Pourquoi un taux de crois-sance de 9 % en Malaisie? De 7 % en Indonésie? C'est donc possible. C'est vrai aussi que les pays asia-tiques ont avec le travail une relation plus structurée que l'islam ou l'Afrique noire. On peut peut-être trouver des clés dans les travaux d'Emmanuel Todd. Quand il dit, par exemple, qu'il ne peut y avoir de développement économique que dans les soixante-dix ou quatrevingts ans qui suivent le taux de passage des adultes à l'alphabétisa-tion à plus de 50 % – ou, plus

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

Tèl. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311F

et publications, nº 57 437

ISSN: 0395-2037

**AUTRES PAYS** 

y compris CEE avion

790 F

1 560 F

2 960 F

l an 🖸

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

**ABONNEMENTS** 

place Hubert-Benne-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tel.: (1) 49-68-32-90

ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre

règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs on provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant teur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

**BULLETIN D'ABONNEMENT** 

Durée choisie :

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

6 mois □

Prénom :

\_Pays:\_

Code postal:

SUISSE-BELGIOUE

LUXEMB.-PAYS-BAS

1 (23 F

2 086 F

exactement, celui du taux d'alphabétisation des adultes masculins à plus de 85 %, — il dit quelque chose qu'on peut vérifier partout. Et quand il dit que la seule explication du taux d'alphabétisation, c'est l'âge moyen des femmes au mariage, il est également dans le vrai : plus le mariage est tardif et plus les jeunes mères ont le souci de préparer leurs enfants à la vie. Record moyen à la baisse de l'âge au mariage : l'islam, treize ans. Il y a bien un obstacle au dévelnppement qui vient de là.

» C'est aussi cela, nos relations avec l'Algérie. Saura-t-elle promou-voir les règles qu'on croit discerner pour une croissance rapide? L'une des premières concerne la stabilité de droit (patrimoine, commerce, sociétés, fiscalité). La deuxième cnncerne la liberté des produc-teurs : éviter d'ossifier la vie éco-

nomique. Est-ce que cette culture va imbiber maintenant les élites algériennes? Ce n'est pas absolument impossible.

«Tenir compte de la réalité du gouvernement actuel»

- Qual rôle pourrait jouer le France dans ce processus?

C'est très difficile. Nous n'échapperous pas à cette responsabilité, mais on commettrait un gâchis si on ne respectait pas des notions comme l'identité collective, le prestige national. Vous avez remarque que j'ai été très prudent dans mes commentaires sur le coup d'Etat. J'ai un certain nombre d'amis arabes pour lesquels il était justifié. Naus, avec antre culture des droits de l'bamme, nous pensons que l'interruptinn d'un processus démocratique est forcément dangereuse pour la suite, que seul le processus démocratique peut résoudre les maux apportés par ceux-là mêmes qui auraient voulu profiter de ce processus pour tenter de le détruire; mais tout cela suppose qu'nn ait atteint un certain

niveau démocratique, et je ne suis pas certain que l'Algérie soit à ce

» Prudence donc, mais il faut maintenir les liens. Il y a quelques mois, avant le coup de force, i'avais reçu la visite de mon ami Abdelhamid Brahimi, l'ancien premier ministre. Il m'avait expliqué que son problème, c'était de «défanatiser» le FIS et qu'il était le vise-président d'un comité de vice-président d'un comité de défense des prisonniers politiques, fondé et présidé par Taheb lora-himi. Or il n'y avait alors comme prisonniers politiques que des diri-geants du FIS. Ils ont cherché à jouer une carte intermédiaire en tentant de ramener vers une politique pratique, qui ne soit pas trop folle, les deux tiers ou les trois quarts des troupes du FIS, ce qu'ils pensaient possible.

«Donner des informations, pas des lecons»

» Vraisemblablement, ils ont été pris de vitesse par les événements et n'ont rien pu faire, mais leur tentative prouve bien qu'on n'est pas face à un mouvement khomei-niste, d'abord parce que beaucoup d'islamistes sont francophones, ensuite parce qu'ils ont tous des parents en France et, enfin, parce qu'ils sont sunnites, pas chittes. Il va donc falloir, à un moment ou à un autre, travailler autrement, même si nous evons l'obligation d'être intransigeants sur les droits de l'homme, pas seulement à l'égard de l'Algérie – et surtout, là, sur les droits des femmes.

trouvons, qui peut être courte mais aussi très brutale, c'est assez difficile à présenter, mais il faut bien tenir compte de la réalité du gouvernement algérien actuel, même si les conditions de sa prise de pouvoir n'étaient pas acceptables. D'ailleurs, on le fait. Le dialogue

Ne faut-il pas reconnaître le FIS comme expression de le réalité algérienne? N'y a-t-il pas une sorte de relent colonial dans ls préférence donnée eux dirigeants pro-occidentaux?

- Le FIS est l'expression momentanée d'une réalité algé-rienne. Quelle est cette réalité ou, plutôt, quelle était-elle? Celle d'un régime inefficace, à dominante militaire et largement corrompu. Où pouvaient aller tous ceux qui avaient à s'en plaindre? De toutes les forces d'opposition le FIS est celle qui a su le mieux offrir une apparence de réponse simple, ras-surante, justement, parce qu'elle évitait à ceux qui y adhéraient de se poser trop de questions. Entre un Ait Ahmed, qui fait appet, cou-rageusement, à l'intelligence et à l'effort et un EIS qui complese ragensement, à l'intelligence et à l'effort, et un FIS, qui remplace l'une et l'autre par l'appel à la foi, le combat était inégal. D'autres voies s'ouvriront. Et si le pouvoir parvient à provoquer moins de rejets, si les autres forces politiques

permette de convaincre, alors le FIS perdra la prime considérable dont il a bénéficié jusqu'ici : celle du rassemblement puissant de mécontents aussi nombreux qu'hétérogènes. » Quant à préférer les dirigeants qui nous soient le moins hostiles,

ont le minimum de temps qui leur

lisme. C'est dans l'attitude inverse que je verrais des relents de maso-chisme! Etes-vous pertisen de la créstion d'une zons de libre échange entre le Maghreb et les Douze?

je n'y vois aucun relent de colonia-

- fl ne faut pas oublier que le libéralisme, c'est un système ponr les forts; sans précautions, vous écrasez tous les faibles. Je ne suis pas sur du tout du bien-fondé

pas sûr du tout du bien-tonde d'une zone de libre échange pour les pays du Maghreb. Ce n'est pas une panacée. Cela fera des dégâts, car j'ai peur que ce soit trop diffi-cile pour leurs débuts industriels. En même temps, il est vrai que d'un point de vue politique, ce serait un enracinement vigoureux et symbolique dans une zone de développement forte, qui a un grand pouvoir «tractif». » La crispation des reletions

avec la France fait qu'on n'est pas au sommet de notre rayonnement eu Maghreb. L'italie et l'Espagne en profitent, et c'est logique, mais cela enlèvera de la cohérence à la politique globale que pourrait faire la Communauté. Avant qu'on en arrive là, on ne fera que du bilatéral pendant longtemps. Je suis très demandenr d'une réactivation de notre présence an Maghreb.

- Comment pourrait-on eborleur problème démographique, qui risque de rendre illusoire toute tantativa de développsment?

La plus brutale politique démographique ne peut donner des résultats en termes économiques que plus de vingt ans après son adoption. Le sujet est tellement grave, d'un point de vue symbolique, et susceptible d'entraîner une nouvelle détérioration de nos rela-tinns avec l'Algérie, qu'il faut l'aborder avec prudence. D'autant qu'il aurait des effets nuls à l'borizon opérationnel. Il faut donc que les dirigeants en prennent conscience eux mêmes; c'est une affaire intra-islamique. On peut aider en donnant des éléments d'information, pas des leçons.»

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC. PATRICK JARREAU et JACQUES-FRANÇOIS SIMON

Rectificatif. - Les numéros de téléphone du Rassemblement international des pieds-noirs et barkis ont été inexactement cités dans le quatrième volet de notre enquête «L'Algérie de la deuxième mémoire» (le Monde du 20 mars). Les numéros exacts sont : (1) 43-73-66-90 ou (1) 43-71-28-01.

**EXPOSITION** 

Le Monde

POUR FÊTER LES 25 ANS DU SUPPLÉMENT « Le Monde des livres »

Le Monde invite ses lecteurs sur le Princess Elizabeth

(quai de Javel - base Alpha - pont Mirabeau, rive gauche) DU 21 AU 25 MARS 1992 ENTRÉE LIBRE DE 10 h à 19 h 30 - noctume samedi 21 : 22 h.

> L'HERMÈS Éditeur LANGUES DES AFFAIRES

L'anglais des effaires, A. DEYSINE, 205 H L'essentiel sur Anglais commercial et économique, Mc QUEEN, 83 F Outils d'Anglais commercial et économique, Mc QUEEN, 83 F Outils d'Anglais commercial et écono., PERROUD-GRENIER, 99 F Allemand économique et commercial, THIBAUDET-DIBON, 189 F Allemand des affaires, B. THIBAUDET-A. JOSQUIN. 285 F Outil d'Allemand économique et commercial, B. THIBAUDET, 104 F Espagnol ennmercial et économique, P.Y. GARNOT, 195 F Italien commercial et économique, L. SANDRE, 170 F

Diffusion: MEDILIS SA Tél.: 46 34 07 70 9 ruc Séguier 75006 PARIS - Télécopieur : 43 25 26 18 Le Monde

Edité par le &ARL Le Monde Comité de direction : Jacques Lescurne, géron; directeur de la publication Orumo Frappet directeur de la rédaction Jacques Guitu directeur de la gesuon Martuel Lucbert secrélaire général Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colomb Robert Solé

Daniel Vernet

Anciens directeurs : Hubert Beuve Méry (1944-1659) Jacques Fauvet (1969-1962) André Laurens (1962-1865) André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL:

15, RUE FALGUIÈRE

75511 PARIS CÉDEX 15

16. (140-65-25-25

164copeur 40-65-25-49

ADMINISTRATION:

1. PLACE HU AERT AEUVE MÉRY

94852 IVRY SUR- ÆINE CEDEX

Tél. (1140-85-25-25

Tdiecopiaur: 48-60-30-10

Ber

Le secrétaire

PERSONNALITÉS EN CAMPAG

Deiers, qui de notre en la electar 3 CEE, 27 conforter so democratic est une retour de Sanstal annuel aller anders. d Annacy retour de
Bernard Bern Charles II n promise de d de jamelen. ilibe en tear regeste sur Autari
Haute Ya
UDF-RFF
Indigat
22 mari
en saik:
matis

15 % des voi choic Crise. were à la mai Pierre Mason in resouant in RPR: des 1938. -e bite to the state aven been te 10 July 250 क्त्राह्म स्थात होते हैं इत्याह्म स्थात होते हैं

La contagion de l'ab Pour near a participation elector

1 50.50

2. 3

120012076.2

71-12 to 12 10 (PI)51

(121,7<del>7</del>€ (1277, <u>12</u>2

77-127-5

 $\pi a^{-1} T_{\mathcal{T}} T$ 

Transler

Las fig.

a l'occasion di

electro: 15.

M. Marka . . . .

d'essem-

cantonal: p:=.

des miveaux : : .

toutes let ::::::

Labacation

tions a faith au-

il est properte la ligne

dont le simpliere Coise Subdir recherche

vie politique

Computer and des grander

parti de F-3-

Qui Sun 2 (2 )

 $U_{B-Cens}$ 

CACKE

le nombre de l'ennent les comment

es scrutte.

theurs, est tre-

societe d'une

que par un

loppe actuelier.

une marginer!

CONSIGNATION OF THE PARTY OF TH

Qualifative Francisco

Community of the control of the cont

Cette étude de la companya de citaven de cit

deres ....

que par un l'expression de D

L'abstention :

de la laipe

Rructurel

On chaffe and the second

वृष्ट स्टब्स् । 🚉 . . . .

En september

atterni 229

in the chart on chart ... es d'adées ou de l de a politique 200 × s'inidicuter da vent d'arlieu lors qu'i / i PRODUCTALE MESO ment epargne setuci Cepend 211

e décrachage a met loct des f de mars 1989. muc sa en en ne pas accom-AMORITY SEE Françoise Si ivitalux gr Jant deux be PERMIT STEELER wire impossi CONTRACTOR ON 1 ilai sera entegi 74 / Sent 3 29 mars. Scien peut comparer ; prese et u's

navez que en m par vealment ser Le charcheur que les time d'a des années 80 P.US QU AS SUCT decennie excer mochisation, p participation
sours bureau
plenge de la caie, que avait Tama 21 1971

Le reflux de

grenner ous de j

PERIORDES COM

Dillique s'inscr ment qui dépa frontieres bean de coté l'exeme inseries of some TOT-VOLERTS CO des groupes en dresse pour and es cienteurs all TORY BANDES DET es nen-rotants cones . . Dune ou delection rel ione, mais un pl cheur au CERL Tre fesseur A la Se a mint trouble CHETAR REAL PROPERTY. ions fedérales de

de la case pour le STATE FRENCH par l'institut

tise, vitainant

entre les fantata

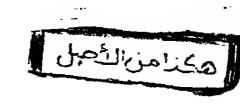
personner fentant

indissectione

de de l'entre les

cer droits font

il n'y avaitat Colorestone On at 4: setembs 100 tente attached Azor, on Marie Ticon, posts 4 act themens Control and Design and del appet · Cu. Satti a gan



## **POLITIQUE**

Les élections régionales et cantonales

### PERSONNALITÉS EN CAMPAGNE

# Bernard Bosson, Savoyard et européen

Le secrétaire général du CDS a pris, malgré lui, la tête de la liste UDF-RPR en Haute-Savoie mais son combat est d'abord celui de l'Europe

ANNECY

de notre envoyé spécial

«Et dire que je fais campagne pour ne pas être étu!» Chez les démacrates-chrétiens, le sacrific de démncrates-chrétiens, le sacrifice est une verto. Cette nuit-là, de retour de Saint-Julien-en-Genevois. Bernard Bosson lâche un soupir de fatigue. Entre sa charge de député, son mandat de maire d'Annecy et ses obligations de secrétaire général du CDS, il a réussi, tant bien que mal, à caser sur son agenda deux cent quatre-vingt-dnuze réuninns. Autant que de enmmunes en Haute-Savoie. La tête de liste UDF-RPR l'a pourtant clairement indiqué: au lendemain du indiqué: au lendemain du 22 mars, il donnera sa démissinn, en raison de la loi sur le cumul, mais l'union de la droite, enfio réa-lisée dans ce département, vaut bien de «se mouiller, quitte à pren-dre des coups». Elle réserve, nussi, quelques satisfactions.

Ces régionales sont, eo réalité, une aubaine pour l'ancien ministre des affaires européennes dn gou-vernement Chirac. S'il a résisté, en

1989, aux sirènes de Jacques Delors, qui le pressentait pour occuper un poste de commissaire à la CEE, c'est bel et bien pnur conforter son implantation locale. Avant l'beure, vnilà bientôt dix ans, il recut en héritage la mairie d'Annecy, léguée par snn père Charles. Il restait à ce grand jeune homme de quarante-quatre ans ans à s'imposer nutrement qu'en « fils de familie». Il s'est attelé à cette tâche, en tentant de renouer les fils de la désunion entre les trois partis régnant sur ce département sans risques, nû la gauche plafonne à 35 % des voix. C'est apparemment chose faite.

«L'union va durer, parce qu'il y n désormais un élément supplémen-taire d la mathématique électorale : l'amitié»: dans la bauebe de Pierre Mazeaud, soixante-trois ans, le remuant et intransigeant député (RPR) des rives du Léman, ce constat vaut marque de respect. En 1988, ce fidèle de Miebel Debré avait bien tenté de faire cavalier seul nux cantonales. Ses candidats avaient été écrasés. Cette fnis, il

n'n pas voulu courir le risque de l'espace d'une crevasse. Où qu'il passer derrière le Front natinnal. Surtout, il s'est assuré que le cen-trisme de Bernard Bosson est solidement ancré dans l'apposition.

Le repas des «chefs de clan»

Au sortir de la réunion de Saint-Julien, et comme ils le font désormais réguliérement depnis deux ans, les «cheis de elan», parmi lesquels Michel Meylan, député (UDF-PR) et maire de Bonneville, nnt partagé le même repas savoyard de jambon cru des montagnes et de reblochnn, dans une ambiance détendue. C'est ainsi, assure Bernard Bosson, que les querelles d'hnmmes se sont apaisées. Car les divergences sur quel-ques questions essentielles demeurent. Entre Pierre Mazeaud, plus

aille, l'ancien ministre désend l'Europe, enntre vents et mnrées. Devant les petits agrieulteurs de Haute-Savoie, il continue de vanter les mérites des quntas laitiers, quitte à décerner un satisfecit à Henri Nallet, mais un blâme à Louis Mermaz, successeur du pré-cédent au ministère de l'agricul-ture, accusé de ne pas dire la

encore là, lui qui s'apprête à dépo-ser un recnurs en irrecevabilité contre le traité de Maastricht. Calmement, tnutefnis, les denx bommes n'hésitent plus à évoquer leurs «npproches différentes», en leurs «npproches différentes», en se livrant, devant des nuditeurs interloqués, à un étonnant numéro de duettistes sur le sujet. «Ce clivage divise toutes les formations», se console Bernard Bosson. Il ne désespère pas d'entraîner les plus rétifs des RPR sur son terrain. «Je préfère jouer à l'aile gauche de la droite que l'inverse. J'y suis bien dans mn peau. Est-ce le cas de jacobin que jamais, et Bernard dans mn peau. Est-ce le cas de Bosson l'européen, il y a plus que Brunn Durieux?» demande-t-il?

Pierre Mazesnd n'en est pas

Plus habitués à en découdre dans le combat que dans l'union, mili-tants et électeurs réclament toutefois des garanties et des assurances.
D'autres n'ant pas attendu. Refusant « les compromissinns et des décisions d'apparatchiks », Bernard Accoyer, maire d'Annecy-le-Vieux et secrétaire départemental du RPR, est entré en ennflit avec Pierre Mazeand. Avec dix-neuf antres membres, il n démissionné de la commission fédérale, en sus-citant tnut aussitôt la créatinn d'une liste de «socinprofessinn-nels», emmenée par Jean-Clande Léger, maire de Cluses, lui aussi en rupture de RPR. « Nous n'avons pas supporté que la représentativité du mouvement soit sacrifiée », affir-ment-ils, ironisant sur la «farce de

Pour limiter les effets - réels -de ces dissidences, Bernard Bosson a choisi de parler « le langage de la franchise et de la vérité, le seul courage qui paie d lang terme». Premier exemple? C'est peu dire que les régionales ne le passionne pas. « Ici, nous sommes savoyards

d'abord, français et européens, pas rhônalpins», explique-t-il. S'il a accepté de servir de «caution», c'est que, selon lui, l'enjeu de ces élections dépasse, de loin, la dési-gnation des représentants haut-savoyards à Charbnnnières, le siège de la région Rhône-Alpes. « Il n'est pas sain que l'apposition recule, inrsque in majnrité s'écrnule », répète-t-il inlassablement.

Dénonçant, tout à la fois, les ris-ques d'une abstentinn massive, de la dispersinn des vnix snr nnze listes et de la tentation des dérives extrêmes (le Monde dn 19 mars), il agite l'épouvaotail suprême : « François Mitterrand va en tirer prétexte pour imposer au Parlement l'adoption, grâce au «49-3», d'un scrutin proportionnel. Sans qu'an s'en rende compte, un va changer de République, » Le chevalier de l'union se présente aussi en défenseur des institutions : «J'aurais été un lâche si j'avais laissé faire, sans participer d ce combat.»

### La contagion de l'abstention

Pour beaucoup de jeunes, la participation électorale a cessé d'être un devoir pour devenir un droit, dont on choisit d'user ou non

Rien n'y fait. Avec ou sans les listes Chasse, pêche, nature, tradi-tions, les « pécbeurs à la ligne » sont de plus en plus nombreux dès lors qu'il s'agit d'aller voter. La lors qu'il s'agit d'aller voter. La participation moyenne enregistrée à l'occasing-des scrutins partiels qui se sont succédé depuis les euro-péennes de 1989 o'est pas bonne. Eo septembre dernier, on a même atteint des sommets. Eo Loire-At-lantique, 62,38 % des inscrits oot boudé les urnes à l'occasion d'une élection Meiglative partielle qui a élection législative partielle qui a permis à M. Claude Evin, ancien mioistre des affaires sociales de M. Michel Rocard, de retroover d'extrême justesse soo siège de député. A Marseille, ils ont même été 79,08 % à s'absteoir pour une cantonale partielle!

L'abstentinonisme se maintient à des oiveaux élevés, et les rendez-vous des 22 et 29 mars présentent tnutes les caractéristiques des élections à faible participation.

Compte tenu de l'affaiblissement des grandes formatinns politiques, il est probable que les «pêcheurs à la ligne» constituent le « premier parti de France», une expression dant le simplisme agace Me Française Subileau, directeur de recherche au Centre d'études de la vie politique française (CFVIPOF) recherche au Centre d'études de la vie politique française (CEVIPOF), qui suit à la loupe, depuis 1978, la participation électorale dans plu-sieurs burcaux de vote français et qui connaît, à ce titre, la com-plexité de la con-participatico poli-

Un cens

On chiffre ordinairement à 10 % le nombre des inscrits qui s'abstiennent systématiquement à tnus les scrutins. Cet abstentionnisme les scrutins. Cet abstentionnisme structurel, bien connn des cher-cheurs, est une des manifestations de la faible intégratinn dans la société d'une partie de la popula-tinn, tenue à l'écart du jeu politi-que par un « cens caché », selon l'expression de Daniel Gaxie.

l'expression de Daniel Gaxie.

L'abstentionnisme qui se déveinppe netuellement traduit mnius
une marginalité sneiale qu'une
prise de distance vis-à-vis de la
politique. Selon M. Subileau, «on
constate une nette évolution auprès
des jeunes de la notion de vote qui,
de devoir civique, devient un droit,
dont on use ou non. Une enquête
qualitative réalisée en décembre
par l'institut CSA (Conseil, analyse, stratégie) coofirme ce hiatus
entre les générations. «Pour les
settes de la conseil de la conseil. lyse, stratégie) coofirme ce hiatus entre les génératinns. « Pour les personnes les plus ôgées, le vote est indissociable de conquêtes sociales ou du droit de vote pour les femmes. Pour les plus jeunes, tous ces droits sont acquis et vont de soi il n'y n qu'un seul thème mobilisateur: les atteintes à la liberté », estime un des consultants de CSA.

Cette étude met aussi en relief une autre sorte d'abstentinn, celle de citoyens qui refusent d'envisa-ger la politique comme un conflit

d'idées ou de personnes. Les déçus de la politique devraient, n priori, s'intéresser davantage à la gestioo locale. Les enquêteurs de CSA relèveot, d'aillenrs, que la réginn, veot, d'aillenrs, que la réginn, structure méconnue, est relativement épargnée par le l'éscrédir actuel. Cependant, pour l'heure, le «décrochage» est général. Au premier tour des élections intinicipales de mars 1989, élections de proximité s'il en est, ils étaient 27 % à oe pas accomplir leur devoir de citoyeos, au lieu de 21 % six ans autoarsyant. auparavant.

Françoise Subilean met cependant deux bémols au catastrophisme ambiant. « Il sera difficile, vo lre impossible, de tirer des conclusions du taux de participation qui sera enregistré le 22, puis le 29 mars. Scientifiquement, on ne peut comparer que ce qui est com-parable, et il s'agil, justement, du premier cas de figure où on voit des régionales couplées d des canto-nales, qui, en milieu urbain, ne font pas vraiment sens », indique-t-elle.

Le chercheur rappelle, en outre, que les taux d'abstentinn de la fin des années 80 frappent d'autant plus qu'ils surviennent après une décennie exceptionoelle pour la mobilisation, politique ou syndi-cale, qui avait atteint son maxi-mum en 1978.

Le reflux de la participatinn politique s'inscrit dans un mouve-ment qui dépasse largement les frontières hexagonales. Si nn met de côté l'exemple américain, nù inscrits et non-inscrits, votants et oon-votants constituent presque des groupes égaux sans que l'nn dresse pour autant l'acte de décès de la démocratie, on constate que les électeurs allemands et italiens soot gagnés par la contagion. En Italie, le vote est obligatoire, mais les non-votants ne sont pas sanctionnés . «Dans ce pays catholique, où l'élection relève du devoir, in participation est traditionnellement forte, mais on glisse insensiblement de 90 % à 80 % de votants », ennstate Geneviéve Bibes, eber-ebeur au CERI. Henri Ménudier, professeur à la Sorbonne, enregistre la même érosion en Allemagne. La participation des électeurs de l'ancienne RFA est passée nux élec-tions fédérales de 89,1 %, en 1983, à 78,6 %, en 1990. «Le recul est identique pour les élections régio-nales », ajoute Henri Ménudier.

Reste à savoir à qui profite l'abstentionnisme. On peut penser que les électeurs du Front natinnal sont, actuellement, ceux qui s'abs-tiennent le moins. La participation électorale en Provence-Alpes-Côte-d'Azur, où le « débat » politique s'est nrganisé autnur du Front national, pourrait apporter quel-ques éléments de réponse. Contraiques exements ue reponse. Contra-rement nux partis parlementaires, nu aux écologistes, qui ont tous lancé des appels à la mobilisation générale, le Front national a été le seul parti à n'avoir pas fait campagne enntre l'abstentinnnisme. Comme si celui-ci le servait.

GILLES PARIS

autile est ter anter Le 23 mars, Miami apparaît sur la carte.

Au départ de Paris-Orly, American Airlines ajoute une nouvelle destination pour

Le 23 mars, American dessert Miami

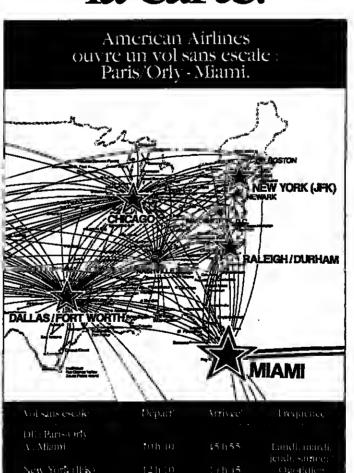
sans escale. A partir du 23 mars, vous pourrez vous envoler 4 fois par semaine vers Miami et dès le 20 avril, ce vol devica-

Miami : le soleil et la fête mais aussi les portes d'un autre monde. Envolez-vous vers Miami, son solell, ses plages, son surf, ses bateaux à voile, ses grate-cleis et profitez des correspondances d'American pour aller au Mexique, aux Caralbes, en Amérique, des centrale et en Amérique du Sud.

American est en effet la seule compagnie à vous offrir aurant de vois quotidiens au départ de Miami. Alors pourquoi changer de compagnie pour atteindre des destinations aussi excitantes que Montego Bay, Cancun, San Juan, Caracas, Lima, Quito, Bogota et Cali?

American Aidines: le choix entre 5 plaques

tournantes. Non seulement American Non seulement American dessent New York (JFK), Chicago, Raleigh/Durham, Dallas/Fort Worth et Miami — par un vol quotidien sans escale mais elle vous permet aussi de rejoindre 200 villes américaines et 70 autres destinations dans le monde entier sans jamais changer de



Raleigh Ourhain Dallas Fort Worth International Flagship

Service.

American réserve à tous ses clients un service chaleureux et auentionné, des sièges conforables luxueusement recouverts de cuir et de laine d'agneau en Première Classe et en Classe Affaires et une cuisine raffinée accompa gnée de grands crus. En Première Classe, votre vidéo personnelle vous permettra de visionner un large éventail de films.

Un programme de fidélisation gratuit. Vous pouvez aussi bénéfi-cier du programme de fidélisation AAdvantage d'American : le premier et toujours le meilleur. Avec chaque vol, vous gagnez en effer des bons kilométriques qui vous permetrent d'être surclassés en Classe Affaires ou en Première Classe ou

encore d'obrenir des hillers gratuits pour de superbes destinations dans le monde Pour vous inscrire immédiatement, rien de plus simple, il suffir d'appeler American Airlines.

Envolez-vous vers l'Amérique avec American Airlines. Pour tout renseignement, appelez votre agenc: de voyages ou American Airlines au 42 89 05 22 (Paris/IIede France) ou zu 05 23 00 35

\* Horzires susceptibles de modifica sans préavis. \* Voi quotidien à partir du 20 avril.

American Airlines —

Me a.m. 45 lingaring

and their arms damagrap : - 127.8 28 mendie 1

2000年 1477 28 35%

The second secon

1.2 - 2 1725

And the second of the second o

10.00

11.00

and the second s

All the second s

17-2-18-1

Service Control of the Control of th September 1 Fig. 5. 200° 94. 686.

Sept Andrea Secretary Per Miles Marie A. P. S. . . . Mary Mary 11 mar jes.

EMPN

. . 4

1 14 20

# lle-de-France: la capitale contre la province?

Amorcé par M. Rocard il y a trois ans, le débat sur la place de la région parisienne dans l'ensemble français a tourné court

Le débat aurait pu, eureit dû, ètre de qualité : quelle place doit tenir, dans l'ensemble français, une réginn qui concentre le cinquiéme de la populstinn française, l'essen-tiel des centres de décision du pays, plus de la moitié de la recherche nationale? M. Miebel Rocard, du temps où il était premier ministre, l'avait engagé. La drnite evsit accepté, alors, de le mener. Il était passionnant : les socialistes souhai-teient brider le développement de l'Ile-de-Fraoce pour fevoriser un aménagement équilibré de l'ensem-ble du territoire oational; le RPR affirmait que la province ne pouvait que profiter de la croissance d'une région qui, déjà capitale de la Frence, serait mise, grâce au sou-tien du gouvernement, en position de devenir celle de l'Europe.

Malheureusement, ce débat a tourné court. Il n'y avait guère de raison, il est vrai, que l'tle-de-France résiste à la dérive, si générale, qui a occuité les enjeux locaux.

La droite s'est laissée emporter sans réserve. Le Front national n'aveit eucun intérêt à faire autrement. Les socialistes n'ont fait mine d'y résister que parce que c'était leur seule chance d'espérer échepper à la déroute promise. Seuls les communistes, qui avaient tout avantage à s'appuyer sur leurs derniéres places fartes locales, et les Verts, qui ne pouvaient que jnuer la carte du refus du béton, ont mis en evant un véritable contre-projet de dévelnp-

L'tle-de-France est, depuis plus de vingt ans, un fief de la droite, et tnut particulièrement, depuis quelque temps, du RPR. Le mouvement de M. Chirac tient non seulement Paris, mais deux des autres départements de le région (Heuts-de-Seine et Essonne); il devance l'UDF dans les trois dont celle-ci préside encore le cooseil général (Seine-et-Marne, Yvelines, Val-d'Oise); il est la principale force d'opposition dans les cipale fince d'opposition dans les deux départements que dirige touVal-de-Marne): il préside logique-ment, et depuis sa créatinn, le conseil régional.

Lors de la plupart des consulta-tinns électorales, le PS est la prin-cipale force politique de l'tle-de-France, du moins quand la droite parlementaire est divisée, mais ni aux cantonales ni aux municipales il n'a pu concrétiser cette primauté.

> L'échec des socialistes

Un temps il a espéré le faire à t'occasion de ees régionates, M. Rocard, éln fraocilien, avait profité de son passage à l'hôtel Matignon pour ouvrir un «grand chantier» sur l'avenir de l'Île-de-France. En affirmant, avec force, que ses babitants vivaient mal, à

jours le PCF (Seine-Saint-Denis et cause d'un développement mal équilibré, que la région « allait dans le mur » si son schéma de craissance n'était pas modifié, il mettait en cause clairement la droite, qui tient, depuis langtemps, les com-mandes régionales. Les socialistes se sont, bien entendu, engouffrés dans la vnie que traçait le premier ministre de l'époque, car, pour surmanter leur manque d'implantation locale, il leur fallait mener une campagne à la dimension de la région.

Le maintien d'un mode de scrutin départemental a empêché le PS de traduire dans la campagne cette amorce de réflexion régionale. Bien que s'étant daté d'un «candidat à la présidence du conseil réginnal» en la personne de M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice, ils o'ont pas réussi à donner une allure francilienne à leur campagne. La droite avait, il est vrai, réussi à désamprer la bombe rocardienne, en expliquant que les difficultés de vie des banlieusards tenaieot à la

politique du gnavernement et que l'ambitinn des socialistes était, en contraire, de brimer les Parisiens et les habitants des villes « bien gérées » de la réginn.

L'impossibilité où a été la droite de désigner son postulant à la fanc-tion présidentielle ne l'a pas véritablement gênée. Le RPR a renssi à faire taire ses divergences, même si M. Michel Giraud, élu du Val-de-Marne, et M. Michel Péricard, député des Yvelines, ont tout en long de la campagne maintenu leur «candidature à la candidature», et même si M. Alain Joppé, préteodant le plus sérieux e la fonction, e su habilement profiter de son titre de secrétaire général du mouvement pour mener campagne dans l'ensemble de la région. Seul M. Jean-Pierre Fourcade, premier vice-prési-dent sortant et sénateur (UDF) des Hauts-de-Scine, e continue à jouer les empêcheurs de tourner en rond, en ne cessant d'expliquer que le premier responsable d'un parti politique ne pouvait être en même temps le «petrona de la plus importante des régions française et qu'un élu de Paris o'était pas, a priori, le mieux placé pour être le porte-parole de l'ensemble de l'Île-

La présidence ne devrait pas échapper à la droite, et probablemeot pas an RPR, qui restera le groupe le plus important de l'UPF, mais, selnn qu'elle revieodre à un représentant de la capitale, de la petite ou de la grande couronne, l'exécutif francilien ne mettre pas l'accent sur les mêmes priorités lorsqu'il négociera evec le gouvernement. Car, au moment où il faudra mettre au point le futur schéma : directeur d'aménagement réginoal, le débat devra bien se rouvrir sur la place de l'Ile-de-France dans l'ensemble français.

THIERRY BRÉHIER

La lutte contre l'extrême droite

L'évêque de Lourdes met en garde les catholiques contre

le Front national **TARBES** 

de notre correspondant

A la veille des élections, de Terbes et Laurdes (Hautes-Pyrénées), e adressé, le jeudi 19 mars, un message eux catholiques de san diccase. Mgr Sehuquet, qui prend rerement pneition dans les affaires publiques, et particulièrement politiques, lance un eppel salennel et explicite contre le Front national,

ell est du rôle de l'évêque. décisre-t-il, en certeines situetinns, d'écleirer les consciences, surtaut lorsque sont en jeu des valeurs eseentielles de l'Evenglie. Pour le chrétien, pour le croyent eu Dieu de Jésus-Christ, tout homme eet une histoire sacrée : l'homme est à l'image de Dieu. Des chrétiens, des catholiques d'Allemagne, à la fin de la République de Weimar, eureient-ils porté Hitler eu pouvoir e'ils eveient su? Une question analogue se pose aujourd'hui pour nous. Je veux parler du Front national et de la pensée qui eque-tend les déclaretions et les propositions de

Il poursuh : «Les évêques de la région epostolique de Provence-Méditerranée, les évêgues de la commission épiscopale des migrations, le cardinal Coffy, archevêque de Marseille, se sont clairement exprimés. Je faie miens leurs propos. On ne vote pae contre», nn vote «pour». On choisit dee hommes pour leur programme, dont l'obiet est le bien commun, non pour en écarter d'eutres. Le paix ee construit : elle repose sur la justice et l'amour, non sur la haine et l'exclusion. »

Observent que « certaine partis ou mouvements font eppai eux vaieura chrétiennes», il recommande da e voir dans qual contaxta idéologique e'insère une telle réflexion ». « Un vocabulaire en apparence chrétien peut cacher une vision palenne de l'homme et de la société. Je pense qu'il est indispensable qu'il y eit une réponse, une voix qui se fasse entendre pour dire : « Non, le Front national n'est pee la voix de l'Eglise, ce n'est pas la voix de l'Evengile. » J'edresse ce message fraternel à tous les hommes de bonne volonté. »

### M. Mélenchon (PS) préconise l'« empêchement démocratique » du FN

M. Jean-Luc Mélencbon, séoateur de l'Essoone et l'un des antmateurs du courant Gauche socialiste au sein du PS, préconise dans le bulletin de ce courant, A gauche, uoe stratégie d'« empéchement démocratique» du Front netional. « Lorsque Le Pen est à trois points d'intentions de vote du parti au pouvoir, il n'est plus temps de compter sur l'effet d'épouvantail » écrit-il. Quant à interdire le Front national, «c'est, en soi, une bonne idée », estime to séneteur de l'Esmême si nous le voulions, dans les conditions politiques actuelles, car la démocratie n'en a déjà plus la

Que faire? Premièrement, propose M. Mélenchon, e assècher les conditions sociales qui mourrissent la mantée de l'extrême droite ». Deuxiémement, «traiter le Front national comme un vrai parti, et non comme un fantasme, détailler son programme sans en rester aux thèmes, devenus passionnels, de l'immigration et autres salades métophysiques sur l'identité française». «La reconquête à entreprendre est idéoingique, explique-t-il. Taut « front républicain » est

CORRESPONDANCE

Une lettre de M. Yvan Blot

A la suite de la publication d'un article relatif à la participation de M. Yvan Blot, député européen, mem-

bre du bureau politique du Front national, à une réunion « révision-

niste» organisée par un responsable néonazi allemand, M. Ewald Althans, en 1990, à Munich (le Mande daté 15-16 mars), mous avons reçu de M. Blot la lettre suivante:

Contrairement à vos allégations, je o'ai pas assisté, le 19 novembre 1990,

M. Althans, dont je n'ai aucun souve-nir. Ce jour-là, j'étais en session plé-

nière du conseil général du Pas-de-Ca-

lais, en tant que conseiller général.

la photo me montrant avec ce

L'isformatios démentie par M. Blot avait été diffusée, à l'origine, par l'hebdo-madaire allemand Stern, que notre corres-

poudant en Allemagne arait contacté pour obtenir des précisions. Nous avions tenté de joindre le député européen, qui uvait

laissé sos measages sans réponse. Sterz nous fait savoir qu'il maintient ses affir-

mations sur la participation de M. Blot à cette remion, à Muzich, le 19 agreenbre

1990. Le dirigeant lepéniste a bleu été noté « présent » à la séance du conseil

général du Pas-de-Calais, à Arras.

unverte, ce jour-là, à t4 h 40 et close à

du Front national.

e conférence organisée par un

un brouillage nuisible: il nous fait replonger dans l'univers fantasmatique de la diabolisation de Le Pen. » M. Méleochoo recommende,

traisièmement, de «rassembler et éduquer le plus grand nombre à l'idée que chacun est prêt à s'opposer concrètement et personnellement à la montée de Le Pen ». « Les manifestations à chaque meeting. les comités unitaires, les demandes d'interdiction nutant qu'il en faut. voilà les travaux pratiques qui permettent de vérifier que la compréhension gagne du terrain, que la configuee en soi progresse, etc. Chaque meeting interdit, c'est peut-être dix lepénistes plus enragés qu'avant, mais c'est cinquante antilepenistes plus déterminés, vinet hésitants qui prennent conscience du danger.

« Inutile de se laisser intimider. le trouble à l'ordre public, c'est in doctrine de Le Pen, cantioue le séneteur de l'Essonne. Un point, c'est tout. (...) M. Le Pen duit savoir ce que pensent des gens comme moi : jamais je n'accepterai sa victnire, même si elle vient des

LIVRES POLITIQUES

ee «écolos» cont devenue

### Limiter l'abstention

Suite de la première page

Uo peu plus de la moitié des électeurs auront un deuxième vote à émettre pour pourvoir 2 025 sièges de conseiller général, dont 79 outre mer. Double scrutin, double système électoral : élus pour la première fois au suffrage universel il y a six ans, les membres des conseils régionaux le sont à la proportionnelle dans le cadre départemental. Les tentatives pour modifier la loi électorale régionale sont restées vaines, que ce soit pour organiser l'élection dans le cadre de la région ou pour reprendre le sy appliqué aux municipales. Les règles ectuelles ont deux conséquences l'identité régionale o'est perçue qu'à travers le prisme des intérêts départementaux, et dégager des majorités solides dans les exécutifs régionaux est quasiment impossible. Les conseillers généraux sont élus, eux, dans le cadre du canton, au scrutin uninominal, majoritaire, à deux tours. Là eussi, certains souhaitent modifier les règles. pour permettre, notamment, une meilleure représentation des zones

Double enjeu, double attente. Pour les uns, les élections des 22 et 29 mars sont des élections locales, qui doivent le rester. Pour les autres, c'est l'occasion d'un test national à enjeu national. S'il s'agit, effectivement, de désigner les acteurs de la décentralisatinn dans les réginns et les départe-

ments, les citoyens ont l'occasion, aussi, de marquer une préférence par-

L'un des arguments qui plaidaient pour le regroupement des élections était que la multiplication des dimanches électoraux ne pouvaient que lasser l'électeur. Cet argument-là e toute chance d'être caduc. Les Francais, qui o'ont pas consu d'élections nationales depuis les européennes du 18 juin 1989, ne semblent pas s'apprêter, en dépit du double scrutin, à reprendre massivement le chemin des isoloirs. Les régionales de mars 1986 avaient bénéficié du «moteur» que représentent géoéralement les egislatives : le taux d'abstention n'avait été que de 22.07 % au total. Les cantonales de mars 1985, qui constituent la référence pour cette année, avaient attiré un peu plus du tiers des électeurs. Toutefois, les dernières cantocales, qui concernaient, en septembre 1988, la série de cantons non soumis au renouvellement cette année, avaient établi un record (moins d'un électeur sur deux avait voté), enfancé lors du référendum de novembre sur la Nouvelle-Calédonie et battu, encore, aux européennes de 1989 (48,88 % de participation).

Paradoxe au moins apparent, le neu de mobilisation des électeurs s'accompagne d'une multiplication des candidatures. Pour les régionales, 804 listes (soit près de 16 000 candidats, dont 27 % de femmes) ont été dépo-

sées dans les quatre-vingt-quatorze départements métropolitains (hors la Corse), contre 643 en 1986 (moins de 14 000 candidats). Pour les canto-nales, ce sont 11 310 candidatures qui out été enregistrées. Les statistiques do ministère de l'iotérieur font apparaître que les candidats sont plus nombreux en zone urbaine (amsi, en llo-de-France, le nombre de candidats par canton est partout supérieur à six) qu'en milieu rural. Avec 13,6 %, le pourcentage des femmes candidates est en augmentation par rapport aux

précédentes consultations cantonales. A l'évidence, les grands partis vont à la fois souffirir de l'abstention et de l'éparpillement des suffrages, encouragé par le nombre élevé de candi-dats. Dans les conseils régionaux qui auront à élire leur président le vendredi 27 mars, des alliances seront oécessaires pour, à défaut d'obtenir des majorités absolues, construire des majorités relatives. Dans les départements, la semaine qui précédera le deuxième tour des cantonales, sera, elle aussi, marquée par la course aux désistements

Pour conserver les vingt prési-dences régionales (dont dix-neuf en métropole avec la Corse) qu'elle détient, la droite, qui refuse toute lliance ou toute reconduction d'alance avec le Front national, ne peut que compter sur l'apport des écolo-gistes, et celui d'élus de listes catégo-rielles. Le Parti socialiste peut, dans ces conditions, entretenir l'espoir de gagner une ou deux présidences de région, et relativiser ainsi son recul en

ANNE CHAUSSEBOURG

ANDRÉ LAURENS

des personnages familiers du paysage politique et certains craignent même qu'ils ne l'envahissent. On perçoh, en gros, ce qui les distingue des autres partis mais il est plus difficile de dire ce qui les distingue entre eux. Premier constat : il n'y e pas de « vérité ebsolue » dens le femille écologiste, bien que d'aucuns prétendent le détenir. Les observateurs extérieurs, eux ouvrages deequele il est conseillé de ee référer pour en savoir daventage. sont, eur ce point, formels. Ce

Fils de résistant grand invalide de n'est pas une mauvaise nouvelle. erre, orphelin de mon père à douz En conséquence, Guillaume ans, je réprouve le nazisme, qui est une gnose révolutionnaire, et je me réclame du nationalisme français, de Ssinteny evence prudemment dans la synthèse qu'il esquisse sur les Verts en un volume de la coltype démocratique et respectueux de nos libertés républicaines, qui est celui lection « Que sais-je? » qui vient d'être réédité (comme l'est, dans Mon collègue au Parlement euro-éen, M. Neubauer, m's reposit la même collection, l'Ecologisme, péen, M. Neubauer, m'a rappelé qu'il m'evait invité à Munich, en 1989, per Dominique Simnnet, paru en 1979). Selon Guillaume Sainteny, pour faire un discours sur la situation le ccaractère hétérogène, protéipolitique de la France devant les forme et parfois déconcertant de membres du Parti républicain, parti démocratique autorisé par la législaces mouvements » impose cette

démarche.

Ces précautions étant prises, M. Althans a été prise à cette occa-sion, dans un but de provocation. son ouvrage offre une base d'information solide sur ce phénomène politique récent, dont l'historique, le mode d'organisation et de fonctionnement, les sources, les thèmes, l'impact et les ecteurs ee trouvent clairement présentés. In fine, on comprend pourquoi la pulsion écologique ne saurait être totalement técupérée par les pertis classiques puisou elle se révèle être, selon l'euteur, « leur exact | blis.

Toutes les nuances du vert opposé, non equiement en termes de hiérarchie des préoccupatione (...) mais eussi en termes d'organisation, de etructuration, de fonctionnement, de mode d'action». L'écnicoie ne ee limite pea, nn

s'en doutait, à la protection de l'environnement. Née de le contestation des ebus et méfaire de le ecciété moderne, elle est conduite à lui oppnser un eutre modèle, différent de ceux qui existent, ou qui pareissent evoit échoué en route. C'est à la fois sa force et se faiblesse. Sa force parce qu'elle répond, en période de panne idéologique, au besoin d'utopie qui demeurers tant qu'il y eure des hommes pour rêver de changer le cours des chases; se fsiblesse, pour ce que cet utopisme en gestation cherrie de contredictione, d'erchaismes st d'ignorance (voir la chronique de Paul Fabra consacrée au programme économique des Verts dans le Monde du 17 mars).

Il n'en teste pes moins que, même si l'on s'interroge sur la velidité de son projet de société, l'écologie politique garde l'attrait d'un mouvement encore neuf, bourré de bonnes intentions, sympathique et rassurant, moins compromettant que tel autre e'il s'egit d'exprimer le rejet des courants politiques plus anciennement éta-

Si l'ouvrage de Guillaume Sain. teny permet de vair plue claire ment le couleur des Verts, l'étude de Raymond Pronier et Vincent-Jacques Le Seigneur, deux journalistes epécislietes de l'écnlogie pnlitique, en révèle toutes les nusnces. Ces deux euteurs cherchent à commer l'identité et la nature des écologistes» et c'est en entomologistee qu'ils décrivent le milieu qu'ils observent depuis des années.

Une chose est sûre : elle n'est pae simple, la plenète verte / Et il feut tnute le science de nos guides pour ne pas s'égarer dans les divisione et aubdivisione d'un mouvement dant on connaît surtout le divarce entre le récesu formé eutour de Brice Lalonde et de Génération Ecologie, qui cherche à se feire une place eu solell dene le syetàme politique contesté, et la femille des Verts, en principe raesemblée derrière Antains Weechter, plus portée à s'affirmer dene l'eutonomie pat repport au clivage gauche-droite.

Reymond Pronier et Vincent Jacquee le Seigneur montrent bien, à travers les combats historiques des écologistes, ce que leur organisation décentralisée, la muitiplieité des courants, la collégialité des décisions, le basisme des militants, ocivent à Mai 68 et aux antécédents gauchistes. Ils souli-

gnent le penchent idéeliste, voire la religiosité, empruntés à la composante chrétienne, l'intolérence, voire le sectansme, héritée des formetions merxietes, le ecientisme, euccédané du soutien des milieux ecientifiques, les embiguítée que lsissent e'insteller le naiveté nu l'immaturité politiques. Cette enelyse e eppule sur une masse de faits et, surtout, sur une peinture fouillée dea enimsteure du mouvement, de quelque bord qu'ile soient. Lee portraite ennt tracee sene complaieence, lee cheminements personnels rappelés evec précision, les faiblesses idéologiques dûment recensées.

Le tebleeu n'en est pas pour eutant négatif car les euteurs mettent euasi en lumière le vigueur d'un mouvement qui ee cherche encore, et dont les tâtonnements ne cont pas si différents de ceux qu'ont connus les courants politiquee précédente. De cla forteresee eseiégée», où cempe Antoine Wsechter, à « la scène médiatique », où se déploie Brice Lalonde, il y a une réalité politique, innovante è bian des égards, paralysante per d'sutree, nécessaire sane doute, meis eneore trop confuse pour dessiner d'un trait ferme une nouvelle plenète, ou une société différente.

► Les Varts, de Guillaume Sainteny. «Que sals-je?» PUF. 127 pages, 38 F.

► Génération verte, les écologistes en politique, de Raymond Pronier et Vincent-Jecques Le Seigneur. Presses de la Renais-sance, 335 pages, 110 F.

Dix ans Rejà En 1982, la France, à l'image de nombre de ses voieire européers s'est donne des moyens legislatife Source incomer is page de sor passé (acobin. Les lois de dedentra isation ont apporte day antage de pouvoirs and the siles on: surfout permis à les dernières de s'emanainer de la tutelle administrative exercee par les prefets

ont pi

sation Ala

dies located

veneral office

cocse à géni veir. La rep

Lini et les

PO! Amment.

une certaine

chaque échele

ic gestionam

CAU PERSENTS

ours, dout

emprente à l

ries, écoles un

CHICAGO CL. LED

de mandre fa

resemen. Des

a maitrite de

tente en tenta

weet passion d

esentiellemes

TAIL A COUNT

in restes des destroit à l'éq

Indur. Organi

LA PERIOR DE

DON'T SE YOUR D

Cest done it o

revenuent is

de territoire el

COC. LA MENOR

Assec. Elle po

de gention 11

ment des mote

ther pur abloc

rétence est affe

son aux région aux commude

architecture au

interest en outr

tatelle sur que pontatifités qu

iona d'éter aus

Lize collectiv lité picine et en

che ne l'exerce ; matière d'urbei

munes derven

Le trapsfert é

AVEC OF M

LE COMMO

Maires cresidents de consens penetally et de conseils 190 chaus possedzieni erin des domaines de completences bien deine 4 inside échelon térritor E 53 mission illination du ses domaines direction ention Mais au 1 des années, de bel propries de mant a donné maissance a in partage des peuvous pier mit is evident que pellatra i soume (é la législatés : Au moment ou des milions

dialecteurs wood molesent. leur deserrice di la com-WHeares Idaes 3 vacuu presenter e til cilok onadun de ces site. 17 10 3 . e locate En include signant undomaine Dien Intil & l'urbanisme doubles maires. l'action soone dicturilles départements du les la soins ferrovales : : . : os :égrons. nouveles ::moefondes des élus. Il met autri en éludonde 

09 C088-61 ....+ 0-21 queiques elembles les législateur en de la res hommes::: ::: ::: ::: ::: ::: prepares e et 185, mer des responent terms Importantes

#### LIRE NOTRE DOSSIER PAGES 10 ET 11

6 Tielze → 'e ~a."es aux commandes de loanisme E Les capetantes maires de l'action stitle e Les nouveaux mellers nes de la décentral estion E Le lableau de la repartitor des compétences entre as offerentes collectivités # -+ contrôle financier des champies régionales des committes **u Un** point de vice de coert Hert-

The En individual of the Property of the Prope

The programme of the pr

Soft longer (1971)

four louises for the court of t

Les trains Eráze à la loi d'oriental un vérigo e comengrat **a pu s établi**r

O Niappy Charestes out a SNOT. chapting our long. And the second points forton the second concil. The second in the Concis. Les des de la concis. Les de la concis Casce sur un an The Light obstation ne peut pius feri Nas accord di dane La des dans le domisrégions, la Social
lataire de se-Tanaport, (2016) Section State 1 etatent du pensant le service de du maintiere de service de servic

plottation render decrees. THE PERSON SEEN A DESCRIPTION financier & in. Course Lat Spin

South Control of the ※ 公はは 幸! with these t Publics on 17.

Callon of le 25.

SNCF, transiciones

commercial
there and regions

More pas-declaration

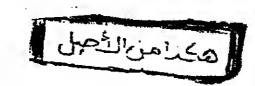
pas le constantion passes

some constantion passes

pas le constantion passes

some consta : contaction To make the for East, or rests per Service 1985, to 1 ATTER UNE CHANGE Afficial designation THE PERSON OF

The About 1



## HEURES LOCALES

L'an X de la décentralisation

# Des responsabilités croisées

Les lois imaginées par Gaston Defferre, simples dans leur principe, ont produit une architecture complexe, où communes, départements et régions se concurrencent

ARS 1982, mars 1992, dans la discrétion, pour cause de campagne électorale, la France fête un aooiversaire. Il y a dix ans était votée la première des lois de décentralisation. A l'initiative de Gaston Defferre, les élus locaux voyaient leurs compétences augmenter. La réforme, devenue rapidement « la grande œuvre » du septennat, aliait progressivement offrir aux maires, aux présidents des cooseils généraux et réginnaux plus de pouvoir. La répartition des compétences cotre l'Etat et les collectivités locales, instituée, notamment, par deux lois de 1983, respecte notamment, par deux lois de 1983, respecte une certaine cohérence administrative : à chaque échelon territorial sa mission.

La commune est confirmée dans son rôle La commune est confirmée dans son rôle de gestionnaire de proximité. Elle fournit les équipements oécessaires à la vie de tous les jours, dont l'ioveotaire, nnn exbaustif, emprunte à Jacques Prévert : crèches, garderies, écoles maternelles et primaires, conservatoires, bibliothèques, transports urbains, aide sociale, adduction d'eau, assainissement, collecte et traitement des ordures ménagères, voirie, déveloprement économique local et voirie, développement éconnmique local, et, de manière facultative, cantines, gymnases ou piscines. Depuis 1983, la commune possède la maîtrise do sol et se Iroove seule compétente en matière d'urbanisme.

Avec un seuil démographique suffisamment puissant pour lui permettre d'exercer une mission de solidante, le département est essentiellement titulaire de l'action sociale. Mais le conseil général a aussi une vocation d'aménageur et de péréquateur. Il construit les routes départementales, répartit les fonds destinés à l'équipement hydraulique ou élec-trique, organise et finance les transports interurbains, gère les collèges ainsi que les bibliothèques centrales de prêt.

Les élus chargés du stéton = sonis

La région possédait une échelle assez large pour se voir confier des missions de coordination, de réflexion et de programmation. Cest done à cette administration jeune que revienneot la planification, l'aménagement du territoire et le développement économique. La réginn met en œuvre la formation professionnelle continue ainsi que l'appren-tissage. Elle possède néanmnins uoe mission de gestinn: l'équipement et le fnoctionoe-ment des lyoées.

Le transfert des compétences devait s'effectuer par «blocs». La loi dn 7 janvier 1983 précise en effet que chaque domaine de com-pétence est affecté « en totalité » soit à l'Esat, soit aux régions, soit aux départements, soit aux communes, cela afin de produire uoe architecture aussi simple que possible. Elle interdit en outre qu'une collectivité exerce sa tutelle sur une antre. Or, le partage des responsabilités qui se dessine aujourd'hui est lnin d'être aussi clair que l'aurait vouln le

Uoe collectivité peut avoir la responsabi-lité pleine et entière d'une compétence, mais elle ue l'exerce jamais de façon autonome. En matière d'urbanisme, par exemple, les communes dnivent respecter de onmbreuses

règles édictées par l'Etat, et intégrer, dans leurs plans d'occupation des sols, les projets d'intérêt général que leur transmet le préfet. La répartition des compétences laisse apparairre uoe prééminence quelque peu jacobine de l'Etat dans la définition des politiques. C'est lui, par exemple, qui encadre les tarifs des différents services lucaux, qui exerce on contrôle scientifique, technique et pédagogique sur les établissements culturels, définit le content des conscients et de l'établissements culturels. définit le contenu des enseignements et des diplômes, choisit les prientations de la forma-tion professinnnelle...

Les collectivités sont seulement chargées de la maîtrise d'ouvrage, ou, enume disent crâmeot certains élus, du « béton». Et encore cette compétence est-elle parfois victime d'uoe tutelle indirecte. Ainsi, avant de construire une école, un collège ou un lycée, communes, départements et régions dnivent s'assurer que le recteur, gestionnaire du personnel, y affectera bien des enseignants.

Il est rare qu'une collectivité exerce une compétence de façoo exclusive. La loi a maintenu de numbreuses actorités conjointes, mixtes ou concurrentes, comme en matière d'action sociale où interviennent oon seulement le conseil général, mais aussi l'Etat et la commone. Le centre communal d'actino sociale rempiit les demandes d'admission à l'aide sociale, le département les instruit, une commission mixte décide des attributions. L'Etat et le conseil général financeot des dépenses dont la frootière, entre préventif et curatif, est parfnis mnu-

vante, les communes prenant à leur charge 15 % des dépenses départementales. Les élus peuvent, en ootre, mener des politiques redondantes en matière d'aide sociale faculta-

Des dépenses de parte de la vier y Imposées

La pratique ajoute encore à la complexité? Les coorrats de plan Etat-régions orchestrent un certain nombre de financements conjunts en matière, notamment, d'infrastructure rou-tière, mais aussi de recherche on de rénova-tion de l'habitat. « Il n'est pas déraisonnable de la part de l'Etat de partager avec les collec-tivités locales les frais de construction d'une route», observe M. Charles Millon, président (UDF) de la région Rhônes-Alpes (1), lorsque cet équipement est destiné en priorité à la population locale. Mais « les plans sont par-fois l'origine d'étonnantes dérives », l'Etat fai-sant financer par les collectivités des voies qui relèvent do réseao oational et qu'il a, seul, décidé de construire.

Lorsqu'il demande aux régions de partici-per à la construction de TGV on d'universités, l'Etat ue respecte pas la doctrine des blocs de compétences. Même chose pour les régions, qui, par le biais des contrats de plan, imposeot parfois aux départements et aux communes des dépenses que ces collectivités o'ont pas choisies. Quel que soit l'échelon auquel ils se trouvent, les élus locaux oe se privent pas de crier au scandale, mais ils

acceptent de jouer le jeu, estimant plus inté-ressant, électoralement, de ne pas méconten-ter l'usager...

Dans le domaine écocomique, la région exerce, en principe, une fonction de pilote, dans la mesure où c'est elle qui est compétente en matière d'aides directes aux entreprises (prime régionale à la création d'entreprise et prime régionale à l'emploi), les départements et les communes ne pouvant verser que des aides subsidiaires. Or, ces collectivités respectent de moins en moins le principe de la complémentarité. L'usage de structures-écrans comme les SEM ou les associations permet en effet de faire transiter des ciations permet en effet de faire transiter des subventions de tootes sortes. Surtout, elles multiplient les aides iodirectes comme la mise à disposition de terrains, la construction de pépinières d'entreprises, d'ateliers-relais ou l'octroi de garanties d'emprunt. L'importance croissante de ces interventinns et la concurrence acharnée que se livrent les col-lectivités ont fait disparaître toute espèce de hiérarchie en matière économique.

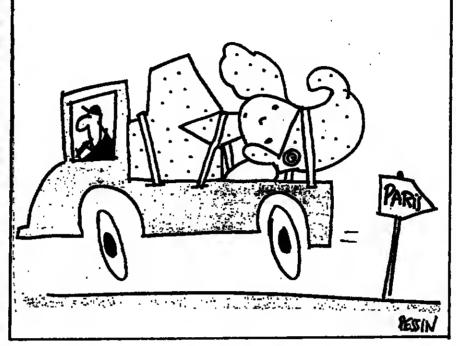
La multiplication des financements croisés a entraîné une certaine dilution des responsa-bilités et une mauvaise lisibilité politique qui inquiète les associations d'élus. L'Association inquête les associations d'élus. L'Association des maires de France, (à majorité RPR), mais aussi l'Assemblée des présidents de conseils généraux (APCG) et l'Association natinnale des élus régionaux (ANER), à majorité UDF, réclament aujourd'hui une elarification des compétences, et veuleot, dans leurs capports avec l'Etat, faire respecter le principe « qui commande noie ». commande paie».

Elles aimeraieot aussi régler un autre contentieux, concernant l'évaluatinn des res-sources financières accordées par l'Ejat aux sources mancières accordées par l'ista aux collectivités, afin qu'elles exercent lenrs nouvelles compétences. L'Etat a transfèté l'équivalent des crédits qu'il dépensait avant la décentralisation — c'est-à-dire très peu, notamment en matière scolaire,"— et indexé leur croissance sur celle de la dotation globale de fonctionnement (DGF). Après avoir hérité d'un parc scolaire immobilier én fort piteux état, les étus locaux ont souvent investi dix fois alus one ne leur offesit l'Etat pour état, les élus locaux ont souvent investi dix fois plus que ne leur offrait l'Etat, pour construire des lycées et des collèges. L'ANER réclame une compensation intégrale de ces dépenses. L'APCG estime que les présidents de département étaient libres de faire ces choix et ne demande pas à l'Etat d'assumer ce que les présidents de conseils généraux considèrent désormais comme leur vitrine politique.

Tnutes les associations d'élus souhaitent néanmoins que la commissioo consultative de l'évaluation des charges, instituée en 1983, et mise en sommeil depuis quelques années reprenne du scrvice. cette commission, présidée par un magistra de la Cour des comptes, compare les dépenses réalisées aux ressources transférées, et évalue les charges induites par certaines décisions gouvernemeotales comme, par exemple, celle qui coosiste à conduire 80 % des jeunes gens au baccalauréat.

RAFAELE RIVAIS

(I) Revue Pouvoirs, nº 60, 1992, PUF.



commendes de l'urbenisme de l'action sociale . Les nouveeux métiers nés de ls décentralisation . Le tableau de la répartition des compétences entre les différentes collectivités # Le contrôle financier des chambres régio-nelee des comptes • Un point de vue de Robert Hert-

### **PAGES 10 ET 11** m Treize mille meires eux

LIRE NOTRE DOSSIER

Dix sns déjà. En 1982, la

de ees voisins européens, s'est donné des moyens législatifs pour tourner la page de son passé jacobin.

Les lois de décentralisation ont epporté davantage de

pouvoirs aux élus; elles ont

de s'émanciper de la tutelle

Maires, présidents de

conseils régioneux,

conseils généraux et de

possédaient, enfin, des

bien définis. A chaque

échelon territorial, sa

domaines de compétences

mission; à chaque élu, ses

Mais, su fil des ennées, ce bel ordonnancement s donné

naissance à un partage des pouvoirs bien moins évident

que ne l'aurait souhaité le

Au moment où des millions

d'électeurs eccomplissent

leur devoir de citoyen,

« Heures locales » e voulu présenter le rôle de chacun

de ces scteurs de la vie

locale. En choisissant un domaine bien précis,

l'action sociale pour les

ce dossier illustre par

quelques exemples les

l'urbanisme pour les maires,

départements ou les liaisons

ferroviaires pour les régions,

nouvelles compétences des

élus. Il met aussi en évidence

les risques qu's encourus le . législateur en confient à des

hommes pas toujours bien

préparés à les assumer des

responsabilités si

importantes.

législateur.

domaines d'intervention.

surtout permis à ces demiers

administrative exercée par les

France, à l'image de nombre

# Les trains des régions

Grâce à la loi d'orientation des transports intérieurs un véritable partenariat a pu s'établir entre les conseils régionaux et la SNCF

N l'appelle la «Loti». La loi d'orientation des transports intérieurs du 30 décembre 1982 a un nom très littéraire qui évoque les voyages, mais son chapitre sur l'organisation des transports ferroviaires est particulièrement concis. Les iignes nationales restent sous la responsabilité de la SNCF. Les liaisons régionales peuvent passer dans le domaine de compétence des régions, la SNCF devenant alors prestataire de services. Avant la Loti, les tataire de services. Avant la Loti, les transports ferroviaires régionaux transports ferroviaires régionaux étaient do ressort de l'Etat qui compensait le déficit d'exploitation des lignes. La SNCF était seule responsable du maintien de telle ou telle desserte. En instituant les régions « autorités organisatrices ». la loi indique que a l'organisation des liaisons ferroviaires inscrites au plan régional des transports inscrites au plan régional des transports passées entre la région et la SNCF ». SNCF ».

Publiés en 1983, les textes d'application et le cahier des charges de la SNCF, transformée à l'occasion en « établissement public industriel et commercial», ont laissé une certaine liberté aux régions. Tenant compte d'expériences comme celle du schéma Nord-Pas-de-Calais, la Loti n'impose pas le conventionnement. Mais, à ce jour, tontes les régions, sauf Poitou-

En Alsace, la convention est effec-tive depuis le la janvier 1986. Elle est basée sur un «service de référence», qui tient compte de l'état do réseau dans cette région en 1985. Si la SNCF ne peut plus fermer une seule ligne sans l'accord du conseil régional, celui-ci doit prendre en charge finan-cièrement toute nouvelle charge d'excièrement toute nouvelle charge d'exploitation résultant de ses propres décisions.

> Attirer une nouvelle clientèle

La conventiou prévoit un équilibre financier à la date de début du contrat. Les frais de fonctionnement contrat. Les frais de fonctionnement de ces lignes en 1985 sont donc réactualisés chaque année par la SNCF. Ils représentent en Alsace environ 300 millions de francs. Les deux tiers sont couverts par une dotation de l'Etat, le reste par les recettes. Mais, depuis 1985, la région a décidé de créer une quarantaine de oouvelles liaisons et de modifier la fréquence de certainnes dessertes sur les douze lignes existantes.

La convention a en effet permis à la région Alsace de demander à la SNCF de lancer un programme de modernisation (suppression des pas-

Charentes, ont signé un accord avec sages à niveau, modification de la signalisation) pour faire circuler à 200 km/h les trains entre Mulhouse et Bâle. Les travaux sont déjà réalisés entre Mulhouse et Strasbourg. Le parc des voitures sur cette ligne a été intégralement réaménagé scion les vœux du conseil régional.

A la suite d'une étude de marché, celui-ci s'est en effet aperça que l'amélioration de la vitesse ne sufficait pas à attirer une nouvelle clientèle, indispensable à l'équilibre financier de la ligne. Cette modernisation a coûté plus de 120 millions de francs. La région a pris en charge 45 millions de francs et assuré l'avance de trèso-raie aux deux départements qui out, avec Pitat, convert le reste de l'inves-tissement. Le déficit d'exploitation de cette ligne, qui ne devrait pas durer plus de trois ans ao vu des premiers résultats de fréquentation, a nécessité le vote d'une ligne de 8,5 millions de france desse le bradest de le résiene francs dans le budget de la région.

Mis à part un petit contentieux sur l'aménagement des gares, et en particulier sur un modèle de distributeur automatique de billets qui se refusait à rendre la monnaie, le dialogue entre la région Alsace et la SNCF a été à la butters du partenariat institué par le hanteur du partenariat institué par la

CHRISTOPHE DE CHENAY

Le Monde

## Collectivités territoriales

A partir du *mardi 31 mars* une nouvelle rubrique d'offres d'emplois :

LE MONDE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

paraîtra dans le supplément

## INITIATIVES

du mardi (daté mercredi)

vince?

ير، ديب منطق ۾

A comment

the the

April 100

CONTRACTOR !

of the distant

\*\*\*\* A ....

MM 50 -4.

Bell Ster

100/4 Services

W 64 1 1

nble français à tourné com

....

- Santa Samuel

Table 1

1 700 100

777.22

- - - - -

and the contract of

in the trackets of the second

The Rendered States A STORES

-- 130 172

1

212

r erry mag

### L'AN X DE LA DECENTRALISATION



# Les nouveaux métiers des collectivités

La décentralisation et le contexte économique difficile qui l'a accompagnée ont fait apparaître de nouvelles professions, ainsi qu'un surcroît de matière grise, dans les services publics locaux

de notre envoyée spéciale

deux pas du musée qui expose la copie du plan-relief de Besançon, plusieurs géomètres s'appliquent à représenter les nouveaux contours de la ville. Comme les maquettistes de Vauban, ils reproduisent le plus fidè-lement possible la boucle du Doubs et les fortifications du dix-septième siècle. Mais leurs vignobles, devenus des «espaces verts», ne sont plus recouverts de fibre de soie, et leur citadelle o'est pas taillée dans le bois tendre. C'est sur l'écran d'un microordinateur qu'ils construisent aujour-d'hui leur plan-relief. «Souris» en main, un technicien fait apparaître l'emplacement des anciennes casernes, devenues, pour la plupart, des établissements publics munici-paux, ainsi que l'arsenal urbanistique des ZUP, ZAC, ZI et autres ZAD, qui font, de la cité militaire, une ville

« Bientôt, nous serons capables de représenter l'ensemble du réseau souterrain», promet le technicien, d'un ton enthousiaste. Géomètre de for-mation, functionnaire de la ville depuis toujours, il est entré dans l'ère des nonvelles technologies voici un an, grâce à une initiation offerte par la collectivité. « Avant, il fallalt manier quantité de cartes pour réunir toutes les informations géographiques concernant la ville, Aujourd'hui, une simple manipulation permet de superposer tous ces schémas sur un même

A terme, les banques de données du plan seront connectées aux différents services de gestion de la municipalité, qui prendront ainsi un grand coup de jeune, comme l'explique un agent de l'état civil chargé de délivrer des antorisations d'inhumatino. « Pour l'instant, lorsqu'on reçoit un avis de décès, il faut se plonger dans ces registres, dit-il, en montrant de de Besançon, M. Robert Schwint,

Action

sociale

**Enseignement** 

**Economie** et

**Transports** 

Culture

Urbanisme

Environnement

Voirie

local

développement

afin de retrouver les propriétaires des concessions, lire leurs éventuelles dispositions testamentaires et vérifier qu'il reste de la place pour le défunt. Avec l'informatique, ces informations seront immédiatement croisées.»

L'informatique a déjà simplifié la gestino de la médiathèque, où consoles et lecteurs de codes-barres oot remplacé les ioterminables fichiers manuels. Au service des vac-cinations, les Bisontins nés depuis 1958 penvent savoir, en quelques secondes, s'ils sont bien immunisés cootre les maladies microbiennes. Même efficacité au service des élections, l'un des premiers à avoir béné-ficié de la modernisation. Dans un bureao en sous-sol, un ingéoieur s'exerce à présenter des résultats. « Une demi-heure après le dépouillement, nous pouvons projeter des gra-phiques dans io salie des fêtes», assure cette personne, qui supervise aussi le développement d'un logiciel paramétré pour traiter tous les modes de serutin.

#### Des emplois qualifiés

Comme presque toutes les villes, Besançon a eu recours au statut de contractuel pour recruter des infor-maticiens. En effet, ces oouveaux professinnnels n'étaient pas prévus par les textes, et leurs salaires, sur le marché des sociétés de services, dépassaient de beaucoup la grille du secteur public. Aujourd'hui, le service compte une trentaioe de persoones, pnovant gagner jusqu'à 23 000 france nets mensuels.

L'informatique a fait disparaître les tâches répétitives d'exécution, et diminué le cootingent des agents de catégorie C et D, au profit d'emplois plus qualifiés. Mais cette évolution ne se fait pas toujours sans heurts. «Il faut que nous investissions plus dans la matière grise», insiste le directeur de cabinet du maire (PS) ineux cahiers écrits à la main, cours d'une réunion avec les chefs de

COMMUNE

Établissement des demandes

Prestations facultatives

· Écoles élémentaires

Aides indirectes

Urbains

Archives Musées Bibliothèques

Conservatoires

Schémas directeurs

Plans d'occupation des sols Autorisations d'occupation des

(dont permis de construire)

Distribution eau potable

ordures ménagères

Routes communales

Ports de plaisance

Collecte et traitement des

Chartes intercommunales

services de la mairie. « Si nous voulons faire du lobbying à Bruxelles ou développer le pôle économique inter-communal, nous aurons besoin de collaborateurs extrêmement compétents », continue le directeur du cabinet, devant un encadrement quelque peu réticent. Le secrétaire général, M. Jean-Paul Chevailler, vient de coofirmer l'embauche de jeunes administrateurs. L'arrivée de ces « super-chefs » devant coordonner les services inquiète les directeurs, qui ne venient pas être court-circuités dans leurs relations avec la hiérarchie. Eo vrai père de famille, M. Chevailler s'emploie à les rassurer, car leur résistance a déjà empêché la venne d'uo secrétaire général adjoint

Pour cet homme-orchestre, patron de 3000 egents, gestionnaire d'une ville de 120000 habitants, et viceprésident du Syndicat national des secrétaires géoéraux, de telles embauches soot impératives. «Je suis happé par la gestion quotidienne. Je n'ai plus les coudées assez franches pour me consacrer à la gestion prévisionnelle. Or, dans mon métier, il est devenu impérotif de programmer, d'anticiper, de prendre des risques »,

Même point de vue dans le grenier mansardé de la directrice financière. « En quelques années, nous sommes passés d'un marché protégé à une situation concurrentielle. Avant 1986, nous disposions d'emprunts à taux privilégies et à annuités constantes. Depuis, nous avons réaménagé les dettes, découvert les toux variables, négocié avec les banques commerciales, » Aujourd'hui, les élus doivent optimiser leur gestion, et « la direc-tian financière peut, précisément, dégager des marges d'économie », explique-t-elle, en mettant au point une procédure nouvelle de «trésorerie zéro». Ce système, qui consiste à rembourser des emprunts par anticipation, doit permettre d'éconnmiser I million de francs en 1992.

Eo matière de recrutement aussi,

DÉPARTEMENT

Hébergement des handicapés

Hébergement personnes agées

Aide à l'enfance

Protection maternelle

Service social Prévention sanitaire

Aldes indirectes

Non urbains

Archives

- municipaux

Musées Bibliothèque

Routes départementales

Ports maritimes de pêche

et de commerce

département.

Aides directes compl Equipement rural

Collèges

la prise de risques est au reodez-vous. Le secrétaire général n'est plus une simple chambre d'enregistrement des embauches. Il choisit ses futurs collaborateurs, qu'ils soient fonctionnaires ou contractuels, en sachant qu'il sera rendu responsable d'une mauvaise option. Ce matin, M. Chevailler trie des lettres de candidatures en compagnie de l'adjoint chargé de la communication et du sport. Les deux hommes cherchent un directeur de la communication polyglotte, ayant une expérience d'eocadrement, capable de manter des manifestations internationales, connaissant bien le câble et la télé-matique, mais dont les prétentions ne dépasseraient pas 220 000 francs annuels. Sur les 157 propositions qui leur oot été envnyées en un mois, aucune ne déchaîne leur enthousiasme. S'ils oe trauvent pas, ils feront appel à un cabinet de recrute-

#### Des postes à risques

ment spécialisé.

Du côté des candidats, la garantie de l'emplui n'est plus l'attrait ouméro un des collectivités. Le nom-bre des chargés de missino embauchés sur contrats temporaires ne cesse d'augmenter (le Monde daté 1=-2 décembre 1991). Le poste de directeur de cabioet, éminemmeot politique, comme le prouve l'existence de deux associations de tendance apposée, est à baut risque. «Nous avons une épée de Damoclès sur la tête», assure M. Patrick Henri, directeur de cabinet du maire (RPR) de Suresnes, fondateur de l'Association des directeurs de cabinet de l'noposition nationale. Responsable d'un laboratnire pharmaceutique, et militant RPR depuis vingt ans, il a accède à ce poste après la campagne municipale de mars 1989. « Du côté du PS. la fonction de « dir cab » est apparue après la vague rose de 1977. Les vius des communes mayennes « points forts » et de leurs « pro-avaient besoin de collaborateurs doiés blèmes ». Et les patrons des serra-

RÉGION

· Formation prof. continue

Développement économique

Aides directes et indirectes

Aménagement du territoire
 Contrat de plan avec l'État;

Liaisons d'intérêt régional

régionaux

d'une fibre politique, ce qui n'était pas toujours le cas des secrétaires généraux», assure M. Claude Mouhard, président de l'Association des directeurs de cabinet des collectivités à direction socialiste et majorité pré-

Les directeurs de la communica-tion sont « les seconds fusibles après les directeurs de cabinet », estime M. Vincent Guiheneuf, président de l'association Communication et citoyen, en poste au conseil régional de Bourgogne. Ces collaborateurs ont généralement une surte sensibilité pulitique. M. Daminique Dord, ancien directeur de la communication de la régino Rhône-Alpes, vient, ainsi, de quitter soo poste pour se présenter aux élections régionales de Savoie sur une liste UDF. M. Guy Lorant, directeur de la communicatino de la ville de Nantes (PS), tra-vaillait avant auprès de M. Edmond Maire, ancien leader de la CFDT.

« Le contexte économique difficile dans lequel nous vivons exige que tout le monde prenne des initiatives », estime M. René Allart, secrétaire général de la ville de Reims. Il a donc recruté un « directeur des ressources bumaines », dont la mission dépasse la simple gestion statutaire et administrative des 2 000 agents. Malgré les rigidités de la fonction publi-que territoriale, le DRH doit créer une nouvelle dynamique chez le personnel. Il a, bien sûr, lancé un jour-nal interne, qui, à la différence du bulletin municipal, n'est pas l'instru-ment de communication du maire, M. Jean Falaia (RPR).

M. Allart a surtnut lancé une démarche de management participa-tif. Importée du secteur privé, elle consiste à associer à l'élaboration des décisions le personnel sans respon bilités. Les agents de maîtrise, dument équipés de mallettes et de pin's maison, se réunissent ainsi avec le directeur des ateliers municipaux pour effectuer un inventaire de leurs

ETAT

Universités

TGV

Routes nationales

Autoroutes

riers, menuisiers, maçoos, électriciens, peintres et plombiers communaux se découvrent plusieurs qualités, « En ville, un nous traite de fainéants. Pourtant, personne ne peut nous concurrencer lorsqu'il s'agit de répondre à l'urgence. De plus, nous faisons du travail de qualité. » Principaux griefs : l'insuffisance du nombre de véhicules, la lourdeur des procédures d'achat.

Pour améliorer les conditions de travail du personnel, M. Allast a embauché un « ingénieur-sécurité », venu da secteur privé. Depuis un an et demi, celui-ci a déjà diminué le nombre des accidents qui survenaient au cours de l'élagage des arbres, eo imposant le port devisières de protection, de harnais, de gilets de visibilité et de gants. Pour faire passer le message, il a fait éditer des bandes dessinées colorées et pédagogiques, ainsi que des vidéocassettes diffusées peodaot les heures de travail. A l'heure où certaines municipalités concèdent les services du nettoyage à des entreprises privées peu soucienses de leur personnel, Reims se distingue pour l'atteotioo qu'elle a portée aux femmes de ménage. La municipalité a fait acheter plusieurs centaioes de paires de chaussures antidérapantes. de balais à manche télescopique et de circuses électriques. Ces accessoires devront réduire le mai de dos qui sévit ici comme partout, mais aussi... l'absentéisme

« Depuis une dizaine d'années, les ellectivités sont soumises aux mêmes évalutions que la société tout entière», constate M. Bernard Ode, président de l'Association des administrateurs territoriaux. Face à une situation de contrainte et de risque, les élus ont du apprendre à utiliser an mieux les deux nerfs de la guerre que sont le personnel et les finances

RAFAELE RIVAIS

### Les trains des régions

Suite de la page 9

Ce o'est pas toujnurs le eas. Aiosi en Basse-Normandie les proets de fermeture de certaioes lignes évoqués daos uo courrier interne de la directino commereiale de Narmandie – et retardés pour cause de période électorale – oot été vigoureusement dénoncés par le cooscil réginnal (le Monde daté 15-16 septembre 1991).

Cette oouvelle loi oe donne, er tous cas, que des satisfactions à la SNCF. Pour M. Jacques Chauvineau, directeur de l'actino régio-oale, elle a permis de « faire fanctinnner ensemble la loi du marché. l'esprit d'entreprise et le service public. De décentraliser dans lo

M. Chauviocau estime que la SNCF doit, aujourd'hui, « imagi-ner les réponses aux besoins d'aménagement du territoire expri-més par les régions ». Le lance-ment, co 1987, d'uo enocept de TER (transports express régional) a répondu, seloo la SNCF, aux attentes du public, qui délaissait les manibus traditinnnels et qui souhaitait des trains plus rapides. La SNCF estime que la mise au pniot des matériels eo coocerta-tion avec les conseils régionaux, l'édition de guides boraires perfor-maots, la cobérence avec les autres traosports existants oot enotribué à l'amélinration de la qualité d'un service.

La Loti a été à l'arigine d'une véritable modernisation au sem de la SNCF. Cette loi de décentralisatan a conduit le service public à confier, loi aussi, de oouvelles res-ponsabilités et compétences à ses directions régionales.

CHRISTOPHE DE CHENAY



Treize mil

les élus se reti

cacte, f

de a jê Estre

omes

1.51. (1.11)

54612220

Je 'equ

des com

tette fi

d'une de

Fieg:-di

ACD:ON

T. Lives

2.0

TVISION

Je signer

Let More

COSTREAD

menta a

atteindre

ar much

CRITICITY ...

on chiece

octobre CHITCHE

Games et

igees ou CATE HOW DIES CATH CONTRA

centristen

BRICKES DE

SOURCES A

3-4 marsi."

cuviling of

POINT

65 Ct 815.

des conse

Coucide av novée dens

TATIONNE.

occurrie per

double han

LR Drumb

-

EL ......

ob lements

e: que, mais

COLD CAMP

CONTRA POL

Curbe steet in

THE RESPONSE

trantains d'a

Le loi dent

tuesta, com

**Financement** 

STATE COMME

en matters d'

PRINCE OF SE 1898 PM 186 B

Persons dell

QUALL HE CHIE Duich & TEN

En Dard

E 10 Avril 1984, la Pranco cransun des discussions de marchands de lapis entre pour savoir qui puiera, l'organisa-tion manuale des Jeux olympis ques, huit ans plus tard & Parts Une delle reservant capitale dans Phistoire de l'urbanisme est de ce fall, parett stapertue Sept mille maires wit rieu de jour-la le pou-voir de signer les garmis de construit em appartenan jusque-la à l'Eles Aves la responsamilité de l'élaborat l'in des schomas directeurs d'amenagement et d'urbanisme d'amenagement et à direnteme (SDAU) et des plans d'occupation des cles Priès qui teur avait étable le 1º octobre : 455 les édites dese-naient le maltire de l'aménage-

men: 07-2.7 La ergentralitat en deriden gar La decentralisat en decide par une un le un en 1985 desenat doncerent en elle Castien Defiere et en 1985 desenat des entre et en 1985 des entre traile et en 1985 des entre traile et en 1985 des entre d'un traile et en 1985 des entre des entre et en 1985 de en 1985 de entre et en 1985 de entre entre en 1985 de entre entre entre en 1985 de entre men apt . The tournest pas & Penanch a in bied mit asserts in fespensatitute ou consecutive des permis de construire el una condition : cours in the first of an end of an fire fluction lisation of the 2. Tour commune partie of the modern and the first street on their Establishment of the region dis-

Les départeme

De l'aide aux es conseil**s généra**l

And the second of the second o u etiernient a A STREET, N. J. V. V. J. ir. der dans le er: tri- fate a Tresident du Torrest and the second W10 Longico mon la favoriser une maliere des reali-les de la desente L'aide some con cerv qui en on le put ter de la facessaire artion

meme depen and devait across per-mette de former domain, the second of the seco consent and the second department tal de, etat defentes sociaux es medico-social de forma la règle.

ment d'area de la company de la règle de la company de la réglementation de la réglement de dispose capacité de la réglement de la

Que se esta prier aider les perde drons, un Trans en fin prevon des sectes des la contratación olas (svoročini deves que de la pari Etan de charge de la ch nale explicit Assistance territodans les décor הוא מנו המושור הוא

45 milliards de francs en 1990

de nomérous como fast fast domains dons le Sie l'action infance services and services plus certains and services plus certains and services are services and services and services are services are services and services are services and services are services are services are services and services are services mesures -----care toutes les Aunsi les capations de l'Original de l'Origi du Lunci de la companya de la companya de véhicules anti-companya de la companya and the management graters a de deputation de la company on sein mammonth approximation at the terrain de la monte de la mont ment sur la presentation de soprier la manufaction de la maissant de source de source la manufaction de la m des Braness Scie Tarations & Autre forme d'orde condie celle e dens de l'action de despaire. L'action de l'action d France of de personal and the service of personal de reputation de un service de personal de reputation de la personal de reputation de la personal de reputation de reput

E 1º avril 1984, la France bruissait des discussions de marchands de tapis eutre Jacques Chirac et l'Etat pour savoir qui paierait l'organisa-tion éventuelle des Jeux olympi-ques, buit ans plus tard, à Paris. Une date pourtant capitale dans l'histoire de l'urbanisme est, de ce fait, passée inaperque. Sept mille maires ont regre ce jourch le serve maires ont reçu ce jour-là le pou-voir de signer les permis de construire qui appartenait jusque-là à l'Etat. Avec la responsabilité de l'élaboration des schémas directeurs d'sménagement et d'urbanisme (SDAU) et des plans d'occupation des sols (POS) qui leur avait échn le 1<sup>st</sup> octubre 1983, les édiles deve-naient les maîtres de l'aménagement urbain.

Marie Co.

Phy Mary

**無 編 CForm** 

METTY,

-

March 18 19-11

THE PERSON .

准件 > .....

BOOK CROSS A . .

Mark & ...

100 page .....

MARKET SWITTER

W 45

mica.

Suffit: Pes.

Bearing

A STATE OF THE STA

----

m to Access

Ne.

2 -----

1111111111111

----

2 LL 1 THE 20 200

----

-42.

- 1 272 E21 the second

and the second second

The second of the second second

Les trains

"L 1 22 3 2427 1

74 - 44 .... 25 44

1 1 11 11 11 11 22

( '. 'T. east 25%

1.202 

... ... et a: 12

1: V

2.22

10 mg 10 mg

71 THE

......

23.11.6 32.5

. . .

1.32

1 2 2 2 3

the Column of th

E E ME I E

1.0

-- \* 5 - : 2-3 7£ 7£ 75

Leise

2 100

- Late 

14.60%

and the Better of ... white is Till E

2 2

La décentralisation décidée par une loi de janvier 1983 devenait donc opérationnelle. Gaston Defferre et ses amis socialistes ovaient voula rapprocher les décisions d'ur-banisme du citoyen, responsabiliser les élus et, en somme, démocratiser l'aménagement du cadre de vie. Mais pour que les nouvelles libertés mnnicipales ne tournent pas à l'anarchie, ils avaient assorti la responsabilité de délivrance des permis de construire d'une condition : seuls les maires ayant planifié l'uti-lisation du sol de leur commune par un POS ponvaient en user. La liberté donc, mais avec une règle dn

Dans les communes n'ayant pas encore de POS, rurales pour la plupart, l'Etat restait le patron. Eu outre, il gardait partout le contrôle de la légalité des actes municipaux. Enfin il offrait aux collectiviés locales déponyeuse de construire de l'Etat vers les collectivités locales de donc été messife foi locales dépourvues de service d'urbanisme, l'immeuse majorité, l'as-sistance gratuite des professionnels de l'équipement pour instruire les dossiers des SDAU, des POS, des permis et des Intissements (95 % des communes profiteut encore de cette facilité). Les instruments d'une révolution silencieuse étaient en place. Comment allaient-ils être utilisés?

> Révell de l'architecture

Queiques constatations statistiques permettent d'apprécier l'action des élus. Aux cent quatre-viugt-dix schémas directeurs sppronvés event la réforme, les maires n'en ont ajouté qu'une dizaine. En revanche, ils ont mis en révision cent vingt des documents existants. Ils ont montré beaucoup plns d'enthousiasme pour les POS sans lesquels leur nouvelle liberté de signer les permis serait restée lettre morte. En gros, le nombre des communes possédant ces documents a doublé en buit ans ponr etteindre treize mille cinq cents anjourd'hui. Résultat : les édiles contrôlent 43 % du territnire sur

tés locales e donc été massif. Et il continue puisque trois cent nnu-veaux POS entrent en application chaque année,

Les conséquences de cette décentralisation-là sont multiples et provoquent des commentaires contrastés, c'est le moins qu'on puisse dire. D'abord sur le volume des mises en chautier. Pour les logements comme pour les locaux industriels, artisanaux et commerciaux, 1984, l'année de passation des pouvoirs, a été une année noire.

Ensuite, malgré le désengagement de l'Etat sur les aides an logement social, les constructions d'appartements ont repris de 1984 à 1989, pour s'éroder à unuveau depuis deux ans. Mais pour les ateliers, échonnes et messaine les preferes, échoppes et magasins, les surfaces autorisées par les maires ont presque doublé en buit ans. Quelle est la responsabilité des édiles dans cette vigoureuse remoutée? La réponse n'est pas évidente, mais il est silr qu'ils ont activement poussé à la réhabilitation de quartiers historiques. Opérations compliquées, longues à mener, mais qui nnt rendu leur ebarme et leur attrait à une foule de villes moyennes.

Quant à la qualité des construc-

tions neuves, on constate son amélioration. Le réveil de l'architecture depuis le début des anuées 80, le travail des conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (CAUE), présents dans quetrevingts départements, les exigences de l'opinion peuvent expliquer cette amélioratiou. Soucieux de donner de leur ville une bonne image, les maires ont engagé des équipes de professionnels et les « métiers de la ville» ont counu une véritable explosion. On voit même émerger enlin de véritables projets de ville comme à Lyon, Nantes ou Rennes. Certains maires ont compris que leur rôle ne consiste pas à signer des permis au petit bunheur la chance, mais bien de concevoir et d'organiser la cité de demain.

> Des manipulations Incessantes

Mois pour quelques exemples encourageants, que de bavures l' Partageant l'inculture et l'indifférence des Français devant les formes orbaines, les élus se sont trouvés seuls et fort démunis face à la pression formidable des promoteurs et celle, non moins corrosive, des électeurs. Il aurait fallu des bommes eu acier trempé pour y résister. Hélas ! même quand ils n'ont pas succombé au mirage des quartiers clés en main proposés par les constructeurs, aux tentations des

enveloppes discrètes et aux sollici-tations du clientélisme, bien des dus ont écouté les sirènes du « progrès». Autrement dit, ils se sont laissé persuader qu'il fallait adapter sans cesse leur commune à une évolution présentée comme inéluctable.

Comme le POS, précisément, ue permet pas cette politique de girouette, on s'empresse de le modifier on de le réviser, puisqu'on en a désormais la biberté. Comme le soulignent les nbservateurs, actuellement 40 % d'entre eux subisseut ces manipulations, qui deviennent manipulations, qui devienuent incessantes (2). Il n'y a plus de règle du jeu. Ce qui était inconstructible hier le deviendra peut-être demain. Gros nu petits, tous les propriétaires se sentent pousser des ailes de spéculateurs. Si l'équipe municipale est trop ferme, il suffit d'attendre les élections suivantes.

« On se demande parfois s'il y a encore un pilote dans la ville », s'ex-clamaient des urbanistes lors d'un colloque récent. On pourrait citer cent exemples à Paris comme en province, dans les centres-villes comme sur le littoral nù le POS est manipulé sans autre motif que l'ouverture de nouveaux droits à construire. Partout où la pressinn immobilière est puissante, le béton

Une telle dérive ne pouvait manquer de susciter des réactions. Celles des préfets ont été plus que timides. La proportion des actes

des collectivités locales déférés aux juridictions administratives au nom du contrôle de légalité ne dépasse pas 0,35 %. En revenche, les asso-ciations de défense et les comités de quartier pulluleut. Uu seul cri: « Monsieur le maire, arrêtez de densifier la ville et de miter la camsigner la vine et de miter la cam-pagne.» De leur côté, les recours en justice pleuvent comme jamais. Et cette finis les juges administratifs, ainsi que les magistrats des cours régionales des comptes, font leur

Aux permis abusifs répondent les annulations en rafale. La décentralisation va-t-elle provoquer une nouvelle guérilla urbaine? L'équilibre en tout cas n'est pas trouvé. Une mesure d'assamissement récla-mée par bien des associations est à l'étude au ministère de l'équipement. Pour être mise en route, la révision du POS devrait être décidée, comme toute réforme constitutinnnelle, à la majnrité des deux telle madification de la lai de 1983?

**MARC AMBROISE-RENDU** 

(1) L'autorisation de lancer des unités touristiques nouvelles (UTN) échappe aux commmes de montagne au profit des pré-

(2) Aménagement du territoire et urba-nisme, par Jean-Claude Marquis, Ester, 1991.

## Les départements, maîtres de l'action sociale

De l'aide aux handicapés à la lutte contre le cancer les conseils généraux possèdent un vaste domaine d'intervention

ANS sa volonté de rappro-cher l'administration du citoyen, le législateur e collectivité la micux placée pour décider dans le domaine social devait être le départe-ment. La loi du 22 juillet 1983 a done transféré au président du conseil général des compétences, exercées auparavant par les représe tants de l'Etat, afin qu'il poisse « pro-mouvoir des solidarités en réalisant une péréquation des moyens entre les

L'objectif était de favoriser une meilleure prise en compte des réali-tés de la vie quotidienne. L'aide sociale devait parvenir à ceux qui en ont le plus besoin, mais la nécessaire action entre les communes d'un marge département devait presi van mettre de « développer de nouvelles formes de coopération dans des domaines qui, comme l'urbanisme, le logement, les transports et la culture conseil arrête le schéma départemental des établissements sociaux et médico-sociaux et adopte le règle-ment d'aide sociale. À l'intérieur d'un cadre assez strict et en fonction de la réglementation en vigueur, il dispose cependant d'une certaine marge de manœuvre.

Que ce soit pour aider les per-sonnes âgées ou les chômeurs en fin de droits, un conseil général peut prévoir des conditions d'attribution prévoir des conditions d'attribution plus favorables et des montants plus élevés que ceux définis par l'Etat. Mais dans ce cas il en supporte seul la charge financière. Ce plus que peut apporter une collectivité territoriale explique l'importance du social dans les débats des assemblées dépar-

. 45 millards de francs en 1990

Depuis qu'ils sont devenus adultes, de nombreux conseils ont ainsi fait preuve d'imaginatinn dans le domaine social. Certains ont privilégié. l'action en faveur de la petite enfance, d'antres la solidarité envers les plus démunis on l'aide an logoment, en innovant dans toutes ies resures reposées aux habitants. mesures proposées aux habitants.

Ainsi les départements de l'Orne et du Loiret vont bientôt s'équiper de véhicules aménagés pour proposer aux femmes de quarante à soixantedix ans une manmographie gratuite afin de dépister d'éventuels cancers du sein. L'expérience montpelliéraine du «manunobile», application sur le terrain de ce que l'on nomme la «nouvelle santé». basée essentielleterrain de ce que l'on nomme la «nouvelle santé», basée essentiellement sur la prévention et le dépistage de la maladie avant qu'il ne soit trop tard, a séduit des élus qui sonhaitent qu'il n'y ait pas que les citadins des grandes aggiomérations è profiter des progrès de la médecine (le Monde daté 16-17 juin 1991).

Autre forme d'aide sociale, celle réalisée dans des cantons du département du Tarn, où l'association du conseil général, de la Fondation de France et de petites communes proples à pagging de mattre en place 

Baptisée «Repas service des quatre cantons», cette initiative originale, est entrée récliement en service le 1st octobre 1987. Chaque jour, une cinquantaine de repas sont confectionnés par la cantine municipale de Gaillac et livrés à des personnes âgées on bandicapées, par une camionnette. Les chauffeurs ne se contentent pas d'être des livreurs, ils remplissent aussi des services annexes permettant ainsi d'œuvrer pour le maintien à domicile des personnes âgées (le Monde daté 8-9 mars).

En Dordogne le conseil général

domicile pour les personnes âgées, geole) dans les écoles maternelles; la sociale. Ces dépenses ont progressé de création de centres médico-sociaux réaménagés; la poursuite de l'huma-hisation des maisons de retraite. Un fonds d'innovation sociale permet de financer des idées sur des zones d'intervention des travailleurs sociaux». Exemple cité dans le Conseil départemental, un livre de Bernard Bioulac et Jean-Pierre Muret (1). Un ouvrage qui évoque aussi les actions du conseil de l'Isère pour le dépistage du cancer, celle du Lot en direction de la petite enfance ou les mesures d'insertion mises en place dans le Haut-

«En 1990, plus de 45 milliards de cavisage « une campagne de vaccina-tion ROR (rubéole, oreillons, rou-tiements aux dépenses directes d'aide

5,4% en moyenne annuelle par rapport à 1988 », plaide Jean Puech, président de l'Assemblée des prési dents des conseils généraux (APCG). Il ajoute que l'aide sociale représente kla part la plus importante du budget de fonctionnement des départements, soit environ 48 %». Les conseils généraux disposent de moyens, et bien souvent d'idées pour créer de nouvelles solidarités. A eux de le faire savoir aux habitants.

(1) Le Conseil départemental, par Bernard Bioulac et Jean-Pierre Muret, 250 pages, éditions Syros-

### Des contrôleurs financiers

Les chambres régionales des comptes ont permis de passer à un contrôle a posteriori des dépenses des collectivités

ES lois de décentralisation ont proyoque un véritable boule-versement dans les méthodes de surveillance de la gestion des collectivités locales. Elles sont eneffet passées d'un système de tutelle a priori, qui était de la responsabilité des préfets, à un contrôle a posteriori. Celui-ci est exercé depuis 1983 par vingt-cinq chambres régionales des comptes (vint-deux en métropole, trois dans les DOM-TOM) (le Monde daté 24-25 février 1991).

L'article 87 de la loi du 2 mars 1982 leur a transféré la compétence sur le «jugement des comptes». Le respect des procédures légales était rale mar

payeurs généraux, sur délégation de la Cour des comptes, Cette première compagnée peut périfière à la juri-diction réginnale d'engager la procédure dite de «sestion de fait» si un. maire, par le biais d'une association qu'il préside, manie des fonds publics. Dans la plupart des cas, un élu ainsi désigné peut justifier d'une utilisation des deniers publics dans l'intérêt commun. Les élus unt cependant tenté d'amoindrir le pouvoir des chambres régionales des comptes dans ce domaine en retirant de leur champ d'action les com-munes de moins de 2 000 habitants.

La fonction d'examen de la gestion a également suscité une certaine emotion chez les élus locaux. Ils on d'ailleurs imposé, le 5 mars 1988, la confidentialité des observations des juges, mais celle-ci a été supprimée par la loi du 15 janvier 1990 sur le financement des campagnes électo-rales. Et les observations des chambres régionales alimentent largement le rapport annuel de la Cour des

#### Toute personne y ayant intérêt »

Enfin le contrôle budgétaire a priori, héritage de l'ancienne tutelle des préfets, est exercé par les chambres régionales des comptes, qui pen-vent, sur saisine du préfet, émetire un avis dans trois cas. Si le budget n'est pas voté à la date prévue par la loi, s'il est ca déséquilibre, s'il spparaît un déficit après son exécution. Dans cette dernière circons-tance, les chambres présentent aux élus des propositions pour rétablir la situation financière. A certaines occasions, le préfet peut même se substituer à la collectivité locale défaillante et régler lui-même le budget. Enfin «toute personne y ayant intérêt» peut saisir la chambre pour hii faire constater l'absence d'inscription de crédits dans un budget pour une dépense obligatoire. Les lois de décentralisation n'ont pas, sur ce dernier chapitre, redonné un véritable pouvoir aux préfets, car les chambre régionales des comptes jouent parfaitement leur rôle de « médiateur technique». La loi sur l'administration territoriale de la République du 6 février 1992 a cependant prévu de nouvelles dispositions permettant d'améliorer l'efficacité du contrôle de l'Etat sur les actes budgétaires locaux. Il est vrai qu'ils représentent 700 milliards de francs, soit près des deux tiers du budget de l'Etat.

Indépendants du pouvoir politique, nffrant les garanties que donnent des magistrats, les 1 200 per-sonnes qui étudient environ 60 000 dossiers chaque année dans les chambres régionales des comptes sont les autorités indispensables à une boane gestion des biens publics.

### POINT DE VUE Une non-campagne électorale

par Robert Hertzog

A calamiteuse non-campagne des élections régionales est un mauveis coup porté à une institution dont on fête pieusement les dix ans. En mara 1986, la première élection dea ennseils régionaux eu euffrage universel; couplée evec les électione légielatives, fut noyée dans le brouheha d'un débat sur la choix d'une majorité de gouvernement à l'Assemblée natinnele. En 1992, la deuxième élection est occultée par une espèce de référendum sur un leeder politique et san parti nationaliste. Elle pouveit pourtant être l'occasion de rattraper un double handicap des réginne françaises : un défaut d'image et un déficit d'autorité.

La première affirmation surprendra peut-être, elors que les sondages mantrent que, malgré leur jeunesse, les régione se sont acquis un fort potentiel de sympathie dans l'apinion publique et que, malgré le caractèra entificiel de beaucoup d'entre elles, elles unt su se forger une identité. Pourtant, les citoyens sevent mal à quoi sert la région et quelles nécessités l'unt fait introduire dans nos institutions depuis une trentaine d'années. La juriste lui-même peine à les expliquer.

La loi énumère quelques compétences ponctuelles, comme la construction des lycées, le financement d'une partie de la formation professimmelle, lee voies navigables dans cer-taines conditions. Elle danne à la région priorité en matiàra d'action économique, qui ne repré-sente qu'un pourcentage modeste dans sas budgets et est, dans la réalité, sssumée davantage par les villes et départements. Restent des missions définies en termes vagues comme la promotion du développement social, culturel ou esistifique, l'eménagement du territoire ou la préservation de l'identité réginnale, pour lesquels les compétences concrètes appartiennent plutôt à l'Etat, eu dépertement ou sux enmmunes. En dépit des voeux constamment émis sur ce sujet, la détermination des compétences régionales ne se réglera pas par de nouvelles France et de petites communes énumérations législatives, maia résultera d'une rurales a permis de mettre en place énumérations législatives, maia résultera d'une évolution politique, nécassairement diversifiée.

La campagne électrirale aurait dû servir à consacrar dee pulltiques propree à chaque région et les impôts qu'il faudra voter pour les financer. C'était d'autant plus nécessaire que le plus souvent elles débordent sur les compétences d'autres institutions : l'Etat (pour les universités), la SNCF (pnur le TGV), le département (pour les voies de enmunication), les communes (pour l'urbanisme, l'eménagement ou la culture). Or, combien d'électeurs ont une claire idée des programmes proposés par les partis et vont se déterminer sur ceux-ci. Ceux du Front national s'imaginent-ils que le conseil régional prendra des mesuree sur l'immigration

La région, collectivité territoriale non explicitement prévue par la Constitution, méritait enfin une légitimation par un débat sur ses missions et son devenir. Ce ne sera pae cette foie-ci. Alars en 1998?

> Manque d'autorité

Circonstance aggravante, le pouvoir régional qui sortira dez umes sera faible et, ici et là, impatent. Le mude de scrutin, le propordunnelle par listes départementales, cumule tous les défauts. L'élaboration des listes fut exposée sux manœuvres d'eppsreil habituelles à taut système proportinnnel. Les listes sans véritable projet pulitique se multiplient, sept à dix par département n'étant pas rares. Avec une parti-cipation faible, chaque parti ne recueillera qu'un nambre de voix insuffisant paur esseoir son sutorité nu celle de la coalition qu'il organisera autour de lui, Le cadre départemental ns permet pas l'émergence de programmes régionaux et interdit aux partis de faira incarner à un de leurs leaders une ambition pour la région. Comme dans l'esaemblée sortante, le conseil réginnal sera donc émietté et l'élection du pré sident sera le fruit de merchandages dignes de la IV- République, débouchant sur un « gouvernement» réduit au plus petit commun dénomi-

Tout cele est d'une extrême gravité pour l'evenir de la région. Elle evait originellement été créée paur essurer dans l'administration d'Etet une certaine mise en cohérence des politiques publiques. Ses premières missions furent de coordination, de programmation (on parlait dee réginns de programme), de plenification. C'est dens ces functions-là qu'elle trouve encore sa principala raison d'être. Mais comme législateur e refusé de lui accorder une primauté sur les autres collectivités publiques, elle ne peut exercer une influence sur l'Etat, les enmmunes nu les départements qu'en négociant avec eux. Sa position de force paut tenir à sa capacité de fournir des muyene financiers supplémentaires - mais ses marges de manœuvre s'épuisent, - à la clarté evec laquella son programme politique aura été eccepté par les électeurs et le pauvair palitique régianal conforté par eux. Or ces conditions ne seront

Il n'y eura ni programme d'aménagement régional nu de protection de l'environnement suffisamment validé par les élections régionales pour que la région puisse le faire accepter par lee communes et départements, ni pouvoir régional fort capeble de défendre devant les maires ou les présidents de conseil général, voire des ministres, une politique originale l'La président de la République, qui n'elme pas le région, et qui s'est affirmé « résolument départementaliste » sera sans doute comblé. Mais il faut alors entêter de poser la problème régional en termes faux ou hypocrites.

La vérité n'est pas que les régions sont trop petites, ni que leurs moyens sont insuffisants dans le compétition européenne. Elle est que la système politique leur interdit d'exister pleinement, de développer leurs functions et leur identité et d'assenir leur eutorité. Par peur d'avoir quelques baronnets de droite en France, on se refuse de muscler nos athlètes en laissant le champ libre à ceux de nos concurrents. Bien joué, n'est-ce-pas?

Robert Hertzog est professeur à l'univer-sité Robert-Schuman de Strasbourg.

## « Halte à la médecine-spectacle !»

Sous le titre «Halte à le médecine-spectacle | », le Conseil national de l'ordre des médecins s'en prend vivement, dans un communiqué rendu public vendredi 20 mars, à els prolifération d'émissions télévisées mêlent spectacle, information et médecina ». «La surenchère visuelle, la chasse au scoop médical, aigute-t-il, conduisent actuellement trop de médias, et en particuller certaines chaînes de télévision, à des mises en scène savemment orchestrées sous l'œil de caméras complaisantes : on a pu voir des earrestations » de médecins inculpés let donc présumés innocents), des agressions physiques, des elmulacres de procèe sur des sujets d'actualité sensibles ou pour le moment devant le justice, la promotion de charlatans donnant de feux espoirs eux meledas ... Inquiet de cette edérive de l'information médicale au profit du spectacles, le Conseil de l'ordre e décidé de saisir le Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Président du conseil national de l'ordre, le docteur Louis René précise, dens une déclaration su Monde, que ce communiqué ferme n'est pas motivé par la seule inculpation récente de Patrick Sabatier

pour complicité d'exercice illégal de la médecine (1). «Natre propos est beaucoup plus large, eouligne t-il, et cette dérive de l'information médicale est particulièrement pernicieuse, compte tenu de l'étet d'émotion dans lequel ee trouve piongée le France à le suite de l'affaire du sang contaminé ».

> «De fausses justices populaires»

Prenez le cas de l'émission « Mea Culpa », diffusée le 11 mars sur TF1, poursuit le docteur Rané. La situation est la suivante : dans un village, une famille e un enfant hémophile contaminé par le virus du sida, Il s'ensuit un processus d'axclusion de la famille par les autres hebitants du village. Qu'ont fait les producteurs de l'émission? Ils ont mis face à face, sur le plateau, les eméchants» et les emalheureux», jusqu'à ce que le présentateur, se comportant comme un procureur, amène les « méchants » à se déclarer coupables. De la même menière, ce qui est amvé au docteur Habibi la semaine dernière [lire ci-dessous] est inacceptable.

a Que signifiant ces fausses jus-tices populaires? Quele sont ces

médias à filmer des malades mentaux ou des toxicomanes sans evoir demandé, au préclable, leur accord? On pourrait, hélas, multipăer les exemples de cette dérive.

« A mon sens, conclut le président du Consell national de l'ordre des médecins, cette dérive trouve eon origine dans lee impératifs d'Audimat euxquels les chaînes sont affrontées. Mais il faut que cela cesse et qu'à nouveau lee émissione médicales soient enimées et conçues par de véritables oumelistes médicaux. Qu'on veuille bien se rappeler la qualité excep-tionnelle des émissions de Pierre Desgraupes, Igor Barrère et Etienne Lelou et la formideble impact qu'ellee evaient alors sur les télé-spectateurs l'a

(i) Inculpé pour avoir reçu dans son émission « Si on se disait tout », sur TF i, le 28 décembre 1990, un « guérisseur », M. Philippe Gouezh, recherché par la justice, l'animateur a déclaré, vendredi 20 mars : « Ja suis irréprochable, » Il a estimé que « rien ne laissait présager » que le guérisseur utiliserait son passage comme « tremplin pour des escroqueries » , et a revendiqué sa « bonne foi » et sa « rigueur profession-nelle ».

POINT DE VUE

## Lynchage, sida et audimat

Nous publione la réection de cinq spécialistes du eida eprèe l'agression dont e été victime le docteur Bahman Habibi par des militants de l'association Act Up (le Monde daté 15-16 mars).

L y a quelques jours, des memras d'una associatio lutte contre le side, Act Up, egressé phyelquement, encheiné et couvert de peinture rouge le docteur Behman Hebibl. directeur scientifique du CNTS, lors d'une réunion scientifique à la Pitié-Selpêtrière, devant de comconvoquées pour le circonatance. Nous tenons à réegir pour plusieurs raisons.

Entre 1983 et 1985, nous avons été confrontés en permaseulement eux doutes, mais eussi au déni sur la gravité potentielle de ce que nous pouvions entrevoir de

Beeucoup d'incertitudes existaient alors. Il fallait donc apporter de nouvelles conneiseences, débattre et convaincre. C'est dens cette période que nous avons rencontré le docteur Hebibi, l'un des rares spécialistes de la transfusion eanguine svec qui nous avons pu elors travailler.

Face à l'indifférence lergement répandue dans les milieux de la tranefusion et de l'hémophille, le docteur Hebibi a inlessablement contribué à collecter et diffuser toutes les informations disponibles auprès de ses confrères. Réa le premier repport destiné à le Commission netionale de transfu-eion sanguine en juin 1983, il s miàre circulaire faite à le même deta recommendent le eélection des donneurs de sang pour limiter les risquee, ainsi qu'à l'écriture des premiere déplients d'information dectinés à ces mêmes donneurs. C'est lui qui orgenisait, en février

### **SPORTS**

□ Football: Monaco-Feyenoord eo demi-finales de la Coupe des coupes. – L'AS Monaco rencontrera l'équipe néerlandaise du Feyenoord Rotterdam, avec match retour aux Pays-Bas, en demi-finale de la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupes, les le et 15 avril. Ainsi en s décidé le tirage au sort effectué, vendredi 20 mars, à Genève. Dans l'autre demi-finale, le FC Bruges (Belgique) sera opposé au Werder de Brême (Allemagne).

o championnat de France. - En match avancé de la 32 journée du championnat de France de football, Montpellier a battu Nantes par deux buts à un, vendredi 20 mars au stade de la Mosson, à Montpellier.

□ BOXE: le Français Thierry Jacob devient champion du monde. - A l'issue d'un match organisé à Calais vendredi 20 mars, le boxeur français Thierry Jacob a battu sux poiots la Mexicain Daniel Zaragoza. A vingtsept ans, le boxeur calaisien devient champion du monde des super-coq

1984, la première réunion scientifique sur Side et transfusion senguine et en essureit la publication de ses conclusions. Malgré lee contestations auxquelles eon rapport de 1985 e récemment donné lleu (le Monde du 1e et du 2 novembre 1991), nous n'oubliona pas qu'il avait pris position publiquement en mai dens lee colonnes du Quotidien du médecin pour feire eccélérer le mise en place du dépistage systématique sur les dons du sang, ni qu'il aveit, devent les retards de mise en plece de ce dépistage, écrit à M. Laurent Febius, alore premier ministre, au nom des responsablee dee centres de transfueion da la région parisienne pour l'evertir qu'ile mettraient en place le dépistage dès le 1º juillet 1985, devan-

Noue tenone à assurer publique ment Behman Habibl de notre estime, qui n'e pae varlé depuis 'époque où nous lui evione demandé de rejoindre le groupe d'experts internationaux qui préparelent la conférence internationale de Peris sur le side, en 1988. C'est le première reison de notre Behmen Hebibi e commis des fautes, c'est-à la justice d'an déci-der. Or, il ne fait pas partie des personnes qui ont jusqu'ici été inculpées. Il y e là une question de principe, et gous n'acceptons pas qu'una eseccletion ou qu'un groupe quelconque, créé plusieurs années après cette période, et qui en ignora manifestement tout, décide de qui est coupeble et de qui ne l'est pae, juge, condemne

cant d'un mois le date prévue.

Certeins, ectuellement, dene d'eutres groupes, prônent dee meeures rediceles d'exclusion dénoncent des minorités à la vindicte publique et veulent feire adopter des lois contre des « reeponsables » éventuele de contamination sexuelle. Ces extrémismes ne font que se renforcer mutuelle ment, et tous les eéropositifs pourraient un jour en être les vic times, si la radicalisation haineuse du débat sur le sida prend le pas eur les conceptions de soliderité qui ont jusqu'ici prevalu.

et exécute même ses propres sen-

Troislàme raison enfin, le pré sence d'équipes de télévision invitées par Act Up pour assister à ce cérémonial nous inquiate comme dans un autre contexte, il y e peu de terrine, celle d'une eutre équipe qui avait suivi un groupe de skin heads sens intervenir, pour offrir eu public le epectacle d'une raton-

Cette solf d'images eliments. voire justifie aux yeux de leure euteurs les passages à l'acte violente, qui leur permettent plue sorement d'ettirer l'attention que le travail quotidisn et moins facile que réalisent tant d'autree associations de lutte contre le sida.

Quelle eollicitude I noue dirat-on. Pourquoi ne vous penchezvoue pas plutôt sur les milliers de trensfueée et d'hémophilee qui

souffrent et souffriront dens leur cheir plus longtemps et plus dure-ment que le docteur Habibi. Nous ne peneons pes qu'il y sit là matière à choix. Cele fait longtemps que nous nous battons contre le side en essayant de feire tout ce qui est an notre pouvoir C'est de cette façon que nous sommee solidaires de tous les maladee, sans distinction. Meis nous n'ecceptone pes, comme citayens, de voir le loi de Lynch et l'audimat remplacer la justice.

► Ce texte est signé du docteur Jean-Beptiste Brunet (Centre européen pour la surveillence du side) et des professeurs Jean-Claude Gluckmen (hôpital da le Pitié-Salpētrière), David Klatz-menn (hôpital de le Pitié-Selpētrière), Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris), Willy Rozenbaum (hôpital Rothschild). JUSTICE

## Autodéfense informatique

Détournement de Ingiciels, espinnage, sabntage «immsté-riel»: réduits à quelques cas isolés il y a sculement dix ans, les actes malveillants intentés contre l'ordinateur tournent à l'épidémie.

Désastre éconnmique pour les Désastre éconnmique pour les éditeurs de logiciels, le piratage est sujourd'hui pratique courante dans la plupart des entreprises. L'organisme français pourtant chargé de protéger la propriété industrielle (INPt) n'en serait pas exempt luimème. Seinn les derniers chiffres de la Software Publishers Association (SPA) le crope illicite de distion (SPA), la copie illicite de dis-quettes enmmercislisées surait ainsi entraîoé, en Europe, une perte de 4,5 milliards de dollars (22 milliards de francs) pour la seule année 1990 (1).

Moins institutionnalisé, mais encore plus inquiétant, le « crime informatique» (détournement de fonds ou de données, sabotage) est lui aussi en pleine croissance. Les entreprises les plus exposées à ces pratiques doutcuses sont les ban-ques et le secteur tertiaire, ootamment les circuits de distribution. Seloo les estimations du Club de la sécurité informatique freocsis (CLUSIF), 57 % des pertes finan-cières dues en 1991 à l'informati-que (10,4 milliards de france) étaient imputables à des actions malvsillantes (5,9 milliards). «Snit une progression de 28 % par rap-port à 1990, alors que, dans le même temps, les peries ottribuées aux accidents (2,7 milliards) et aux erreurs (1,8 milliard) sont restées protiquement stables», précise M. Jeao-Marc Lamère, président du CLUSIF. Et ces estimations sont encore loin de refléter l'étendue des dommages causés à l'économie nationale, puisque le «chif-fre noir» de le crimioslité informatique représente, selon les experts, au moins deux à trois fois les pertes connues.

Armes privilégiées de ce terrorisme économique, les «bombes logiques», insérées directement ou sous farme de disquettes dans les programmes normsux, sont des programmes à retardement qui se déclenchant automatiquement lors de la réception ou de la suppression d'une information donnée. Contrairement aux virus qui frappent au basard, les bombes logi-ques sont presque toujnurs posées dans des systèmes complexes, dans un but précis et rarement innocent. Ce soot elles qui, ces dernières anoces, oot provoqué les plus grandes paniques (notamment celle du vendredi 13 octobre 1989), et les pertes les plus graves dans les

grands systèmes informatiques. Et leur pouvoir ne fera qu'empirsr avec la multiplication des réseaux nationaux (tel Transpac de France-Télécom) et trans-frontières (tel SWIFT pour les banques), qui, demain, relieront entre elles des centaines d'entreprises dans le

Loin d'aider à enrayer la phénoméoe, la crise économique, qui touche désormais la plupart des secteurs d'activités, risque au contraire de favoriser la montée de cette nnovelle délinqueoce. Les constructeurs de matériel informatique et les prestataires de services qui leur sont associés se livrent désormais une impitoyable guerre des prix. Les entreprises, par iocnnscience ou par occassité, rognent dans leur budget la part coosacrée à la sécurité informatique. «Si l'an ajoute à cela le malaise ressenti par les informaticiens, dant la profession était surva larisée il y o seulement quelques onnées, nu le taux de chômage atteint oujnurd'hui lo moyenne nationole, on obtient, sonligne M. Jean-Marc Lamère, tous les ingrédients nécessaires à la mantée d'une «crise noire» en matière de sabotage informatique. »

### Des entreprises

de plus en plus vulnérables Rappelant que « lo malveillance représentait 35 % des pertes dues à l'informatique en 1984, 41 % en 1985, 50 % en 1988 », M. Philippe Ross, suteur d'un rapport réalisé pour le compte de l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (2), estime quant à lui que les préjudices « seront multipliés par deux à quatre entre 1990 et 2005 ». La criminalité en col blanc, tous les experts le confirment, ris-que siosi d'insteurer daos les années à venir un redoutable climst de concurrence : l'ordinateur contrôlant désormais les fonctions vitales d'un nombre croissant de sociétés, il suffit en effet d'une perte de fichiers ou d'uo est nage bien orchestré pour les déclasser pendant plusisurs années de la compétitioo . économique, voire pour compromettre purement et simplement leur existence.

La vulnérabilité des entreprises est d'autant plus graode que le droit, pour l'essentiel, reste impuis-sant à combattre cette forme sauvage de guerre économique. Certes, il existe en France des lois sur la fraude ioformatique et la protec-tion des logiciels. Dernière en date, celle du 5 janvier 1988 (loi God-frain) punit d'une amende de 2000 à 200000 francs l'intrusion illicite

sur un système informatique. Mais comment appliquer la loi lorsque le plupart des victimes, soucieuses de protéger leur image de marque, refusent de porter plaints afin de taire à leurs clients et concurrents la vulnérabilité de lour systèms

La solution vicadre sans daute des entreprises elles-mêmes, qui se verront pringressivement contraintes de mettre si place de véritables politiques de sécurité informatique. Mais l'évolution risgos d'être lente. «L'approche actuelle privilègie les aspects techniques sur les aspects arganisation-nels, eux-mêmes mis en avant par rapport au facteur humain. C'est la démarche inverse qu'il convient de mettre en place », remarque Philippe Rose.

Qu'ils soient prophylactiques ou thérapeutiques, matériels (protec-tion du contrôle d'accès) ou logiques (programmes de prévection, de détection, d'élimination), à quoi peut en effet servir le système de sécurité la plus performant, si le personnel ayant accès à l'informatique oc sait comment l'utiliser? Ou encore s'il épingle - cele s'est vu plusieurs fois - le mot de passe donnant accès au système sur les abat-joor des bureaux de sa société? « La protection informatique est avant tout affaire de responsabilité humaine, d'éducation et de bon sens », insiste Jean-Marc Lamère. En attendant, peut-être, qu'elle oe soit intégrée des la fabricatioo des ordinateurs et des logiciels, objectif august commencent à s'attaquer les concepteurs de matériel informatique.

### **CATHERINE VINCENT**

(1) Le service Minitel 36-14 INFOVI-RUS, mis en place par le CLUSIF et France-Télécom, fournit en permanence la liste des oouveaux virus identifiés dans le monde, leur mode de contamina-tion et la manière la plus efficace de les

(2) La criminalité Informazique à l'ho-rizon 2005, analyse prospective réalisée en octobre 1991.

D Six personnes déférées au parque sprès le manifestation étudiante. - Six «casseurs» présumés - cinq majeurs et un mineur - interpelles lors de la manifestation des lycéens et des étudiants du jeudi 19 mars à Paris ont été déférés au parquet, vendredi 20 mars. Quarante-trois jeu avaient été interpellés par les forces de l'ordre lors des incidents violents qui evaient émaillé le défilé. La plupart aveient été remis so liberté après une vérification d'identité. Mais, contrairement à ce qu'evait annoncé la préfecture de police de Paris (le Monde du 21 mars), treize d'entre eux avaient été placés en garde à vuc dans les locaux de la

# Colomb débarque

#.

Suite de la première page त्र र १८ वटगारेख साला कि नाम पर राज्यापुराम् सा रिकारी

retie. (

GHC I

onime, evident relle t

BCC CO

DE LE

T CEAN

Le vede

:useabl

Fired

tiene.

TO CUT

grand and the strain of the st ngre seed to be a controllement of the controllemen Right 1940 at 1976 avec des Dacinities tet guitais ge eindestriction of circums amendals.

Man orthographics as destricted a creation of the circums and circums and circums as destricted as a circums and cir more to a Cardenne, of n's garden action of the carden a description of the carden action of the carden action of the carden actions and action actions actions action actions con the sum petit flights and petit flights and for the sum petit flights and for the sum of the su nende en regione de ban aven Parent en des Dempleur de nagement en forest par le liferorgan an our mondes, it staff them. me. Le contre la seure le facción de la vielle Europe de la contre la contre

#### Le choc de deux univers

ritin de colon due la Reservance Programme - Participant - Partici in défende de la companie de la comp and a mistage tes er et joarr de expedition der eine eine eine eine gent auf der eine gente The state of the s . . . . 2 Копания осе Barrier and a second-second initial de stand inu arga-ं का उद्यास Commandere, & direction of the La Jaco tono-Pog. 24 Coulta Rica.

Pour cru iège, un se tutcans. O La raposse est de lead to the avec les lec then to the date of the control of t cutar its v machiner fint ty-Anginis cuit duce for contain a force que chausectes de for-E Lience, 1 cauce d'un e Bat som - provi ennantes, les and decoutene. JUS B CR IN 100 ales Michael S US JOHR SM meccable.

pes à fette

INTERNATION COL

des objects

construit de Point de vétéran da banks, had been greated and a control of the contro S'Araba, de Doctor Jine Fille de Rya David Lean reste, per god casion se the morning à ist a ia lades, qui fa notable to provide the provide semblat dep combine de l'

11 3 200 - - - -

FIGURATION CRITIQUE

attardes the profile.

malidies Giffe seitle 5:

det the action in the but

tien le viener essen.

de chen cyremique

do Salon FIGURATION CRITIQUE

..... de deut für der de fan de Blotti dan Pinta comuna Pintaon, alias bure on 13vedette franç beauge for the form of the common of the com Deut se retain STEE UNE DAY cape, come fee est anglas, a loog Le T-a Course on art Moreon personal and a legister and a THE R PROMOTE STATE trans due di participation de distribution de de femine a tr al une fichie i pays de mond ven: dire and acteurs, en par i expressent de

Proteste CRITIQUE

tion of Cartiforn

deprise Continue Contention

un groupe Contention

anather Contentions

anather Contentions

anather Contentions Problème di distribution and angles et out f SET SHI THE MEANING. tent to an armition Peter West, and des Etma-Unia.

### ENVIRONNEMENT

Le projet de barrage annulé par le Conseil d'Etat

## La Borie sauvée des eaux

A la demande de trois communes - Mialet et Saint-Jeandu-Gard, dans le Gard; Seint-Etianne-Vallée-Française, en Lozère) - et de trois associations locales, le Conseil d'Etat e, per un errêt rendu le 20 mars, ennulé, pour excès de pouvoir, la déclaration d'utilité publique (DUP) du barrage de La Borie qui evait été signée conjointement par les préfets du Gerd et de la Lozere.

Le Conseil d'Etet e sulvi les conclusions du commissaire du gouvernement, qui avait invoqué una crave irréquierité dans la procédure edministrative. En effet. compte tenu da son caût (plue de 150 millions de francs), de son site, à chevel eur deux dépertements, le Gard et le Lozère, des différents ministères concernés et de l'avis e franchement défavorable » émie par celui de l'environnement, le projet de barrage aurait dû étre eoumis à una commission mixte et eon éventuells utilité publique décrétéa par le Conseil d'Etat. En prenant seuls un arrêté de déclaration d'utilité publique, les préfets ont donc commis un excèe de pouvoir.

Cette décision du Conseil met un point final à une véritable saga dene lequelle, depuis huit ens, s'entracroisent féconomie, l'écologie et l'histoire religieuse. Pour les économistes, l'objectif du

pleine viticole du Languedoc en uns sorte de petits Celifornie française. Ce projet, défendu par le Compegnie nationale du Bas-Rhône-Languedoc et son animateur Philippe Lamour, prévoysit de dériver les eaux du Rhône et de domestiquer, su moyen d'une série de barrages, des torrants cévenois. L'un de ces barrages était déjà construit; la deuxième devalt l'être eur le Gardon de Mielet, un effluent du Gerd eu régime fantasque. L'ouvrege eurait enfermé, derrière un mur de béton de 46 mètres de haut et de 210 màtres de long, d'eau. Relachées en été, les eaux ainsi retenues auraient relevé l'étiege du Gard et permis eux agriculteurs d'Irriguer les terres de la plaine.

Pour les écnlogistes, en rsvanche, le projet revenait à noyer sur 8 kilomètres une vallée encore si sauvage qu'on pouvait y observer une colonie de castors et ces oiseeux rares que sont les cincles plongeurs. Dans ce pays cévanol où le trurieme est l'une des seules ressources, un site pittoresque d'avenir risquait de se trouver sacrifié au profit des chemps de mais. Une fois de plue, le montagne déjà pauvre allait payer pour la plaine.

Enfin, le Gardon de Mielet et les terroirs voisins sont un lieu de mémoire quasi sacré pour le diaspore huguenote, dont lea encêtres camisards payèrent ici de leur vie et de leur liberté leur

résistance eux dragons du Roi Dans un tel contexte, le projet de barrage, epparemment banal, conçu per des Ingénieure du génie rurel, e suscité un débat dens lequel les symbolee ont mobilisé eutent que les srgu-

ments techniques. Au début, les ingénieurs et les conseillers généreux de la pleine gardoise ont psru l'emporter. Dàs 198B, le projet e été déclaré d'utilité publique per les préfets manœuvrent eà la hussarde». Mais les montagnards cévenols, immédiatement soutanus par les écologistes, puis par les maires et enfin, plus tardivement, par la haute société proteetante, ne s'en sont pas leissé conter. Défilant eur les routes, déposent des recours devant les tribunsux administre tifa, occupant le site et brûlant les deux premiere bulldozers, ils ont montré une détermination au moins égele à celle des eména-geurs. M. Michel Rocard, qui était elors premier ministre, décida de e'en remettre à le décision du Conseil d'Etat.

### La population soulagée

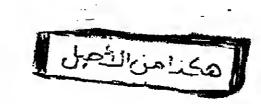
Celui-ci vient aujourd'hui de légaliser une situation qui, eu fil des ans, avait passablement évolué. De jeunes agriculteurs occupalent solidement le site du barrage evec leurs ruches et leure troupeaux. Lasaé d'ettendre et preseé par une sécheresse exceptionnelle, le conseil général

du Gard e finencé des trevaux d'hydreulique pour irriguer le plaine: adduction d'eau potable, rehauesement de barrages existente, renforcement d'un canel, forages profonds, eide aux cultiveteurs qui optent pour la technique de l'irrigation eu goutte-àgoutte. Bref, le réservoir de La Borie aveit déjà perdu sa principale justification.

Les Cévenois sont désormeis ressurés. «Nous pouesons un coufs de eoulagement, evoue Jeen-Yves Colleu, conseiller municipal de Saint-Jean-du-Gerd, chargé de l'environnement . Cette effeire nous minait, » Pour Lucien Affortit, maire (sane étiquette) de Saint-Jean, « c'est une victoire pour toute la région et elle incitera lee aeeembléee départementales à mieux écouter la population. »

Le décision des conseillers d'Etat constitue un encouragement supplémenteire pour les écologistes et souligne la néceseité, aouvent affirmée meis toujours négligée, de réaliser, avant tout projet d'envergure, une étude d'impect sérieues et présentant toutes les solutione possibles. Si cela avait été fait pour le barrage de La Borie, on aurait à le fois ménagé la sensibilité des Cévenols, épargné l'argent public et répondu plus rapidement aux eouhaite légitimes des egricul-

MARC AMBROISE-RENDU



Suite de la première page

Senten 1

emerature pa

S and a sec

Mariania 🙀

Errica y

Minhey

B ....

de Sec

1. --

and the contract

7 794 PRESTA ...

1000

4- 4-

Š 15 → ....

\*\* \*\*\*

1 4 cd

± 1.0 €

×Ψ 16. α

de Harris

1 . .

game to the sales

الساو سيجي

igen der igen

min jarren

Marga Marin

-

-

The special section

Section 10

Security of the second of the

Marie de

-

\* 19 5 7.

- 55. No.

# 2 m

•

No person for televine a prac

MARKE A PERSONAL TO THE PARTY OF

The same of the same times

14. 1 Parts (2000)

1 2 4 40

The second second

and the second s

9.45 9.45

4 - 40

1. n<sub>ed</sub>g. 188

100

The Board

E-Table

« Je n'ni pas derrière mui la grosse machine financière et logistique d'un studin de Hullywood, souligne Ridley Scott. La machine, c'est nous! Je suis véritablement responsable de la bonne marche du film, d'éventuels dépassements du budget et du plan de travail. Et du coup, il n'y en pas. »

Remarqué en 1976 avec les

Remarqué en 1976 avec les Duellistes, cet Anglais de cinquante-deux ans est devenu une valeur sûre du cinéma américain. Mais depuis que cet ex-graphiste et décorateur, britannique jusqu'à la racine de ses chevenx roux, s'est confronté à la Califinnie, il n'a confronté à la Californie, il n'a cessé de raconter la déconverte d'une autre forme de vie, qu'il s'agisse do monstre d'Alien, des «répliquants» de Blade Runner, du grand luxe révélé à un petit flie dans Traquée, des mœurs japonaises dans Black Rain on de la liberté ennivrant soudain deux provinciales en montre de la conse vinciales en rupture de ban evec Thelmn et Louise. Dompteur de mégaprojets et fasciné par le télescopage de deux mondes, il était l'bnmme de la situation pour filmer deus les grandes le pour filmer de la situation pour filmer deux le pour filmer de la situation pour filmer de la situat mer dans les grandes largeurs le face à-face entre la vieille Europe et le nouveau continent.

#### Le choc de deux univers

Sous les ordres de celui que la scénariste du film, Roselynne Basch, surnomme « Capmin » Scott, e'est bien une opération de vaste envergure qui se déroule depuis bientôt quatre mois. Il y a eu la campagne d'Espagne, menée par un froid glacial et relatant les combats de Colomb pour mettre sur pied ses voyages et jouir de leurs bénéfices. Voici l'expédition d'Amérique centrale, puisque c'est là, et non aux Antilles (véritable lieu d'accostage du navigateur) que à se tourne le film. Un film qui, conformément au scénario imaginé per la jenne ex-jonrnaliste, sera moins la reconstitution d'une aventure maritime qu'une évocation de s l'Europe à l'aube de la Renaissance et le récit du choc de doux univers.

Cette fameuse jetée du grand départ, et les murs factices de la cité ibérique de Palos d'où appa-reilla le Gênois, sont donc plantés dans la baie noire d'Herradura, à quelques encablures de Jaco (pro-noncer evec la jota), au Costa-Rica. Pourquoi en Amérique centrale et pas en Europe? La réponse est sagement amarrée au bout du quai : la Santa-Maria et la Nina, reconstruites à l'identique dans les chantiers navals de Glasgow, et la Pinta fabriquée, elle, à Bahia, ont cinglé vers ce qui serait, de toute façon, leur destination plutôt que de faire un périlleux et intermina-ble détour par le sud de l'Europe.

Elles sont impressionnantes, les caravelles de la grande découverte, et pas du tout splendides. Rien à voir avec le somptueux galion construit naguère pour les *Pirates* de Polanski. Des barcasses de bois noirei, encombrées de ballots et de barils, habitées de forbans patibu-laires et bailloneux. Quelques minutes à bord convainquent plus sûrement de la folie que fut l'entre-prise de Colomb que tout discours devant une mappemonde. Et l'oc-casion se présente vite de monter à bnrd : Captain Scott est à la

Il s'agit de filmer l'adieu des notables, du clergé et de la popula-tion de Palos aux vaillants navigation de Palos aux vaillants naviga-teurs. Le «sponsor» de l'expédi-tion, le banquier Santangel (jnué par l'acteur américain Frank Lan-gella), la si belle maîtresse de Cnlnmb (Angela Molina) et les deux fils du navigateur sont en tête de la processinn qui serpente sur plus de 100 mètres : longue théorie de figurants transpirants sous la bure ou l'armure, brandissant flam-beaux, faminns et lances. Grand arroi de braseros (comme s'il ne faisait pes assez chaud), beaucoup de fumée aussi, élément fétiche de l'imagerie de Ridley Scott, qui lui vient sans doute de son long passé de réalisateur publicitaire.

Moment partagé entre l'angoisse et le fou rire : il faut tourner vite, evant que disparaisse le soleil, qui

Le Comité du Salon FIGURATION CRITIQUE proteste contre l'utilisation de son label (déposé à la préfecture en 1978) pour qualifier un groupe d'artistes, attardés dans les problématiques d'autrefois et qui ne concernent en rien la signature, essentiellement dynamique, du Salon FIGURATION CRITIQUE.

sous ces latitudes tombe comme une pierre. Debnnt sur la passe-relle, Colomb dit sa dernière réplique avant le départ. Mais la lumière n'est pas seule à avoir baissé, la marée eussi, et evec elle, évidemment, les bateaux. La passe-relle tout à l'heure bnrizontale accuse une pente à 45 degrés. Une fois, dix fois, Depardieu glisse et tombe. Chacun retient son souffle, n'osant pas imaginer les consétombe. Chacun retient son souffle, n'osant pas imaginer les conséquences d'une manvaise chute de la vedette. Sauf l'intéressé, hilare. Et Ridley Scott, concentré, imperturbable. Sous un bob qui déshonore des siècles d'élégance britannique, en short et gros cigare, il surveille l'installation d'un travelling, puis règle le mnnvement d'une seconde caméra sur grue, eppelle au talkie-walkie le petit batean où s'en balance une troi-sième. « Cn pourrait être pire», lâche, fataliste, Pierrot Gamet, l'in-génieur du son français – il a, quelques emaines auparavant, renoncé à quitter le tournage pour veuir chercher le césar que lui a valu son travail snr Tous les matins du

turbulent élève. C'est là son moin-dre mérite. Depardieu en actinn reste un spectacle en soi. Ce n'est pas, ici, le fin partenaire de Truf-faut, de Pialat, de Duras, l'été pro-chain de Godard. C'est le colosse qui souffle la puissance et l'émo-tion sur les grandes reconstitutions littéraires ou histuriques, et les arrache à l'illustration académique. C'est l'homme capable de se tran-cher le sexe chez Ferreri, de se trancher le cœur sous le balcon de Roxane, cspable de tenir tête à Robespierre dans Danton nn aux apparatchiks d'Uranus, en attenapparatchiks d'Uranus, en attendant Germinal de Claude Berri cet eutomne, puis peut-être un Napoléon, un colonel Chabert, une vie de Balzac...

Le vnici, suant sous sa cape d'amiral, en train d'accomplir une révalutinn astronamique, rien moins que de faire effectuer un demi-tnur an glnbe terrestre. On voit mal quel autre comédien serait voit mal quel autre comedien serait taillé pour ce traveil d'Atlas. Et puis le vnilà, enssitôt après le «coupez/», au beau milien d'un village de cannibales aussi terrifiant que le repaire de Brando dans Apocalypse Now et où il vient d'en découdre avec un indigene dans une explosion de violence. Il devise de la vinificatinn comparée des vins de Loire (dont il est propriétaire-récoltant) et de Bordeaux.

Demain, au plus touffu d'une jungle où on vient d'occire un ser-pent non prévu par le plan de tra-

Paris, Londres, Madrid et Los Angeles, fut en elle-même une saga presque aussi épique que celle narrée par Christophe Colomb (le Monde du 26 avril 1991). Mais la pire tempête se déclencha au mois de novembre dernier, trois semaines avant te premier « Mateur! ». Hommes et materiels troiset à pied d'appunes et materiels étaient à pied d'œuvre en Espagne, les caravelles vognaient vers l'Amé-rique latine, les douze décors costarique latine, les douze decuis costa-riciens étaient en construction, quand la société d'assurance améri-csine chargée de garantir le film s'avisa que, tout bien recompté, il manquait la bagatelle de 4,5 mil-lions de dollars.

A ce mnment-là, 8 millinns de dollars evaient été dépensés, dont Goldman se retrouvait personnelle-Goldman se retrouvait personnelle-ment responsable. A ce moment-là, personne à Los Angeles ne donnait cher de la pean de ce jeune témé-raire. Tandis qn'un consortium bancaire français spécialisé dans l'audiovisuel, la SODETE (« Des héros», dit aujourd'hni le produc-teur), assnrait le suivi des dépenses, il se lançait dans un ver-tigineux rodén pour, en une semaine, trouver les fonds man-quants. Il faillit y laisser sa santé et sa raison; il y gagna, in extremis, sa raison; il y gagna, in extremis, le respect du tout-cinéma des deux côtés de l'Atlantique.

« 44 773 036 dollars ». Entre bumonr et maniaquerie, Alain Goldman annonce le budget exact dn film, gigantesque même à



Depardieu-Colomb : quel autre comédien aurait-il pu incarner celu qui accomplit cette révolution astronomique : faire effectuer un demi-tour au globe terrestre?

POTET 11155 1 TO

monde. Ridley Scott ne répngue pas à faire tourner en même temps jusqu'à cinq caméras. Gamet se recouvrira de quatre bottes de foin pour échapper aux regards croisés des objectifs, qui «couvrent» tont le champ de vision.

Pour ceux qui n'ont pas ce privi-lège, un seul refuge, les cales des bateaux. On s'y entasse pêle-mêle avec les techniciens des effets spé-ciaux, les vrais et faux marins, les machinos porto-ricalns et ces Anglais ruisselants d'buile solaire sucur, en gros chaussettes de laine. Pour obtenir le silence, s'exerce l'autorité débon-naire d'un des personnages les plus beuts en couleur de cette équipe qui n'en manque pas.

Michael Stevenson, long comme un jour sans porridge dans son impeccable ensemble kaki, est un vétéran du désert de Lawrence d'Arabie, des steppes glacées de Docteur Jivago, des tempètes de la Fille de Ryan. Maigre ses gainns conquis sous le commandement de David Lean, deuxième assistant il reste, par goût. Stevenson s'est spé-cialisé dans un personnage mi-nurse mi-majnr de l'armée des Indes, qui fait la joie des présents. Ils en ont dientrement besoin, levés à 5 heures six jours par semaine depuis ils ne savent plus combien de temps.

#### Un travail d'Atlas

Bintti dans l'entrepont de la Pinta commandée par le capitaine Pinzon, alias Tchéky Karyo, autre vedette française de l'affiche, nu peut se retrouver au coude à coude avec une autre «figure» du tnurnage, aussi française que Stevenson est anglais, aussi ronde qu'il est long. Le T-ahirt « Je ne suis pas grosse, seulement petite pour non mide, se l'entre l'ouise Vincent poids » qu'arbore Louise Vincent est le premier indice de sa bonne humeur communicative. Ce bont de femme a travaillé avec le tout-cinéma d'Amérique et d'Europe, et fint une fidèle de Visconti. Sa fonc-tion? Cele s'appelle, dans tous les nt une ndese de visconii. Sa ione-tion? Cela s'appelle, dans tous les pays du monde, «coach». Et cela vent dire aider la diction des acteurs, en particulier lorsqu'ils ue s'expriment pas dans leur langue

Problème crucial sur ce film à la distribution cosmopolite, réalisé en anglais et qui a besoin de s'imposer sur le marché américain pour ne pas tourner au naufrage. Comment s'en tire le Gérard national? ment s'en trie le Gerard national ;
Il ne s'agit plus d'interpréter un frenchie comme dans Greencard de Peter Weir, cette «carte verte» qui fut sa carte de visite sur les écrans des Etats-Unis. «Il a une oreille diabolique», affirme Louise Vincent, stupéfaite des progrès de son

vail – une semaine plus tôt. Ridkey Scott e personnellement découpé en rondelles un superbe fer-de-lance à l'aide d'un sabre sorti du magasin d'accessoires, - dès que la troupe d'hidalgos dépenaillés qu'il entraîne entre les racines géantes fera halte, il se préoccupera d'orga-niser la nouba qu'il compte offrir à l'équipe le samedi soir suivant. Avec serment qu'elle durerait jusqu'à l'enbe, ponctué d'un vigonreux: « C'est pas entre pompiers qu'on va se marcher sur le tuyau!» Hilarité générale, nonobstant la parmi la troupe d'Indiens dans le plus simple appareil, oppuyés sur leur lance.

La plupart de ces Indiens vien-nent du Costa-Rica, mais les rôles principaux sont tenus par des habi-tués de la caméra, venns de Colombie: Bercelio Mnya, qui interprète celui qui deviendra l'ami de Colomb evant de retourner sur les terres de ses ancêtres, et ses confrères ont débuté dans Mission. Ils ont été à nonveau recrutés par Iain Smith. Officier d'intendance (directeur de production), ce placide malabar qui, de l'avis una-nime, fait honneur à la réputation des Ecossais, gère au jour le jnur finances et organisation.

Il en a l'étoffe, pour avoir rempli ces mêmes fonctions sur la plupart des grands projets exotiques qu'af-fectionne le cinéma britannique et dont le producteur David Putnam fut un temps le démiurge : la Déchirure, Mission, ou, à nouveau evec Roland Joffé, in Cité de la joie dont il a quitté sans respirer le tournage mouvementé en Inde pour rejnindre celni de Ridley Scott. Il règne sur les six cents figu-rants et les cent cinquante technirants et les cent chiquante lecani-ciens, s'enchante de ce que les hôtels où ils sont logés soient, pour deux d'entre eux, sortis de terre grâce à l'argent de la production.

#### Un «trou» de 4,5 millions de dollars

Il raconte comment il e dû vain-cre la méfiance des autorités locales, à qui une précédente équipe de cinéme avait laissé autant de dettes que de manvais souvenirs, avant de s'inquiéter de ce que les caebets versés eux Indiens soient utilisés pour l'achat de tronçonneuses par ceux qui devraient, à ses yeux, être les gar-diens de la forêt. Et, comme tout un chacun iei, il ne tarit pas d'éloges sur la ténacité, l'adresse et la elairvoyance de l'hnmme de l'ombre de ce charvari, le produc-tem Alein Goldman. teur Alain Goldman.

Alain Goldman a trente ans, et pas mal de cheveux blancs. Il n'en avait aucun il y a un an. Colomb est, en toute simplicité, son premier film. Sa mise sur pied, entre

l'échelle bollywoodienne. Un budget couvert jusqu'au dernier quarter par la prévente des droits de distribution, peys par pays. Les plus gros acheteurs sont Gaumont pour la France (8 millions de dol-lars, dont 1,5 million apporté par Antenne 2 pour les droits télévision) et Paramount pour les Etats-Unis (10,5 millions), « Il est excep-tionnel de parvenir à combiner une coproduction purement européenne (France/Grande-Bretagne/Espagne), une prévente mondiale et une distribution aux Etats-Unis par une *maior* », souligue le producteur.

Il est encore plus exceptionnel, a fortiori pour des Européens et sur un projet de cette ampleur, d'arracher à un studio le contrôle artistique (le fameux final cut) d'un film. a Je n'ai jamais vu ça!», s'est exclamée, elle aussi, Sigourney Weaver lorsqn'elle arriva en Espagne pour interpréter lsabelle la Catholique. Elle n'en revenait pas : aucun « superviseur» des studios sur le plateau pour vérifier la marche des opérations.

#### Le verdict des «previews»

Mais Ridley Scott, eussi ravi soit-il d'avoir obtenu ce privilège, est plus réaliste: « Au bout du compte, ce ne sera ni Stanley Jaffe [patron de Paramount] ni moi qui décideront, mais les « previews », ces projections-tests qui mesurent la réaction du public... américain. Et le réalisateur ue s'inquiète suère Et le réalisateur ue s'inquiète guère plus des distinguos entre films américains et européens dont on fait grand cas chez nous : « Je ne veux pour mes films qu'un seul pas-seport, celul du pays du cinéma. »

Columb, Colon, Colombus, contre-attaque d'envergure dn vieux continent face à l'impérialisme US ou cheval de Trois hollywoodien? La mèche du scénarin adroitement La mèche du scénarin adroitement tissé par Roselynne Boch, le puits de mine opiniâtrement creusé par Ridley Scott et son équipe de sapeurs cramnisis, la dynamite Depardieu ne tarderont plus à être en place, pour le feu d'artifice de la sortie. Une pétarade elle eussi d'une ampleur hors norme, mise à feu quasiment en même temps dans le monde entier. Près de cinq mille copies distribuées d'un coun. mille copies distribuées d'un coup, dant mille cinq cents aux Etats-Unis le 9 octobre, et trois cent cinquante en France le jour anniversaire du 12. C'est un lundi? Tant pis pour le rituel national du

Ce jnur-là, les ruines somp-tueuses de la (fausse) ville d'Isa-bella construite par Colomb dans le Nnuveau Monde auront fini d'être recouvertes par la jungle.

JEAN-MICHEL FRODON

### Jean-Paul Gaultier en liberté

La semaine des collections de prêt-à-porter des conturiers et des créateurs (hiver 1992) s'est ouverte à Paris

listes assistent aux présentations : près de quatre-vingts en une semaine en comptant les «on» et les «off», c'est-à-dire les créateurs non adhérents à la chambre syndicale. La majorité des défilés ont lieu à la cour Carrée du Louvre, qu'on cour Carrée du Louvre, qu'on retrouvera pour deux saisons encore, la date d'ouvertune du Carrousel du Louvre ayant été repoussée de six mois. C'est en novembre 1993 que devrait être inauguré ce chantier de 2,5 hectares, abritant quatre salles modulables (1 500, 1 200, 700 et 500 placès) et une galerie longue de 250 mètres, evec soisante boutiques de norstige », travava ambitieux «de prestige», travaux ambitieux qu'il faudra bien rentabiliser. Une époque se termine, partagée entre la mode des bureanx de style formatée pour gagner et les expérimentations des créateurs, tantôt noires, tantôt plut expérimentations des créateurs, tantôt noires, tantôt plus optimistes.

Dans l'atmosphère un pen morose de ces premiers défilés, Jean-Paul Gaultier abat ses cartes evec humour. Sa collection est non seule-ment le fruit d'un vrai travail sur le ment le fruit d'un visit tavait gur le vêtement, mais, en plus, elle raconte une histoire, exprime un projet evec une vraie fantaisie, oppose à l'Eu-rope aseptisée, calibrée, mono-chrome, des mélanges en liberté.

Le voyage commence dans un Tyrol imaginaire, avec des blondes aux joues pastellisées tirant sur leurs nattes. Pas d'écologie bon teint, ni de plongée misérabiliste dans les bas-fonds. C'est comme s'il s'agissait d'attirer la ville à la campagne et vice et versa. Nouveau détournement : corsets coupés dans des pulls de ski en jacquard, manteaux d'écuyer aussi confortables que des

Prus de mille sept cents journa-stes assistent aux présentations : L'idée, c'est aussi cette mobilité rès de quatre-vingts en une emaine en comptant les «ou» et les Yamamntn et Rei Kawakubo (Comme des garçons). Voici des vestes à poches vide-poches, d'autres à manches amovibles ou encore un trench qui, grâce à des boutons pres-sion, se décompose en robe à taille haute et micro-boléro.

#### Des nomades du troisième type

Mais e'est Gaultier : il y a cette palette de brun et de bleu-vert, cette manière de mélanger sans façon une veste en vichy ronge et un pantalon de soie bronze, d'imprimer à quel-ques centimètres d'une bragnette un visage qui a l'air posé là comme un ange. Le stylisme, parfois un peu artificiellement «spontané» (pulls enfilés sur des manteaux, chaussettes rayées et escarpins), n'entrave pas le propos initial : l'idée de protection, d'efficacité, d'ailleurs tournée en dérision par un final historique. Ce sont des Minerve bérissées d'antennes (en tuyaux de douche) avec, eu bout, tout le nécessaire de la femme moderne: pince, sèche-che-veux, fume-cigarette, miroir grossis-sant, mini-cage à oiseaux pour nomades du troisième type... Surréa-lisme? Sur les filles et les garçons, les parkas, les manteaux, les vestes réservent dans leur simplicité quotidienne une part de rêve et d'utopie : «Je voudrais pouvoir changer de sexe comme je change de chemise», comme le disait André Breton.

LAURENCE BENAÎM

Kawakubo, Yamamoto, Moreni

### La mort, l'ange, la femme

Noires seront les ferrimes. Pas même un geg : des poupées de couleur chez Comme des garcons. A seine une tache rouge entrevue entre deux pane de drap déchiqueté, des mèches de cheveux violine, échappées d'un ehignon eous des chapeeux abat-jour. Ou alors du blanc clinique pour blouse d'infirmière, Les femmes sont pâles, portent des chaussures à talons épais, caseés en biais. Et pourtant, elles merchent, le regerd etone comme si on veneit de les extraire de quelques décombres, après une explosion, un tremblement de terre. Rei Kawekubo n'accorde aucune concession au glemour. Elle pose sur les fernmes des mousse entnure leurs hanches de foulerde en lambeeux, place sur leurs épaules des vestes effrangées. Au dos sont cousues des chemisee dont les manches se balancent comme des bras de pendus que l'on transporterait la tête en bas sens précaution. Rei Kawakubo fait défiler ses obsessions. Queique chose qui e à voir avec les bras. Elle demande aux filles de les croiser sous un fichu, les dissimule eous une robe dont la col de laine à côtes cache la moitié du visage, sous une blouse sans manches : carrément le camisole de force...

### Les pièges de la simplicité

On peut difficilement faire plue radical. Le «message» porte avec force, on aimerait pouvoir mieux le décrypter. A côté, Yohji Yamamoto paraîtrait clas-sique, Lui aussi retrouve la noir. Ses noirs profonds, ses bleus sombres, des verts kaki, plus de temps en temps du violet, du grenat, un pau de rouge, une robe pancho dans un écossais jeune et noir très doux... Et de l'or : des épaulettes, des bras-sards en chaînettes, des traces de peinture nr eur des redin-gotes noires, sur des robes blanches translucides. Il y a multicolores accrochées sur une large Jupe, souvenir de la petite Savoyarde des JO... Mais ce qui reste le plus marquant est cette femme rectiligne, eu mince visage encadré per le col d'un pull cheussette, enroulée dans une jupe paréo sur un pantalon cigerette. Elle porte des socquettee blanchee, de grosses gelochee souplea. Elle est esexuée mala gracieuse : un enge, à l'else dens des vêtements dont la souplesse et le ractitude dépendent d'une Invraisembleble géographie de découpes en biais, inventées par pièges de la simplicité...

Yohji Yemamoto fait défiler ses créatures sur un plancher de miroirs, Marcel Marongiu sur des tapis d'Orient - et des musiques en harmonie. Elles sont cosaques, avec de fines bottes jusqu'aux genoux, des vestes épaulées aux revers effilés. Les vêtements collent au buste et e'évasent en souplesse. Le drap brut, le velours, la sole inurde dominent. Les longues robes à traîne chatoyantes et les couleure - farcément - sombree évoquent la cérémonie d'investiture d'un prince revenu dans un coin oublié du Caucase... Aussi, quend on errive chez Papy Moreni, c'est la détente et presque l'étonnement : la mode est féminine, on aurait pu l'oublier. lci, tout est tendresse duvetée, longs pulls angora, robes fluides longilignes, teintes qui e harmonisent, sole, mousseline, plumes noctumes mouchetées de rouge. petits brillants, vestes pouf-pouf blanches sur lesquelles se dessinent des méandres noirs. C'est souvent bicolore, jamais heurté, e'est doux à donner envie de caresser. Et puis c'est gal. On peut encore sourire, sans amertume ni dérision, dit Popy

**COLETTE GODARD** 

### RECITAL EXCEPTIONNEL ALEXANDRE LAGOYA

Bach - Mozart - Granados - Albéniz Lundi 23 mars 20h30

)LYMPIA BRUNO COQUATRIX

danementa et Réservations (1) 47 42 25 49

70-20 Person (1997) 1997 - 1997 1997 - 1997 The second secon The Park of the Park

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). L'amour est aveugle : 19 h. 1, 71 m et 53 kg d'héroine pure : 20 h 30. Dépres-aions verbeuses : 22 h. AMANDIERB DE PAR1B (43-55-42-17). Don Juans : 20 h 30, dim. 15 h.

ANTOINE - SIMONE-SERRIAU (42-06-77-71). Plema Feux : 17 h et 20 h 45, dim. 16 h. ARCANE (43-38-19-70). L'Ange de l'information: 20 h 30, dim. 17 h. ARTISTIC-ATHEVAINS 6-02). Vassa Geleznove : 18 h

et 20 b 30. (46-05-49-24). ATHENEE : 21 h, dim. 15 h 30. ATHENEE - LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle Louie Jouvet. Bérénice : 20 h 30, dim. 16 h. 8 ASTILLE (43-57-42-14). Naturs ;

19 h 30, dim. 15 h 30. 8ATEAU-THÉATRE (FACE AU 3. QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53). Les Plumes Sergent Major : 20 h 30.

dim. 17 h. 80BINO (43-27-75-75), 8ouvard du nre ; 21 h, dim. 15 h. SOUFFES DU NORD (45-07-34-50). Ruy 8las : 15 h et 20 h. SOUFFES PARISIENS (42-96-60-24).

George et Margeret : 17 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h 30. SOUFFONS-THÉATRE OU XIXE (42-36-35-53). Lilith, ex-1emme de Dieu : 20 h 30. CAFÉ OE LA GARE (42-76-52-51). The

à la menthe ou t'es citron : 20 h 15. Les Couloirs de la honte : 22 h.Dim. Festival d'expression artistique : 20h.

CARTOUCHERIE ATELIER DU CHAU-ORON (43-28-97-04), Septième Ciel

20 h 30, dim. 15 h. CARTOUCHERIE THEATRE DE LA TEMPETE (43-28-38-36), Salle II. La Mangeuse de crottee : 21 h, dim. 16 h 30.

16 h 30.

CAVEAU OE LA RÉPUSLIOUE (42-78-44-45), Y a-t-il un communiste dans la salle? : 21 h, dim, 15 h 30.

C)NO DIAMANTS (45-80-51-31). La Jeu de l'amour et du hasard : 20 h 30, CITE INTERNATIONALE UNIVERSI-

TAIRE (45-69-38-69), Minna von Barn-helm : , 20 h 30, dlm. 15 h. Histoire d'amour : 21 h. (40-78-50-00). Kreacja : 20 h 45, dim. CAUMARTIN

(47-42-43-41). Bernard Mabille : 21 h, COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-37-21). Pièce montée : 21 h. COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22).

L'Epouse prudente : 21 h, dim. 15 h 30. COMÈDIE DE PARIS (42-61-00-11). Voltaire's Folies : 19 h. Grand-Peur et misère du Ille Reich : 21 h. dm. 15 b. COMEDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). La Vie de Galilée : 20 h 30.0im. Caligula : 14h, Le roi s'amuse : 20h30. OAUNOU (42-51-69-14), Couaci le Grand Orchestre du Splendid : 20 h 45, dim. 15 h 30.

DÉCHARGEURS (TLD) (42-36-00-02). Dieu est absent des champs de bataille : 21 h, dim. 17 h. DEUX ANES (46-05-10-25). Cresson qui e'en dédit : 21 h, dim. 15 h 30. DIX-HUIT THÉATRE (42-25-47-47).

Rosencrantz et Guildenstern sont morts : 20 h 30, dim. 15 h. EDGAR (43-20-85-11). Femmes lunettes : 20 h 30. Les Sebae cadres :

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-59-92). Oscibel: 17 h et 20 h 45, dim. 15 h. EGLISE SAINTE-ELISABETH (45-48-20-25). Le Voyege de saint-

ELDORADO (42-49-60-27). Monsieur Amédée : 18 h st 21 h. ESPACE KRONEMBOURG AVEN-TURE (44-31-16-31). Aztèques : 18 h. ESPACE MARAIS (46-04-61-55). Le Mariage de Figuro : 18 h, dim. 15 h 30. La Mouette : 20 h ESSAION DE PARIS (42-78-46-42).

Salls II, La Ouéte de la femme oiseau : 20 h 30, dim. 15 h. FONTAINE (48-74-74-40). La Clan des veuvee: 15 h 30 et 20 h 45.
GRANO THÉATRE O'EOGAR
(43-20-90-09). Rolend Magdane dens
Rice: 18 h et 20 h 15. Tu se gentil, tu tout cs : 22 h. GUICHET

MONTPARNASSE (43-27-88-61). Le Chant du cygne : 18 h 45. Trois patites planches et trois

**THÉATRE** petite clous : 20 h 30. La Premier : REAU (45-45-49-77), La Misson de la 22 h 15. REAU (45-45-49-77), La Misson de la 22 h 15. GYMNASE MARIE-BELL (42-46-76-79). Elle et Moi...: 20 h 30, dim. 15 h 30. HÉBERTOT (43-87-23-23), C'était hier :

21 h, dim. 15 h. HUCHETTE (43-28-38-96). La Centatrice cheuve: 19 h 30. La Leçon: 20 h 30. Les Gastronomades: 21 h 30. LA SRUYERE (48-74-76-99). C'était bien : 21 h, dim. 15 h, LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). Le Supplémem au voyage de Bougain 20 h 30, dim. 17 h, LE 80URVIL (43-73-47-84). Ms sou-

riante Algérie : 20 h 30. LE FUNAMBULE THÉATRE-RESTAU-RANT (42-23-68-63), Histoirea camiques : 20 h 30. LIERRE-THÉATRE (45-88-55-83).

L'Hietoire de Kandu et Pramlotche : 20 h 30, dim. 18 h. 20 h 30, dim. 18 h.

LUCERNA IRE FORUM (45-44-57-34).

Thástre noir. La Patit Prince: 18 h 45.

Guerree privées, 1866: 20 h. La vis
n'est pas un film de Don's Day: 21 h 30.

Thástre rouge, Serazhit; 16 h. Comme
une légère angoisee: 20 h. Entre chien
et loup où la véritable histoirs de Ah Q:
21 h 30.

MAOELEINE (42-65-07-09), N'écoutez pae, mesdamea : 17 h et 21 h, dim. 15 h 30.

MAISON DE LA POÉSIE (TERRASSE OU FORUM OES HALLEB) (42-36-27-53). Du bout du monde au coeur de Biaise; 20 h 30, dim, 1S h. MARAIS (42-76-03-53). L'Ecole dee lemmes: 21 h. MARIE STUART (45-08-17-80).

Estelle ; 20 h. Savage Love ; 22 h. MARIGNY (42-56-04-41). Le Misanthrope: 21 h, dim. 15 h. MARIGNY (PETIT) (42-26-20-74). Cher Menteur: 17 h 30 et 21 h, dim.

MATHURINS (42-65-90-00). Caligula: 20 h 45, dim, 15 h. MÉTAMORPHOSIS (42-81-33-70). Marchand de rêve : 21 h, dim. 15 h. MICHEL (42-65-35-02). Chacun pour moi : 17 h 3021 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30.

MICHODIÈRE (47-42-95-22). Je veux faire du cinéma : 20 h 30, dim. 15 h. MOGAOOR (48-78-04-04). Les Misérables: 15 h et 20 h 15. MONTPARNASSE (43-22-77-74). Culsine et dépendances : 18 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30. MONTPARNASSE

(43-22-77-30), Dali ou le Journal d'un jenie : 21 h, dim. 15 b 30 NAUTILIUS BATEAU-THÉATRE (40-51-64-53). Par si, par la... : 20 h 30, dim. 17 h. NOUVEAU THEATRE MOUFFETARD

18 h. Aliénor ou L'aigle se réjouira : 20 h 30, dim. 15 h 30. NOUVEAUTÉS (47-70-52-78). Les Jumeaux : 18 h 30 et 21 h 30, dim. OPERA-COMIQUE - SALLE FAVART 42-86-88-83). La Fantôme de l'Opéra : 14 h 30 et 20 h 30, dim. 19 h. PAIAIS OFS GLACES IGRANDE

SALLE) (42-02-27-17). Grande selle rie Bigard : 20 h 30. PALAIS-ROYAL (42-87-59-81). Sens rancune: 17 h 30 et 21 h, dirn. 15 h. PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Petite salle. Le Voyage : Archéologie et Domus : 20 h 30.

POCHE · MONTPARNASSE (45-48-92-97). 5elle I. Clotilde et moi : 21 h, dim. 15 h. 21 n, cam. 15 n.
PORTE SAINT-MARTIN
(42-08-00-32), Célimène et le Cardinal :
17 h 30 et 20 h 30, dim. 15 h.
POTINIÈRE (42-61-44-16). Zizanie :

16 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h. PROCRÉART (42-06-59-81). Don Juan ou l'Homme de cendres : 20 h 30, dim. 15 h 30. RANELAGH (42-86-64-44). L'Illusion

comique: 21 h, dim. 17 h. RENAISSANCE (42-08-18-50). Le Voyage en Italie, le Bout de le nuit, le Champ de betteraves : 20 h 30. SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Enfin eulsi: 17 h et 20 h 45, dim. 15 h. SHOW-BUS (42-82-36-58), Dim. Show SPLENDID BAINT-MARTIN (42-08-21-93). Charité bien ordonnée : SPLENDID

STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-35-10). A propos de Martin 20 h 30, dim. 15 h. THE SWEENEY [45-33-28-12].Dim. Hope Street: 20h30. THÉATRE 13 (45-68-82-22). L'Echange : 20 h 30, dlm. 15 h. THÉATRE 14 - JEAN-MARIE SER-

### PARIS EN VISITES

### **LUNDI 23 MARS**

ment louillées, des thermes de Cluny», 11 heures, entrée du Musée de Cluny. «La crypte archéologique du parvie de Notre-Dame», 14 h 30, à l'entrée (P.-Y. Jasiet).

» La tapisserie au Musée de Clumy », 14 h 15, entrée, 6, place Paul-Pain-levé (Pans et son histoire).

«L'hôtel de Chimay et l'École des beaux-arts», 14 h 30, 13, qual Mala-quais (S. Rojon-Kern).

» Les fastes de l'Opéra Gernier. Le mystère du fantôme », 14 h 30, dens le hell, sous le statue de Lully (Arts et

«Petita appertements meublés du Louvre et leurs boiseries. La nouvelle collection Rothschild », 14 h 30, sor-tie métro Louvre-Rivoli (I. Hauller). » Le peinture française eu Louvre, e dix-huitième siècle », 14 h 45, plece du Peleis-Royel, devent le Louvre des Antiqueires (Tourisme culturel).

» De Marc Désaugier à Yves Mon-tand : deux siècles de chanson fran-ceige au Père-Lachaise », 14 h 45, porte principale, boulevard Ménilmon-tant (V. de Langlade).

» Le quartier chinois et les rénova-

tione du treizième arrondissemen 15 heures, sortie métro Porte-de-Choisy, côté pair du boulevard Mes séna (Monuments historiques).

Exposition : Clodion » au Musée du Louvre », 15 heures, aous le Pyre-mide, au pied de l'escalier (Approcha «La nouveau réalisme», 19 heurae, Musée national d'art moderne (Centre Georgee-Pompidou).

### **CONFÉRENCES**

23, quei de Conti, 14 h 45 : «Le accielleme e-t-il un avanir?», par E. Balledur (Académie des sciences morales et politiques).

Ecole cathédrale, B. rue Massilon, 20 h 45 : «Familles monoparentales. Oee basas pour une nouvelle eepérence», evec M. et M. Catta (Institut

Egüse réformée du Seint-Eaprit, 5, rue Roquépina, 20 h 45 ; « Etre chrétien dans la nation », avec le pas-teur G. Markhoff et N. Copin. Entrée libre (Carrefour protestant 1892). 148, rue Raymond-Loeserend, 20 h 30 : «Vaincre le bégalement», par O. Varma (Soleil d'or).

nuit : 20 h 30, dim. 17 h. THÉATRE DE DIX-HEURES (45-05-10-17). Prende gerde à toi : 20 h 30. Sarcio : 22 h. THÉATRE DE L'EST PARISIEN (43-54-80-80). La Nuit de l'an 2000 : 20 h 30, dim. 15 h. THÉATRE GRÉVIN (42-46-64-47). Un soir au bout du monde ; 20 h 30.
THEATRE DE LA MAIN-O'OR SELLE-OE-MAI (48-05-67-89). De la paille pour mémoire : 21 h, dim. 17 h. THÉATRE OE LA MAINATE (42-08-83-33). Piment cannibale : 20 h 30, dim. 18 h 30. La Fou de bassan : 22 h, dam. 20 h 30.

THÉATRE MAUSEL-MICHEL GALA-BRU (42-23-15-85), Maria Ducceschi :

22 h. THÉATRE NATIONAL OE CHAILLOT (47-27-81-15), Selle Jean Viller, Maître Puntile et son valet Mstti : 15 h et

THÉATRE NATIONAL DE LA COL-LINE (43-66-43-60). Grande selle, Le Vieil Hiver, Fragile Forêt : 20 h 30, dim. 15 h 30, Petite salle. Les Videurs : 21 h,

dim. 15 h. THÉATRE OE NESLE (46-34-61-04). Lorsqu'un poète meurt... Federico García Lorca : 18 h 45. Roro er Saoz : 20 h 30. Meis où est donc Dada? ! 22 h. THÉATRE DE PARIS (48-76-22-00) Smain: 18 h et 21 h, Je vous demande ptait-ill: 20 h 30.0im. Hot House: 15h

THÉATRE SILVIA: MONFORT (45-31-10-95). Le Soir dee rois ; 20 h 30, dim. 17 h, THÉATRE OU TAMBOUR ROYAL (46-08-72-34). Oon Ouichotte : 16 h 45, Lettres de Louise Jecobson : 21 h. dim. 15 h.

THÉATRE VALHUSERT (45-84-30-50), Ces demee sux cha-peaux verts: 15 h et 20 h 30, THÉATRE OF LA VILLE (42-74-22-77). Ne m'oublie pas : 21 h. TOURTOUR (48-87-62-48). La Chariot :

TRISTAN-BERNARO (45-22-08-40). Le Troisième Témoin : 15 h. Patrick Timsit : 21 h. VARIÉTÉS (42-33-09-92). La Trilogie marseillaise : 18 h 30 et 20 h 30, dim. 15 h.

### **CINÉMA**

### LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

L'Affiche rouge (1976), de Frank Cas-serid, '18 h 30 ; Crin blanc (1853), de Albert Lamorisse ; Hosh Binh (1669), de Raoul Coutard, 16 h 30 ; An Jung Gun tire sur Hirobumi Ito (1978, v.o. e.t.f.). de Eum Guil Seun, 19 h ; la Jetée (1982), de Chrie Marker ; A bout de souffle (1959), de Jean-Luc Godard, OIMANCHE

Le Passion selon Florimond (1969), de L Gomes ; le Guerre des boutone (1661), d'Yves Robert, 16 h 30 ; Pouesières d'étolles (1985), de A. Merlet ; l'Enfance nue (1969), de Maurice Pialet, 18 b 30 ; Enfants des courants d'air (1958), de E. Luntz ; Paradieo (1977), de C. Gricout,

#### CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29) SAMEDI

Hommage à la Warner Bros : l'Arrange-

ment (1686, v.o. e.t.1.), d'Elie Kazan, 14 h 30 ; Casablanca (1947, v.o. a.t.i.), de Michael Curtiz, 17 h 30; Qu'ast-il arrivé à Baby Jane? (1982, v.o. s.t.l.), de Robert Aldrich, 20 h 30.

DIMANCHE Hommage à la Wemer Bros : Arsenic et

Vieilles Denteilles (1944, v.o. a.t.f.), de Frank Capra, 14 h 30; les Angse sux figures asles (1936, v.o. s.t.l.), de Michael Curtiz, 17 h 30; le Prince de New York (1981, v.o. s.t.f.), de Sidney Lumet, 20 h 30.

#### VIDÉOTHÈQUE DE PARIS 2, Grande-Galerie,

porte Saint-Eustache. Forum des Halles (40-26-34-30)

### SAMEDI

Voisins, voisines : A comme em Rosette cherche une chambre (1987). Rue de l'Estrapade (1953) de Jacques Becker, 14 h 30 ; H comme huis clos : le Goûter de Josette (1981) de Gérard Frot-Coutaz, Fammes, Femmes (1974) de Paul Vecchiali, 1S h 30 ; F comme lais divers : Sande amonoe : le Jour se lève (1639) de Marcel Camé, Hôtel du Nord (1935) de Marcel Camé, 18 h 30 ; Z comme zizanie : 8ende ennonce Domicile conjugal (1971) de François Truffaut, Une femme est une femma (1951) de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

### DIMANCHE

:Voisins, voisines : I comme intrigues : le Mauvaie Garçon (1921) d'Hervé Diamant-Berger, Pot-Bouills (1957) de Julien Duvivier, 14 h 30 ; Q comme quartiers : le 20° errondissement à tra-vers Gaumont (1810-1930), Rue des Prairiee (1959) de Denye de La Petel-Ware. M comme milice. 18 h 30 : A vingt minutas par le RER (1880) de Richard Malbequi, les Chiens de Jeyns Savitt, 18 h 30 ; E comma enquête : Bande annonce : le Couple témoin (1976) de William Klein, Place de la République (1972) de Louis Malle et Fernand Mozskovicz, images de Etlenne Becker et Jacques Dorot, montage de Suzanne Beron et Jocelyne Rivière, 20 h 30.

### LES EXCLUSIVITÉS

A QUOI TU PENSES-TU? (Fr.): Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-92-62): Pathé Montparnesse, 14-(43-20-12-06).

(43-20-12-06).
L'AFFUT (Fr.): UGC Rotonde, 6(45-74-94-94); George V, 6(45-82-41-46).
L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.): Forum Horizon, 1- (45-08-57-57); UGC Danton, 8(42-25-10-30): Pethé MerignenConcorde, 8- (43-58-92-82); v.1.: Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33); Bratagne, 6- (42-22-57-87); Fauvetts, 13(47-07-55-86); Gaumont Alésia, 14(43-27-64-50); Gaumont Convention,
15- (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18(45-22-46-01); Le Gembetta, 20-(45-22-46-01); Le Gembetta, 20-

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) Ciné Seaubourg, 3 (42-71-52-36); Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49); Denlert, 14 (43-21-41-01). AMOUREUSE (Fr.): Epée de Bois, 5-(43-37-57-47): Gaumont Pamasse, 14-(43-35-30-40).

L'ANNONCE FAITE A MARIE (Fr.-Can.): Epée de Bois, 5- (43-37-67-47). ATTACHE-MOI I (Esp., v.o.): Letina, 4-(42-78-47-86): Studio Galende, 5-(43-54-72-71). AU SUD DU SUD (Fr.) : 14 Juillet Per-

### LES FILMS NOUVEAUX

SUGSY. Film eméricain de 6erry Levinson, v.o. : Gaumont Lae Halles. 1- (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33) : 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83); Pathé Hautefeuille, 6- (46-33-79-36); Gaumont Ambas-sade, 8- (43-59-19-08); UGC Biarntz. 8- (45-62-20-40) ; Le Bestille, 11- (43-07-48-60) ; Lee Netion, 12-(43-43-04-67); Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06); 14 Juillet 6eau-granella, 16- (45-75-79-79); Kinopanorama, 15 (43-06-50-50); UGC Mailot, 17 (40-68-00-15); v.1. : Rex (le Grand Rex), 2. (42-38-83-93); UGC Montpernsese, 8- (45-74-94-94); Seint-Lazare-Peequiar, 8-(43-87-35-43); Peramount Opéra, 8-(47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95); Mistral, 14- (45-38-52-43); UGC Convention, 15-(45-74-93-40); Pathé Wepler II, 18-(45-22-47-94).

FAMILY EXPRESS, Film franco-FAMILY SUFFICIAL TRANSPORT FROM THE PROPERTY OF THE PROPERTY O de Mertin Scorsese, v.o. : Forum Horizon, 1= (45-08-67-57) ; Pathé Impérial, 2= (47-42-72-52) ; Action

AUTOUR DU DÉSIR (R.-Fr.) : Latina, 4 (42-76-47-66) ; (magee d'ailleurs, 5 (45-87-18-09). LE BAL OES CASSE-PIEDS (Fr.) : Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33); Gau-mont Ambaesade, 8- (43-59-16-08); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); Fauvette bis, 13- (47-07-65-68); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); Gau-mont Alésia, 14 (43-27-84-50); Mira-mar, 14 (43-20-69-62); Gaumont Convention, 16 (48-28-42-27); Pathé ' Clichy, 18 (45-22-48-01).

BARTON FINK (A., v.o.) : Denfert, 14-(43-21-41-01) : Grand Pevois, 16-(45-54-46-65) ; Saint-Lembert, 15-

(45-32-91-68). LA BELLE HISTOIRE (Fr.): Palais des Congrès, 17- (40-68-00-05). Congres, 17-40-68-00-05).

BETTY (Fr.): 14 Juillet Odéon, 6-(43-25-58-83); George V, 6-(45-62-41-46); Paramount Opérs, 9-(47-42-56-31); 14 Juillet Bastille, 11-(43-57-90-81); Las Montpamos, 14-(43-27-52-37); 14 Juillet Beaugrenelle, 15-(48-75-79-79).

15- (45-75-79-79). LE CERCLE DES INTIMES (A., v.o.):
.14 Juillet Oddon, 8- (43-25-58-83);
George V. 8- (45-62-41-46). LE CIEL DE PARIB (Fr.) : Ciné Beau-bourg, 3\* (42-71-52-38) ; Studio dea Ursulines, 6\* (43-26-19-09).

COMME LES OISEAUX (Fr.) : Epés de Bois, 5- (43-37-57-47). LES COMMITMENTS (Irlandaia, v.o.) Ciné Beeubourg, 3• (42-71-52-36); Grand Pavois, 15• (45-54-46-85). CONTE O'HIVER (Fr.): Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6- (42-22-87-23); Elysées Lincoln, 8- (43-69-38-14); Sept Pamassiens, 14- (43-20-32-20).

LA COTE D'ADAM (Sov., v.o.) : Forum Oriant Express, 1" (42-33-42-26) ; Seint-André-des-Arts II, 8 (43-26-80-25). CROC-BLANC (A., v.1.): Cinochea, 6-(46-33-10-62); Grend Pavols, 15-(45-54-46-85); Seint-Lambert, 15-

(45-32-91-68). DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.): Lucerneire, 6\* (45-44-57-34); Grand-Pavols, 15\* (45-54-46-85); v.f.: UGC

Opéra, 9. (45-74-95-40). DANZON (Mex., v.o.) : Espece Saint-Mi-chel, 5- (44-07-20-49),

chel, 5- (44-07-20-49).

OEAO AGAIN (\*) (A., v.o.) : Gaumont Las Halles, 1- (40-25-12-12); Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83); Gaumont Ambassada, 8- (43-59-19-08); 14 Juillet Baetille, 11- (43-57-90-81); Gaumont Affeia, 14- (43-35-30-40); Gaumont Affeia, 14- (43-27-84-50); 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79); v.f.: Rex, 2- (42-35-83-93); Bretagne, 6- (42-22-57-97); Paramount Opéra, 9- (47-07-55-88); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18- (45-22-48-01); La Gambetta, 20-(45-22-48-01); Le Gambetta, 20-(46-36-10-96).

DELICATESSEN (Ft.): Ciné Besubourg, 3- (42-71-52-36); UGC Danton, 8-(42-26-10-30); UGC Rotonde, 8-(45-74-94-84); UGC Triomphe, 8-(45-74-83-50); UGC Opera, 9-(45-74-95-40).

LE DERNIER SAMARITAIN (\*) (A., v.o.) : UGC Normendle, 8\* (46-63-18-16) ; v.f. : Rex, 2-

(42-38-83-63); Pethé Frençeie, 8-(47-70-33-68); Pethé Montpamases, 14-(43-20-12-06); Pathé Wepler II, 18-(45-22-47-94).

14° (43-20-12-06), ratio visitation, 14° (45-22-47-94).

DIÈN 61ÈN PHU (Fr.): Forum Horizon, 1° (45-08-57-57); Rex. 2° (42-36-63-93); UGC Oenton. 6° (42-28-10-30); UGC Montparnasse, 6° (45-74-94-94); George V, 6° (45-62-41-46); Saim-Lazare-Pasquier, 8° (43-87-35-43); UGC Bierritz, 6° (45-52-20-40); Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31); Les Netion. 12° (43-43-01-56); UGC Lyon Bascille, 12° (43-43-01-56); UGC Gobeline, 13° (45-63-94-95); Les Montparnos, 14° (45-39-52-43); 14 Juillet Beaugrenelle, 15° (45-75-79-76); UGC Convention. 15° (45-74-63-40); Pathé Wepler, 18° (45-22-46-01); Le Gambetta, 20° (45-22-46-01); Le Gambetta, 20-(46-36-10-96).

LE DOCTEUR (A., v.o.) ; George V, 8• (45-52-41-46) ; Sept Pernassiens, 14• (43-20-32-20). LES DOORS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) ; Grand Pevois, 15-

(45-54-46-65). LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.): Ciné Sesubourg, 3-(42-71-52-35); Epés de 6oie, 6-(43-37-57-47); ReRet Médicis Logos saile Louis-Jouvet, 5- (43-54-42-34). EN LISERTÉ DANS LES CHAMPS OU

Rive Gauche, 5- (43-29-44-40); UGC Denton, 6. (42-25-10-30); Pethé Merignen-Concorde, 8º (43-59-92-62); UGC Normandie, 8º (45-63-16-16); Max Linder Panorama, 8º (48-24-86-66) ; 14 Juillet Bastille, (43-57-90-81); Escurial, 13- (47-07-26-04); Sept Parnassiens, 14-(43-20-32-20); 14 Juillet Beaugre-nelle, 15- (45-75-79-79); UGC Mail-lot, 17- (40-68-00-16); v.f.: Rex, 2-(42-36-83-93) ; UGC Montpernasse, 6· (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9· (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastile, 12\* (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13\* (45-61-94-95); Mistral, 14\* (45-38-52-43); UGC Convention, 15\* (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18-(45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20-LA VIE DE BOHÈME . Film franco-

suédois d'Aki Kaurismaki : Ciné Beau-bourg, 3- (42-71-52-35) ; Europa Penthéon (ex-Reflet Panthéon), 5 (43-64-15-04); Gaumont Ambas-sade, 3 (43-59-19-08); La Sastille, 11. (43-07-48-60); Les Montparnos, 14 (43-27-52-37). LA VIE SUR UN FIL Film chinois de

(42-71-52-36) ; Espace Saint-Michel 6- (44-07-20-49) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14).

SEIGNEUR (A., v.o.) : George V. 6-(45-62-41-46). LES ENFANTS DU NAUFRAGEUR (Fr.) : Geumont Dpére, 2-(47-42-60-33) : George V, 6-(45-62-41-46) ; Gaumont Pamasse, 14-(43-35-30-40) ; Grend Pevoie, 15-(45-54-46-85).

EPOUSES ET CONCUSINES (Fr.-Chin... v.o.) : Gaumont Les Hellee, 1-(40-26-12-12) ; Pathé Heutefeuille, 6-(46-33-75-35) : Le Pegode, 7 (47-06-12-15); Gaumom Ambassade, S• (43-59-19-08); Bienvenue Montparassa, 15- (45-44-25-02). EUROPA (Dan.-Su., v.o.) : Cinoches, 6-

(46-33-10-82).

LE FESTIN NU (\*) (Brh., v.o.): Forum Horizon, 1\*\* (45-08-57-57): Pathé Hautefeuille, 6\*\* (46-33-79-36): UGC Montparrasse, 6\*\* (45-74-94-94): George V, 8\*\* (45-62-41-46): Pathé Françaie, 9\*\* (47-70-33-66): Le Bestille, 11\*\* (43-07-48-60): UGC Gobeline, 13\*\* (45-61-94-95): Rex, 2\*\* (42-36-83-83).

A EET ET LES INVETES (\*\*\*) LA FETE ET LES INVITES (tchèque, v.o.) : Accatone, 5- (46-33-86-66). FIEVEL AU FAR WEST (A., v.1.): Cinoches, 6: (46-33-10-82); Club Gau-mont (Publicis Metignon), 6: (43-59-31-97); Saim-Lambert, 15:

(45-59-51-87); Santi-Carroon (, 45-32-91-68); FISHER KING (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-35); Cinochee, 6- (48-33-10-62); Lucernaire, 6- (45-44-57-34); Grend Pevoia, 15- (45-54-46-85); Saint-Lembert, 15-45-32-91-68). FRANKIE & JOHNNY (A., v.o.) : Forum

Orient Express, 1- (42-33-42-26); UGC Odéon, 8- (42-25-10-30); George V, 8- (45-62-41-46); UGC 6ierritz, 6- (45-52-20-40); Sept Pamassiene, 14- (43-20-32-20); v.1.; UGC Montpersesse, 14- (45-40-40) (43-20-32-20); V.I.: UGC Montpernasse, 6- (45-74-94-94).
GRANO CANYON (A., v.o.): Forum Orient Express, 1~ (42-33-42-26); Publicia Champa-Elyadas, 8- (47-20-75-23); Sept Pamassians, 14- (43-20-32-27).

LA GUERRE SANS NOM (Fr.) : Saint-André-des-Arts I, 6- (43-26-48-18). HAMLET (A., v.o.) : Lucemaire, 6-(45-44-57-34). L'HOMME QUI PLANTAIT DES ARBRES (Can.) : Utopia, 5-(43-26-84-65). J'EMSRASSE PAS (Fr.-ht.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; Epée de Bois, 5• (43-37-57-47).

5" (43-37-57-47).
JFK (A., v.o.): Forum Horizon, 1-(45-08-57-57); Perhé Metignan-Concorde, 8- (43-59-92-62); UGC Nor-mandie, 8- (45-83-16-18); v.1.: Paramount Opérs, 8 (47-42-55-31); Les Nation, 12 (43-43-04-67); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Gaumont Aldels, 14 (43-27-84-50); Miremer, 14 (43-20-88-52); Pethé Clichy, 18 (45-22-48-01).

All.-Autr., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6- (43-28-48-19). LABYRINTHE DES PASSIONS (Esp., v.o.) : Ciné Beeubourg, 3. (42-71-52-36) ; Studio dee Ursulines, 5. (43-28-19-09). LUCKY LUKE (A., v.1.) : Lucerneire, 8-(45-44-57-34) : Saint-Lambert, 15-

(45-32-91-68).

JUSOU'AU BOUT DU MONDE (Fr.-

MECHANT GARÇON (Fr.): Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26); UGC 6iarritz, 8- (45-62-20-40); Pathé Français, 8- (47-70-33-88); UGC Lyon Basdile, 12- (43-43-01-59); Fauvette, 13- (47-07-55-68); Gaumont Aléeia, 14- (43-27-84-50); Pathé Montparnassa, 14- (43-27-84-50); Pathé Wepler II, 18- (45-22-47-94). MON PÈRE CE HÉROB (Fr.) : UGC Triomphe. 8: (45-74-93-50). LA MORT O'UN MAITRE OF THE

MÉCHANT GARÇON (Fr.) : Forum

(Jap., v.o.) : Studio des Ursulines, 5• (43-26-19-09). (43-26-19-09).
MY OWN PRIVATE (DAHO (\*) (A., v.o.): Les Trois Luxembourg, S-(48-33-97-77).
NORO (Fr.): ReRst Logos I, 5-(43-54-42-34).

OLIVER ET OLIVIA (Dan., v.1.): 14 Juli let Pernasse, 8• (43-26-58-00) ; Saint-Lambert, 15• (45-32-91-68). Lambert, 15: (45-32-91-68).

OMBRES ET BROUTLLARD (A., v.o.):
Ciné Beaubourg, 3: (42-71-52-38); UGC
Odéon, 8: (42-25-10-30); UGC
Rotonde, 6: (45-74-94-64); UGC
Champs-Elysées, 8: (45-62-20-40);
UGC Opéra, 8: (45-74-95-40); 14-Juillet
Bastille, 11: (43-57-90-61); Escurial,
13: (47-07-28-04); 14-Juillet Beaugrerolle, 16: (45-73-70-70)

PARISTORIC (Fr.) : Espace Hebertot, 17. (42-93-93-46). LE PAS SUSPENDU DE LA CIGOGNE (Fr.-Gr.-Suis.-It., v.o.): 14 Juillet Par-nasse, 6- (43-26-58-00). LE PASSAGER (iranien, v.o.): Utopia,

nelle, 16 (45-75-79-79).

LE PETIT HOMME (A., v.o.); Chopia, 5- (43-26-84-65).

LE PETIT HOMME (A., v.o.); Cinoches, 6- (46-33-10-82); Gaumont Ambassade, 8- (43-69-19-08); v.1.; Miramer, 14- (43-20-89-52). POISON (A., v.o.) : Ciné Beautourg, 3-(42-71-52-36) : Studio des Ursulines, 5-(43-26-19-09).

PRETTY WOMAN (A., v.o.) : Cinoches, 8\* (46-33-10-82). 8\* (46-33-10-82).
LE PRINCE DES MARÉES (A., v.o.):
Gaumont Les Helles, 1\* (40-26-12-12);
Geumont Champe-Elyeées. 5\*
(43-59-04-67); UGC Lyon Bastille, 12\*
(43-43-01-59); v.f.; Pathé Français, 9\*
(47-70-33-66); Feuvette, 13\*
(47-07-55-66); Pathé Montpemasse, 14\* (43-20-12-05); Geumont Convention, 15\* (48-28-42-27).

PROMENADES D'ÉTÉ (Fr.) : Gaurnont PROMENADES D'ETE (Fr.): Gaurnont Les Halles, 1\* (40-26-12-12); Gaurnont Opéra, 2\* (47-42-60-33); Pathé Hautefeuille, 6\* (46-33-79-38); La Pagode, 7\* (47-05-12-15); Gaurnont Ambassade, 8\* (43-59-19-08); Fetvettle, 13\* (47-07-55-78); Gaurnont Parnasse, 14\* (43-35-30-40); Gaurnont Alésia, 14\* (43-27-84-50); Gaurnont Convention, 15\* (48-28-42-27).
PROSPERO'S BOOKS (8rtt.-Hol., v.o.); Ciné Beaubourg, 3\*

v.o.) : Ciné Beaubourg, 34 (42-71-52-35) ; Denfert, 14 (43-21-41-01). RICOCHET ("") (A., v.o.) : George V, 8-(46-62-41-46) ; v.f. ; Hollywood Boule-vard, 8- (47-70-10-41) ; Paris Ciné I, 10-(47-70-21-71).

RIFF RAFF (Srit., v.o.) ; Utopia, 6. (43-26-84-65) ; Républic Cinémes, 11. ROSIN DES SOIS PRINCE DES VOLEURS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15-(45-54-46-65) : Seint-Lambert, 15-(45-32-91-66) : v.1. : Gaumont Persse, 14 (43-35-30-40). SAILOR ET LULA (\*) (Brit., v.o.): Studio Gelende, 5- (43-54-72-71); Grand Pavois, 15- (45-54-48-85).

LE SILENCE DES AGNEAUX (\*\*) (A. v.o.) : Ciné Seaubourg, (42-71-52-36) ; Cinochea, (46-33-10-82); Républic Cinémas, 11-(48-05-51-33); Denfert, 14-(43-21-41-01); Grand Pevois, 15-(45-54-48-85).

[45-54-46-85].
TALONS AIGUILLES (Esp., v.o.): Ciné Geaubourg, 3\* (42-71-52-36); UGC Odéon, 6\* (42-25-10-30); UGC Biarritz, 8\* (45-62-20-40); UGC Gobelins, 13\* (45-61-84-95); Miatrel, 14\* (45-38-52-43); UGC Malliot, 17\* [40-68-00-16]; v.f. : Rex, 2\* (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 8\* (45-74-94-94); UGC Opére S. (45-74-94-94); UGC Opére, S-(45-74-95-40). TERMINATOR 2 (\*) (A., v.o.) : UGC Triomphe, 6• (45-74-93-50); Grend Pavois, 15• (45-54-46-85); v.l.: Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

TOTO LE HEROS (Bel.-fr.-All.) : Latina, 4• (42-76-47-66) ; Images d'eilleurs, 5 (45-87-18-09). TOUS LES MATINS DU MONDE (Fr.): Forum Orient Exprees, 1: (42-33-42-2B): Pathé Impérial, 2- (47-42-72-52): Elyaées Lincoln, 8- (43-59-35-14); UGC Bistritz, B-(45-62-20-40) ; Pethé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pethé Clichy, 18-

(45-22-48-01), Petne Clicny, 18-(45-22-48-01), TRUST ME (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-63); 14 Juillet Parneese, 8-(43-26-58-00). UNE LUEUR OANS LA NUIT (A.,

V.O.): Forum Horizon, 1-, (45-08-57-57); Psthé Impérial, 2-, (47-42-72-52); UGC Odéon, 6-, (42-25-10-30); Pathé Marignen-Concorde, 8-, (43-59-92-82); UGC Normandie, 8-, (45-63-16-16); Gaumont Parnasse, 14-, (43-35-30-40); UGC Maride, 8º (43-85-10-10); Gaumont Parnasse, 14º (43-35-30-40); UGC Maillot, 17º (40-68-00-16); v.1.: Rex, 2º (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 8º (45-74-94-94); Saint-Lazare-Pasquier, 8º (43-87-35-43); Paramount Opéra, 9º 8\* (43-67-30-43); Ferrandoni Opera, 3-(47-42-56-31); Lea Nation, 12-(43-43-04-87); UGC Lyon Bastille, 12-(43-43-01-58); UGC Gobelins, 13-(45-81-94-95); Mistrel, 14-(45-39-52-43) : UGC Convention, 15-(45-74-93-40) ; Pathé Wepler II, 18-(45-22-47-94); raine visuality (45-22-47-94); (45-22-47-94); Ciné 8eaubourg, 3- (42-71-62-38); Las Montparnos, 14-

(43-27-52-37). VAN GOGH (Fr.) : Publicis Saint-Germein, 8\* (42-22-72-60); Les Trois Bal-zac, 8\* (45-61-10-60).

VILLE A VENDRE (Fr.) : Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82); Pethé Français, 9 (47-70-33-89); Fau-vetta, 13 (47-07-55-66); Glenvende Montpamasse, 15- (45-44-25-02); Gsu-mont Convention, 15- (48-28-42-27); Le Gembetta, 20- (46-36-10-96).

6 .

Un m

les li

CO CHE

3 31 M

sutcurs t

OU PETER IN

STATE FORE

demes &

10 cocato

. H CO

Christiane

propiet et. mars collés butes à l'or

- Corner

~ Parier

The de l

Signatur po

prosent come

en plus u telleroon, d

A or time.

R'CH DOE IN

White Land

chides bies

relic courses

marion. Il fo

les lecteurs :

al'adina addennie pe rent et puties

on succes an

HONGRI

Les

. . . . . . . . . . . . .

de que

ITALIE

14

L'éditeur Giuseppe analyse le nouveau

Gigenge Leteres, Que nous s Ragest BORGER L'ESTRONET REPAREMENT & Pen Ro THE POPULATIONS OF STREET Nemez, 10 Halle to Fat for the single per La d NEW AND THE PARTY SETTINGS periode 7 THE PLANT PRICES OF GOOD

ta entra la Transcas un **zépan**e ecomment organizarizarizas vetas mener a porte. The state of the s

4.4.5

÷

1

V ...

2. 5. 5.

i-1π± ...

\_ \_

× ...

N: +- . .

97 · 1

Range .

OF THE PARTY

III(be:

2 120.0

٠. -

147.54

Kapa ....

da hac 🚉

yusc<sub>ilar</sub>.

in thange

es dante ...

 $G(\{v\}) = 1$ 

FF-417

Par esem plus facili taire, Si mun first disarger en many market l'édeloge saint se serve d'annéesse The Congress We the verser fair mice and the second of the second of the Y .......... the company of the company Marchite q A VITE AND hour des

termatione des Entraite, les Ces deur ing terme. History & WES STORE The Charles officie STATE OF TE COMMANDA wedt a time CONTRACTOR

"Les cens cherchent

Cance such

des mos unlides. THE OF STREET -1 partager se and to legues The second ं विकास के विद्य VENEZA OC - cuctus Nous nd and medies. car pusquires la a redurre les

Tien, mon père - Sire use ine de TEu-ंगान्स् व्ह प्रस्तुत d quatre edte moutes nous er cepuon de Crande Bro a pagne. Its cost ್ಷಾದ್ಯ ಜ ಎಲ್ಲಾ ಕ್ಷಾ at die travail de

- - - to do - co Con e dectiage - Traduction nen de angrent juste ment the same and sometime the pene see to des cultures

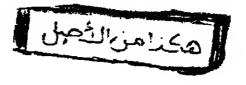
Le 10 opposite de monde de mon Cest in di gramme de sotainment de sotainment de pleine définité à s'élés, as privée étholis The second TO SC I and The U.S. die ses femous

Que: On the control

Georgia of the control

G A TOTAL introduction of the chandrons. The chandrons of the chand The Capture Captures - 12 tal 12 de Constitution d'Elve mariba qualitres qualita vers le page. 701 4.62**332.** 3

nom de Germania Gradient of Contract of Contra Transport of the state of the s or de to qu'avent est iquez vous et le succée sur Ges années 80 Acreis and and et le succès e Umberte Eco. Les edieurs franceis a ent marcus de paude) eunate ja chijato ita-guiggije eunate ja ezit matema ese enta peuceja etett matema ell quere :



## POINT / L'ÉDITION EN EUROPE

## Un marché dans les limbes

roca. Malgrá das initiatives ponctuallas, comme celle d'une Histoire de l'Europa confiée à Jacques Le Goff par des éditeurs italien, français, allemand, englais et espagnol, malgré la multiplication des coéditions destinées à amoindrir les coûts en élargissant le marché à plusieurs pays, la logique des zones linguistiques continue à l'emporter sur celle de le construction d'un marché européen du livra. Avec, pour conséquence, l'édition privée.

L'édition vit difficilement à l'heure de l'Eu- la domination absolue des États-Unia aur l'édition mondiale.

> li est vrai que l'état de santé du livre et de la lecture varie sensiblement selon les pays, que les structures de la production et de la distribution, mises en place depuis longtemps, varient aelon les lieux et que les récents bouleversements en Europe du Centra et de l'Est unt ouvert de nouveaux champs - et de nuuveaux problèmes - à

Le livre se porte relativement bien en Allemagne, démentant les eugures qui annoncent un déclin général de l'écrit dans les pays riches. Il connaît des crises, mels de neture très différente, an Espagne, en France, en Grande-Bretagne et an Italie. Dans les pays ex-communistes, un grand appétit de lecture, notamment pour les produits jusqu'à présent exclus de l'édition officiella, se conjugue avec l'effondrement du système de distribution.

Répartition du marché

destiné aux particuliers

en pourcentage

Divers (solderies...) Circuits courts (ventes actes et clubs de livres)

Magasine specialisés libraines et chaînes aper

agasins non spécialisés (grande

### ITALIE

### L'éditeur Giuseppe Laterza analyse le nouveau lectorat

Giuseppe Laterza, qui nous a accordé un entretien, appartient à une longue lignée d'éditeurs installés à Bari depuis la fin du vingtième eiècle. Aujourd'hui, lee éditione Laterza figurent parmi les raras grandes maisons d'édition italiennes demeurées indépen-

« Comment concevez-vous votre métier d'éditeur?

- Je publie des livres afin d'aider les gens à vivre, s'améliorer, réfléchir sur le monde et leur fournir un outil pour, s'ils le désirent, changer en mieux ce monde. La maison d'édition mienx ce monde. La maison d'édition Laterza a plus d'un siècle d'existence ct, dès ses débuts, elle a voulu donner la parole aux « savants» sans verser dans l'académisme, mettre la connais-sance au service de la société, d'un idéal, d'un engagement civique. » Notre stratégie repose sur trois secteurs. Premièrement, le livre sco-

» Notre stratégie repose sur trois secteurs. Premièrement, le livre scolaire, très important parce qu'il e me fonction civique de formation des conveiles génératicos. Ensuite, les publications universitaires que nous allons développer. Ces deux domaines, très solides à long terme, sont la base sur laquelle nous avons construit un secteur «essais», correspondant à un marché plus difficile. Des essais scientifiques, de sciences frumaines, d'architecture, mais aussi des essais politiques de réflecion, de dénonciation; des « livres engagés ». Laterza a toujours été ouvert à des auteurs d'orientations idéologiques diverses: Ce qui n'est possible qu'en diverses. Ce qui n'est possible qu'en préservant notre indépendance vis-à-vis des pouvoirs politiques et écono-

#### «Les gens cherchent des livres solides»

»Depuis peu, nous nous efforçons de nous associer, de partager ce métier d'éditeur avec des collègues de travailler avec des auteurs et des éditoris européens en concevant des ouvrages ensemble dès le début. Nous cherchons à bâtir un projet intellectuelles alors de jusqu'ici la coédition visait surtout à réduire les coûts.

» Voilà quelques années, mon père et moi avons en l'idée de faire une collection sur «L'histoire de l'Eucollection sur «L'histoire de l'Eu-rope». Nous evons proposé ce projet à Jacques Le Goff et à quatre édi-teurs curopéens avec lesquels nous partageons la même conception de l'édition: Le Seuil en France, Beck en Allemagne, Blake en Grande-Bre-tagne, Critica en Espagne. Ils ont accepté evec enthousiasme et nous en sommes actuellement au travail de conception.

»La publication simultance de ces livres dans cinq pays, sans le décalage dû habituellement à la traduction, suscitera un débat, un véritable échange européen.

Mais certains craignent juste-ment que l'Europe solt synonyme d'une perte d'identité des cultures

d'une perte d'identité des contres nationales...

— Je ne crois pas que ce soit le vrai problème. La culture française a une énorme influence en Italie depuis quarante ans. Laterza a été un de ses véhicules en traduisant les historiens, les anthropologues, les socinlogues français, ce qui nous e valu des critiques. On nous accusa d'evoir privé d'espace les intellectuels italiens. C'est tout à fait faux : l'importation d'idées françaises a renouvelé, enrichi is culture italienne. Dans cet échange, seules les idées les plus riches survivont à long terme. Je pense à celles de Georges Duby, Fernand Braudel, Jacques Le Goff... Par contre, je doute que les idées de certains intellectuels italiens, comme Toui Negri, ou de Français à la mode, comme Bernard-Henri Lévy, aient de l'avenir malgré leur grand impact médiatique.

— Comment expliquez-vous

magre sur grand impact mediatique.

- Comment expliquez-vous qu'avant le début des arnées 80 et le succès d'Umberto Eco, les éditeurs français aient manqué de curlosité envers la culture ita-

- La force de la culture française, c'est d'avoir mujours été bien consciente d'elle-même et d'avoir imposé des modes, ce que la culture italienne, beaucoup plus fragmentée,

n'a pes fait. La culture française est à Paris. La culture italienne, ce n'est pas Rome, Milan, Venise ou Flo-rence, mais toutes ces villes réunies. Mais la situation commence à chan-ger. La disparition des grands maîtres à penser français qui dominèrent la période de l'après-guerre jusqu'aux années 70 oblige les éditeurs français à s'intéresser aux autres pays. De plus en plus d'anteurs italiens vont être

» Si les Français semblent plus méfiants que les Italiens envers les auteurs étrangers, ils sont bien plus ouverts aux thèmes et sujets jointains. Par exemple, un livre sur l'islam est plus facile à publier en France qu'en ltalie. Si dans mon pays les traductions sont courantes, l'introduction de thèmes étrangers à notre contexte socioculturel reste difficile. Cette complémentarité de nos deux cultures dis l'introduction de transcrit de nos deux cultures dis l'interfet du transit de conférieux. complémentante de nes ceux distribution.

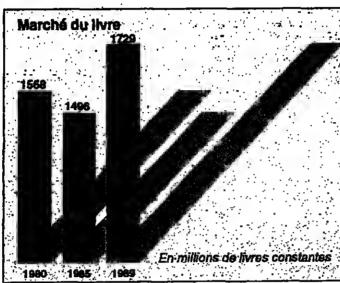
» Je trouve que la culture française, » Je trouve que la culture française, aujourd'hui, e encore une grande capacité de renouvellement. En histoire notamment, à côté des grands noms déjà cités, il y a tant d'autres chercheurs formidables, comme Christiane Klapisch, Arlette Farge, Pauline Schmitt, qui ont participé à l'Histoire des femmes. Ils posent les fondements d'une nouvelle historiographie et, collaborant volontiers avec leurs collègnes étrangers, ils contribuent à l'ouverture de la culture française.

- Comment réagiseuz-vous à la crise de la lecture?

- Parler de crise de la lecture os signifie pas grand-chose. Je pense plutôt que les gens changent leur façon de fire. Le livre devient de plus en plus un outil de travail, de réflexion, de formation intellectuelle. A ce titre, il est intemplaçable, ce qui n'est pas le cas du livre comme distraction. Les gens cherchent des livres solides, bien faits: le bricolage et la helle converture ne marchent plus. Il belle converture ne marchent plus. Il n'y a pas une crise, mais une spécialisation. Il faut cerner et comprendre les lecteurs auxquels on s'adresse.

### GRANDE-BRETAGNE

### Des licenciements massifs illustrent l'échec du modèle éditorial américain



Source: "Chaînes et groupements de librairie an Europe", Marc Minon. (Cahiers de l'économie du livre).

Plus 3,5 % en volume, mais seu-lement plus 2 % en valeur nette par rapport à 1990 pour la période allant du le janvier au le août der's Digest, etc. 1991. En découvrant ces chiffres mitigés, qui mesurent les ventes de 500 nuvrages grand public, plus

d'un éditeur britannique à pourtant dû se sentir sonlagé. Maigré une production record de 63 980 titres l'année dernière, l'édition britanni-que revient en effet de loin. « Décimation», a plus terrible saignée de mémoire d'éditeur» soot les termes utilisés par la presse pour qualifier la campagne de licenciements par laquelle elle a conclo l'exercice 1990 et ouvert le suivant.

Dans un «paysage éditorial visité par quelque général Schwarzkopf», la petite mais prestigieuse Faber laime eur la houd de la muite 10 % laisse sur le bord de la route 10 % de soo personnel (130 au total); Ladybird Books, 16 % (337); Hodder et Stoughton, fleuron s'il en est de l'édition britannique, 18 % de l'édition britannique, 18 % avances exigées par les anteurs à duisent l'inadaptation du modèle (640). Quoique dans une maindre proportion, les grands groupes ne livres encore vendus, déclarent cer-

demeurent pas en reste : 35 licen-ciés chez Randam Century, 60 chez Harper Collins, 110 an Rea-

Des coupes dans les programmes d'édition sont bientôt annoncées. Jusqu'à mains de 20 % de titres parfois, en littérature étrangère et chez les jeunes-outeurs sustout. Pour justifier ces mesures, les respunsables mettent en avant la récession frappant l'économie britannique en général et le budget des lecteurs en particulier. Seloo Simoo Westcott, qui suit pour la société Bookwatch les ventes des 500 ouvrages grand poblic déjà cités, ces dernières baissent de 17 % en volume et de 10 % co valeur en 1990. Malgré un taux d'Inflation de 9,5 %!

L'inflation des coûts de produc-tion est également locriminée. L'augmentation des taux d'intérêt et la hausse « vertigineuse » des

tains éditeurs. Ces analyses ne font pas forcément l'unanimité. Sans contester le recul des ventes, la Société des auteurs montre du doigt les politiques de restructura-tinn. Sous l'impulsion du «grand capital » américain ou britannique trouvant chic de s'investir dans la communication, rachats et regroupements se multiplient depuis 1985. Débouchant sur des fusions de services, ils seraient responsa-

#### Nette progression des ventes

bles de nombrenx licenciements,

Simon King, grand nom de l'édi-tion récemment « débarqué », constate que ces prises de contrôle out souvent été payées au prix fort. Pour rentrer dans leurs finds, estime-t-il, les acquéreurs ont du compresser coûts de fonctionnement et masse salariale. Selon certains agents, les dégraissages tra-duisent l'inadaptation du modèle éditorial importé des Etats-Unis à

croire, la concentration a mnins modifié l'échelle de l'activité édi-toriale que sa nature. Le but n'est plus de publier des livres en gagnant autant que possible de l'ar-gent. Il o'est même plus de faire de l'éditina commerciale pour conti-muer à faire de l'édition bitéraire. Il est de gagner le plus d'argent possible dans le moins de temps possible par l'édition.

L'hypothèse seloo laquelle les respoosables ont laissé l'idée de récessioo s'ériger en mythe pour mieux se dédouaner oe peut être exclue. L'Association des éditeurs o'a-t-elle pas provoqué l'embarras de ses membres en pobliant, so printemps dernier, des chiffres concluant à une très nette progression des ventes totales (et pas seulement grand public) en 1990?

Si les «dégraissages» ont permis à l'édition britannique d'assainir ses finances, ils n'unt pas forcé-

ment mis fin à ses maux véritables. **JEAN-PIERRE AIRUT** 

### HONGRIE

### Les maisons ne trouvent pas d'acheteurs

BUDAPEST

de notre correspondant

Le 10 septembre 1991 marque un tournant symbolique dans l'histoire du monde littéraire hongrois : pour da monde uterante nongres pon-la première fois des annonces offi-cielles sont parues dans des quoti-diens nationaux pour la vente aux enchères d'une dizaine de librairles, encheres d'une dizante de norantes, un sont jusque-la réservé aux bouche-nies, épicentes et antres peniles boun-ques intégrées au sein des grandes entreprises d'Etat.

C'est le début d'un vaste programme de privatisations qui va totalement bouleverser le monde de totalement bouleverser le monde de l'édition magyare. Uo moode en pleine débandade depuis l'émergence, il y a deux ans, d'une concurrence privée débridée. Mais le secteur du livre, plus que les autres, est particulièrement frappé par la baisse du niveau de vie de la population. Autre handicap: l'écroulement du réseau de distribution géré par trois sociétés d'Etat moribondes propriétaires de quelque quatre cents librairies à travers le pays.

La transformation des dix-sept

La transformation des dix-sept maisons d'édition, créées sur le modèle soviétique à la fin des années 40, était inévitable. Mais depuis son investiture il y a seize mois, le nouvean gouvernement conservateur souiciatur de na reamois, le nouvean gouvernement conservateur, soucieux de ne pas e brader le patrimoine culturele, a longtemps hésité sur la marche à suivre. Après plus d'un an de négociations ardues entre les ministères de la culture et des finances, un projet de privatisations progressir a finalement été élaboré au mois de mai. Résultat : seule la maison d'édition chargée de publier les livres scolaires resteta à cent pour cent aux mains de l'Etat. Toutes les autres sont à ven-

majoritairement détenu par des groupes hongrois. Parmi ces quatre compagnies, deux se spécialisent dans la littérature classique, une dans la littérature classique, une autre s'occupe des nuvrages pour enfants et la dernière se consacre exclusivement à la publication de partitions de musique. L'entreprise de commerce exterieur Kultura sinsi qu'une grosse imprimerie d'Etat sont, elles aussi, à vendre.

### Une demande très fluctuante

Tantefuis, les perspectives sont plutôt moroses : en l'absence d'un marché porteur ou de garanties de marché porteur ou de garanties de subventinns publiques, sculs les investisseurs étrangers peuvent venir an secours de l'édition hongroise. Or ils ne se bousculent pas au portillon. «On aurait du être privatisé il y a un an, se lamente Istvan Bart, le directeur des éditions Corvina, spécialisées dans la publication de livres en langues étrangères. A l'époque, les hommes d'affaires définaient dans mon bureau. Mais à défant de directives précises de l'Enat, je ne pouvais rien leur dire. Et aujourd'hut, ils se sont tous découragés. » L'Allemand Julius Springer (nen à vnir avec le groupe de presse Axel Springer) a hir aussi perdu patience.

Fante d'une répoase définitive du

dre, à une restriction près : le capital de quatre maisons d'éditinn qui areprésentent une valeur spéciale pour la nation», selna Peter Inicei, le directeur du département du livre au ministère de la culture, devra être majoritairement détenu par des et de périodiques. Tout ce qui avait et de périodiques. Tout ce qui avait été interdit pendant cinquante ans a été diffusé à des dizaines de milliers d'exemplaires, et les rues not été prises d'assaut par une cohorte de bouquinistes. An total, no recense plus de trois cents maisons d'édition privées. « Mais seule une poignée, estime Peter Inkei, sont de véritables éditeurs pouvant présenter un catalo-gue sérieux. » Toutefois, l'ensemble de ces entreprises unt néanmoins réussi à rafler, en l'espace de deux sus, près de la moitié du marché du byre, dont la valeur annuelle est esti-mée à quelque 8 milliards de forints (cuviron 800 millions de francs).

Plus dynamiques et flexibles, les éditeurs privés ont su s'adapter à une demande extrêmement finctuante. Après la première vague de curiosité pour les livres politiques et les revues porsos, c'est maintenant les ouvrages sur la vie pratique et les questions ésotériques qui remportent un franc succès. L'évolutinn des ventes des éditinns Lang une des premières compagnies privées, est révélatrice de cette tendance. Une biographie de Staline (écrite par un Hongrois mais dont les droits ont été rachetés aux

### TCHECOSLOVAQUIE

### A l'heure des camelots

correspondance

A Prague, sous les néons blafards du métro, image invraisemblable de voyageurs noyés dans leur roman. En surface, tout aussi troublantes, ces immenses files d'attente devant les librairies, c'est ici le pays de l'écrivain-président, on ne saurait l'oublics. Le prix des livres a bean avoir doublé depuis la « révolution de velours », les Tehèques demeurent des lecteurs invétérés. Le goût de l'écrit est ici presque une vie une manie cependant contra-tiée par la disparition récente de quelque cent vingt librairies d'Etat. Bon nombre de ces boutiques installées dans des locaux confisqués par les communistes dans les années 50 ont en effet d'i être liquidées.

C'est ce retour de l'Histoire qui est anjourd'aui à l'origine de la faillite de la librairie de gros d'Etat, Velkoob-chod Kniha. Comment désormais écouler les 690 tounes de livres en souffrance dans les entrepôts de la rue Soutrance dans les entrepois de la rule Spalena? La directrice de l'entreprise, Jana Axamanova, ne sait plus à quel saint se vouer : « Dans l'emphorie de la révolution, les maisons d'édition se sont mises à produire une quantité invraisemblable d'ouvrages que nous avors du acheter et dont nous ne pouvons nous débarrasser», explique-t-elle.

compagnies privées, est révélatrice de cette tendance. Une biographie de Staline (écrite par un Hongrois mais dont les droits ont été rachetés aux Soviétiques!) a été l'un des best-sellers de la société en 1988 avec plus de 90 000 exemplaires vendus. Cette année, c'est une série sur les horoscopes qui arrive en tête du palmarès avec des ventes qui frôlent les 800 0000 exemplaires!

YVES-MICHEL RIOLS

pour l'instant de savoir qui publie quoi et où commander les livres que l'on désire vendre. Les libraires, faute d'une organisation centralisée, doivent s'adresser directement aux maisons d'édition. Une tache qui relève de l'exploit. Car depuis la « révolution de velours », pas moins de 2 600 d'entre elles out va le jour.

Caché derrière ses grosses lunettes cerclées de noir, Ladislav Horacek, directeur de la petite maison d'édition Paseka, fait partie de ceux-là. Pour faire tourner sa boutique, il publie Tarzan d'Edgar Burroughs à 60 000 exemplaires. Par passion, il édite en fac-similé l'œuvre du poète graphiste mandit Josef Varhal et enfin, pour le prestige, les poèmes de Guillaume Apollinaire et ceux de Tardieu. A la finis libraire et éditeur, il assure comme il peut la distribution des ouvrages qu'il publie. «Chacun d'eure nous doit se débrouiller seul. Cela revient beaucoup trop cher», déploret-il. C'est pourquoi il se joint à l'association Ceska Kniha créée par Jan Kanzelsberger à la fin de l'année dernière. An delà de la nécessité de s'organiser, celle d'imposer certaines règles lui semble également cruciale: comme dans tous les pays de l'Est, ce sont les vendeurs de rue qui se sont les vendeurs de que que se de que que se que que se sont les vendeurs de q sont les vendeurs de rue qui se sont substitués an réseau de distribution d'Etat moribond.

Dans les boutiques, on doit souvent s'adresser à un vendeur incompétent, dans le meilleur des cas, faire la queue pendant une demi-heure pour finalement se rendre compte que le volume recherché n'est pas en magasin. Dans la rue, on peut le regarder en toute impénitence, le toucher, le feuilleter... Les libraires devront, eux aussi, s'adauter à ce nouveau août pour la s'adapter à ce nouveau goût pour la liberté.

1 11 E 

the state of the s

... 30 42

\* . Tat. . . ... :: :a :e.

4

the second second

1.77 (7.00)

The Contract

The secretary

en lights ago

27.6

THE WAY

20 1 10 2 de.

3 mg 1 % 444

11 . 4 2 2 2 1

·-.:-:

ಕ್ಟರವರ್ಷ ಶಾ

2007 .4.5.1. 55 AMAY

さなで かん は 神経 THE PROPERTY SEE

a<sup>1</sup>

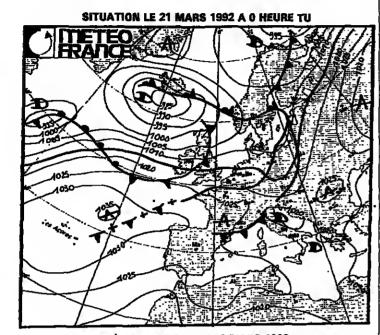
On the state of

- - 11 A AFBER

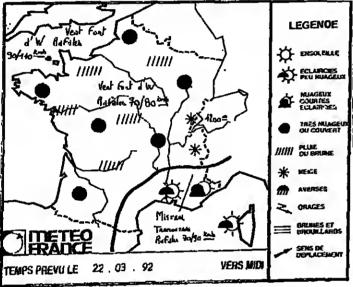
1000

e Monde 1 - 1 to 10 mg 100 ودس (۱۹۵۰) ۱۸۳۱ وی

## MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 22 MARS 1992



Dimanche : vent, nuages et préci-pitations. - La majeure partia de la France se réveillera sous las nuages. Seules les régions situées au sud d'une ligne Bianitz-Strasbourg verront encora un peu de soleil le matin avant qua les nuages ne viennent en massa obscurci le cial. donnera d'ebord des pluies modérées que sur la Bretagne, la Normandie, la Picardie et le Nord avant de s'étendre à toute la moité nord du pays at au Sud-Quest en matinée. Ces pluies progres-seront vers l'Est au fil des heures. Il neigera sur les massifs au dessus de 1 200 mètres.

Le soleil réapparaîtra sur les côtes de la Manche en fin de matinée. Ce sera enfin un temps de mais avec son cortège de vent et de giboulées. Cette zone d'averses et d'éclarcies gagnera ensuite rapidement la Bretagne, la Norlie, puis l'Ile-de-France, les Pays de Loire et la Centre.

Le vent soufflera fort. Sur la moitié nord ou paya, les rafales d'ouast ettelndront 80 kilomètras/heure dans l'intérieur des terres mais pourront dépasser 100 kilomètres/heure près des côtes. Le vent s'orienters au nord-ouest evec l'arrivée des écleircles mais son Intensité ne faiblira guère. Près du gotfe du Lion, le vent de nard-ouest pourrait aussi atteindre des pointes de 100 kilomètres/houre.

Le vent et la couverture nuageuse nomogénéiseront les températures. Les minima seront légèrement supérieures à 5 degrés dans l'intérieur et proches de 10 degrés sur le littoral. Les maxima varieront de 10 degrés à 14 degrés. Le that mometre pourrait néanmoins indi quer l'aprés-midi jusqu'à 17 degrés sur les régions méditerranéennes, notamment en Corse où le soleil se manifestera plus longremps.

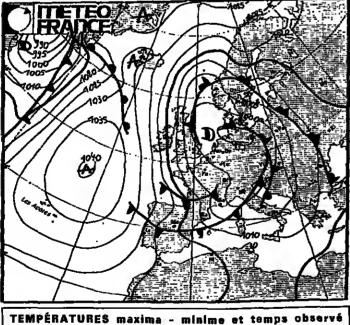
T

P

- Janes Janes Janes Janes

0

PREVISIONS POUR LE 23 MAR9 1992 A 12 HEURES TU



Valeu le 20-3-1992 à 18 h	rs extrêm eures TU	es relevées entre et le 21-3-1992 à	B he	ures	TU	le 21-	3-9	2	
FRANCE		TOULOUSE							P
AJACCIO 16	6 N	TOURS	17	7					D
BIARRITZ 21	LÓ C	POINTE-A-PITE	30	22	D	The same and the same and		13	
BORDEAUX 18	7 B			_		MEXICO			C
BOURGES 14	6 B	ETRAN	GE.	ĸ		MILAN		Đ	N
SREST 13	10 P	ALGER	18	4	D	MONTRÉAL	1	~17	A
CAEN 17	11 P	AMSTERDAM	10	8	C	MOSCOU	6	<b>-2</b>	D
CHERBOURG 12	0 C	ATHENES	12	5	N	NAIROBI	_	_	-
CLERONONT-PER_ 19	2 N	BANGEOK	35	27	N	NEW-DELHI	29		В
DLION 18	8 C	BARCELONE_		6	D	NEW-YORK		0	N
GRENOBLE 19	3 D	BELGRADE	7	- i	D	051.0	2	Ō	P
LILLE 10	10 C	BERLIN	10	8	P	PALMA-DE-MAJ	18	5	N
LIMOGES 16	5 B	BRUXELLES	11	10	P	PEKIN	2	- 3	'n
LYON17	3 D	COPENHAGUE	В		C	PSO-DE-JANEIRO	_		_
MARSENLLE 19	10 N	DAKAR	23	10	Ď		16	7	D
NANCY 1B	îĭ Ĉ	DJERBA	14	6	Ď.	20MB		26	
NANTES 16	8 P	GENEVE	is	2	N	SENGAPOUR			
NICE 15	12 P	BONGKONG		20	Ñ	STOCKHOLM	7	3	Ü
DADIO MONTO 16	12 C	ISTANBUL		30	P	SYDNEY	-	_	-
PARISMONTS _ 19		JERUSALEM		3	Ď	TOKYO	13	5	N
PAU 21	8 C			3	מ	TUNIS	15	7	N
PERPIGNAN 24	16 N	LE CAIRE		Ų	-	VARSOVIE	9	i	C
RENNES 17	10 C	LASBONNE	74	13	D	TARRY I'M		- :	ŏ

(Document établi arec le support technique spécial de la Météorologie nationale.

## TÉLÉVISION

Les programmes complets de redio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimancha-lundi.

Signification des symboles : > signalé dans « le Monde radio-télévision » : p Film à éviter ; » On peut voir : » Ne pas manquer ; » » Chef-d'œuvre ou classique.

### Samedi 21 mars

TF 1 20.50 Veriétés : Sébastien c'est fou l 22.35 Magazine : Ushuaia. 23.40 Journal et Météo. 23.50 Magazine : Formule sport.

A 2 20.50 Magazine : La Nuit des héros. 22.45 Magazine : Double jeu. 0.00 Journal et Météo.

FR 3 De 20.00 à 1.15 La Sept -

**CANAL PLUS** 20.35 Téléfilm : Le Rose noire. 22.00 Les Nule... l'émission. 22.50 Flash d'Informations. 23.01 Le Journal du cinéme. 23.05 Cinéma : Jeu d'enfant. 0.30 Cinéme : Mr and Mrs Bridge.

LA 5 20.55 Série : Commissaire

19.30 Elections régionales

et Journal.

20.00 Soirée spéciale :

22.00 Cinéma : .... Demier domicile

connu. =

0.50 Magazine : Le Vidéo club.

13.25 Dimanche Mertin. (et à 15.50). 14.55 Série : Mac Gyver.

17.30 Documentaire :

du monde.

18.25 Magazine : Stade 2.

18.15 1. 2. 3. Théâtre.

19.55 Soirée électorale.

22.00 Téléfilm :

L'Equipe Cousteau à la redécouverte

19.30 Journal, Journal des courses et Météo.

Veines recherches.

23.25 Soirée électorale (suite).

gloire et beauté.

13.20 Megazine : D'un soleil à l'autre.

A vos amours.

de la région.

20.00 Elections régionales et cantonales dans votre région.

20.30 Dessin animé : The Old Plantation.

22.00 Elections régionales

Mélomanuit.

15.30 Magazine: 24 heures.

16.25 Magazine : Exploits 2.

Les Simpson.

17.00 Les Nuis... l'émission.

17.56 Le Journal du cinéma.

--- En clair jusqu'à 20.30 --- 19.35 Flash d'informations.

18.00 Cinéma : Aujourd'hui peut-être. ■

L'Equipe du dimanche.

16.35 Dessin animé :

19.40 Ça cartoon.

20.25 Magazine:

20.20 Dis Jérôme...?

14.00 Téléfilm:

et cantonales
dens votre région.

0.00 Dessins animés :
Spécial Tex Avery (v.o.).

1.15 Musique :

**CANAL PLUS** 

Un mort blen vivant.

Téléfilm : Braker.

20.45

19.00 Le 19-20 de l'informa-tion, livité : Claude Lelouch De 19.12 à 19.35, le journel

1.00 Journal et Météo.

5.00 24 heures d'info.

5.40 Feuilieton:

Amour

FR 3

13.50 Magazine : Faut pas rêver.

17.15 C'est Lulo

18.15 Magazine:

1.00 Météo.

A 2

23.45 Elections régionales et cantonales 1992.

et cantonales 1992

Elections régionales et cantonales 1992.

22.35 Série : Deux files à Miami. 23.30 Série : Freddy, le cauchemar de vos nuits. 0.20 Journal de le nuit.

M 6 20.40 Téléfilm : Safari pour un diamant. 22.35 Téléfilm : Les Patins de la gloire. 0.10 Musique :

Flashback. 0.40 Six minutes d'informa-

LA SEPT 21.00 ➤ Documentaire : Les Patients.

22.15 Documentaire : Comment ça va? 22.30 Le Courrier des téléspec 22.35 Soir 3.

22.50 Téléfilm : Après tout ce qu'on a fait pour toi. 0.25 Mégamix.

### Dimanche 22 mars

20,30 Cinême : TF 1 Les Arnequeurs. === 22.15 Flash d'informations. 13.20 Série : Hocker. 22.20 L'Equipe du dintanche. 14.15 Série : Rick Hunter 0.25 Cinéma : Le Roi de New-York. inspecteur choc. 15,15 Série : Columbo. 18.55 Disney parade. 18.15 Magazine : Téléfoot. A 19.10, Loto sportif. 2.05 Documentaire: La Réincamation 19.20 Tiercé et Météo. de Khensur Rinpoche.

LA 5

13.20 Série : L'Homme de l'Atlantide. 14.10 Série : Simon et Simon. .15.10 Série : Lou Grent. 16.05 Spécial drôles d'histoires.

16.30 Sport: 17.05 Série: Frog Show.

17.20 Feuilleton : Un Frençaie libre. 18.50 Série : L'Enfer du devoir. 19.45 Soirée spéciele élections. 20.25 Météo.

20.30 Magazine : Le Club F1. 22.45 Soirée spéciale élections. 0.15 Journal de la nuit.

M 6

13.50 Série : L'Incroyable Hulk. 14.45 Veriétés : Multitop. 16.15 Jeu : Hit hit hit hourral 16.20 Série : Cleir de lune.

17.15 Série : Le Saint. 18.05 Série : Tonnerre mécanique. 19.00 Série :

Les Routes du paradis. 19.54 Six minutes d'informetions. Météo.

20.00 Série : Madame est servia. 20.30 Spécial élections. 20.35 Magazine: Sport 8. 20.45 Téléfilm : Rock'n Roll Mom

Maman conne la musique). 22.30 Spécial élections. 22.35 Magazine : Culture pub.

23.00 Cinéma : Mort ou vif. 🗆 0.50 Six minutes d'Informe-

LA SEPT

### 13.25 Théâtre :

Monsieur chasse / 14.45 Documentaire: Les Artisans de Jean Renoir. 16.35 Téléfilm : La Femme de papier.

18.05 Documentaire cubain. 19.00 Documentaire: Le Carré noir. 20.00 Documentaire:

de la réussite. 20.25 Le Courrier des téléspectateurs.

20.30 Cînéma: La Prodiga. ■● 21.35 Courts-métrages : Velson Cavaquinho; Meioria absoluta.

22.10 Le Dessous des cartes. 22.15 Cinéma : Le Bête humeine.

23.55 Court-métrage.

## CARNET DU Monde

<u>Décès</u>

**Naissances** 

- Anne BELLAYCHE Michel GUILLENIN et Fanny ont la joie d'annoncer la naissance de

Louis, le 23 février 1992, à Paris.

- Paris. Champvallon.

M= Yvonne Ceron-Boyer, son épouse, Dominique et Pierre Ceron, es enfants. Guillaume et Alexandre, ses petits-fils,

Ses cousins et cousines, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

survenu dans sa quatre-vingt-deuxième

M. Jean CERON,

Les obsèques religieuses auront lieu le lundi 23 mars 1992, à 15 heures, en l'église de Champvallan (Yonne), où l'on se réunira.

Candoléances sur registre. Cet avis tient lieu de faire-part.

Rue des Vignes-du-Carrefour, 89710 Champvallon. - Ses parents Thierry Dilberger et

Sylviane, née Lacombe, Sa sœur Sophie et son frère Cèdric, Ses grands-parents M, et M= Lacombe, Sa grand-tante Mª Maleyrie. Ses oncles et tantes. Ses cousins et cousines ont la tristesse de faire part du décès de

Nathalie DILBERGER,

à l'âge de quatre ans, le 18 mars 1992.

1, rue Berlioz, 13320 Bouc-Bel-Air.

- M. Anatole Claude Béral Varasse son époux, Ses enfunts et petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

> M= Francette Rose Louise VARASSE, née Villeret.

survenu le 25 novembre 1991.

Scion su dernière volonté, les abséques ant eu lieu dans l'intimité fami-llale eo l'église Natre-Dame-du-Rosaire, Paris-14. le 28 novembre 1991, suivies de son incinération au eimetière du Père-Lachaise, Paris-20c. le

4, rue des Mariniers, 75014 Paris.

- M≈ Alain Roger,

son épouse, Muriel et Maud Roger, ses filles, M. et M= Lionel Roger. ses parents, M= Michelle Philippe,

sa belle-mère, M. et M= Luc Roger et leurs enfants, M. et M= Vincent Roger

et leurs enfants, ses frères, belles-sœurs, neveux et nièces, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

> M. Alain ROGER. photographe,

survenu le 13 mars 1992, dans sa qua-

a Rien ne se termine par la mort. car tout s'inscrit pour toujours, tout s'évalue ailleurs, quelque part au-des-sus de nous, dans cette partie indissociable de l'ordre mystèrieux du cos-mos, de la nature et de la vie, que les

Selon les désirs du défunt, l'incinération e eu lieu au erématorium du Père-Lachaise, dans l'intimité familiale.

croyants appellent Dieu. » Vaciav Havel

30, rue Fabert, 75007 Paris.

**Anniversaires** - En ce 23 mars 1992, quatrième

Jacqueline LÉPINASSE. née Barrué, professeur au lycée Hélène-Boucher,

elle manque toujours aussi cruellement là son mari, sa famille, ses amis et ses

Manifestations du souvenir - L'association La Mémoire des apposera une plaque sur la maison où vicut

Vladimir JANKÉLÉVITCH,

quai aux Fleurs (île de la Cité), mercredi 25 mars à midi. Soutenances de thèses

- Université Paris-I (Sorbonne), en vue de l'habilitation à diriger des recherches, Jean Terrel soutiendra ses travaux le samedi 28 mars 1992, à 14 heures, salle Louis-Liard. Theme : a La philosophie de Thomas Hobbes ». Directeur : M. le professeur Bernard

**CARNET DU MONDE** Renseignements: 40-65-29-94

PROBLÈME № 5741 HORIZONTALEMENT

I. Le bon « marché » ne l'attire pas. Est tendre eu cœur d'un bâtard. -II. Promesse de Gascon. Présente dee roses à ses edmireteurs. Possessif. Si c'est un dur, il ne sera jamais battu. - III. Peut rendre un avocat marron. - IV. Toucherait pro-

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 fondément un cœur d'or (deux mots). Fait aller la « marmite ». ~ V. Symbole. La mer v 111 est inconnue à IV Odessa. Belle, elle a le cœur chaud. – VI. Se mettent à ronfler quand lae enfente VII e'smueent. Pronom. Frappa. - VII. Dans la VIII eurnom d'un rol de IX Frence. Ils vont se fixer quelque part. -XI VIII. Des canons sous Vill. Des canons sous
les boulets. Articla. XII
S'étend régulièrement XIII
evant les repas. Symbola. — IX. Plus XIV
vertes. Est plus souXV vent libre an Améri-

que qu'en France. Domestique, on le feit finalement rougir. - X. Cer-tains se taillent. Jolie bosse. Pronom. – XI. Repportant de l'or à des idoles. Même douce, alle est tou-jours mordante. – XII. Cap. Blenhaureux. Protàgent dee e gembettes a contre le froid. - XIII. Feit un usage abusif des epostrophes. La zirconium. - XIV. Est générale-ment fort dans sa partie. Come de berger. - XV. Bouts de flûtes. Sont destinées à être agitées. Il était si fort qu'il obligee Héraclès à filer.

VERTICALEMENT

1. Dévollait une excellente adresse à des ameteurs d'illusions. Désigne un métel dense. - 2. Plue net. Organe des républicains. - 3. Perticipe. S'élève dans les airs. Les nonnettes y ont un jabot. - 4. Très ferme. Est souvent preese. -5. Bouche un trou. Bone pour le service. - 6. Dessus de lit étroit. Centre Industrial étrenger, -.7. Drames en plusieurs actes. On met de l'ordre dans son bureau. -8. Physicien. Parti... pris. Etait souventes fois seriné à l'enfant grec. -9. Meître d'école. Empêche de

digerar bien das choses. -10. Petite pièce intime. A reçu et recevra ancore des tas de noms. - Réalisa le premier rapproche-ment des classes. Divinité. Est ins-piré par la générosité ou la traftrise. - 12. Le mot de l'énigme. Donne le jour. - 13. Cela va sans dire. En France. Oésigne una unité. -14. Supporte pes mal da litras. Trouve à redire. Possède parfoie un joli magot. - 15. Il e touché bien des « fortunes ». Donne de la pou-dre et des belles. 8aaux, Ils ont aussi leura horreurs. Solution du problème nº 5740

Horizontalament Abondance. - II. Fau. Email.

III. Fevorite. – IV. Eté. Métro. – Rie. Ego. - VI. Toto. Es. -VII. Adulent. - VIII. Tiret. Iso. - IX. Ile. Odeur. - X. O.E. II. Née. -XI. Anesses.

Verticalement

1. Affectation. - 2. Béat. Odile. -Ouverture. - 4. lole. In. -Derme. Etole. - 6. Amie. On. -Natte. Tiens. - 8. Cierge. Suée. 9. El. Oospores.

GUY SROUTY

BILLET

tripty

In Co

Bout-

HOUSE

Qua

4'BB .

mondi

defense

unce T

regroup Printed d'adhen

25.1

ir miles

hare of

de it (

COLUMN

Caracas

are non

terche p

Les di

benreft sie

aux Herbe

members.

different di

pas sesdem

most, dens

the strategy

Quant in a

CHE OR HEAD

day done

Les miari

There is a series

cour deil 2

citie, spoule

is strani čtablic ; po cs. probab

entitres ran

à disperati développée les devants

d'obtenir, p

sociaus + R

perter d'emp

tout de reco

ment derre

POPLS, NOR

changements crio peix an rocannali d

a Proprinting

SALINE MARK

Autrement

vert's deit

Constitute un

pour faire m

Etai-patrons CISL et resi négociation

sente, en out bibser apari

iches que la

vens (675 mil

de police d'un : lande de pour l'entremen de riccion de diffe

de prince on the Checket de pais de pa

### L'OPEP désemparée

15

16

1/2 .

ø.

La cederan de i irak de regrendre, 'a semaine prochaîne. es discussions avec les Nations unes sur ses ventes de pérroie mest guete ressurente pour les aumes pavs de l'OPEP. Carres I no a agit pas de lever l'entrigo décrété par la communicate internationale. max 2.8 modestement. g pototiser Bagdad à exporter du pencin trur a nauteur de 16 - 1011 to covers pour JAN Park (Sinescins les plus pressints be sa population & reste tue lengoigement des marches petrollers est tel et a ewel. Des clocks dons :68 pays #3-1" . 1 1 . 1 8.6 CLB 13 manare quantité supplémentaire de mus processes fait praindre un edinar-ment das anx. Depuis te cert are twant to be !'OPEP. M regres les sours ne dessent de gemeen venoredr. sur le -private to the co New-York to per year the pordu 39 perse. autom vetty semaine, ie osta DE ...... mover to 2 fut CFEP est tombé. DIRE. Chi "E é et les seion les calcula d'antani :# : " ... # 3791 5' Sée ferration ans Et termes reit, Tir Tirke IFFF our rond on town de Chair me ieri. - Vitter: Tas (Camero o Co es semanas les défendent this title in a contraction in licelate sers of to 1986 eles per MINE SE Green, m CONTRACTOR SECTION AND CONTRACTOR meni i

"Text" . Tons que MATE TO SEPER PERSON and a common to its production. A POTT DUE D'ÉRMA**nde de** SETTING A CONTINUE OF STREET Retire diament es du précident to 1999 this is the Arthural post. twist at the size of se replacer. att aben der britationen de pe arrent fir inte trans de

responded to warms by schustion Bris e. A., Willeman de 🐌 5 EVENOTE si eb sec-12 \*\*: 1 \*2:5 Stillet in it. I'm iten de berfe. their I the dust librargement

The second E Transporte despecté. E municipal of sacrifica plass. A Smith to miles de in that amentores per jour Districtive recités du marché Contest of the SS only There is 1 3 2 do ars. arms & sound te 'CPEP. Altur (et-) un seul élément terit de l'illine a rafformir ien they all the embergo tere as everational contre la the Effett schent mis en Terre de la l'affre de 16 - . . . . . cares par jour.

Marchard ....... Dremmer gel 47-1 : 4.10 C. 622: CU. lement is to contre le Libye One service to a voter LOND . sufficient tementer les Sturs T. Term o Sur es Pur -- aire heures. - EL . PIERRE TUQUOI

No Deces mergio de publicité V Fire s Double made

The trees, or off sanat, au scmmarginal Seren Cerrer Great a Sette nie de Total Car of par Die in en tage of section Minage 100.02.02 Te service Hurs employees Co y Print All'apper # epplant per viermon quien Cas To The Table of T ler ...... -25 Grange 

32 S. 281 10 diece - erizie de 20 18 Toning of the la Asim To See . a tempagne Cubi-Sales Conservations (1985) Cher. Ca Ca

**ECONOMIE** 

quarante-trois ens, le devise de

la Confédération internationale

des syndicats libres (CISL) va

paut-être devoir s'enrichir d'un

nouveau slogan : la défense de

**CARACAS** 

de notre envoyé spécial

d'un « nouvel ordre démocratique mondial » est inséparable de la

défense des ressources et des équi-

libres naturels, proclame en substance l'internationale syndicale, qui regroupe cent cinquante-deux orga-

cer les catastrophes industrielles ou

congrès s'est ouvert le 17 mars à

Caracas, survieot ao moment opportun. Cette organisation, que la chute du mur de Berlin e privée

de son ciment anticommuniste ori-

ginel, cherche, en effet, à se donner

nne nouvelle identité. Impératif

d'intant plus pressant qu'elle ne cherche pas à nier le reflux du syn-

dicalisme à l'Ouest et son impuis-

Les dirigeants de la CISL se

La stratégie de la CISL est bien

tières risquent d'être condamnés

à disparaître dans les économies

hangements se produiront même si

reconnaît d'ailleurs le projet de

Autrement dit, le «syndicalisme

vert» doit avoir un prix, mais il constitue nn levier indispensable

pour faire admettre le tripartisme

Etat-patronat-salariés cher à la CISL et redonner un pouvoir de

négociation aux syndicats. Il pré-

sente, en outre, l'avantage de scusi-biliser anssi bien dans les pays

riches que le tiers-monde on les

soumis aux mille congressistes.

sance au Sud et à l'Est.

Qu'on se le dise : l'édification

'environnement.

décidé d'une balsse de la production de 1 million de barils par jour. Outre que l'engagement n'est, semble-t-il, qu'Imparfaitement respecté, il est clair que le sacrifice n'est pas suffisant. Un million de barile supplémentaires par jour doivent être retirés du marché pour espérer voir les prix remonter de 1 à 2 dollars, comme le souhaite l'OPEP. A court terme, un seul élémant paraît de nature à raffermir les cours du brut : un embargo pétroller international contre la Libve. Effectivement mis en œuvre, il réduirait l'offre de 1,6 million de barils per jour. Interprété comme un premier pas dane cette direction, l'embargo aérien contre la Libye que se prépare à voter l'ONU e suffi pour faire remonter les coure du pétrole sur lee marchés. L'embellie n'e pas duré

### SOS-Dettes interdit de publicité

JEAN-PIERRE TUQUOI

plus de vingt-quatre heures.

M. François Doubin, ministre délégué à l'artisanet, au commerce et à le concommetion, e obtenu l'errêt immédiet (sous estreinte de 10 000 francs par jour et par effiche) de la publicité en faveur du eerveur Minitel SOS-Oettee. Ce eervice expose eux débiteurs des solutione pour échapper à leure engegemente. On y epprend par exemple qu'en cae de salele un agriculteur doit garder «2 vaches ou 12 chèvres ou brebis » à aon choix, «1 porc ou 24 animaux de basse-cours (...) et les « denrées nécessaires à l'alimentation de ces animaux jusqu'à la récolte suivante ». Le tribunal de grende instance d'Avignon, saisi per la direction départementale de la eoneurrence, de le eoncommation et de le répression des freudee, e estimé que le campagne publicitaire en faveur de ce service comportait des indi-

# L'OPEP

le pillage du tiers-monde. De toute évidence, cette apparition spectacu-laire de l'écologie dans le discours de la CISL, dont le quinzième défendent pourtant de verser dans la facilité. « C'est un vrai mouvela facilité. « C'est un vrai mouve-ment de fond», assure M. Reg Grenn, spécialiste de l'eovironne-ment à la CISL, dont le siège bruxellois est situé rue Montagne-aux-Herbes-Potagères... « Parmi nos membres, de plus en plus nombreux sont ceux qui réolisent que lo défense de l'environnement n'est pas seulement une nécessité en soi, mais dans une large mesure la clé mais, dans une large mesure, la clè du développement de la démocratie. Qu'on le veuille ou non, le monde est en train de modifier la façon dont il produit et dont il consomme, Les salaries acceptent ces mutations, mais ils ne doivent pas en subir toutes les conséquences. Leur coût doit être partagé, donc négo-cié », ajoute-t-il. établie : puisque certains produits jet, probablement, des iodostries développées, mieux vant prendre les devants et se mettre en position d'obtenir, par exemple, des plans sociaux. « Il peut, certes, y avoir des pertes d'emplois, mais il est impor-tant de reconnaître que l'environnement devient, sous certains rapports, non négociable et que les cela peut avoir des effets négatifs », «Programme syndical pour l'envi-rounement et le développement»

### Le Japon accorde une aide de 16 milliards de yens an Pérou

TOKYO

de notre correspondant

A l'occasion de la visite du prési-deut péruvien, M. Alberto Fuji-mori, la semaine dernière, le Japon a annoncé un plan d'aide au Pérou d'un montant de 16 milliards de yens (675 millions de francs). Ce plan comprend une aide gratuite de 3,5 milliards de yens, assortie de prêts d'un montant de 12,5 milliards de yens qui seront versés par l'entremise de la Banque interamé-

ricaine de développement. L'aide gratuite de 3,5 milliards de yens est la contribution la plus élevée de ce genre accordée par le Japon. En décembre, Tokyo avait déjà fourni au Pérou une aide gratuite d'un montant presque équivaliards de yens. Tokyo témoigne ainsi son intérêt pour un pays qui pourrait devenir une tête de pont de la présence nippone en Amérique latine (le Monde du 22 octobre 1991). lent ainsi que des prêts de 54 mil-

La CISL prône un «syndicalisme vert» «Pain, libarté et paix»: le qui souffrent du bilan écologique désastreux de quarante années de triptyque qui exprime, depuis

La voie est tracée mais elle est difficile. Dans les anciens pays socialistes, on redoute d'ebord l'indifférence de la population. « En Roumanie, les gens veuient un emploi et un salaire décent; l'environnement vient ensuite », reconnaît M. Miron-Tudor Mitréa, dirigeant du nouveau syndicat Fratria, qui o'a pourtant pas hésité à s'opposer à la réouverture de certaines usines par trop polluantes. Mais les moyens financiers sont largement insuffisants et, ponr l'heure, Fratria ne peut que sillonner le pays avec un minibus équipé pour effectuer des prélèvements et, lorsqu'il le faut, « appeler les gens à ne pas boire l'eau prétendument potable », sans que ses mises en nisations et cent dix millions d'adhérents dans cent buit pays. Il ne s'agit plus seulement de dénongarde soient toujours écoutées.

#### Dépasser les contradictions

Quant aux pays en voie de développement, ils ne peuvent que favorablement accueillir le discours de la CISL, qui établit un parallèle entre la détérioration de l'environnement et le respect des droits de l'homme, notamment syndicaux. La confédération admet pourtant que certains représentants de ces pays « redoutent que cette préoccu-pation soit d'abord liée aux intérêts des pays développés», inquiets devant la concurrence que subissect certains de leors secteurs iodustriels. Sans oublier que, dans le tiers-monde, « les besoins économiques pressants et l'existence de ressources limitées constituent des obstacles importants » an «syndica-

Pour dépasser ces contradictions, la CISL est décidée à faire pression sur la CNUCED (la Conférence de

**NEW YORK** 

de notre correspondent

Le Congrès américain a adopté, vendredi 20 mars, un texte législatif résultant d'uo compromis passé entre le Sénat et la Chambre des

représentants et accordant des avan-tages fiscaux aux ménages à revenus

fiscale accrue sur les plus riches. Le président Bush a sussitôt fait savoir

qu'il mettrait son veto à ce compro-

mis fiscal qui, seion lui, aura pour effet d'a augmenter les impôts sans créer d'emplois ».

A une majorité plus étroite que

prévu (211 voix pour, 189 contre à la Chambre des représentants,

la Chambre des représentants, 50 voix pour, 44 contre au Sénat), le Congrès a adopté un plan de prélèvement de 60 milliards de dollars (336 milliards de francs) sur les revenus des 1 % d'Américains les plus fortunés pour les redistribuer sous forme de 42 milliards de crédits d'impôts aux contribuables appartenant à la middle class.

Ces dispositions scront financées par un relèvement de 31 % à 36 % du taux maximum d'imposition

avions, aux bijoux et aux fourrures,

u Vendredi noir » dans les ban-

ques aliemandes : donze mille gré-vistes. – Les banques allemandes

ont conno leur « vendredi noir ».

Douze mille grévistes ont répondu

à l'appel du syndicat des employés

DAG. Il s'agit de la plus grande grève dans ce sectenr depuis la naissance de la RFA. Les employés

ont cessé le travail dans six des

seize Lander, avec un point fort au

nord du pays, notamment à Hano-vre et Brême, où une centaine d'agences bancaires sont restées

fermées. Le syndicat DAG et le

syndicat HBV, également représen-

tatif du seeteur bancaire qui emploie 430 000 personoes, récla-

maient, au départ, 10 % de hausse

des salaires. Ils ont, depuis, déclaré-qu'ils étaient prêts à troever un

compromis nutour de 6,5 % d'aug-

mentation alors que le patronat refuse d'aller au-delà de 5 %.

ns en échi

Destiné à favoriser la classe moyenne américaine

Le compromis fiscal voté par le Congrès

se heurtera au veto du président Bush

l'ONU sur le développement), la Banque mondiale, le FMI (Fonds monétaire international) ou la BERD (Banque pour la reconstruction et le développement). Appuyée par l'Organisation internationale du travail (OIT), elle propose d'étaborer une convention internationale de l'information sur la protection de l'environnement dans l'entreprise. d'inclure des « clauses sociales et écologiques » dans les dispositions adoptées par le GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), afin de pré-venir les distorsions de concurrence et de susciter les études d'impact sur l'environnement dans le cadre des politiques d'aide internationale. De même, la CISL suggère de rédnire une partie de la dette de certains pays eu échange du lancement de programmes écologiques. En tout état de canse, estime l'internationale syndicale, « la création d'un organisme inter-national, doté d'un pouvoir de déci-sion pour résoudre les problèmes d'environnement, constitue le point

En décidant d'intégrer prioritairement l'environnement dans sa démarche, la CISL répund eux nttentes de nombreuses organisa-tions d'Europe et d'Amérique dn Nord (notamment la puissante Fédération des travailleurs de l'automobile) et du Brésil. Les outres syndicats, parmi lesquels la CFDT et FO pour la France, sont certes favorables à cette attitude, mais ils n'ont peut-être pas encore saisi toutes les conséanences que cette démarche peut evoir sur certaines pratiques syndicales au quotidieu. A commencer, insiste la CISL, par la nécessité de « donner davantage

de départ des actions à entrepren-

JEAN-MICHEL NORMAND

mum de 2 000 dollars sur les reve-

nus déposés en compte d'épargne...

Sans attendre que ce texte de

compromis soit déposé officielle-

ment sur soo bureau à la Maison

Blanche, ce qui lui permettrait alors

d'apposer effectivement son veto, le

président Bush a envoyé au Congrès

une loogue liste de soixante-sept.

propositions totalisant 3,6 milliards

de dépenses déjà approuvées par le

Congrès au titre de l'exercice fiscal

Dans le même temps, le Trésor

annonçait un déficit de 48,8 mil-

liards de dollars (273 milliards de

francs) pour le mois de février, en

sugmentation de 86 % sur les

26,2 milliards de l'année précédente

à la même époque.

en cours et qu'il veut supprimer.

### La préparation du XI<sup>e</sup> Plan

### Cinq commissions, neuf groupes et leurs présidents

M- Edith Cresson a nommé, jeudi 19 mars, les présidents des commissions et groupes qui nuront pour tâche de pré-parer le XI- plan et, selon le communiqué de l'hôtel Matignon, de «contribuer à éclairer gnon, de contribuer à ecaleries choix d'avenir du gouverne-ments. Le XI- Plan couvrirs une période de cinq ans allant de 1993 à 1997, de la pre-mière année du marche unique sux premiars pas de la monnaie unique européenne.

Cinq commissione ont été constituées sur les thèmes sui-vants: «L'Etat et les services publics en t'an 2000», présidée per M. Christian Blanc, PDG de la RATP; «La compétitivité francaises, présidée par M. Jean Gen-dois, PDG de Pechiney; « Agricusture et développement rural», présidée par M. Philippe Mangin, président du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA); «Cohé-sion sociale et prévention de l'exclusion», présidée par M. Bertrand, Fragonard, délégué interministériel au RMI; «Environnement, qualité de la vie, croissance» présidée par M. Bertrand Collomb, PDG de Lafarge-Coppée. Ces commissions seront composées de patrons, de syndicalistes de hauts fonctionnaires et d'experts.

Quatre groupes transversaux auront pour rôle d'animer les débats dans les commissions sur lee thèmes «Monde-Europe», « Perspectives économiques », « Emploi ». Le premier, qui com-prendra une trentaine de per-sonnes, sera présidé par M. Pascal Lamy qui dirige le cabinet de M. Jecquee Delors à la Commission de la CEE; le deuxième, qui comprendra huit experts et huit

per M. Jean-Michel Charpin, qui dirige le service des études éco-nomiques de la BNP; le troisième qui comprendra une vingtaine de personnee, sera prézidé par M. Bernard Brunhes, actuellement PDG de Brunhes - consultant et ancien conseiller de M. Pierre Mauroy quand il était premier ministre. Un groupe «outre-mer» d'une vingtaine de personnes sera pré-sidé per M. Gérard Belorgey, préfet, ancien directeur des affaires économiques, sociales et culturelles de l'outre-mer.

Enfin cinq groupes travailleront à côté des commissions sur les thèmes de «l'éducation et la formetion » ( M. Michel Praderie, directeur général de l'AFPA), de la «création culturelle» ( M. Marin Karmitz, cinéaste et producteur), de la «décentralisation» (Mrs Martine Buron, urbaniste et maire de Châteaubriant, en Loire-Atlantique), de «la recharche et technologie» ( M. Guy Paillotin, préeldent du comité national d'évaluation de la recherche), de «le ville» ( M. François Geindre, maire d'Hérouville-Saint-Clair, dans la Calvados.

L'ambitinn du XI. Plan et de M. Jean-Baptiste de Foucauld, la nouveau commissaire nommé le jenvier demler (le Monde du 10 janvier) en rempiacement de M. Pierre-Yvaa Cossé est de « sélectionner quelques objectifs clés à partir d'une analyse prospective des forces et faiblesses de la France; d'afficher des règles du jeu et des principes; de définir les lignee de force des politiques publiques avec le souci d'en évaluer régulièrement les résultats; de favoriser le cohérence des stratégles nationales et régionales».

Les collectivités locales venant à la rescousse

### Le personnel de la compagnie Bas-Rhône-Languedoc met fin à sa grève

MONTPELLIER

de notre correspondant

Le personnel de la compagnie Bas-Rhône-Languedoc (BRL), principal fournisseur d'ean de la région Languedoc-Roussillon, a mis fin, ven-dredi 20 mars, à la grève qu'il avait lancée la veille. Il demandait des assurances sur la mise en place du plan de redressement de l'entreprise annoncé en septembre dernier, qui prévoyait notamment une augmenta-tion de capital de 50 millions et un ton the taginal de 30 minutes et als emprunt du même montant, afin de couvrir le déficit de la compagnie (100 millions, pour 480 millions de francs de chiffre d'affaires).

(273 milliards de lois de février, en le 86 % sur les l'année précédente le.

SERGE MARTI

immédiatement une avance sur si prise de participation dans le capital de 2,5 millions. Le conseil général de l'Hérault prête sans attendre 6 miltions et renonce à exiger le rembour-sement des 5,2 millions prêtés à la compagnie l'an dernier. Le conseil géoéral du Gard a, de soo côté, décidé d'evancer 5 millions immédia-

Ce geste a permis de désamorcer un conflit social qui commençait à perturber le fonctionnement de l'agriculture régionale : des coupures d'eau avaient été constatées dans plusieurs communes de la région, privant d'ir-rigation environ 100 000 hectares de terres. Mais la compagnie ne sera sortie d'affaire que lorsque tous les partenaires se décideront à mettre en place rapidement la totalité du plan de redressement. Sur ce point, syndi-cats, direction et collectivités sont

JACQUES MONIN

La concurrence entre les chaînes privées allemandes

### Springer reprend les parts de la CLT dans Telefünf

du taux maximum d'imposition pour des revenns dépassant 115 000 dollars pour un célibataire et 140 000 dollars pour un couple et par nn impôt supplémentaire de 10 % pour tous les revenus supérieurs à 1 million de dollars par an. Les antres dispositions principales sont : la réduction du taux d'imposition des plus-values que souhaitait le président Bush, la suppression de la taxe applicable aux bateaux, aux avions, aux brioux et aux fournires, vendre eu groupe de presse Axel Springer les 24 % d'actions qu'elle détenait dans le capital de la ebaîne privée Telefünf. Cette ebaine privée l'élérunt. Cette «Cinq» allemande touche environ 9,6 millions de foyers et, bien qu'elle détienne 2,8 % do marché allemand, elle reste déficitaire. Springer détenait déjà 25 % de Telefunf, le groupe italien Berlusconi et Telemunchen/ABC se partageant le reste du capital.

Le retrait de la CLT est un épisode dn conflit qui l'oppose au géant des médias allemands Bertelsmann. Avec respectivement 48 % et 38,9 % de la principale chaîne privée allemande, ils sont associés dans RTL-Plus et liés par une clause de non-concurrence. Or la CLT, qui evait accepté que Ber-telsmann lence Première (une chaîne payante), s'oppose au dernier projet de Bertelsmann, nne chaîne d'information snr le Westschiene Kanal attribué par les Lander de l'Ouest. Bertelsmann répliquant que la CLT était elle aussi actionneire d'une antre

La Compagnie luxembourgeoise ment toutefois que le conflit pour-de télédiffosioo (CLT) vient de rait aller jusqu'à la fin du pacte autour de RTL-Plus.

D Cent quinze licenciements à

La Cinq. - Environ cent quinze salariés de La Cinq - dont une trentaine de techniciens et une vingtaine de journalistes - ont été avertis oralement de leur licenciement; les lettres officielles le leur confirmant devaient être expédiées ces jours-ci. C'est avant le 25 mars que M. Silvio Berlusconi doit pré-senter le tour de table qu'il cherche à réunir pour une première angmentation de capital de 700 millions de francs. Son plan doit être evalisé par le tribunal de com-merce, pois par le Conseil sapé-rieur de l'audiovisuel. S'il est possible qo'Hachette participe à cetle opération de reprise - qui lui éviterait, en partie, les conséquences financières d'un arrêt total, - les banques actionnaires seraient, de lear côté, découragées par les pers-pectives de la chaîne. Les recettes des deux premiers mois de 1992 (80 millions de francs) sont, en chaîne, la CLT vient de lui ôter cet argument en se retirant de Tele-funf. Certains observateurs esti-de la réglementation.

### Lors des élections professionnelles Léger recul de la CGT à la SNCF

Selon les résultats reodus publics, vendredi 20 mars, par la direction de la SNCF, les élections professionnelles confirment la pre-mière place de la CGT, malgré une légère érosion, et une stabilité glo-bale des autres organisations.

Pour les comités d'établisse-Pour les comités d'établissements, avec un taux de participation de 85,12 % pour 206 217 inscrits, la CGT obtient 41,87 % des suffrages, contre 44,18 % eu 1989 (-2,31 points). FO baisse égalemeot, en passant de 7,10 % à 6,73 %. Les autres organisations progressent très légèrement: la CFDT passe à 28,96 % contre 28,23 % en 1989, la CFTC à 7,06 % contre 6,44 %, la FGAACagents de conduite antonomes à 3,80 % contre 3,42 %, et la FMC cadres à 10,28 % contre 9,31 %.

Aux élections des délégués du Aux élections des délégués du personnel, avec un taux de participation de 85,74 % pour 198 130 inscrits, le recul de la CGT est plus faible: 44,01 % contre 45,44 % en 1989. La CFDT est en baisse (29,40 % cootre 29,67 %), mais toutes les aotres organisations bénéficient d'une légère hausse ou sont quasimeot stables: FO (5,64 % cootre 5,34 %), CFTC (5,53 % contre 5,06 %), FGAAC (3,23 % contre 3,24 %), FMC (10,91 % contre 9,88 %).

1 15 14

Ma . milion : tom

TS CROISES

# Les grands méchants taux

INDICE CAC 40 Les mois de mars se suivent et ne rsasemblent pas. Portée par le libération du Koweit et la fin de

la guerre du Golfe, ls Bourse de Paris volsit en msra 1991 de succès en succès. Las, cetta ennée et depuis trois semeinee, elle sureit plutôt tendanca à se morfondre, voire à a'inquiétar de tout at même de son ombre. Conséquence, sur les cinq séances da la semaina, quatre sa sont conclues par des balsses et le repli global stteint 1,44 %, La cause presqua unique de ses tourmants, on le trouve una nauvalle fais du côté du MATIF et des taux d'intérêt, Peradoxe dont les marchés financiers sont cautumiers, la confir metion, tant aspéréa, da le reprisa éconnmique américaine sst maintenem une source d'inquiétudes I La logique des invastissaure est la suivante : tnute reprise de l'activité ve dans le sens d'une haussa das taux et génère de l'inflation. A partir de ce principe Imparabla, le redémerraga même paussif da le croissance nutre Atlantique st ensuite en Eurapa, est «un bian

qui peut faira mal ». Dàs lundi metin, à l'nuvarture de la séance, la ton était donné. Le lourde chute (-3%) da Tokyn, revenu à sea niveaux de février 1987, antraînait Peris dans son sillage. La beissa du MATIF, affacté par les tensions sur l'amprunt du Tréeor américain à trents ans, et l'accuail plus que réservé du plan d'épargne an actions concocté par le ministère das finances ne réchauffaiant pas l'atmnsphère. La baisse attaignait même 1,30 % sn milieu da matinée at un petit redrasaement

dans l'après-midi permettait de limiter les dégâts à un repli de 0,92 %. Pourtant, le lendemein, un vent d'optimisme venu de l'sutre côté de l'Atlentique permettalt eu marché français de retrouver le chemin de la hausse. Les statistiques américaines pour le moie de février, notemment sur la production industrialle en progression de 0,8 % et sur les misas en chantier et les permis de construire, en hausse respectivement de 9,6 % et 4,4 %, ennfirmaiant la reprisa da l'activité. Du coup, l'indice CAC 40 sméliorait sa performance tout su long de la journée pour finir sur une hausse de 0,74 %. Répit de caurte duréa, pulsque, spràs svoir ouvart sur un petit gain mercredi, las valeura françaises rapartalant rapidament vars la baisse sous l'Influence des taux. Si le loyar de l'argant su jour le jaur restsit sous les 10 %, le MATIF était particuliàrement chahuté. Phénomène aggravam, l'epproche des élections régionales éloignalt les invastisseurs étrangers de la place parisianne. En fin de séanca, les pertes attelgnaiant

#### Paralysée par les élections

Jeudi, la Boursa entrelt catte foia résulument en hibernation pour causa d'échésnce électorala imminanta. Dane des volumes da transactions faméliques, les opéretaurs jousient à sa feire peur avec des rumsure de hausse des taux da le Bundesbank. Le MATIF continuait donc à plonger et laa valaurs françaises per-dsient an clôture 0,32 %. Enfin, le dernier jour da le aamaine boursière se situait dans la droita ligne da jeudi, soua le signa da l'indécision et da l'ettentisme. Una inectivité digne « de la veille d'un 15 aoûts, expliquaient les

d'une séance « pour rien », l'indice effichait une toute petite baisse de 0,15 %.

Dans ce contexts morose, peu ds valsurs se sont réaliement détechées du lot. Parrier, pour ceuse d'OPA, fait évidamment partis des raree exceptions, surtout après la décision lundi du tribunal de commerce de mettre eous séquestre les titres représentant l'eurocontrôle (13,8 %) et cédés è Saint-Louis. De façon étonnante, ce jugement, qui ralanca la batalife boursière entre le tendem Nastlé-Indosuez et Agnelli, n'a pss entreîné uns flambée du titre. Au contraire, après un plus haut da 1 664 francs lundi an séance, l'action Perrier n's cessé de baisser pour se retrouver à 1 546 francs vendredi à le clôture. Un recul que les anelystes expliquent par un dégonflamant de le spéculation. Les deux cemps en présence sont maintenent condemnés à négocier et les opportunistes prennent leur bénéfice. Autra titre ramarqué cette

semaine, Pechiney international, qui e été autorisé mercredi per Bercy à céder ses activités « sluminium s et « emballege s à se maison mère Pechiney. Pechiney International vs pouvoir ainsi se désandetter de façon significative. Du coup, l'action gagneit près da 5 % mercredi dans des échanges importents qui repré-sentaient 7 % du volume global des transactions de la joumée.

Mais les véritables vedettes de le eemaine unt été les autorités baursières. La moina que l'an puisse dira, c'eat qu'alles ns sa ménagent pas. Non enntentes da régler cetta semaina la sort das OPA (le Conseil des Bourses de valaurs), alles se penchant au chevat d'un secand marché

maiade (la Commission des opérations de Buursa et le Société des Bourses françaises). Déjà en partie clarifiés par la jurisprudence née de l'affaire Parriar et des jugements des tribunaux de Nimes et de Peris, la réglamentation das OPA l'est définitivament è la evite de la décision du Conseil des Bourses de valeure de modifier son règlement générel. L'offre publique portant sur 66 % du capital de la suciété visés, une originalité bien francsiss, a vécu. Désormsis, les OPA at OPE davrant parter sur 100 % du capital. Le ministère des finances s'est empressé de déclarer qu'il hamologuare rapidemant ses modifications. Ellas lui seront soumises officialisment le 8 avril. Nul daute que l'activisme des actionnaires minuritaires dans l'affaire Pinsult-Printemps et dans calls au dénousment plus heureux autour d'Exor et de Perriar a parmis

Créé en 1983 pour permettre aux PME et PMI de s'accimatar è la Bourss, le aacond marché ne s'est jamais remis du krach d'octobre 1987. Cansidéré lars de sas pramièras annéas d'existenee comms un casinn, il ast devenu ensuita aux yeux de nombraux investissaurs un marché piègs d'nû li ast împassible de sortir quand is tandance est défavorable. Pourtant, les petites et moyannes antreprises françaisas nnt besoin d'un accès au marché financiar paur financar leur dévalappement. Des propasitinns de ralance du seennd marché devraiant ainsi être far-

Mines, caoutchouc

d'eccélérer les réformes.

mulées d'ici à l'autamne. FRIC LESER

619

90,10 + 163,30 -54,60 -2,08

### <u>Pétroles</u>

	20-3-92	Diff.	
BP-France ELF-Aquitaine Esso Primagaz Sogerap Total (div. par 4) Exxon Petrofina Royal Dutch		+ 2 - 7,10 + 99 - 25 - 1t - 9,80 - 5,70 - 34 + 0,76	

### **Alimentation**

20-3-92	Diff.
615	+ 1
2875	- 2
1086	- 15
2 549	- 12
159	- 7.40
1 650	- t0
4 480	- 135
167	<b>1</b> - 3
t 498	- 15
3 467	+ 57
1 299	- 98
t 548	inch.
36 000	+ 950
	615 2875 1086 2549 159 1650 4480 167 t 498 3467 1 299 t 548

### **Pétroles**

	20-3-92	Diff,
BP-France  ELF-Aquitaine  Esso  Primagaz  Sogerap.  Total (div. par 4)	t20 357 759 700 394 230	+ 2 - 7,10 + 99 - 25 - 11 - 9,80
Petrofina	313,70 1 704 430,20	- 5,70 - 34 + 0,70

### Métallurgie,

	20-3-92	Diff.
Alspi Dassault Aviation	3t8	- 2,t0
Dessault Aviation.	341 1 509	+ 1
Fives-Lille	380	+ 7
Peugcot	725	+ 4
SAGEM Strafor, Facom	t 785 764	- 16
Valeo	703	- '2
Veliourec	258,30	- 5,70

Matériel électrique					
	20-3-92	Diff.			
Alcatel-Alsthom	598	- 5			
CSEE	300 2 258	+ 25 - 22			
Intertechnique	820 720	+ 37			
Legrand	4 110	- 1iō			
Lyon, des eaux	497 164,50	- t - 13.50			
Merlin-Gerin	511	– tt			
Moulinex	18t 640	- 5,50 + 9			
5EB	2 041	+ 9			
SextAvionique Thomson-CSF	23t 155	- 7			
tBM	489,50 370,20	- 15,80 + 9,20			
Schlumberger	323,90				
5iemens	2 273	- 7			

### Bătiment, travaux publics

	20-1-92	Diff
Auxil d'entr	1 001	- 44
Вопувиса	596	- 19
Ciments français	320,20	- 9,80
GTM	377	- 8
lmmob. Phénix	147	+ 3
J. Lefebvre	940	- 10
Lafargo-Coppée	349,70	- 0,30
Polict	522	t3
SGE-SB	243	+ 1

### Valeurs diverses

7 444 444 444 444	900		
	20-3-92	Diff.	AGF
Accor	748	- 26 .	AXA (cx-Cie
Air liquide	757	- 16	Bail Equipem
8iç	671	- ž	Bancaire (C
Bis	350,40	+ 17.50	Cetelem
CGIP.	1 220	- 30	CCF
Club Med.	526	_ 9	CFF
Elf Sanofi	1 184	- 10	CF1
Essilor	400	+ 1.50	Chargeurs
Euro Disney	t61.30	+ 0.50	C. Local de f
Europe I	910	- 41	CPR
Eurotungel	42,50		Eurafrance
Groupe Cité	522	+ 2	GAN
Hacheue	170,10	- t2.60	Locindus
Havas	492,50	- 6.80	Paribas
Marine Wendel	332	- 12	Schneider
Navigation mixte		- '4	Société génér
Nord-Est	112.10	- 2,70	
L'Oréal	782	- 6	Suez (C4 fin.
		_	

Accor	748	( <del>-</del>	20 .	~~
Air liquide	757	I	16	Bai
8iç	671	l-	2	Bar
Bis	350,40	l+	t7,50	Cet
CGIP	1 220	<b>I</b> -	30	cc
Club Med	526	l-	9	CF
Elf Sanofi	1 t84	l-	10	CF
Essilor	400	1+	1.50	Chi
Euro Disney	t61.30	l+	0.50	C. i
Europe I	910	ļ_	41	CP
Eurotuagel	42,50	i-	1,45	Eur
Groupe Cité	522	۱+	2	GA
Hacheue	170,10	1-	12,60	Loc
Havas	492,50	1-	6.80	Par
Marine Wendel	332	]_	12	Sch
Navigation mixte	1 121	<b>I</b> –	4	Soc
Nord-Est	112,10	-	2,70	Sov
L'Oréal	782	l-	6	Suc
Saint-Gobain	526	+	5	UA
				۸ <del>.</del>

MATIF Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 20 mere 1992 mbre de contrats : 93 996 environ.

COURS	ÉCHÉANCES				
COOKS	MARS 92	JUIN 92	SEPT. 92	DÉC. 92	
Premier	t06,06	107,72	801	-	
+ haut	t06,14	107,76	108-	-	
+ bas	t05,88	107,48	107,78	-	
Dernier	105,98	107,60	t07,82	-	
Compensation	105,98	107,58	107,82	107,90	

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)					
	13-3-92	16-3-92	17-3-92	18-3-92	19-3-92
RM	2 260 017	2 780 694	2 499 508	2 466 341	2 366 467
R. et obl. Actions	2 989 767 127 219	4 509 396 64 625	7 414 248 83 643	4 861 763 632 506	5 189 692 195 783
Total	5 377 003	7 345 715	9 997 399	7 960 610	7 751 942

#### INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1991) 101,8 INDICES CAC (du lundi au vendredi) 20-3-92 16-3-92 17-3-92 18-3-92 19-3-92

523,4 522,7 524,4 522,3 520,3 Indice gén. (base 1000, 31 décembre 1987) 

### **Produits chimiques**

Diff.	
+ 380 - 20 - 15 + t + 10 + 13	Géophysique
	+ 380 - 20 - 15 + t + 10

### Banques, assurances,

20-3-92

t85,30

667 516

	VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)			
_	Nore d			
	Source Perrier . 4508	95 724 499 825		
	AkcAlschom 10399 Euro Disn. SCA 32878	26 532 640 232		
0	Saint-Gobain 10040 Gle des Eaux 2302	06 522759546		
0	Elf-Aquitaine 12514 LVMH 1012	80 425 889 973		
0	Total cat. 8 16849 BSN 3511:			
Ō	Peugeot SA 436 4 Air liquide 395 5			
	Laf. Coppée 847 1- Oréal (L') 326 5	48 291 065 547		
0	Rhone-Poulenc 435 4	76 255 176 324		
0	(°) Du vondredi 13 ma 19 mars 1992 inclus.	rs 1992 au Jeudi		

### LES PLUS FORTES VARIATIONS

Valcurs	Hausse %	Valeurs	Bresse
	+ 154 + 154 + 154 + 155 + 155	Saint-Lours Maira Audré SA SPIM Source Perrier CFF SCOA Bascaire (C4] Hachette Caseno Printagae MAIB SCOR SA Auail. Entropr.	- 67 - 55 - 55 - 55 - 52 - 5 - 45 - 45 - 45

## MARCHE LIBRE DE L'OR

	Cours 13-3-92	Cours 20-3-52
Or So Julio on berret	83 200	62 100
- fullo en lingati	63 100	82 150
Price française 120 ft.1	356	361
■ Pièce française (10 fr.) _	435	449
Pièce saloso (20 fr.)	360	381
Pièce latine [20 f.]	383	388
Pièce tunisierne (20 fr.) .	385	356
Souverain	484	452
o Soverein Habeth I	474	485
o Deni-soverski	340	340
Pièce de 20 dollars	2 085	2 085
- 10 dollars	1 162,50	1 040
e - 5 dollars	700	890
- 50 peecs	2 375	2 330
e - 20 maris	457	430
- 10 Series	382	370

NOCEDOW JONES Face sux signes de reprise éconnmique aux Etsts-Unis et sans accélération de Sans acceleration de l'inflation, Wall Street a connu une semaine favorable. Les investisseurs

ont retrouvé des raisnos d'être optimistes, même s'il n'était pas question d'euphorie. Les gains sont d'silleurs restés limités dans l'attente de le poblication des résultats trimestriels des entreprises américaines. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a cloturé vendredi à 3 276,38 poiots, en hausse de 40,47 points (1,25 %) par rapport à la semaine dernière. Le gouvernement américain s

publié cette semaioe une rafale de statistiques enenurageaotes sur l'état de santé de l'économie (forte bausse des mises en ebsotier de logements et nette reprise de la production industrielle eo février, légère baisse du déficit commercial en janvier et recul des demandes d'allocations chûmage début mars).

La Réserve fédérale a aussi conforté le marché en publisot mercredi une étude indiquant que l'économie américaine donne des signes de reprise dans plusieurs secteurs d'activité alors que les

### **NEW-YORK**

### Portée par la reprise chefs d'entreprise se muntrent légè

rement plus optimistes. En dépit de ces bunnes nouvelles, les investisseurs ant peu bougé, préférant attendre confirmation de cette smorce de reprise svec le publication, vers le miavril, des résultata des cotreprises américaines pour le premier trimestre 1992. De plus, le niveau des liquidités dont disposent les opérateurs a nettement diminué et ces derniers sont devenus plos sélectifs dans leur choix de titres. Indice Dow Jones du 20 mars,

3 276,38 (C. 3 23	15,91).	
	Cours 13 mars	Cours 20 mars
Aicos	69 1/8 38 1/4 44 3/4 23 1/4 44 1/2 42 5/8 57 1/8 36 5/8 71 1/8 62 1/4 89 5/8 63 3/8 61 5/8 71 3/4 57 1/4	70 3/8 40 5/8 44 5/8 44 5/8 25 1/8 46 3/8 40 1/2 78 5/8 39 1/8 67 1/4 58 1/2 71 56 3/8
Texaco	58 7/8 145 1/4 24 7/8 51 3/4 19 5/8 75 1/4	57 151 25 53 3/8 19 5/8 76 7/8

100

IEV.

1: "

QE --

0.T

77.55

77.

• • •

0.F.

Bester

fles: :.

e de la

### TOKYO

### Poursuite de la baisse vement établie, ne rassuraient pas

La Bourse de Tokyo a poursuivi sa baisse, le Nikkei passant même sous la barre des 20 000 yens lundi. L'indice est tnutefois remonté eo fin de

semaine pour terminer jeudi à 20 185,09 (vendredi la place était fermée pour cause de jnur férié – équinoxe de prin-temps). Sur les quetre joors, le Nikkei a perdu 270,97 yens (- 1,32 %) après un reeul de 2,60 % la semaine précédente. Le volume des transactions s été en hausse à 440,15 millions d'actions échangées contre 330,2 millions la semaine précédente.

Le marché est també lundi su plus bas depuis le 16 février 1987 (19 531,52), le Nikkei perdaol (618,90 yens (- 3,03 %) à 119 837,16 yens. Les investisseurs restaient déprimés par l'environne-ment économique el politique au Japon tandis que l'approche de la fin de l'année fiscale oippone (31 mars) provoquait des ajuste-ments de position. Mardi, les propos rassurants du ministre des finances, scion lequel «la situation s'améliorerait » des que la compta-bilité des entreprises serait définiti-

## LONDRES

### Affectée par les élections - 0.8 % La Bourse de Londres a vécu au

rythme des sondages et des statistiques économiques décevantes pendant la semaine écoulée, perdant encore 0,8 % après les débuts peu prometteurs de la campagne du DE COURS HEBDOMADAIRES (RM) gouvernement conservateur en vue des élections générales du 9 avril. Le marché, traditionnellement favorable sux conservateurs, a été secoué mercredi par la publication de deux sondages donnant cinq points d'avance aux travaillistes après la présentation du contre-budget de M. Jahn Smith, chancelier de l'Echiquier du « cabinet fantôme ». Les mauvaises statistiques ont aussi continué à pleuvoir : baisse de la production industrielle en janvier, hausse du chômage en février, à son plus haul niveau depuis qualre ans et demi, meintien de l'inflation à 4.t % en rythme annuel le mois dernier alors que les analystes espéraient une baisse. Indiees du 20 mars : 100

valeurs, 2 456,6 (c. 2 476); 30 valeurs, 1 916,5 (e. 1 935,8); Fonds d'Etal, 86,06 (c. 86,36); Mines d'or, 123,4 (c. 123,9).

	Cours 13 mars	Cours 20 mars
Bowater BP Charter Courtaulds De Beers Glaxo GUS ICt Reuters Shell Unifever	7,68 2,62 4,93 5,14 13,46 7,84 19 12,53 11,23 4,47 9,27 1,54	7,75 2,61 5,03 4,68 15 7,62 19,40 12,30 11,42 4,43 9,11 1,53

Toutefois, le marché eoregistrait uo sursaut jeudi à la suite de spéculations appuyées d'une baisse des taux de la Benque du Jepon, actuellement de 4.5 %. «Si la baisse du layer de l'argent est de sion favorable sur le marché, alors que si elle n'est que de 0,5 point elle n'nura qu'un faible impact », affirmait un opérateur. Nippon Telegraph and Telephone (NTT). qui svait enregistré freize séances consécutives de baisse jusqu'à mardi, a lermioé la semeine é 663 000 yens, contre 656 000 yens vendredi dernier.

Intalement les intervenants. Le

Nikkei s'appréciait de 0,4 % evant

de rechuler mercredi. - 0.77 %.

	Cours 13 mars	Cours 19 mars.
Akai	540 t t00 t 310 2 030 t 470	515 1 100 1 280 2 000 1 520 1 310 584 3 930
Toyota Motors	1 260	1 380

### FRANCFORT Consolidation

+0,21 % Expectative et atteotisme onl été les meîtres mots cette semsine à Francfort, où l'on attend mujours des stimulants pour relancer la hausse. Dans ce contexte calme, l'indiee iostantané DAX a gagné 0,21 % à 1 736,30 points. Les investisseurs attendent des signes de reprise économique en Allemagne pour revenir sur le marché. Mais la résistance de Fraocfart constatée ces dernières semaines en dépit de l'absence de bons indicateurs éconnmiques mantre que la clientèle internationale est toujours intéressée par le merché boursier aliemand. Le volume des échanges sur les marchés des actions des huit places boursières allemendes s'est élevé cette semaine à 33,94 milliards de deutschemarks, contre 28,25 milliards la semaine dernière.

Le marché abligataire a fluctué dans une marge étroite. Le taux de rendement moyen des emprunts publics a tourné autour de 8,1 %. Indices du 20 mars : DAX. 1 736,30 poiols (c. 1 732,64); Commerzbank, 1 992,9 points (c. 1 992,7),

		Cours 13 mars	Cours 20 mars
	AEG BASF Bayer Commercbank Deutschebank Hoechst Karstadt Mannesman Volkswagen	218,50 245,10 294,30 264,10 724,60 253,60 657 280,20 672	217 247 298 262,60 724,30 259,60 659 283 673,50

MARCHE INTERNATIONAL DES CAN Deux emprunts

The Section of the Se

ement

### MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

## Deux emprunts sortent du lot

Dans l'ambiance très maussade qui régnait ces derniers jours dans tous les compartiments du mar-ché international des capitaux, rares not été les nonvenx emprunts à se mettre vraiment en évidence. Deux euro-émissinns ont su toutefois retenir l'attentinn des spécialistes. Elles ant tautes les deux été hien accueillies par les investisseurs, mais elles se distinguent surtnut par des aspects techniques qui en fint des npéra-tions de référence.

7 . L. 40

north

1

-L 22 32

.4"C2. 📚

 $\circ \circ_{\mathbb{A}_{\mathbb{Z}}} \circ_{\mathbb{A}_{\mathbb{Z}}}$ 

. 41 Jan

4" 1 1242

7. F 7.

- T.F. 1932

\*V2.

٠٠:٦ ---

· \*\* 22

1. 17023

. .

1 To 4 12

11 1.77

 $s \sim 0.25 \, g$ 

772.63.

7. 7. 12.

7475 MARCH

17 L 27.7

200

. : :::::

1.00

بو د: : : 1. 计型电路

·· = 34...

11 11 11 11 11

: <u>1000</u>

· · · =

1.00

1.00

. . 17.

1. 200

Sec. 2.12

10 12 12 12

1.14

تنفذت والسرا

1: 18 2 -

. t.122 ·

:-: \*\*\*

rope! +

miell

rions

12...C

4.5

· - - - 5

 $(\lambda, \chi_2)$ 

No. of the last of

Server prairies

mer de trebys

the 19 Marri

10 70 kg

# 549 54.744 . # 4/7

86 1-9 86 1-9

N 15

was 4 march

· 地名 · 中央委员 (

in server arrive at

A See Mile World

Sep 2 a Madiga, Militaria eminera

-

500 SA Aza

I In Weber fiel.

IN Francisco

SCHOOL SHEET ME

g and becomes to the

Action of the control of the control

to the same in

-

met DAI

. . YEL 34.

Mi. F Bounds

22 C.m.s.

me . MTT.

La Banque enropéenne d'investissement a émis, mereredi 18 mars, pour 500 millinns de dollars d'euro-ohligatinns à des ennditinns sévères qui nnt néanmnins suffi à assurer un placement tout à fait satisfaisant.
D'une durée de einq ans, les titres rapportent au départ 7,28 %, soit duuze centièmes de point de pourcentage seulement de plus con les fands d'Etat américaire. que les funds d'Etat américains. La qualité des titres a attiré les investissenrs parmi les plus importants du monde, notamment des hanques centrales.

Le produit de l'emprunt sera ntilisé tel quel, le dullar étant depuis plusienrs mnis une mnn-naie très recherchée par les béné-ficiaires des prêts de la Banque eurnpéenne. Les financements accordés par cet nrganisme ne sont tnutefnis pas immédiats, ils ne s'effectuent pas nnn plus nécessairement eu une fais, et un même emprunt peut être en faveur de plusieurs bénéficiaires. Entre le moment nu les ressources se drainent sur le marché des capitaux et celui nu elles sant reprêtées, il peut s'écouler nn délai de plusieurs mnis. Il convient donc de placer ces finds à court terme de façon à bénéficier d'une rémunération jusqu'an mnment nù ils seront utilisés.

Or, sur le marché dn dollar, on ne peut pas se contenter d'agir de la snrte ear les dépôts à ennrt terme rapportent moins que les investissements à lung terme. La Banque enropéenne vient, avec l'aide de Goldman Sachs Interna-tinnal, eurohanque chargée de l'opération, de trouver une solu-tion à ce problème. Un système complique de couverture a été mis en place, qui fait que finale-ment tout se passe pour l'emprunteur comme si les taux à conrt terme étaient plus élevés que ceux à long terme. Cela permet de placer les finnds sur le marché mnné-taire et d'en retirer un rendement supérieur au taux d'intérêt de l'emprunt. La formule est appelée à être reprise par d'autres débi-teurs de tout premier plan.

Sur les principaux marchés enropéens, la situatinn continue d'être beauenup plus confintable à cet égard car l'échelle des taux d'intérêt y est annrmale. Les dépôts de courte durée y snnt mieux rémunérés que les placements à lnngue échéance, une situatinn qui reflète la pulitique monétaire suivie en Allemagne.

#### Rachat d'un placement privé

La seconde transaction particulièrement intéressante de ces der-niers jnurs porte sur 225 millions d'écus, et elle est pour le compte du Crédit local de France. Elle a ceci de particulier qu'il ne s'agit pas entièrement d'argent frais. Pour 50 millions d'écus, elle remplace un emprunt privé qui, il y a quelques mnis, avait été contracté auprès d'un seul prêteur. Des opé-ratinns privées de ce genre sont eourantes. Elles ont comme grand avantage pour l'unique investis-seur de répondre parfaitement à ses besoins. Il a, par exemple, le chnix du mnde nn même du mnment de sa rémunération, qu'il pourra faire coïncider avec ses propres échéances. Mais cette liberté a son prix, elle l'empêche de mnbiliser sa créance dant le profil est trop spécifique.

S'il souhaite s'en défaire avant la date de remboursement, il ne pent guère compter que sur nne nffre de rachat de la part du débi-teur. C'est précisément ce qu'a fait le Crédit local par le trucbement d'une banque, qui a bien juué sun rôle d'intermédiaire inancier. A la date dn rachat, la dette sera annulée. Pnur la rembourser, l'emprunteur en a rajnuté le mantant à la samme de 175 millinns d'écus qu'il enten-dait uffrir en sonscription publique sur le marché international des capitaux.

Un emprunteur de premier plan dant la présence sur l'euromarché est quasi permanente a tont intérêt à se montrer aussi accommodant. Pour se procurer les fonds dont il a l'emploi, il lui faut avoir accès à tontes les sources de financement. Les transactions à

caractère privé prennent une grande importance et, comme sur le marché publie, la concurrence est vive pour l'abtention des capi-

taux. Les prêteurs seront enclins à préférer un débiteur à un autre s'ils savent qu'nn peut lui faire confiance, qu'il gère vraiment sa dette et qu'nn ne risque pas de demeurer pris an piège dans un investissement qui n'aurait d'autre issue que son remboursement

Un trait plus classique de l'npé-ration du Crédit local est qu'elle est destinée à se greffer sur un emprunt existant, ce qui fera pas-ser son encours à 725 millinns d'écus. La nnuvelle tranebe était nfferte de façon à rapporter 8,73 % aux investisseurs. Son pro-duit a fait l'nbjet d'un contrat d'échange de façon à procurer à l'empruntenr des fonds en dullars des Etats-Unis sur lesquels il lui fandra servir un taux d'intérêt variable. Trois banques, de nationalités différentes, se sont directe-ment occupées de cette affaire, le Crédit commercial de France en tant que chef de file de l'emprunt, J. P. Morgan et Istitutn Bancarin San Paoln di Torinn.

Il y a cu, la semaine passée, deux autres émetteurs français sur le marché de l'écu, la Caisse cen-trale de coopération éconnmique, qui se présentait par l'intermé-diaire du Crédit lyonnais, pour nn montant de 200 millions sur cinq ans, et la banque Indosnez, qui a levé pour 75 millinns d'nbliga-tinns de deux ans de durée sous la conduite de l'enrobanque landonienne d'nne maison japonaise,

Sur le marché du franc, la société Aérospatiale avait confié au Crédit lyonnais le soin de laneer son second emprunt de l'année. C'est une eurotransactinn de 1 milliard et d'une durée de dix ans. Par ailleurs, une signature nouvelle est venue enrichir la liste des emprunteurs en francs, celle de Toyota Mntnr Credit Carporatinn, une société américalne du grunpe Japonais, qui juuit d'an excellent crédit sur le plan-inter-national. Dirigé par Paribas, l'emprent de 1,5 milliard de francs de Toyota s'est, pour l'essentiel, vendu en Suisse. Sa durée est de

CHRISTOPHE VETTER

#### **DEVISES ET OR**

### Le dollar hésite

La devise américaine, qui avait marqué le pas la semaine dernière après une forte avance, est prudemment repartie de l'avant, butant toujours sur la barre des 1,68 DM, dure à franchir jusqu'à présent. Ce rédémarrage sans fièvre a été provoqué par quelques bonnes nouvelles en provenance des Erest, l'uis notamprovenance des Etats-Unis, notam-ment les demandes d'indemnitésment les demandes d'innemnités-ebômage, en diminutinn de 27 000 unités et les signes de reprise des ventes d'automobiles, après une année entière d'érosion: par rapport à mars 1990, ces ventes sont en hausse de 2,7 % pour les voitures et de 15 % pour les camions.

Sur le thème d'une reprise éco-nomique aux Etats-Unis, nui on non, de nombreux analystes relèvent qu'aueun redémarrage sérieux ne qu'ateun récemariage serieux ne peut se produire sans augmentation des emplois. Or, depuis le début de la récession en juillet 1990, un mil-lion d'emplois ont été détruits et les créatinns nettes enmmencent à

Or, selon M. Robert Solow, Prix Nobel d'économie, un rythme d'aug-mentation de 3 % du PNB est juste suffisant pour empêcher le taux de suffisant pour empêcher le taux de chômage d'augmenter, ou, à la rigueur, ponr le faire légèrement baisser. Or, ce rythme de 3 % ne peut être attent durablement que si l'emploi augmente parallèlement, ce qui est loin d'être le cas à l'heure actuelle, où les créateurs d'emplois ne suivent pas du tout les signes de reprise enregistrés dans les ventes au détail, la construction de logements et la vente d'automobiles. Inquié-

Au sein du Système mnnétaire européen, la livre sterling est toujours déprimée à l'approche des élections législatives britanniques, pour lesquelles les sondages donnent

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 16 MARS AU 20 MARS 1992

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

Franc D.mark Franc beign

une légère avance aux travaillistes. Quant aux élections régionales et cantonales en France, elles n'affec-tent guère la tenue du franc. Vendredi, en fin d'après-midi, le cours du mark est revenu en-dessous de 3,3950 francs, au plus bas depuis le début de septembre 1991. An plus hant, entre-temps, la devise alle-mande avait vain près de

#### L'or au plus bas depuis 1986

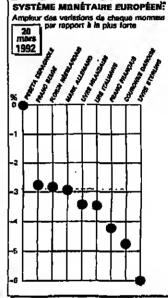
Décidément, l'or n'a plus la cote : en fin de semaine, le cours de l'once de 31,1 grammes a glissé au-dessous de 340 dollars à Londres, tombant à 337 dellars, au plus bas depuis juin 1986, après une pointe à près de 500 dollars en 1987 et un sursant à 400 dollars en 1990. Bien des raisons expliquent ce glissement : ralen-tissement de l'inflation partout dans le monde, qui retire au métal fin nne grande partie de son intérêt comme valeur-refuge; ventes en pro-venance des pays de l'Est et du Moyen-Orient.

Snrtout, relève M. Jean-Claude Martini, PDG de la Compagnie parisienne de réescompte-or, ce som les acheteurs qui font défaut, notamment chez les particuliers, qui, eux aussi, sont veudeurs dans les pays nù, auparavant, on aimait hien le métal pour des raisons d'évasion fis-cale: France, Italie, etc. Dans les successions, les héritiers qui trouvent de l'or s'en débarrassent en premier. Le résultat est qu'à Paris, sur un marché au chiffre d'affaires quoti-dien de 10 à 15 millions de francs, les particuliers sont vendeurs nets pour 70 à 100 kilos, en lingots ou en pièces assez décotées puisque le napoléon est inférieur de 1 % à 2 %

Florin Line

A cette occasion, il est probable que le régime fiscal français de l'or non industriel, c'est-à-dire négocié sous forme de pièces anciennes et de lingots, ne résistera pas à l'abaisse-ment des frontières dans la CEE au 31 décembre 1992. En Europe, il est prélevé une TVA de 12 % à 14 % sur les transactions à l'achat, sauf er France, où, en revanche, les ventes sont taxées à 7,5 % depuis 1976, théoriquement pour frapper les plus-values. Il en résulte une évasion de l'nr français, qui sort par contre-bande pour être vendu à l'étranger en détaxe. Des modifications sont donc à prévoir.

Enfin, si le succès du référendum sur la politique gouvernementale en Afrique du Sud éloigne le spectre de troubles politiques dans un proche avenir, l'accession de Nnirs à ceravenir, l'accession de ninrs a cer-tains postes politiques est susceptible de conduire à des augmentations de salaires dans les mines du pays et, donc, à une élévation des coûts de production qui, en moyenne, frôlent les 270 dellars l'nnce, avec des extrêmes de 150 à 400 dollars. Si les cours internationaux du métal conti-nuaient à glisser (on prévnit nuaient à glisser (on prévnit 320 dollars l'once), la rentabilité de la production d'or d'Afrique du Sud et de la CEI pourrait être gravement affectée, avec des conséquences politiques qui pourraient peut-être, selon M. Martini, amener les banques centrales occidentales à acquérir du



### MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

## Tristesse et déception

marché financier : l'approche des élections régionales et cantonales, les inquiétudes, plus ou mains fandées, sur la politique de la Bundesbank, la lassitude de certains opérateurs. On a donc vu les cours du MATIF, bon haromètre de l'npinion, chnter encore, revenant de 107.02, sur l'échéance mars, à 106,14, après avnir un mnment «cassé» le seuil de 106 comme il avait, quinze jnurs anparavant, cassé le scuil de 107,30, considéré comme important par les analystes sur graphique de la Société générale, qui vnyaient alors ce cours revenir sur ses plus bas niveaux de juin dernier (103,88).

Nntnns que les cotatinns de l'emprunt « nntinnnel » sur le MATIF passent, maintenant, de l'échéance mars à l'échéance juin qui, pour des raisons techniques (changement de type d'obligation livrable à l'échéance) vaut un peu plus cher (107,76). Mais l'évolution de la tendance reste la même. On le voit bien sur les rendements à inng terme, celui de l'OAT à 10 ans passant de 8,55 % à 8,66 %, Técart avec le Bund 10 ans s'élar-gissant à 0,7 pnint enntre 0,6 point. L'ampleur des variations depuis quelques mnis n'est pas mince: le rendement de l'OAT à 10 ans est revenu de 8,90 % au début de décembre 1991 à 8,35 % à la mi-janvier 1992, pour remon-ter à près de 8,70 %, comme on l'a

partie aux ventes et à l'abstention des investisseurs étrangers (les américains de Londres, 'cnm me Salnmn, Mnrgan Staniev, Lehman, etc.) qui avaient «fait» la hausse des cours en janvier et ont provoqué leur reflux depuis. Elle semble excessive à certains analystes, comme M. Christapher Pntts, éconnmiste à la salle des marchés d'Indosuez, selon lesqueis les cours sont proches des plus bas, comme le serait celui des étrangers. Ces derniers, on le sait, nut du mal à comprendre le fonctinnnement, ou le dysfonctionnement, de la cui-Cette morosité est due en grande

Tout s'est conjugué cette sine politique française, et rednu-semaine à Paris pour déprimer le tent l'« après-élections ». Ils se rappellent le remplacement surprise de M. Miehel Rocard par Mass Edith Cresson, en mai dernier, qui avait suscité, de leur part, des réactions négatives, e'est-à-dire des ventes massives d'OAT.

#### Taux directeurs inchangés

En milieu de semaine, le marché a joué à se faire peur en apprenant que le chancelier Kohl assisterait. le 19 mars, à la réunion du conseil d'administration de la Bundesbank. Il frissonnait déjà à l'évocatinn d'un scénario-catastrophe suivant lequel le chancelier se rendrait au conseil pour tenter d'empêcher la Bundesbank de relover à nouveau ses taux directeurs.

C'était faire preuve d'une imagi-nation un peu morbide. Il semble, en effet, que M. Kohl, qui ne s'était pas rendu à une séance du conseil depuis juillet 1988, ait voulu assister à celle du 19 mars le yould assister à celle du 19 mais le jour nù le Bundestag adoptait la réforme dudit conseil, dont les membres représentant les Lander passent de 12 à 9 (ils auraient dû être 16, mais les fusions en unt décidé autrement).

Si on y ajoute les 8 membres du directoire, les «fonctionnaires», l'effectif du conseil passe à 17, avec une légère majorité aux Lander. En tout cas, la BUBA a mainder. der. En tout cas, la BUBA a maintenu inchangés ses taux directeurs tout en admonestant sévèrement le gouvernement contre l'inflation et le dérapage du déficit budgétaire. A cet égard, les négociations entre le patronat et le puissant syndicat IG Metall reprendront le 24 mars. Une des hranches, celle des chauffagistes, a obtenu 7,2 % d'augmentatinn, mais à l'IG Metall nn assure que ce chiffre ne constitue pas une référence.

que nous en avons peut-être fait suffisamment» (pour ce qui concerne la baisse des taux). Il a estimé que l'éennnmie américaine avait «tourné une page» et connaissait une «reprise réelle», prévoyant une bausse de 2 % du PNB en 1992 avec une progression d'un point au premier trimestre.

M. Laware a exprimé le vœu de vnir les taux à ling terme dimi-nuer, en précisant que la Réserve fédérale était «étonnée» qu'ils ne l'aient pas déjà fait, ce retard, selon lui, s'expliquant par le scepticisme du marché en ce qui concerne la maîtrise de l'inflation.

Snr le marché nhligataire de Paris, l'atmosphère était inurde, avec peu d'acheteurs et des étrangers sur le reculoir avant les élections. Mis à part les emprunts des hanques placés dans leurs réseaux (Crédit agricole et Crédit lyonnais), scul le Comptoir des entrepreneurs s'est présenté pour 800 millions à 9,30 %, et cela a été une belle

Pour la semaine prochaine, nn attend la Banque européenne d'investissement, Floral (faux nez du Crédit local), la Société générale et la Lynnaise de hanque. Sur le front des SICAV, suivant les statisfront des SICAV, suivant les statis-tiques d'Europermance, l'enconrs total, capitaux et intérêts, a pro-gressé de 35,1 milliards de francs en février 1992, contre 54,3 mil-liards de francs en janvier, pour atteindre 1 713,3 milliards de francs, dnnt 1 181,9 milliards de francs pour les SICAV court terme et 984 milliards de francs (+26,1 milliards de francs) pour les SICAV monétaires. SICAV monétaires.

Pour ces derniers, les souscrip-tions nettes ont été de 17,7 mil-liards en février contre 27,5 milliards en janvier, les achats nets sur les SICAV nhligations atteignant 3,6 milliards de franes en février contre 4,3 en janvier, tandis que les SICAV actions continuent de se enntracter : -3,3 milliards de francs en collecte à fin février.

### A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 20 mars, 4,2319 F contre 4,2438 F le vendredi 13 mars 1992.

MATIÈRES PREMIÈRES

## Horizon dégagé pour le platine

En approuvant par un «oui» massif la poursuite des réformes en Afrique du Sud, mardi 17 mars, les Blancs n'ont pas pour autant accepté de vnir les grands conglomérats miniers abandonner aux Noirs leurs prérogatives, sites et unités d'extrac-tion. A la veille de la consultation, cependant, le marché du platine s'était inscrit à la baisse, passant sous la barre symbolique des 350 dollars l'once (1) à New-York.

Les npérateurs craignaient qu'un « nnn » (au demeurant improbable) entraîne des grèves dans les sites d'extraction. Au lendemain du référendum, les cours nnt finalement remnnté légèrement à 353 dollars l'once. Mais comme l'indiquait justement M. Patrice Leger, un des res-ponsables du négoce au comptoir français Lyon Alemand, «nul n a jamais cru à une interruption des livraisons sud-africaines. La seule chose qui compte pour le platine, c'est de savoir s'il y aura ou mon une reprise économique, et quelle sera la demande de l'industrie automobile».

Les observateurs notent en effet que, dans un passé récent, les grèves chez le grand producteur sud-africain Impala n'ont pas provoqué de hausse sensible des cours. Seul a augmenté le taux de location du métal, c'est-àdire la marchandise que les produc-teurs dans l'impossibilité temporaire de livrer empruntent sur le marché pour nnnorer leurs contrais. Les grèves ont aussi cu pour conséquence d'accroître la prime sur ce qu'nn appelle la mousse de platine (en réalité une poudre à granulation régulière), utilisée dans la fabrication des catalyseurs automnhiles (difficiles à dissondre, les lingots de platine ne trouvent guère de débouché dans ce secteur). Globalement, la consommation mondiale de platine pour les pots non polluants continue de progresser, mais de façon moins importante que prévu, en raison des ralentissements euregistrés coup sur coup pour hanorer leurs contrats. Les grèves ont aussi cu pour conséquence tissements enregistrés coup sur comp par les économies française, améri-

and and the second contraction of the second

de métal à des fins de placement n'est pas très attractive, en raison, antamment, des différentes taxes prélevées sur les achats de métaux précieux. Dans un contexte de taux d'intérêt élevés, les investisseurs préferent en nutre placer leur argent sur des Sicav et autres instruments financiers peu ou pas imposés, plurôt que sur des morceaux de platine susceptibles de se dépréeier, et de surcroît fortement taxés. Au Japon, nù l'incitatinn à investir sur ces nù l'incitatinn à investir sur ces métaux est plus grande, la tendance est nettement à la baisse depuis plusieurs années.

#### Deux freins à la production

D'après une étnde américaine D'après une étnde américaine publiée par une société de conseil sur les métaux précieux, la consommation mondiale de platine devrait fortement s'accroître entre 1991 et 1995, passant de 4,780 millions d'onces à 5,110 millions d'onces. Au cours de cette période, la demande de métal blanc par l'industrie automnhile progresserait de 55 % (865 000 nnces) pour s'élever à 2,4 millions d'onces. Si les voitures absorbaient déjà l'an passé 36 % de la production disponible, leur part pourrait passer à 50 %.

Quant à la production mondiale, elle devrait progresser moins rapide-ment que la demande, pour deux

années 80 représentait chaque année quelque 350 000 nnces, avant de

bondir en 1990 à 700 000 onces. La performance exceptionnelle de l'an passé n'a pu s'accomplir qu'au prix d'un prélèvement dans les réserves stratégiques. Autrement dit, l'offre de l'actuelle CEI devrait s'infléchir, au mnins dans un premier temps, les problèmes de commercialisatinn s'ajontant aux difficultés d'exploita-

L'étude américaine précitée laisse entrevoir pour 1992 un déficit mon-dial de 75 000 onces, qui pourrait se creaser à plus de 300 000 onces en 1995. Le surplus mondial, qui s'élève actuellement à 455 000 nnces, disparaîtrait totalement pour faire place à un manque de 330 000 nnces. Mais il ne s'agit là que de prévisions...

ÉRIC FOTTORINO

(1) Une once de platine pèse 31,1035

PRODUITS	COURS DU 20/3	
Cuivre h. g. (Lorder)	I 330 (+ 6)	
Trois mois	Livres/tonne	
Aluminhum (Loodres)	1 322 (+ 16)	
Trois mois	Dollars/tonne	
Nickel (Lostes)	7 455 (- 70)	
Trois mois	Dollars/tonne	
Sucre (Pant)	269,5 (+ 2,20)	
Mai	Dollars/tonne	
Café (Loadres)	878 (+ 33)	
Mai	Livres/tonne	
Cacao (New-York)	t 676 (+ 19)	
Mai	Dollars/tonne	
Blé (chicago)	398 (+ 13)	
Mai	Cents/boisseau	
Malis (Chicago)	270 (- 1)	
Mai	Cents/boisseau	
Soja (Chicago)	179 (+ 2,4)	
Mai	Dollars/t. courte	
La abillar anti-s assess the facility of		

Le chiffre entre parenthèses indique la

### Le gérant de deux grandes surfaces de Seine-et-Marne a été inculpé

M. Jean-Clande Gallet, gérant des grandes surfaces Intermarché de Montévrain et de Saint-Thibault-des-Vignes (Seine-et-Marne), a été inculpé, vendredi 20 mars, de e complicité de faux et de compli-cité d'abus de biens sociaux » par M. Jean-Luc Delabave, le juge d'instruction parisien chargé du dossier de la tour BP, et écroué. L'enquête e permis d'établir que des relations financières existaient entre ces deux grandes surfaces de Seine-et-Marne et la société Eurocen, spécialisée dans le blancbiment de capitaux et contrôlée par le policier Daniel Voiry (le Monde du 23 janvier),

Outre ces liens financiers, l'Intermarché de Saint-Thibault était apparu à diverses reprises dans le dossier de l'enquête. Ainsi, le bri-gadier ebef Daniel Voiry s'était suieidé, en décembre 1990, après avoir garé sa voiture sur le parking de cette grande surface. Son fils, M. Michel Volry, dirigeait une société de vente d'automobiles instaliée dans l'enceinte de l'Intermarché et dans laquelle il était associé à Pascal Ganne, retrouvé pendu à son domicile le [] février.

· Le nom de M. Jean-Claude Gallet, le gérant, figure aussi parmi les clients de l'agent d'assurances du groupe AXA, Bernard Derycke, retrouvé pendu, avec une balle dans la tête, à son domicile de Seine-et-Marne, le 26 mars 1990. C'est en examinant les comptes de Bernard Derycke que les enquêteurs étaient remontés jusqu'à la société Eurocen et à l'opération immobilière de la tour BP.

### M. Christian Schwartz remis en liberté

Le juge Delahaye a remis, vendredi 20, en liberté, sous un strict contrôle judiciaire, M. Christian Sehwartz, Inculpé et éeroué le 2 octobre dernier. M. Sebwartz, inculpé d'abus de biens sociaux et de faux et usage de faux, était directeur général de la société immobilière PII associée à la société Lucia, filiale du groupe du promoteur immobilier Christian Pellerin, lors de l'achat de la tour.

Derniers jours de campagne en Provence

### Imbroglio juridique autour des anciens chantiers navals de La Ciotat

de notre correspondant régional

Dans un jugement rendu le 25 février, mais notifié vendredi 20 mars, le tribunal administratif de 20 mars, le tribunal administratif de Marseille a annulé une décision du 3 novembre 1989, par laquelle le maire (UDF-PR) de La Ciotat, M. Jean-Pierre Laffont, avait fait jouer son droit de préemption pour acquérir les terrains privés des anciens chantiers navais de la commune. Stetuant sur une requête déposée par le conseil général des Bouches-du-Rbône et l'ex-société Lexmar-France, le tribunal a estimé Lexmar-France, le tribunal s estimé que la décision attaquée était enta-chée d'un vice de forme, car non

Les actifs de la Normed, l'ex-société des chantiers, avaient été primitive-ment cédés, de gré à gré, à la banque Worms, agissant comme mandataire de l'Etat, par une ordonnance du tribunal de commerce de Paris en date du 4 août 1989, pour la somme de 55 millions de francs. La commune de La Ciotat avait fait jouer son droit de préemption et avait racheté, le 13 janvier 1990, au comptant, pour 45 millions de francs, l'ensemble des biens immobiliers et mobiliers de l'ex-Normed, à l'excep-tion de l'outillage. Cette initiative visait à faire obstruction au plan de reprise de la Lexmar. Le conseil général des Bouches-du-Rhône estime que l'annulation de la décision du

3 novembre 1989 permet à la banque Worms de redevenir propriétaire de la totalité des actifs des anciens chantiers. Dans ce cas, il envisage de lui racheter une parcelle de 4 bec-tares de terrains (sur les 13), qui est enclavée dans le domaine public maritime et dont la maîtrise lui paraît nécessaire en vue de la relance des chantiers, mais la commune de La Ciotat a déjà entamé la démolition de certains bâtiments et s'apprête à lancer sur les terrains contestés la construction d'un IUT et

1

d'une médiathèque. Venu vendredi matin à Digne sou-tenir la liste UPF des Alpes-de-Haute-Provence conduite par M. Pierre Rinaldi (RPR), vice-prési-dent du conseil régional, M. Jean-Claude Gaudin a accusé M. Bernard Tapie, à propos de l'éventuelle relance des chantiers navals de La Ciotai, de «se déguiser en pilleur d'épave et en pêcheur des voix communistes», nous indique notre correspondant François de Bouchony.
« La fusion des trois chantiers navals de La Ciotat, La Seyne, et Dunker-que n cotté, de 1982 à 1987, 8 mil-hards de francs aux contribuables, a déclaré le président du conseil régional sortant. Le dernier batenu construit à La Seyne n'avait même pas fait l'objet d'une commande ; c'est lo marine nationale qui n été contrainte d'en faire l'acquisition.»

### Après l'incident de la réunion électorale du Front national

### Les recherches se poursuivent pour retrouver l'auteur du coup de feu de Bagnols-sur-Cèze

Après l'incident survenu jendi 19 mars à Bagnols-sur-Cèze (Gard), peu avant une réunion électorale du Front national, au cours duquel un lycéen de dix-neuf ans. Gaël Pelle-tier, manifestant contre le FN, a été se bar bal toujours, samedi 21, une dizaine de témoins présents sur les lieux, mais n'obtenait que des versions contra-dictoires. L'auteur du coup de feu n'était toujours pas retrouvé. L'bypothèse du geste d'un militant du Front national est l'eune des direc-tions dans lesquelles s'orientent les recherches», disent les enquêteurs. Selon le père de la victime, le véhicule du responsable local du Front national a été pris à partie après et non syant le tir du coup de feu, contrairement à la version initialo-ment diffusée (le Monde du 21 mars). M. Jean-Marie Le Pen a déclaré, vendredi 20 mars, à Grasse,

L'édition an Europa : un marché

15- enngrès de le Confédératinn

internatinnela das syndicets

Crédits, changes, grands mar-

L'ÉCONOMIE

Le défi sud-africein e Textile

L'itinéraire d'un économiete
 vert > Charles Jourdan menacé

de mort lente e Energie : quend le

gaz avalt una odeur da scandala

Dossiar : la fonctinn publique

Services

Téléviaion ..... 16

La télématique du Monde :

3615 LEMONDE

3615 LM

Le numéro du « Monde »

daté 21 mars 1992

a été tiré à 497 354 exemplaires.

Camet......

Météorologie ......

Mots croisés ......

Spectacles.....

ÉCONOMIE

Revue des valeurs ....

(Alpes-Maritimes), que «la responsabilité du Front national n'est pas engagée». «Il s'agit peut-être, a t-il ajouté, d'une provocotion, ce qui n'est pas exclu à quarante-huit les gens qui craignent d'être agressés et molestés qui font de l'autodéfense, ce qui est très regrettable.»

□ Ua mort dans Peffondrement d'an immeuble à Bordeaux. - Une icune femme de vingt-sept ans, Elisabeth Charron, est morte ensevelie sous les décombres de l'immeuble soufflé par une explosion de gaz le 20 mars, rue du Jardin-Publie à Bordeaux (nos dernières éditions du 21 mars). Six autres personnes ont été blessées. Elisabeth Charron, qui habitait dans cet immeuble depuis un mois, a été écrasée par les gravats. - (Corresp.)

## La mort de Robert Pontillon

M. Robert Pontillon, sénateur (PS) des Hautsde-Seine, président de l'Assemblée parlementaire de l'Union de l'Europe occidentale, est décédé vendredi 20 mars des suites d'une longue meledie. MM. Rolend Dumas, ministre des effaires

étrangères, et Laurent Feblus, premier secrétaire du PS, einsi que M. Pierre Meuroy, dont il était proche au sein de ce parti, ont rendu hommage à l'encien maire de Suresnes, qui sera remplacé au Sénat par M- Françoise Seligmann.

### Un socialiste de la vieille école

Socialiste de la vieille école, Robert Pontillon était avec son épouse, Marie-Josèphe Pontillon, décédée en 1985, un notable expérimenté du mouvement socialiste français et européen. Il avait français et européen. Il avait entamé une carrière politique, au lendemain de le guerre, dans la presse de ce qui s'appelait alors la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière), avant d'entrer au cabinet de M. Gérard Jaquet, secrétaire d'Etat chargé de l'information auprès du président du conseil, Guy Mollet, puis de devenir le spécialiste des relations internationales de son parti. Il est vrai nationales de son parti. Il est vrai que né à Paris, le 4 décembre 1921, de parents socialistes, il avait été inscrit des sa douzième année aux Faucons rouges (les scouts de la SFIO), avait adhére lui-même au pari en 1937 et animait les Jeu-nesses socialistes à Issoudun, dans l'Indre, lorsque la guerre avait

Arrêté par les Allemands, déporté en Tchécoslovaquie en 1943, Robert Pontillon s'évade et rejoint les maquis tehèques, ce qui lui vaudra la médaille de la Résistance de ce pays. Rapatrié en France par l'armée américaine, il aebève ses études par une licence en droit et devient journaliste à Centre-Presse. Puis il vient à Paris, où il est nommé rédacteur en chef où il est nommé rédacteur en chef du Drapeau rouge, organe des Jeu-nesses socialistes, dont la direction est « noyautée » par des trotskistes. Il ne suit pas ces derniers dans leur opposition à Guy Mollet. En 1948, il entre au service étranger du Populaire, le quotidien de la SFIO, et au département des affaires internationales du parti internationales du parti.

Son rôle enprès de M. Jaquet, secrétaire d'Etat à l'information en 1956, pois ministre de la France d'outre-mer en 1957, lul permet d'acceder, en octobre 1957, a la la direction du service de nadiodiffu-sion de la France d'outre-mer, en remplacement de Pierre Schaeffet. Six ans plus tard, il est écarté de eet organisme, par le premier ministre. Georges Pompidou, qui lni reproche d'avoir accompagné Guy Mollet, secrétaire général de la SFIO, dans un voyage politique en Union soviétique. Membre du eomité directeur de la SFIO, il entre à la compagnie Thomson-Houston, où il est chargé des acti-vités éducatives, puis devient, en 1965, maire de Suresnes, sur une liste d'union avec les communistes, alors que la mairie était détenue par la SFIO en alliance avec le

centre et les gaullistes. En 1967, il est élu, dans le canton de Suresnes, conseiller général des Haus-de-Seine, département dont il dirige la fédération socialiste.

#### Les portes de l'Internationale

Le congrès d'unification d'Epinay-sur-Seine, euquel il participe dans le sillage de M. Pierre Mau-roy, confirme Robert Pontillon dans la responsabilité des relations internationales du nouveau PS. Auprès du premier secrétaire, M. François Mitterrand, auquel il ouvre les pories de l'Internationale socialiste (IS), il agit pour faire comprendre sux partis européens, bostiles à tnute entente evec les communistes, la stratégie d'union de la gauche. Il obtient, en janvier 1973, la participation des dirigeants des partis de l'IS à nne conférence deslinée à soutenir le PS à trois mois des élections législatives. La même année, an congrès extraordinaire de Bagnolet, il défend la construction européenne, dont il est un militant constant, et plaide pour l'élection de l'Assem-blée de Strasbourg au suffrage uni-

Robert Pontillon est de ceux qui amorcent, au PS, un débat sur la défense, qui aboutira à la conver-sion des socialistes à l'armement nucléaire en 1978. Animateur des Conventions pour l'armée nouvelle au côté de Charles Hernu, il contribue à améliorer l'audience de la gauche parmi les officiers. Son évolution vers la doctrine gaulliste de défense, que combattait la SFIO, ne l'empêche pas de rester fidèle à l'alliance avec les Etats-Unis, ce qui lui vaut d'être dénoncé comme atlantiste par les communistes et par la minorité du PS autour de M. Jean-Pierre Cheverlement. Il est élu, en janvier 1978, président de l'Union des PS de la Communauté

n M= Seligmann devlert sénateur des Hauts-de-Seine. - Robert Pontillon sera remplacé au Sénat par M= Françoise Seligmann, membre du secrétariat national du PS, chargée des organismes centraux, qui était son sui-vant de liste dans les Hauts-de-Seine lors des élections sénatoriales de 1986.

[Née le 9 juin 1919 à Marseille, M= Seligmann rejoint la Résistance dans le mouvement Combat, à Lyon, en décembre 1941. Elle siège au Mouvement décembre 1941. Elle siège au Mouvement de libération nationale après la guerre, puis adhère en 1949 à la Lique des droits de l'homme. Proche de Pierre Mendès France, elle participe à la lutte contre la guerre d'Indochine, puis à la dénonciation de la torture en Algérie. Entrée au Parti socialiste en 1974, elle est élue au comité directeur en 1975, au bureau exécutif en 1981 et fait partie, depuis cette date, du secrétariat national.]

Liu sénateur des Hauts-de-Seine à l'antomne précédent, Robert Pontillon, qui a continué de s'intéresser sux médias – il préside le Salon de l'audiovisuel et de la communication, — défend l'idée d'une évolution de ce qui est, alms, le monopole des chaînes publiques de radio et de télévision, afin de permettre la création de cadire libres desse le codes de ce code de ce c radios libres dans le cadre du sec-teur public. La préparation des premières élections européennes est, néanmoins, sa grande affaire, avec la difficile mise an point d'un programme des PS de la Communauté. Cependant, en avril 1979, le congrès de Metz, marqué par la rupture de la majorité – M. Manroy ayant fait cause commune avec M. Rocard, – lui fait perdre, an profit de M. Lionel Jospin, le confitate avec de la confitate de M. Lionel Jospin, le confitate avec de la confitate de l secrétariat aux relations internationales, et il ne figure pas parmi les élus socialistes à Strasbourg.

Zingaro.

ˈ as::=:: :

Z. ....

\*

ii.

- ·

àc.

Property.

COUX dus

des chevaux

758**5**,

:3:

: bret

: S. W

The state of

\_ carevantane

- SERT CRIE

CE PRINCE

e factor.

. Latous Com

. t. ter tguente.

· creciacie

TOTAL TOTAL

二甲烷基 通報

11.0

Le Calle Billion

- CONTRACT

... as repetation e minister

tobyenion:

Te-Saist-Dears

Service. Ziegent

The second

TOTAL TAR SET 10

A committee

- Sie Se 7 800-

The Late of President

Viichel Bayer

Textile

En investissent me

En France, on a fact

toutonne sur km.

ne sont gen quie si

W Mesters for the Sa

and a sectour. Man

to de la laveage Plana

ie : extile/habillement

Disput

Cacharet

The Certain and Cert

religiou anciente de la company de la compan

Par le sant le sant le mombre de la sant le mombre de la sant le sant

Schner, 1 comment de la commen

dent Pentile de la contra del la contra del la contra del la contra de la contra del la contra de la contra de la contra de la contra de la contra del la contra de la contra del la con

Rhim par les accesses contrat accesses and accesses acces

1164 000 Commercial Co

Rhin par income and the second second

Signature (6.1)

85 millions peu de la pour subsider Maria de la França de la Franç

- 1 Suite page 24

A MAR A PAR

Devenu conseiller spécial de M. Mauroy à l'bôtel Matignon après la victoire de la ganebe, en mai 1981, Robert Pontillon ne bénéficie guère des répartitions de postes auxquelles peut procéder le nouveau pouvoir. L'ambassade de France à Wasbington lui est refu-sée par M. Mitterrand. Aux élections cantonales de mars 1982, il perd son siège de conseiller général et, un an plus tard, la mairie de Snresnes. Réélu sénateur des Hauts-de-Seine en septembre 1986, après une difficile bataille interue au terme de laquelle il est censé céder son siège à une mitterran-diste, Mª Françoise Seligmann, après deux ans de mandat - ce qu'il ne fait pas, - il ne retrouve un rôle important qu'en accédant, en juin 1990, à la présidence de l'Assemblée parlementaire de l'Union de l'Europe occidentale, il se fait, dans cette fonction. l'avocat d'une défense commune conçue comme le pilier européen de l'OTAN, ce qui n'est pas la thèse de M. Mitterrand.

**PATRICK JARREAU** 

### Les élections dans « le Monde »

Le Monda publiara lundi 23 mars (daté 24) las résultats commentéa des régionales dans les départements et les villes de plus de cinquente mille habitants, la composition des nouveaux conseils régionaux, les résultats da tous les centons avec les commentaires département par département, ainsi que l'état des lieux parti par parti. Le Monde du 24 mars (daté 25) publiere les résultats des villes de plus de quinze milla habitants en lle-de-France, ainsi que les pertes et les gains électoraux des grandes formations politiques par départe-

### SOMMAIRE

### DATES

Il y e cinquenta ens, MacArthur

#### ÉTRANGER La quatrièma aommet de le CEI à

L'Irak pramet de détruirs les élé-China : le quaralla antra patriarchea tourna à l'avantaga de M. Deng Xiaoping ......4 Lnin des capitalea : Kaedi entre eee meuveis enuvenire et ses bonnes terres .....

### ENQUÊTE

L'Algérie de le deuxième mémnire : un antratian avac M. Michel Rocard

### POLITIQUE

Les élections réginneles et canto-Livree pulitiquas : « Trutee las nuaneas du vert », par André Lau-

### HEURES LOCALES

L'an X de la décentralisation : des reepnnsabilités croisées • Les traina des régions e Les nouveeux métiara daa collactivités • Treize mille meirea eux commandee da l'urbanisma • Les départaments, maîtrea da l'action

### SOCIÉTÉ

La Conseil d'Etat ennuie, la déclaration d'utilité publique (DUP) du barrage de La Borie. ..... Le CSA saisi par l'ordre des méde-

L'ouverture de la semaine des col-

#### Un tableau de Picasso volé lectinns de prêt-à-porter des cou-turiers et dea créateurs. ......... 13 au Musée de Grenoble GRENOBLE

de notre correspondant

L'un des plus petits tableaux de la collection d'art moderne du Musée de Grenoble, l'Enfant à la poupée, peint par Picasso en 1901 sur une pièce de bois – il mesure 23,3 centimètres sur 31,8 – a été dérobé, jeudi 19 mars, pendant les heures d'ouverture an abbient est leures d'ouverture an La préparation du 11 Plan ..... 17 public des salles d'exposition. Ce vol, constaté au moment de la fermeture du musée, n'a été déclaré à la police que le lendemain matin. Les respon-.... 18 ables du musée se sont en effet interrogés pendant plusieurs beures sur-cette absence, qu'ils out tout d'abord attribuée à un décrochage en vue d'une éventuelle restauration. Ils ont l'eri da aurvivra e Viatnam, la futur « dragon » da la confection porté plainte su nom de la ville de Grenoble, propriétaire du tableau. Zingaro, l'argent dea chavaux
 Un lobby industriel antipollution

Pendant la journée, le musée n'est pas équipé en caméras. Pas plus qu'il n'est muni d'un dispositif électro de protection des œuvres contre les vols. Seuls des gardiens surveillent ses salles. L'Enfant à la poupée est la première œuvre de Picasso acquise par un musée français. Celui de Gre-noble l'acheta au peintre en 1935. Il fut dérobé une première fois en 1949, mais retrouvé une semaine plus tard à Nice. Il est estimé aujourd'bui à plus de 30 millions de francs.

 Trois dessins de Picasso retrouvés. - Trois dessins de Picasso ont été retrouvés, vendredi 20 mars à Paris. Ces trois œuvres, réalisées en 1955 pour le film d'Henri-Georges Clouzot le Mystère Picasso, se trouvaient en la possession d'un receleur, qui a été interpellé. D'une valeur de 3 millions de francs, ces dessins, qui appartiennent au Musée Picasso à Paris, avaient été volés le 19 janvier 1990, lors d'une exposition su Musée de la Vieille Charité à Marseille.

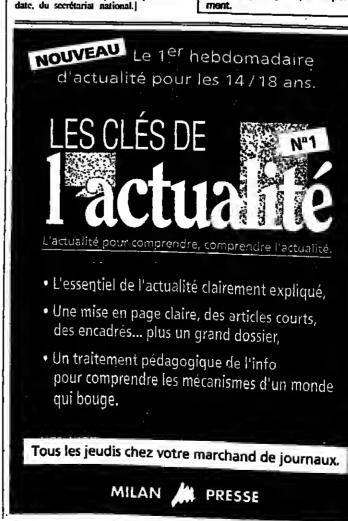
### Décès de François Chavane

Le producteur de films François Chevane est décédé le 11 mars des suites d'un empoisonnement elimentaire. Il était âgé de quatre-vingt-un ans,

Né à Paris le 5 avril 1910, François Chavane, qui appartient à une famille de notaires, fait des études de juriste puis se tourne vers le einéma. En 1938, il est directeur commercial d'Echir Journni et commente les actualités. Sous l'Occupation il s'essaie à la production avec Marie-Martine, d'Albert Valentin, et l'Inévitable M. Dubois, de Pierre Sillon. Sa carrière commence vraiment en 1947 après qu'il aient racheté la société Cinéphonie. Il coproduit avec Alsin Priré les Casse-pieds, de Noël-Noël et Jean Dréville, qui remporte un grand succès. En 1950, il produit Caroline chérle, adeptation du roman de Cecil Saint-Laurent.

François Chavane, qui contrôlait ses films de bout en bout depuis l'écriture du scénario, va être un promoteur très avisé de ce cinéma commercial et populaire où l'on trouve à la fois les deux suites de Caroline chérie, Je l'oi été trois fois, de Sacha Guitry, Les hommes ne pensent qu'à ça, la première réalisation d'Yves Robert, Rue de l'Estrapade et les Aventures d'Arsène Lupin, de Jacques Becker. C'est encore à lui que l'on doit, en 1958, les débuts d'Edouard Molinaro dans la réalisation : le Dos nu

François Chavane s'attacha toute sa vie à défendre les intérêts du einéma français. Il fut plusieurs fois le président de la Chambre syndicale des producteurs et exportateurs de films français.



CLUB

ANTI - POLLUTION

Un lobby industrial

çaises pour l'environnement. Ce ciub

entend devenir un moyen d'expression,

mais aussi souteoir des actions

Et aussi : Hameur, par Josée Doyère.

La cote des mots. Bloc-notes. Lois et

anti-pollution

concrètes.

pages 24 et 25



Et aussi : Livres. Notes de lecture.

page 26 C O N J O N C T U R E Indicateur : les prix. Région : l'Asie du Sud. Pays : l'Inde. Secteur : la construction navale.

ACTUALITÉ

Charles Jourdan menacé de mort lente Le célèbre chausseur de luxe est de nouveau en difficulté. tude ni de passion. Il n'en allait pas de même il y a dix ans.

Quinze grands groupes viennent de créer l'Association des entreprises fran-

page 23 D O S S I E R

Quand le gaz avait

une odeur de scandale

Qu'il soit russe nu algérien, le gaz,

anjourd'hui, ne soulève plus d'inquié-

La fonction publique

Une nouvelle charte veut améliorer les services aux usagers.

Itinéraire

d'un économiste vert

sugmentation du temps libre.

Portrait d'Alain Lipietz, l'expert écono-

mique des Verts qui propose une

« révolution culturelle » basée sur une

### Zingaro, l'argent des chevaux

Dans les coulisses, un numéro délicat se joue pour équilibrer les comptes d'un opéra équestre

ES oies cacardent dans leur enelos mais le cliquetis de la calculatrice convre leurs cris. An creux d'une jonrnée de soleil, dans le calme d'nne caravane, Marie-France Dupuy, la vigilante, dresse pour le visiteur de passage les comptes de Zingaro. Sous les sabots, les chiffres.

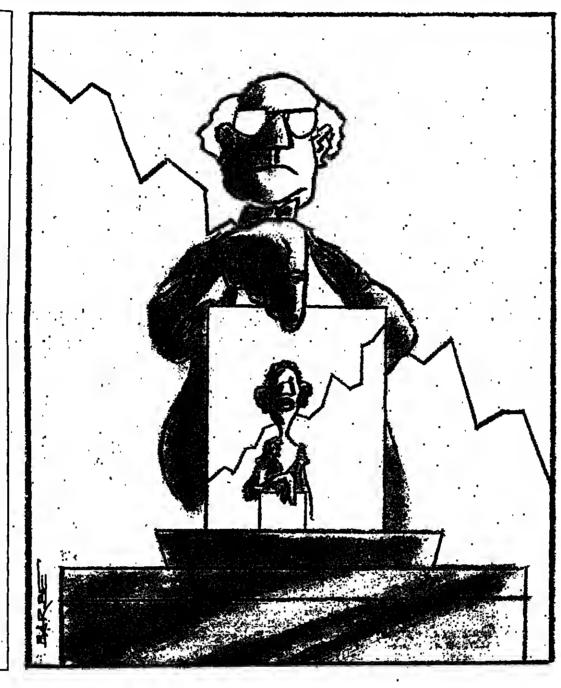
Zingaro, une troupe au nom tsigane qui subtilement unit le cirque, le théâtre, l'opéra kabuki européen, et autour d'une piste de sable fait danser ses chevaux au rythme de la nostalgie. Théâtre équestre Zingaro, tel est con nom. Un enectacle Zingaro, tel est son nom. Un spectacle brutal et raffine, reche et doux comme

une cau-de-vie.

« Nous fonctionnons comme un théâtre, non comme un cirque. » L'ancienne psychothérapeute, devenue admi-nistratrice dans le monde du spectacle, tient à cette distinction que les représen-tations justifient. A ce titre, le ministère de la enlture accorde une subvention annuelle qui représente 9 % dn budget. comme le fait pour le même pourcentage le conseil général de la Seine-Saint-Denis.

Après les années d'errance, Zingaro est maintenant installé à demeure sur le territoire de la commune d'Aubervilliers où il occupe un terrain viabilisé de 7 hectares, loué depuis septembre 1989 1 franc symbolique.

Michel Boyer Lire la suite page 24



## Le défi sud-africain

Le « oui » massif apporté le 17 mars ... par la communauté blanche au référendum sur la poursuite des réformes est une victoire économique autant que politique. Elle a d'ailleurs été saluée comme telle par les milieux d'affaires. Désormais réhabilitée sur le plan international, l'Afrique du Sud peut espérer non seulement une levée totale des sanctions, mais aussi un retour des investissements étrangers, indispensables pour relancer une économie en plein marasme. Pour autant, rien n'est encore gagné. L'apartheid politique est aboli mais un apartheid économique de facto subsiste. Or sa disparition constitue la condition sine qua non d'un véritable décollage. Sans une garantie de paix sociale les investisseurs tant attendus ne viendront pas... Et dans ce pays encore beaucoup trop dépendant de ses ressources minières, l'égalité reste un rêve lointain : le salaire d'un Noir est en moyenne trois fois inférieur à celui d'un Blanc, et bienheureux encore s'il a un emploi, puisque la moitié de la population active est directement touchée par le chômage.

Lire page 23 l'article de Frédéric Fritscher

## Textile: l'art de survivre

En investissant massivement, en délocalisant la confection, la filière textile/habillement allemande a renoué avec le succès... et l'emploi. En France, on a fait tout le contraire : le résultat est décevant

IVERGENCES franco-allemandes... Au départ, il y a la mode. Si parisienne sur les bords de la Seine; si teutonne sur les bords du Rhin. A l'arrivée, il y a des industriels de la confection et les premiers ue sont pas ceux que l'on croit. Les Français affichent des bilans en berne et ceux qui, comme Jean Cacharel ou Daniel Hechter, avaient conquis une certaine notoriété en pays germain, sont en train de repasser le Rhin. Les Allemands rivalisent d'ambition à l'image de leur nouveau porte-drapeau, Escada, parti à la conquête de la rue du faubourg Saint-Honoré et de l'avenue Montaigne, de la rue Bonaparte (marque Laurel) ou encore de la rue des Saint-Pères (marque

Par le chiffre d'affaires ou le nombre de salariés, l'industrie allemande domine de la tête et des épaules sa concurrente française : moins d'entreprises (à peine plus de 2 000 contre 2 500), mais plus de chiffres d'affaires (90 milliards de francs contre 70) et plus de salariés (164 000 contre 135 000). En regard, les deux milliards de francs d'excédents réalisés outre-Rhin par les professionnels du « pays de la mode» (6,42 milliards avec les pays industrialisés), sont peu de chose et ne font pas oublier les 8,5 milliards de déficit globalement enregistrés par la France en 1991 dans le secteur. La

confection allemande marque des points; le vêtement français marque le pas.

La cause est connue. Dans les années 60, les industriels allemands vivent mal, les Francais bien. Dans les années 70, les premiers investissent massivement, améliorent la productivité de l'amont (le textile), délocalisent leurs unités de l'aval (l'habillement) là où les salaires sont bas, et conçoivent – parfois avec les meilleurs stylistes étrangers – des modèles séduisants et «portables».

FLEXIBILITÉ . Les deux branches industrielles de la filière passent un accord tacite -les vêtements fabriqués par des industriels allemands dans le tiers-monde le sont avec des tissus allemands. Le système trouve sa traduction fiscale avec le TPP (trafic de perfectionnement passif), mesure qui exonère partiellement de droits de dnuane les vêtements importés fabriqués avec du tissu exporté, En 1975, l'Allemagne fait adopter son système par la Com-munauté européenne. La boucle est bnuclée : l'ensemble de la branche se redresse barmo-

Aujourd'hui, l'Allemagne est le troisième exportateur de textile/habillement du mande (32,3 milliards de deutschemarks en 1990 quelque 110 milliards de francs, - dont largement plus de la moitié en fibres et tissus). Les Français, pendant ce temps, refusent la délocalisation au nom de la défense de l'emploi, annoncent l'inexorable déclin des industries de l'habillement - industrie de main-d'œuvre dans les pays développés sous la pression des importations à bon marché, cessent de se moderniser (sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing, les investissements sont moitié moindres que dans les années 60). Et quand Pierre Mauroy (premier ministre) et Pierre Dreyfus (ministre de l'industrie) prennent enfiu conscience de la débacle qui s'annonce, ils lient les allègements de charges salariales qu'ils consentent à des engagements sur la modernisation et l'emploi.

Le «plan textile» de 1982 relance l'investissement (+125 % dans l'habillement), mais differe seulement les suppressions d'emplois (le Monde dn 15 novembre 1991).

Aujnurd'hui, les industriels enfaurchent un nouveau cheval de bataille. Celui-là même que le rapport Jollès-Bounine leur indiquait, il y a deux ans déjà : la flexibilité (le Monde du 6 décembre 1989).

Pierre-Angel Gay ::

Lire la suite page 25

# orientations

Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

M. Mme Mile

Code postai Lilli Ville ...

Niveau d'études 91-92 \_\_\_

e receion frammement des m	ormanore ser was crosses der to
aux secteurs suivants (cochez	les fillères qui vous intéressent)
eses Préparatoires	Design, Design Industriel
indes Ecoles Scientifiques	☐ Electronique
andes Ecoles de Commerce, Gastion	☐ Esthétique, Cosmétique
parer un MBA	☐ Expertise Comptable
Cycles de Gastion, Droit	☐ Formation on Alternance
Nee & Vocation Internationale	☐ Formation Continue
te, Commerce, Distribution, Gestion	Gestion Financière
Sere de la Défense	☐ Gestion du Personnel
pera na lei maracina	Hôtelierie, Tourisme, Accueil
Afficiency official days	☐ informatique
hillecture d'Intérieur	
nées : Management et Logistique	☐ Ingénieur Aéronautique/Automobi
a Graphiques	· Ingénieur Chintiste
s et Techniques du Speciacie	☐ Ingénieur Informeticien
istante de Direction/Bureautique	□ Journalisme
MITSINGS	□ Logistique Production
nmunication Audiovisuelle	☐ Paramédica!
naturalization of Culture	☐ Prothésiste Dentaire
tenunication, Publicità	☐ Recherche Scientificue
motabilità	☐ Relations Internationales
ers per Corresp. Expertise Comptable	☐ Sciences Politiques

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémoille 75008 Paris (réponse par courrier uniquement)

MYP Clarement Espicie here, des articles cors o an grand dosser. : - poquique de l'info THE STREET OF STREET

MIAN A PRESSE

CHARLES.

المنات الما

\_ .. c

... 'n: 12 g z

SEL KITE

1 1 21 1281 47

. ... e. a se

A STORES

er in Right Thirs:

والمستان المانيان

The state of the s

.... ಆತ್ಮವಾದಚ್ಚೆಗೆ

per tract, at the proper

. 113 2 2 <del>3 F</del> 3

nebdomadare mai les 14/18 ans.

#### ENVIRONNEMENT

## Un lobby industriel antipollution

Une quinzaine de grands groupes viennent de constituer l'Association française des entreprises pour l'environnement, en vue d'agir concrètement et de défendre le point de vue des industriels en la matière

N avait rarement vu une telle concen-tration de chefs d'entreprise à la même tribnne : pas moins de quinze PDG ou directeurs de quelques-unes des plus grosses sociétés françaises (1) étaient réunis le 17 mars à Paris pour annoncer la naissance officielle de l'Association des entreprises françaises pour l'environnement. Un club pour l'instant très sélectif, mais qui compte s'ouvrir progressive-ment aux PME et PMI (2).

Le président de le nouvelle association. Jean-René Fourtou. président de Rhône-Poulenc, a expliqué quelles sont les quatre missions de cette nouvelle association. Il s'agit : 1) d'inciter les entreprises à s'engager plus largement dans les problèmes d'environnement; 2) de favoriser les échanges d'expériences tent techniques que «manegériales »; 3) de soutenir des pro-grammes d'actioo; 4) de défendre le point de vue des entreprises eo matière de protection de l'environ-

De ces quatre missions, le troisième est incontestablement la plus nouvelle. Ce sera eo effet la première fois que des industriels français participeront ensemble à des programmes d'ection qui ne concernent pas directement leur entreprise. L'association Entreprises pour l'environnement se propose par exemple de financer des programmes de dépollution de sites industriels abandonnés sans propriétaire, ce qu'oo eppelle les «poiots ooirs orphelins».

CAGNOTTE • Aux yeux des industriels, l'existence de ces points ooirs est très préjudiciable, car elle conforte l'opinioo publique dans l'idée que l'activité iodustrielle est toujours sale et polluante. Pour l'Etat et les collectivités locales, d'autre part, ces points ooirs représentent un casse-tête juridico-admioistratif quasi insoluble. Qui doit payer pour nettoyer des terdécennies, comme les anciennes usines à gaz

Aux Etats-Unis, il existe une loi dite «Superfund», qui permet de mobiliser nationalement des ressources afin de décootaminer les anciens terrains industriels et les sites de

LA COTE DES MOTS

La « cavalerie

de saint Georges »

Bretagne et d'Irlande George IV créait

une pièce de monnaie en or : le souve-

rain. Il portait à son avers (le côté face) le

profil lauré du roi, et, au revers, un saint Georges à cheval terrassant le dragon.

avoir sanvé la vie d'une princesse mena-

cée par le monstre, alors qu'il était offi-

cier de cavalerie de l'armée romaine, en

Proche-Orient (IV. s. sp. J.-C.), n'aveit

rien d'étonnant : n'était-il pas, depuis 1222, le patron de l'Angleterre, et la croix

de Saint-Georges n'était-elle pas devenue

nommèreot alors « cavalerie de saint

Georges » les pots-de-vin, les «enve-

loppes» – ou plutôt les sacs de monnaie d'or, – que les représentants de le Cou-

ronne versaient oux princes, rois, généraux et hauts fonctionneires des pays

dont ils voulaient s'assurer la neutralité

hienveillante, sinon une alliance plus

active : voire des Etats euxquels ils dési-

raient imposer leur domination. Cette

expression imagée perdura au-delà du

XIX siècle, et resta eppliquée à ce type

de cavalerie sonnante et trébuchante

peut-être « à tiroir ». N'aurait-elle pas sa

source dans un ordre de chevalerie - the

Most Distinguished Order of Saint

Michael and Seint George - fondé le 27 evril 1818 par le régent, afin de témoi-

gner le reconnaissance de la Couronne à

des citoyens maltais et des îles

toniennes? Car Malte et les îles toniennes

avaient « accédé » an statut de protecto-

répartis eo trois classes : les chevaliers

grand-croix, les chevaliers commandeurs

et les compagnons. Ces derniers, toute-

fois, étaient appelés cavalieri s'ils étaient

malteis. Des «cavaliers de seiot

Jean-Plerre Colignon

Et les titulaires de l'ordre étaient

Mais l'origine de ladite expression est

Les adversaires des Britanniques sur-

l'emhlème national?

eutant que corruptrice.

rat, en quelque sorte!

Georges », donc...

L'hommage au saint martyr, réputé

En 1817, le futur roi de Grande-

de Nantes revendues à un promoteur immobi-

priétaires et l'identification des responsables prend parfois des années. Il n'existe en France rien de comparable, d'où les encouragements du gouvernement à la proposition Fourtou. Les industriels français vont se charger d'effacer eux-mêmes les malheurs ou les erreurs de leurs collègues disparus.

Alors qu'elle vient à peine de naître, l'as-



societioo dispose déjà d'uoe cagnotte oon négligeable: 17 millioos de francs, représentant le ticket d'entrée des quinze entreprises fondatrices (100 000 francs chacune), phis des cootributioos volontaires destinées à financer des opérations particulières (de 500 000 francs à 1,6 million de francs). Les deux tiers de ce fonds, selon Jean-René Fourtou, seront consacrés eu programme d'actions, qui oe se limitera pas à la résorption des points noirs. Il financera des projets élaborés par divers partenaires, et notamment la nouvelle Agence de l'environnement et de la moîtrise de l'énergie (ADEME).

Le fonds dont dispose l'essociation devrait augmenter rapidement, car Entreprises pour l'environnement envisage d'enrôler d'autres industriels de poids - les grands absents, et notamment les groupes papetiers. Le club va

décharge. Mais l'applicatinn de cette loi s'evère extrêmement difficile, car le recherche des promoyeus financiers de la société. Tout chef d'entreprise devrait, à terme, pouvoir faire partie du clob et participer ainsi au programme d'actions qui sera décidé per le prochain conseil d'administration.

> Une autre mission de l'essociation, comme l'e précisé Jérôme Monod, président de Lyonnaise-Dumez, sera de devenir un moyen

d'expression des industriels. « Jacques Delors nous reproche de ne pas faire entendre notre point de vue à Bruxelles, e-t-il dit. Nous allons donc nous faire entendre. » Ce lobbying, de l'even même du président Fourtou, va « recouper » l'action menée par la commission Environnement du CNPF, présidée par Michel Pecqueur - par\_ailleurs membre fondateur de l'association. Mais, en la matière, les moyens d'expression - et de pression - ne sont jamais assez nombreux. Le président de Rhône-Poulenc le sait bien, lui dont le groupe anime par exemple l'association internationale SCOPE, qui s'efforce de faire valoir le point de vue des industriels producteurs de phosphates...

Entreprises pour l'eoviroocement va aussi mener une action « planétaire », eo participant aux grands débats comme celui sur le réchaussement de la planéte et sur l'effet de serre. Les industriels fran-

çais, sur ce point, emboîteot le pas au président d'EDF, Pierre Delaporte, qui s'insurge cootre une éventuelle taxe sur les émissions de gaz carbooique - « un pêché contre l'esprit », dit-il. D'après lui, il vaut mieux, evec la même somme, aider les Chinois à dépolluer leurs centrales thermiques plutôt que de contraindre les Allemands à améliorer d'un point un taux de dépollution déjà excellent.

Roger Cans

(1) Air liquide, Compagnie genérale des caux, Elf-Aquitaine, EDF, EMC, Hydro-Azote, Lafarge-Copée, Lyonnaise des caux-Dumez, Pechiney, Renault, Rhône-Poulenc, Total, Usinor-Sacilor, Solvay.

(2) Association française des entreprises pont l'envimnnement, 5, esplanade Charles-de-Gaulle, 92000 Nanterre. Tél : 47-29-09-29.

### **BLOC-NOTES**

## D'une semaine... ... à l'autre

LE DÉFICIT BUDGÉTAIRE DE LA FRANCE EN 1991 e atteint 131,7 milliards de frencs, soit 1,9 % du PtB, contre 93,15 milliards de francs en 1990, selon les chiffres publiés le 13 mars, tl e été en augmentation pour la première fois depuis 1987 et a été supérieur de 63,2 % enx prévisions (le Monde daté

15-16 mars). PIERRE BÉRÉGOVOY VA LANCER LE PLAN D'ÉPARGNE EN ACTIONS. Le 16 mars, dans une entretien à la Tribune de l'Expansion, il a annoncé la création d'un plan d'épargne en actions afin de favori-ser l'épargne longue et d'accroître les fonds propres des entreprises (le Monde

du t7 et du 18 mars). NESTLÉ MARQUE UN POINT SUR AGNELLI DANS L'OPA SUR PERRIER. Le tribunal de commerce de Paris a annulé le 16 mars la cession de l'autocontrôle de Perrier nu groupe Saint Louis et mis sous sequestre les 13,8 % du capital tant que durera la hetaille hoursière. Le 18 mars, le Conseil des Bourses de valeurs (CBV) a rendu obligatoire le lan-cement d'une OPA sur t00 % du capital d'une entreprise au lieu des deux tiers (le Monde des 17, 18 et 20 mars).

RALENTISSEMENT DU COMMERCE MON-DIAL EN 1991, Selon le rapport publié le 18 mars par le GATT, la croissance en volume, la plus faible depuis 1983, a été de 3 %, marquant un ralentissement pour la troisième année consécutive. En valeur, le commerce des marchandises a augmenté de 1,5 % contre 13,5 % en

1990 (le Monde du 19 mars).

LA CEE ET LE GATT EN DÉSACCORD SUR LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE. Un penel, instance d'arbitrage du GATT, a publié, le 18 mars, un verdict rendu récemment, condamnant la politique de soutien de la Communauté européenne à ses quatre ceot mille producteurs d'oléagineux. Les experts du GATT avaient été saisis d'une plainte américaine le 4 décembre 1991. Le 18 mars, l'échec des pourparlers euroaméricains sur le limitation des eides publiques aux constructeurs d'Airbus, accroît les divergences entre les Douze et les Etats-Unis (le Monde du 19 et du

DIMANCHE 22 MARS. France. Elections des conseillers régionaux ou scrutin de liste à nn tour. Premier tour des élections

Albanie, Elections législetives anticipées. Des observateurs de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe surveilleront la régularité des opérations. LUNDI 23 MARS. Braxelles. Conseil des ministres de l'environnement de la CEE.

Vienne. Reprise des négociations sur la dette de la Bulgarie avec les hanques MARDI 24 MARS. Bruxelles. Session plénière

da Conseil économique et social euro-Allemagne. Reprise des négociations

salariales dans la métalturgie. Paris. Clôture de l'OPA ouverte par Pinault sur le Printemps. MERCREDI 25 MARS. Paris. Les ministres

rendent leur avis snr le dépistage du Tignes. Ouverture des Jeux olympiques d'hiver des handicapés, en présence du président François Mitterrand.

Bruno Durieux et Jean-Louis Bianco

Comminauté européenne. 35° anniversaire du traité de Rome. Parution du premier manuel européen d'«histoire de l'Europe», publié simultanément par huit éditeurs, dont Hachette en France. JEUDI 26 MARS. Paris. Jugement sur le fond de la cour d'appel à propos de l'obligation faite à Exor et à ses alliés de lancer

une OPA sur Perrier. Réunion des ministres de l'agriculture des pays membres de l'OCDE : le dossier GATT est toujours au centre des

Bruxelles. Conseil des ministres des transports de la CEE. Berlin. Congrès sur la privatisation des économies planifiées organisé par le Treuhand et le patronet allemand.

VENDREDI 27 MARS. France. Comité central d'entreprise chez Thomson Sintra ASM sur l'éventuelle suppression de einq cents emplois

SAMEDI 28 MARS. France. Les transitaires en douane, menacés par l'ouverture des frontières intérieures de la Communauté européenne, demandent une table ronde evec le médiateur Philippe Lacarrière

### HUMEUR e par Josée Doyère

### La main verte

T'Al le mein verte. Sur mon J bureau, fort bien orienté, je dois dire, azeléen, gerdénie et autres hibiseua fleurissent et refleurissent allégrement. Plusieurn d'entre vous m'ont reproché de n'avoir que dea «humeurs» morosen. Alore, j'ai décidé de voua parler du printemps, qui vient d'erriver. Et de l'envie qui vous saisit d'echeter chez le fleuriste du coin, ou au quei aux Fleurs (quel joli nom I) si vous habitez Paris, ou dans telle grande surfece spécielisée, les plentea qui garniront votre appui de fenêtre, votre balcon ou len perterres de votre maison de

Et si un quidam, fort astucieusement invité à dîner, a la honne idée de vous offrir une plante en pot ou - comme c'est le mode ectuellement une de ces compositions où s'empilent pêle-mêle microlierres dévorants et envahissants, boutures d'arbustes qui n'ont aucune chence de se développer dens un tout petit panier, primevères eux couleure éclatantes et tulipes neines toutes raides et encore fermées..., vous lul seutez au cou, sans vergogne, tout à la joie dee plentations du lendemain. Car vous allez, bien sûr, rempoter le tout en bonne place, pour que cela puisse es développer à l'eise et... refleu-

rir. Et il vaut mieux les mettre dana de la bonne terre, car parfoia, dene le pot d'origine (en plestique, quelle horreur I), le petit cube de terre plein de racinen est tout simplement entouré d'un remesais de mousne synthétique fort peu nourrissant. Çe y eat I Je sene que je

vaia râler de nouveau. Perce qu'il est rare que l'on trouve ces solendeurs encore en bouton. Epanouies au moment de l'achat, ellea ne peuvent que se faner dans les jours qui suivent. Si encore ellee evaient été etockées convenablement... Mais, pour être présentables plua longtemps, elles ont perfois passé quelques nuits en chambre trop froide... et leur longévité est loin d'être aesurée.

J'entendn bien : le fleuriste doit vivre et la gestion de son affaire ne lui permet pes de laisser son stock si fugitif se faner prématurément (avant d'avoir trouvé preneur). Pourtant, chez certains fleuriaten, qui ne sont pas forcément les plus chers mais qui sans doute ont l'amour de leur métier et des plentes, à fleurs ou non, on trouve des merveilles qui prolongent la joie de l'inntant par le bonheur de nouvelles pousses vigoureusee. Cherchez-les, courez-y vite I C'est le printemps I

### LOIS ET DÉCRETS

### Cures thermales

La participatioo des caisses pride séjour des assurés socioux est est destinée à des personnes dans le désormais plafonnée à 959 francs, contre 933 francs auparavant; d'autre part, le plafond de revenus permettant de bénéficier de ces prestations est fixé à 93 754 francs. Les dépenses totales de rembourse-

ment des cures thermales ont dépassé le milliard de francs en 1991, soit 0,28 % des dépenses d'assurance-maladie. Sur les 104 stations thermales agréées par la Sécu-rité sociele, la majorité est spécialisée en rhumatologie et en soin des voies respiratoires. Le chif-fre d'affaires de l'ensemble de ces stations est estimé à 6,5 milliards de francs pour 1991. Arrêté du 2 mars 1992, Journal offi-

ciel du 10 mars 1992, page 3 500.

### Monep

Un décret fixe les règles d'imposi-tion des profits réalisés sur les marchés d'options négociebles (MONEP). Selon ee texte, le dénouement d'un contrat sur le MONEP intervient à la date de clôture de la position ouverte. Les contribuables qui réalisent des opérations imposables sur ces marchés doivent déclarer sur nne « formule spéciale» - délivrée par l'administration fiscale - le montant du profit net imposable. En cas de moins-values, les contribuables peuvent les reporter su cours des cinq années SUCCESSIVES.

Les établissements et les personnes qui tiennent le compte des opérations, qu'elles soient réalisées en France ou à l'étranger, sont obligés de déclarer à l'edministration le montant des encaissements et décaissements effectués par chacun de leurs clients. Si ces opérations sont effectuées par l'intermédiaire d'une entreprise, celle-ci doit déclarer la quote-part des encaissements et des décaissements correspondant oux droits de chacun de ses membres. Les contribuables doivent tenir à la disposition de l'administration fiscale tous les documents relatifs à ces opérations.

Décret nº 92-234 du 11 mars 1992. Journal officiel do 15 mars 1992, pages 3 743 et 3 744.

### **Emissions** des titres non cotés

Un arrêté transpose dans le droit français des directives européennes concernant l'émission de titres non cotés, faisant eppel à l'épargne. Est considérée comme publique une offre de valeurs mobilières diffusée au-delà d'un cercle de trois cents

médiaires fioanciers. L'offre au public de valeurs mobilières est subordonnée à l'établissement d'un document d'information appelé «prospectus simplifié », saur si elle cadre de leurs activités professionnelles, ou si son montant est inféneur à 250 000 francs, ou dans le cadre d'une OPE, d'une fusion ou d'un apport partiel.

Ce document doit fournir, outre l'identité de l'émetteur et de l'intermédiaire financier, des renseignemeots concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur. Le contenu de cette note d'information peut être adapté en fonction de l'activité et de la forme juridique de celui-ci, mais les données doivent être certifiées par des commissaires oux comptes. Le prospectus simplifié est déposé à la COB (Commission des opérations en Bourse) quinze jours ouvrables au moins avant le date envisagée pour l'opération.

Il est mis ensuite à la disposition du public le jour de la souscription de l'émission ou de la mise en vente pour une cession. Il doit faire l'objet d'une publicité dans un ou plusieurs journaux économiques et financiers. Une brochure peut être demandée par toute personne qui en fait le demande suprès du siège de l'émetteur ou des organismes chargés d'assurer le service financier de ces titres. Cet arrêté prend effet à compter du le mai prochain. Arrêté du 3 mars 1992, Journal officiei du 15 mars 1992, pages 3 745 et

### Titres de créances négociables

Un décret du 13 février annonçait la création des bons à moyen terme négociables (BMTM) et réglementait ces titres («le Monde de l'économie» du 25 février 1992); une notation de ces titres est indispensable pour assurer leur promotion et leur développement. Un arrêté précise la liste des agences spécialisées indiquées ci-dessous :

**Euronation France** Moody's France SA Moody's Investors Service

Standard and Poor's Agence d'évaluation financière et Standard and Poor's Corporation Arrêté du 13 mars 1992, Journal officiel du 14 mars 1992, page 3 684,

Rectificatif. - Uoe coquille, dans le Bloc-notes du « Monde de l'économie » du 17 mars, nous a fait coovertir 516 millions de livres en 5 millions de francs. C'était bien sûr 5 milliards de francs qu'il falleit lire, s'agissant du prix de racbat de la division personnes ou placée par des intermusique de Virgin.

Le succès d a été accue Mais cette 4

Asset Carri

7 11 43 1 2 2 2 4

1. 14470

. .: 75 4

... Yor ≥c

A 2000

Britis - -

kektiki ---

de deur beiden

Deg H

ces de 10% y

com in ....

victorit e.

palitia\_2

700.5

muci-i-

100 d 2 1. 1.

k .σ....

La persona de la constanta de

Therman in the

solot by

elitori et - · · · · ·

DISPARITEE . .

our ile

1985 10

THE RESERVE

Nemes was present

missel : - .

Bress :-

mc62

こうことにはある

......

-.... air

1-12: 15

N = 2.344

r-t-

mule gas

\*\*\* 53475

. . . . .

2.72

11.2737

. . 6176.

זעת יי.

4.

." IND

-

- - - 4

100

.. PM-

. . . .

e de

or TWE

14040 est god AND IN MEYE. BE in Sud seal on A seion (Urben Fo cepanione prive, an hattrant ches. les. . 150. chest his No ter increse et 2 it is a more passing

sers to missing An mestre 1991, 1e indis one office que de l'100 his redistribust del manifet plus him ner l'économie l' manuse, que plus Congrès national Congret satis Se Neisen Maide verzement : it into STREET, IN COMME de permettee devenues socialité.

> SOME T ores de 50 de la popul active retre est director touchée par le chômage

raient les tenside Car le chôma QUE TOUCHE PARTY sherros sours on CHARLESCHOOL CL. ite intereure il anjourd'hat. se sources, der pris population active

Charles Jour

La ville de Romans, ancienne capi La societe Charles Jourdan, la plu vient d'annoncer un nouveau plan

Ti de la

and distance

- 101 2**0 1**2

F:20044

errecher de

77.72. 3. A

tering and a special

due: 2

Tourner

nère l'inc.

bio perional de dont etre information de camanidad de cam

du holding
Cement Wester it

laire de l'article de l'article

gotton digitalis

demandar leger ar 2017 de

et conseillet manage de la Communication de la conseillet manage de la conseillet manage de la conseillet manage de la conseillet de la consei

vivement to pire, the second and

BOILISS ...

conse del 212

ler au dan ... Romans de

et escargia.

anipeu: 1ju: ...

Societe Creaman

après congress

Production.

rail aller same of

recurrents en difficulti

650 perioder

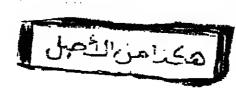
mourir à priit fa moins, d'en donn avec d'ingvousble O Name of the Featpubliques, qui v giver les mensoon vers des pays & b S XUVIE. File d'un s in de l'arrate n grade reissoe en elle a l'impressioner trouver augusté l'Espagne, à les Jourdan courie d cation des chaus que de gamene a lourdra Bis, et à

FOWAKS société ne tentent

contours et sur Jans lequel figu é borlogorie Bui De Sede SOUPCOME & camité d'entit nanagement, fi aure de Persona de Santa de Sa de acul d'une pi Jeardan, de l'ac première jusqu'i 10250 06 1: 000 demander to the complete to th is main d'auvil sente 115.67 600 CGT en tipe int

ave. où le group an secret jalon

Car les faite En 1987, en reci in communica 258 urt en delig françaises. La propose a mainte ertantellant g





Pur se par Josée Doyère

+ + + 2

1 ... ... Day

District Control of the Control of t

Contraction the major

Section 1

201 52 12 50 E

2 con 2

1 .....

. . . .

----

77.73.25 77.73.25

- 1 - TECH

17 11 11 11

TOTALS TOTALS

/ N 22

to the business

1.1073

7 × 77

All the second

22.

The second second

- 72 6722

13.2

Contract Contract

1 72 2 37

The second secon

No. 18 Mary No. of the last of

421

THE REPORT OF

. -- 4 6 72

4 35

To be the state

1 1 - 2 - 1 1 to

111-1-1883

a main verte

Silve Constitution of the M BROW ... Batter at Sales ... . .

\*\*\*\*\* --

Market 🗦 🚁 👾

in eran talen

And Company to the control of the co

Mark training

West .

Me grand have

W. On the second

STATE SEC.

gradies, toke

Carlot American

16 4 30 m

Street Section 1

Ten.

3 S.4 S.5. C. 3.

10 mm

DITTO TO A ...

Marie .

3 T

£ 1885

TITL: 3.

£ . . .

THE BUT .

STATE OF

M 1444 # 17

Miles dere charles

The second

in with through

Barrier Barrier

Charles and the same

gain gase . S.e.

Contract See

Martin !

**液**性 A.T. Handis

LOIS ET DÉCRETS

**JOHANNESBURG** de notre correspondant

NVOLÉE des cours du rand et des actinns de grands groupes sud-africains cotés à Londres ou à New-York, hausse modeste, mais significative, de la Bourse de Johannesburg. Pas de dnute : les milieux financiers internationaux ont salué positivement la victoire du «oui» au référendum, organisé le 17 mars au sein de la communauté blanche, sur la poursuite des réformes. « C'est un soulagement énorme. Le chemin à parcourir est accidenté mais au moins l'Afrique du Sud est sur la bonne voie», assurait, le lendemain du vote, un spécialiste au Wall Street Journal. Résultat

de deux années de bouleversements conduits par le président Frederik De Klerk des son élection le 20 septembre 1989, le succès du référendum constitue une victoire économique antant que politique. Il n'en escamote pas pour autant l'ampleur des difficultés à surmonter pour remettre l'Afrique du Sud sur la voie de la La large adhésion de la communauté bianche au processus de

réformes (le Monde du 19 mars) donne maintenant an gouvernement les coudées franches pour négocier une nouvelle Constitution et le partage du pouvoir avec la communauté noire qui, jusqu'à présent, était complètement exclue de la vie politique sud-africaine. La perspective d'un gouvernement intérimaire multiracial se profile à l'horizon et sera certainement suivie d'élections au suffrage universel où, pour la première fois, les Noirs participeront au scrutin et éliront leurs représentants au Par-+ tuernom nor line m lement.

DISPARITÉS • Au plan théorique, l'Afrique du Sud de 1992 n'a donc plus rien à voir avec celle de 1989. Mais au plan pratique, rien n'a vraiment changé pour la majorité de la population, qui se débat toujours dans d'inextricables problèmes matériels. L'apartheid poli-

# Le défi sud-africain

Le succès du référendum sur la poursuite des réformes obtenu le 17 mars par le président De Klerk a été accueilli avec soulagement par les milieux internationaux, qui anticipent une levée totale des sanctions. Mais cette victoire politique ne balaie pas pour autant les nuages qui pèsent sur l'économie

tique est gommé des tablettes, mais un apartheid économique de facto lui survit. En 1991, l'Afrique du Sud avait un PNB moyen de 2 942 dollars par habitant. Mais selon l'Urban Fnundation, un organisme privé, en 1990 le PNB était estimé à 10 400 dollars par habitant chez les Blancs, contre i 150, chez les Noirs, 3 900 chez les Indiens et 2 750 ebez les métis.

Le véritable défi est bien là! Il n'y aura pas de nouvelle Afrique dn Sud sans que les disparités ne s'estompent. Et le plus vite sera le mieux. Au deuxième trimestre 1991, le salaire moyen d'un Blanc atteignait 3 300 rands tandis que celui d'un Noir n'était que de 1 100 rands. Comment redistribuer les riebesses de manière plus juste sans désarçonner l'économie? La réponse est unanime, qui vient aussi bien du Congrès national africain (ANC) de Nelson Mandela que du gouvernement : le salut passe par une furte croissance susceptible de dynamiser la création d'emplois et de permettre d'importantes

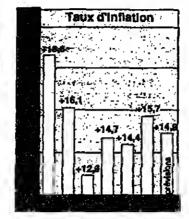
dépenses sociales qui minimise-

Delon certaines SOUTCRS. près de 50 % de la population active noire est directement touchée par le chômage et la sous-emploi.

raient les tensions en élevant le niveau de vierdes plus défavorisés, Car le chômage est un fléau qui touche particulièrement les ghettos noirs où la situation est catastrophique et menace la stabilité intérieure. Il semble admis, aujourd'hui, selon certaines

sources, que près de 50 % d'une

population active estimée à plus

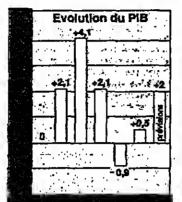


de onze millinns de personnes (sans compter les quatre homelands «indépendants», Transkei, Bophutatswana, Venda et Ciskei) est directement tnuebée par le chômage et le sous-emploi. Mais stimuler la croissance

n'est pas si facile alors que le pays est enfancé dans la récession depuis le dernier trimestre de 1989. Le taux de croissance du PIB est devenu négatif en 1990, à - 0,9 % avant de remonter à 0,5 % en 1991. Les plus npti-mistes estiment cependant que le mouvement s'est inversé en fin d'année demière et qu'une reprise de l'activité pourrait peut-être porter la croissance économique à 2 % cette année. Un résultat qui, de toute façon, resterait largement inférieur au taux d'expansion démographique, proche de 3 %. Si l'ANC et le gouvernement

reconnaissent que le niveau d'investissement n'est pas suffisant pour assurer un développement profitant à l'ensemble des communautés, les deux principaux acteurs de la scène politique divergent cependant sur la nature des méthodes à mettre en œuvre. Le gouvernement voudrait favoriser les investissements privés par des mesures fiscales incitatives, par un accès renforcé aux marchés des capitaux grâce au désengagement de l'Etat et par une amélioration de la productivité.

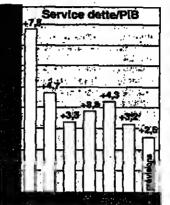
L'ANC, de son côté, table fidèle aux orientations tradition-



essentiellement sur la restauration de la stabilité politique et sur une relance par la consommation. L'organisation de Nelson Mandela souhaite aussi que l'État et les entreprises publiques assurent les investissements nécessaires à la satisfaction des besoins de la communauté noire en matière d'habitat, de santé et d'éducation.

REPLI e Mais les investisseurs, qu'ils soient sud-africains ou étrangers, restent en repli. Ils attendent que la situatinn politique s'éclaircisse et que des assurances sur l'avenir économique du pays leur soient données. Les discours successifs et contradictoires de l'ANC sur les nationalisations ont jeté le trouble dans les milieux d'affaires occidentaux. Le numéro de duettistes de Frederik De Klerk et Nelson Mandela, lors da Forum économique international de Davos, en Suisse, en février, ayant pour but de séduire le gratin du mande libéral et d'inciter les plus influents responsables éco-nomiques à participer à la résurrection d'une « nouvelle Afrique du Sud démocratique et non racialen par l'investissement, a intéressé l'auditoire mais n'a pas convaincu.

En dépit de précautions oratoires, Nelson Mandela - qui a continué de prêcher pour le maintien des sanctions - est resté



nelles de l'ANC. Il a préconisé l'adoption d'un système d'économie mixte - convenant peut-être bien à l'Afrique du Sud - où le spectre des nationalisations plane toujours. En précisant que « nationaliser quelques entreprises-clès serait un pas décisif vers la réduction des inégalités dans la répartition des richesses nationales qui sont entre les mains d'une minuscule clique contrôlant cinq conglomérats », il a fait frissonner les patrons qui l'écontaient. Eu fustigeant, à cette occasion, le secteur privé sud-africain qui « manque de confiance» et « ne réinvestit pas ses bénéfices mais les transfère vers l'étranger», Nelson Mandela a estimé à « 55 milliards de dollars » les sommes distraites par les entreprises « entre 1970 et 1988 ».

La communauté internationale est pourtant plutôt bien disposée à l'égard de l'Afrique du Sud. En levant progressivement les sanctions économiques qui frappaient le pays, elle a finalement reconnu que les bouleverse-ments intervenus depuis deux ans étaient intéversibles. Des missions commerciales étrangères se succèdent quotidiennement à Pretoria. La levée des dernières sanctions devrait être bientôt suivie de la fin de l'embargo pétrolier. Ne subsisterait alors que l'interdit de l'ONU sur les armes et les technologies nucléaires. Depuis la décision américaine de ne plus systématiquement user de son droit de jveto au FMI, la route du Fonds est désormais ouverte aux Sud-Africains, si ce n'est que, pour l'instant, leur balance des paiements étant excédentaire, ils n'y sont pas éligibles.

BONNE RÉPUTATION e Les recours inéluctables au marché financier international pour relancer l'économie et mettre en œuvre les grands projets destinés à l'amé-lioration des conditions de vie des communautés défavnrisées ne devraient pas se faire attendre outre mesure. Le pays jouit d'une bonne réputation. Sa dette extérieure, estimée à 18,3 milliards de dollars, est bien maîtrisée et, rap-portée à un PIB de 115 milliards de dollars, elle est largement inférieure aux normes internationales. L'essentiei serait que l'investissement étranger soit dirigé prioritairement vers des secteurs productifs afin de ne pas compromettre, à terme, nne croissance convalescente ni porter tort à des comptes extérieurs sains.

La lutte contre l'inflation, en revanche, n'a pas porté les fruits escomptés par les autorités moné-taires qui maintiennent pourtant des taux d'intérêt élevés. Voisine de 16 % en 1991, l'inflation ne devrait pas descendre en dessous de 15 % cette année, en dépit de l'introduction de la TVA en septembre dernier.

Les espoirs de redressement conjoncturels ne peuvent cependant masquer les handicaps à long terme d'une économie essentiellement minière, prise en ciscaux par l'épuisement progressif de ses réserves - donc la hausse des coûts d'extraction - et la chute des cours des métaux précieux. L'Afrique du Sud, avait-on contume de dire, avançait en politique à coups de catastrophes et en économie à conps de chance. La chance anjourd'hui semble sourire au politique. Mais les catastrophes économiques ne sont pas encore définitivement conjurées...

Frédéric Fritscher

## Charles Jourdan menacé de mort lente

La ville de Romans, ancienne capitale de la chaussure de luxe, vit encore des heures d'inquiétude. La société Charles Jourdan, la plus connue de ses entreprises, vient d'annoncer un nouveau plan de restructuration qui laisse planer des doutes sur son avenir

de notre envoyé spécial

N la eroyait guérie. Peutêtre à tort. L'industrie de la chaussure de luxe montre à nonvean des symptômes de la crise qui avait déjà failli l'emporter au début des années 70. A Romans, dans la Drôme, et à Tournon, en Ardèche, où bottines et escarpins proviennent d'une anthentique tradition manufacturière, l'inquiétude a repris le dessus. Motif : les difficultés de la société Charles Jourdan, qui, après vingt années de problèmes récurrents, se trouve de nouvean en difficulté. Son personnel de production, c'est-à-dire près de 650 personnes, connaît trois semaines de chômage partiel et doit être informé des détails d'une nouvelle restructuration, d'ici la

rait aller sans soubresauts. A la mi-jauvier, les dirigeants du holding zurichois Portland Cement Werke (PCW), propriétaire de l'entreprise, ont déjà assisté, contraints et forcés, à un étrange pique-nique sur la pelonse du siège social de Sieggentbal. Une quarantaine d'ouvrières francaises étaient venues en antobus, souvent avec leurs enfants, afin de demander, symboliquement, quelques comptes à leur véritable employeur, M. Fritz Wassmer.

fin du mois de mars. Cela ne sau-

Alors que la mairie de Romans se veut rassurante, Jeanny Pedros, une fière Catalane, tête pensante de la CGT-Jourdan et conseiller municipal communiste de 1983 à 1989, envisage carrément le pire. Elle se demande vivement si les dirigeants de la échantillans gratuits, dit une

ROMANS société ne tentent pas de « la faire ouvrière, et l'Espagne fera le substituera pas aux ventes pyé spécial mourir à petit feu ». Ou, tout au reste, » Le rythme de production actuelles (120 000 à moins, d'en donner l'impression, avec d'inavouables espoirs d'aides publiques, qui viendraient éloigner les menaces d'un transfert vers des pays à bas taux de main-

Fille d'un ancien commandant de l'armée républicaine espa-gnole réfugié en France en 1939, elle a l'impression pénible de se trouver aujourd'hui coincée entre l'Espagne, à laquelle le groupe Jourdan confie désormais la fabrication des chaussures de la marque de gamme moyenne Charles Jourdan Bis, et la Suisse alémanique, où le groupe PCW conserve un secret jaloux sur ses vrais contours et sur son portefeuille, dans lequel figurent les marques d'horlogerie Eterna et de mobilier

SOUPCONS o Dans le local du comité d'entreprise, sur un tableau blanc digne d'une école de management, figure la structure de coût d'une paire de chaussures Jourdan, de l'achat de la matière première jusqu'au prix de vente, voisin de 1 000 francs. Le coût de la main-d'œuvre française y représente 115,62 francs, à peine, et la CGT en tire un argument massue contre un « déménagement » de la production dans la péninsule lhé-

rique.

Car les faits sont troublants. En 1987, un tiers de la fabrication des chanssures Jourdan était assuré en debnrs des frontières françaises. La proportion « étrangère » a maintenant doublé, avec les doutes. «La France fait les

de l'établissement de Romans est tombé de 2 700 paires/jour, en 1987, à 1 800 paires, en 1991. Six ans auparavant, le groupe employait près de 2 100 persounes en France. Depuis lors ses effectifs ont pratiquement été divisés par trois. La crainte et le soupcon se sont accrus, car les novrières savent que le groupe PCW a obtenu du gouvernement français, en 1982, l'autorisation de transférer en Suisse la propriété de la marque Charles Jourdan, moyennant quelques assurances sur la pérenuité de l'emplni dans la

> La chaussure ne représente plus maintenant que 20 % de la valeur ejoutée de l'industrie locale, contre 80 %, il y a un quart de siècle.

« Je ne peux pas affirmer qu'il : n'y aura pas de réductions d'affec-tifs à Rumans, reconnaît Emile Mercier, le jeune directeur général adjnint de Charles Jourdan, responsable du site. Mais s'il devait en survenir, nous nous efforcerions d'en limiter le nombre.» M. Merdrômois. Cette production ne se sant des assemblages de combusti-

140 000 paires par an) mais viendra s'y sjauter. L'économie ibérique, en partie «souterraine», devrait permettre une réduction de 20 % sur les coûts.

Pour la suite, le groupe PCW se veut confiant. Il a confié à un Snisse, M. Max Imgruth, le fauteuil de « directeur dn style ». Celui qui créa la montre Swatch, l'une des plus belles réussites de mercatique de ces dernières années, a imaginé, pour l'automne-hiver 1992-1993, «sa» pre-. mière collectinn de chaussures de tuxe, riche de cent trente modèles. Personne, à Romans, ne semble. imaginer que cette collection soit celle de la dernière chance, pour l'une des entreprises locales possédant la plus firte notoriété.

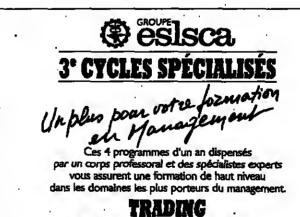
RECONVERSION . Signe des temps: dans son bôtel de ville, Gérard Chaumantet, adjaint (PS) aux affaires économiques de Romans, se dit bien « préoccupé » par Charles Jourdan. Mais il ajonte aussitôt, comme pour se rassurer, que l'industrie de la ebanssure ne représente plus, maintenant, que 20 % de la valeur ajoutée de l'industrie locale, an lieu de 80 %, il y a un quart de siècle. « Nous nyons réussi notre reconversion sans que le public s'en nperçoive », assure-t-il. L'agglomération enmpte désormais des transformateurs de plastiques cier jure que la productinn espa-ganle, environ 20 000 paires en commencé leur carrière en injec-1992, est destinée an marché amé- tant des talnas de chanssures, ricain, où les ventes sont devenues mais aussi deux importants atedifficiles pour le chansseur liers du groupe Pechiney; construi-

ble nucléaire. Les milieux écono-1987 la convention Creanova. consacrée aux industries du luxe

Le chausseur Stéphane Kélian, installé à Romans, lui aussi, témnigne d'ailleurs que la crise du luxe n'est pas une malédiction. Il a su bătir, depuis 1960, une entreprise de huit cents per-

sonnes, et vient de réaliser, via la miques et les élus ont créé en Bnurse de Lyon, une augmentation de capital d'un produit total de 46,6 millions de francs afin de et à leurs technologies, qui a financer son développement et conquis une belle renommée. d'accueillir une participation du d'accueillir une participation du groupe André. «Anti-Jourdan» selon certains, il a fait évoluer son entreprise familiale sans donner de leçons à quiconque.

Gérard Buétas



INGÉNIERIE FINANCIÈRE MANAGEMENT DES ENTREPRISES GESTION DE PATRIMOINE

Renseignements: 3º Cycles Spécialisés GROUPE E.S.L.S.C.A. 1, rue Bougainville - 75007 Paris - tél.: (1) 45 51 32 59

ÉCOLE SUPÉRIEURE LIERE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES - Fondée en 1949 - Reconnue par l'État

# Quand le gaz avait une odeur de scandale

Acheter du gaz à l'URSS en pleine répression polonaise, « surpayer » le gaz algérien pour des raisons idéologiques ? La France de 1982 l'a fait pour échapper au spectre de la pénurie d'énergie. Rétrospective d'une double crise

un tiers de l'approvisionnement gazier de la France : la Russie et l'Algérie, le dernier tiers provenant du gisement de Lacq, des Pays-Bas et de Norvège. La part des deux principaux fournisseurs est-elle excessive? Met-elle en péril l'indépendance énergétique de la France? La question ne suscite guère de débat. Russe ou algérien, le gaz, si l'on peut dire, n'e plus d'odeur. L'an passé, Gaz de France a pu, dans une totale indifférence, prolonger de dix à quinze ans trois contrats de gaz avec l'Algérie. Personne n'y a trouvé à redire alors que la stabilité politique du deuxième fournisseur de la France est peu assurée. Idem pour la Russie. Comment ne pas opposer à cette apathie les extraordinaires passions que souleverent, il y a tout juste dix ans, la signature avec l'Union soviétique et l'Algérie des «grands contrats gaziers». Indépendance énergétique, risques d'une interruption des approvisionnements : les problèmes étaient les mêmes qu'aujourd'hui. Les réponses étaient différentes.

« Une grave erreur pour l'intérêt national de la France»; « Mauvaise action et décision dangereuse»: en janvier 1982, le gouvernement socialiste de Pierre Mauroy est en mauvaise posture. La droite l'étrille et certains de ses alliés - radicaux de gauche et CFDT - ne le ménagent pas. La cause de cette poussée de fiévre : la signature en catimini, dans la nuit du 22 au 23 janvier à Paris, d'un contrat gazier entre Paris et Moscou, ou, plus exactement entre Gaz de France et son bomologue soviétique, Soyouzgas Export. Il

EUX pays assurent chacun 8 milliards de mètres cubes par an l'embargo, sous peine d'être placées de gaz soviétique, pour un montant global estimé à plus de 200 milliards de francs. La date de la signature du contrat ne pouvait pas tomber plus mal. L'Occident est encore sous le coup des événements de Pologne où l'état de guerre a été proclamé le 13 décembre 1981 par le général Januzelski et où se poursuivent les arrestations d'intellectuels et de militants de Solidarité.

> TEMPÈTE • Le président Reagan a annoncé, le 29 décembre, des sanctions économiques à l'encontre de l'URSS, tenue pour responsable de la répression en Pologne. La tempête politico-médiatique déclenchée déborde les frontières de l'Hexagone. La Maison Blanche. usant d'un langage diplomatique, conseille de ne pas se lier «de trop près» aux régimes « qui ont peur de la liberté ». L'agence Tass réplique et s'en prend à ceux qui cherchent à « saboter la politique économique (...) du gouvernement des socialistes de France». Accusé par l'opposition de « mercantilisme », le premier ministre Pierre Mauroy demande benoîtement : « Fallait-il ajouter au drame des Polonais le drame supplémentaire des Français privés d'approvisionnement en gaz?»

L'affaire aurait pu en rester là. En réalité, le contentieux va s'élargir avec l'annonce par Washington, le 18 juin 1982, d'un embargo sur l'exportation vers l'URSS d'équipements destinés à la construction du gazoduc de 5 500 kilomètres qui, depuis la Sibérie, doit alimenter les pays européens. Les filiales d'entreprises américaines et les sociétés res travaillant sous incence

sur une «liste noire».

Cette fois, les pays du Vieux Continent se rebiffent. Margaret Thatcher juge «inacceptable» la décision américaine, « Nous ne nous associerons pas à une guerre com-merciale contre l'Union Soviétique». prévient le chancelier Schmidt. C'est ensuite le tour des Italiens puis des

> L'Europe engage un combat les Etats-Unis et le gagne.

Français d'entonner le refrain sur l'indépendance, Les Soviétiques comptent les points et jurent que, embargo on pas, le gazoduc « sera pret à fonctionner en 1983 ».

L'épreuve de force Etats-Unis-

Europe se produit fin août. S'appuyant sur une ordonnance de 1959 prise par le général de Gaulle lorsqu'il détenait les pleins pouvoirs, Jean-Pierre Chevènement, le ministre de la recherche et de l'industrie, ordonne à la société Dresser-France, filiale d'un puissant groupe américain de mécanique, de passer outre aux injonctions de sa maison mère et de livrer aux Soviétiques les compresseurs qui lui ont été commandés. Britanniques et Allemands appuient la fermeté française.

LISTE MOIRE • Les Americains

(puis Creusot-Loire, jugée elle aussi coupable d'avoir enfreint l'embargo) sur liste noire. Les deux firmes ne peuvent plus rien importer des Etats-Unis.

Pourtant, l'épreuve de force n'ira pas plus loin. Le 13 novembre, le président Reagan fait marche arrière et annonce la levée de l'embargo. Un accord entre Occidentaux sur les conditions du commerce Est-Ouest est intervenu, explique-t-il. La France dément en faire partie. Le 1º octobre 1984 les premiers mêtres cubes de gaz sibérien parviennent en Europe. Les délais ont été respectés.

En même temps qu'elle négociait avec les Soviétiques, la France discutait avec l'Algérie un autre accord d'approvisionnement, tout aussi important (9,15 milliards de métres cubes de gaz par an). Signé également en 1982 - le 3 février entre GDF et la Sonatrach, la compagnie pétrolière algérienne, l'accord déclenche une formidable tempête dans les rangs de l'opposition. L'ancien ministre de l'industrie, André Giraud, parle d'un «désastre». Le député RPR Michel Noir dénonce les conditions « quasi léonines » du contrat tandis que Michel d'Ornano, de l'UDF, réclame un débat au Parlement sur ce qu'il appelle « une mauvaise negociation».

Mauvaise négociation? Négociation très longue en tout cas. Voilà deux ans qu'elle empoisonne les relations entre les deux capitales. Au cœur du contentieux, le problème des prix du gaz. Mettant à profit un marché de l'énergie favorable aux producteurs de brut depuis 1979, Alger réclame un alignement des tarifs du gaz sur ceux du pétrole.

A l'automne 1980, André Giraud avait tenté avec Belkacem Nabi, le ministre algérien de l'énergie, d'enrober le problème du gaz dans un vaste programme de coopération énergétique entre les deux pays. Mais GDF et la Sonatracb avaient échoué à mettre en forme le compromis.

1981: en France, la gauche arrive au pouvoir. Le nouvel occupant de l'Elysée veut faire de la coopération franco-algérienne un exemple dn dialogue Nord-Sud, ce qui suppose le prohlème gazier résolu. En août, deux «sages» sont nommes dans ce bnt : Jean-Marcel Jeanneney, représentant personnel du président Mitterrand, et Mohamed Hadj Yala, ministre algérien des finances. Politiquement, les deux parties sont sur la même longueur d'onde, ce que confirme la visite en Algéric du président français dès novembre. Mais les modalités techniques de l'accord gazier bloquent encore sa signature. C'est Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, qui fait finalement aboutir les discussions,

DÉCONVENUES • L'Algérie a gagnè sur toute la ligne. Indexé sur le prix de certains bruts, le gaz algérien coutera 20 % à 25 % plus cher en moyenne que le gaz soviétique. «L'accord franco-algérien n'est pas un simple accord commercial, mais un accord fondamental de coodèveloppement », se défend Claude Cheysson. Les déconvenues ne vont pas tarder. Côté français, GDF va dans une crise dramatique dont elle en faire les frais. Dès 1984, en effet, n'est sans doute pas près de sortir. 1984 et pendant vingt-cinq ans de américaine doivent aussi respecter ripostent et placent Dresser-France l'Algérie - refuse, faisant valoir que budget de l'Etat cesse de prendre à

le gaz n'est pas substituable au sa charge le «surcoût politique» du gaz algérien. L'entreprise publique en est pour sa poche. En clair, le consommateur remplace le contri-

> Côté algérien aussi, les déceptions ne tardent pas. L'indexation du prix du gaz sur celui du pétrole était avantageuse en période d'envolée des cours du brut. A partir de 1986, l'année du contre-choc pétrofier (le baril dégringole de 34 dollars cn 1982 à 18 dollars en 1986), la formule se révèle catastrophique. L'Aigérie est menacée de perdre de l'argent sur ses exportations gazières. Entre Paris et Alger, un nonvean contentieux naît de ce retournement dn marché. Il faudra plus de deux ans et demi de tractations avant de parvenir, selon le mot du directeur général de GDF, Pierre Gadonneix, à «un compromis réaliste».

> Gaz soviétique, gaz algérien. En fin de compte, dans les deux cas, les craintes des uns, les souhaits des autres se sont révélés vains. A aucun moment, l'indépendance énergétique des pays européens n'a été menacée par l'URSS. Le robinet du gaz est toujours resté ouvert. Et l'argent des exportations soviétiques n'a pas empêché le vent de l'histoire de tourner à Moscou.

La leçon est encore plus cruelle pour l'Algérie. Son combat pour aligner le prix du gaz sur celui du pétrole a tourné court. Alger, qui avait investi des milliards de dollars dans des installations de liquéfaction, y a perdn plusieurs clients. notamment américains. Quelques années après, l'Algérie sombrait

Jean-Pierre Tuquoi

### **PORTRAIT**

## L'itinéraire d'un économiste « vert »

Alain Lipietz est passé de la critique du capitalisme à l'écologie politique. L'expert économique des Verts propose aujourd'hui un nouveau compromis entre capital et travail, fondé sur l'augmentation du temps libre

le rôle du doux rêveur, Il parle d'écologie, c'est entendu, puisqu'il est l'un des experts économiques des Verts. Mais son écologie n'est pas de la tendance paquerette. Sa formation de polytechnicien, d'ingénieur des Ponts et Chaussées et d'économiste mathématicien devrait lui valoir le respect généralement attaché en France aux filiéres d'élite. Il faut voir son œil bleu se durcir et sa mâcboire se serrer quand on le traite sur le mode condescendant, ce qui lui est arrivé tous les jours durant la campagne électorale pour les élections régionales et cantonales. Mais enfin, il en a pris son parti en choisissant son parti, celui de l'écologie politique. Et il peut toujours se consoler de n'être pas prophète en son pays en voyant ses livres traduits partout dans le monde et ses thèses sur la réforme fonciére mises en application (par exemple par les autorités de Sao-Paulo, au Brésil).

L'itinéraire intellectuel d'Alain Lipietz, quarante-cinq ans cette année, l'a conduit à s'intéresser tout jeune à l'économic locale, intérêt à la fois politique et professionnel. Ses engagements de soixante-hui-tard l'amenent au PSU, où il s'occupe de la « commission cadre de vie » (avant Lalonde, se plaît-il à souligner, et avant de se faire «virer» sur un désaccord avec Rocard). Sa carrière d'ingénieur des Ponts est brève : dès 1972 il entre comme chercheur ou CNRS.

«Tiers-mondiste de naissance et qui l'est resté», il développe dès l'origine une critique marxiste des mécanismes capitalistes. Il traque l'exploitation sous toutes ses formes : dans l'économie urbaine (le Tribut fancier urbain, Maspéro 1974), dans l'économie régionale (le Capitalisme et son espace, Maspéro 1977), dans les expériences d'industrialisation du tiers-monde (Mirages et miracles, 1985). Progressivement,

LAIN LIPIETZ est carrément à contre-emploi dans lyses oui, le capitalisme peut dans
certains cas amener au développetance complexe. Des régions comme ment dans le tiers-monde, mais sculement si le terreau local y est adapté. Par exemple, l'industrialisation de nombreux pays d'Asie repose sur le travail à bas prix des femmes, modèle impossible à transposer eu Maghreb.

La crise mondiale, pour Alain Lipictz, est moins une crise du capitalisme qu'une crise de l'organisation fordiste-taylorienne. «J'y vois deux causes principales : d'une part, le taylorisme, en excluant les salariés de la maîtrise de leur propre activité, a fini par tarir les gains d'efficacité; d'autre part, l'ouverture économique. La prospérité reposait sur la capacité de réguler les salaires: une augmentation de 3 % des rémunérations se traduisait mécaniquement par une hausse à peu près équivalente de la consommation, qui tirait la production. Mais ça ne peut marcher qu'en éco-nomie relativement fermée.» Face à cette crise du système,

il y a deux types de réponses possibles: «Soit enrichir les taches des salariés pour relancer la hausse de la productivité, soit à l'inverse casser les anciens compromis sociaux, miser sur la flexibilité, revenir sur l'Etat-providence, etc. » Très concrè-tement, les Allemands et les Japonais ont pris la première voie; ct les Français, les Anglais, les Américains, la seconde. «La droite et la gauche françaises ont fait le choix de la flexibilité, de l'obstination taylorienne, et c'était le mauvais choix. Il n'y a qu'à voir les pays qui .» Quand on fail observer à Alain Lipietz que l'Allemagne et le Japon font aussi du taylorisme, il éclate de rire : « Vous savez, dans les sciences sociales, quand on a trouvé une vérité vraie à 30 %, on

est déjà content!» Mobiliser la ressource bumaine, tel est le secret. Et c'est surtout vrai à l'échclon régional. « Avant le fordisme, l'Europe était un patchwork de « districts indusle Bade-Wurtemberg, mais aussi plusieurs régions de l'Italie du Nord (Emilie-Romagne, Brinnza, Venétie), ont tout fait pour développer l' «humus» industriel local: partenariat entre grosses entreprises et PME, avec une préférence « locale » marquée; solidarité entre entreprises et salariés. Ces régions sont celles qui gagnent. A l'inverse, celles qui ont misé uniquement sur la compétitivité coût globale, en cassant la relation salariale, se sont fragili-

SACCAGES • Comment Alain Lipietz en est-il venu à l'écologie? Façonné par les luttes du Larzac, il a baguenaudé longtemps dans les groupuscules gauchistes de la mouvance écologiste avant de se décider à rejnindre le parti Vert en 1988. «C'est dans le tiers-monde que j'ai pris conscience de la dégradation de l'environnement. Les saccages sont affreux. Il faut voir Cubatao, le port de Sao-Paulo: les bidonvilles sont construits sur pilotis dans la baie où se déversent tous les déchets industriels de la métropole. La mer est recouverte d'une pellicule de pétrole et de temps en temps, tout flambe. La crise écologique s'accélère et se globalise. » Paur lui, l'écologie va bien au-delà des questioes d'environnement, elle oblige à une remise en cause globale : «Je suis pour un nouveau compromis entre capital et ıravail. Mais il ne pourra plus se fonder sur l'augmentation du pouvoir d'achat, compte tenu de l'épuisement des ressources naturelles, de l'accélération de l'effet de serre et de la pollution. Il faudra nécessairement le chercher du côté de l'ac-

croissement du temps libre.» On ne s'étonnera pas après un tel cheminement qu'Alain Lipietz, économiste et candidat « vert » dans le Val-de-Marne, soit pour des changements radicaux. « C'est une révolution culturelle, comme le tavlorisme en son temps, que nous proil en vient à «spatialiser» ses ana- triels», avec des compétences locales posons. Mais n'imaginez pas une

prise du Palais d'hiver. Cela prendra des années pour convaincre les gens de penser nutrement ». Le programme national des Verts, pourtant, est rien moins que progressif: réduction immédiate de la durée du travail à 35 heures, sans compensation de salaire, sauf pour les rémunérations les plus basses. Pour éviter le choc d'une telle mesure sur les coûts de production, les cotisations pour les allocations familiales sont transférées sur l'impôt sur le revenu et les cotisatioes santé sur la TVA. Seules les cotisations retraite restent attachées au travail. Presque «nentre» sur le plan des prix, le système permettrait de créer des emplois et donc d'engran-

ger de nouvelles cotisations. Autre idée chère à Alain Lipietz : réduire la distance qui se creuse entre un espace économique ouvert et un espace politique fermé. «On ne peut pas continuer à mondialiser l'économie en prenant les décisions politiques au niveau natio-nal. Soit on élargit l'espace du politique en faisant des supernations, mais vraiment démocratiques, qui n'ont rien à voir avec l'escroquerie de Maastricht. Soit on restreint l'es pace du capitalisme. J'entends déjà hurler: Albanie! Hannibal ad portas! Non, nous ne sommes pas des méchants autarcistes. St la communausé européenne était simplement aussi ouverte que le Japon, cela suffirait amplement... » Supprimer les primes à l'importation, encourager les circuits éconnmiques courts, tout cela peut se faire, affirme Alain Lipietz, en douceur.

Et quand on lui fait observer qu'è tant miser sur le « persuasion», on fait peser le danger d'une «police dans les têtes», il répond. rassurant : « Nous ne sommes pas encore au pouvoir, vous savez. Et puis, franchement, nous disons aux gens: sayez cools. C'est moins violent que leur répéter sur tous les tons comme on le fait actuellement : soyez compétitlfs l »

Sophie Gherardi

### L'argent des chevaux

Suite de la page 21

Il a été obtenu grâce à l'eppui du maire Jack Ralite et à l'eccord de l'Agence fonciàre et technique de le région parisienne. Cela permet à la troupe de « travailler et de jouer».

Pour un spectacle comme l'Opéra équestre, les répétitions durent cing à six mois. Depuis les structures légèree du cirque Alligre, depuis Bor-deaux en 1984, Nîmes en 1985 et 1986 et le eecre d'Avignon en 1987 et 1989, sana oublier 1991, Zingero a grandi et ses besoins financiers ont groaai. Le budget représente maintenant 13,5 millions de francs pour un montant de recettes de 10,75 millions en 1991 : la différence étant comblée par les subventions. Maie « comme elles arrivent souvent evec retard, on prend des crédits-relais», auprès de banques de la place, comme le Crédit lyonnais ou l'Union des ben-

ques à Parie. « Nous ne faisons pas de bénéfices mais nous n'evona pas de dettes », souligne Marie-Frence Dupuy, soucieuae d'équilibre. Des établissements comme EDF, le Crédit Incal de France ou l'Administration des droits des artistes et musiciens interpràtes ont naguàre accordé des dons à hauteur de 0,5 million de francs. Maintenant, avec plua de 700 personnea par anirée, les apectacles rapportent 90 000 francs. Mais il e fallu trouver 4 millione (2 millions du ministère de la culture) pour construire le « théâtre », es la demière création e coûté 6 millions, qu'il faut amortir sur deux ans à raison d'une centaine de représentations par an.

De début evril à mi-juillet, le troupe pert en tournée en France et en Allemagne. Dee contacts ont été pris evec les Etats-Unie ou le Japon. Meie il se poee dee queetions eenitaires pour l'entrée des cheveux... ou des oiee, et financières pour le transport de 70

En toumée, comme pour une pièce, c'est le système du contret qui préveut, soit 100 000 francs pour un spectacle. Il y en aura treize à Lyon, huit à Montpellier, dix à Nancy. L'ergent, le temps : quatre jours pour e'installer, trois pour démonter. Là eussi se pose une question de eeuil : «On est arrivé au maximum du point de vue des infrastructures», d'où l'idée de lancer des spectacles moins lourds. La croissence peut nuire, en tout cas, à l'esprit d'équipe, de «famille», qui e fait le succèa de Zingaro, ce mélange de tension et d'atten-

Un noyeu dur d'une douzeine de personnee, eutour du directeur Bartabas et de sa femme ; les permanents, qui gegnent de 8 000 à 13 000 francs par mois meia n'ont pas de loyer à payer. Lee autrea, eoit une trentaine de personnes, sont au cachet, de 600 à 1 500 francs per spectacle. En tout, lea fraie de personnel représentent 60 % du budget 4 millions pour lea aeula salaires). Il s'y ajoute l'entretien dee trente-cinq cheveux pour environ un demi-million, lee

charges fixes... et le reste. Mais qu'importe cet alignement comptable, cette cavel-cade chiffrée; peu importe que Bartabes s'eppelle Clément Marty, qu'il aoit pansien, de pare erchitecte et de mère médecin. Que l'argent demeure sous le sable de la piste et que la fête commence l

Dehore, dea enfents jouent, des chiene circulent, un comédien-centaure brosse un cheval, non le frison bleu d'ébène qui envoûte le public, maia un autre, mince et gris. Un autobus eert d'etelier de couture pour lee coetumes; des caravanee bordent les douves de l'ancien fort d'Aubervilliers, d'autres entourent le « théâtre » de bois en forme d'égliee des steppes. Dens le ciel, on croit voir paeser un vol d'oies sau-

Michel Boyer

distancé par Singapour 1 DOUT BESILM

-C.CH MINH-VALE TELL A the carrows special . The Le value spile

r. rv. Tarvice les The state of the s - it schappers des more than an allerticies. and for de mate-THE NAME OF PERSONS t pract sewed de Tables Des Debines de to and the des characts . coolies de cette in intent bers de in imprimes

m unt usine de C'TE POLICE ・ ニンベニ・対象を to - ore femines TETA TANK CO in grovenstation de the contact file de . . h-ne/-chee. Ex THE SEE MICH . TESEPLATION CAST TOWN mangae / des The Calledon Ber the second TO SECRETARIO THE PERMANE Tierit des

ALEXANDA

- 1 40 fekvale bor-

.. . Traicistes

. Terestions

THE PERSONNEL

.... et comme.

Strougel

Am. Trink ent à la prinde ar nert de

The lates

- de de 60000

" arrencer Mais

and the second of the second

nen prési-

de destructura de la constante de la constante

in the El

12711 In 18 18 de

· Francis

The within Plant

on their drives

ு ் சென்கும் ics

ernianile de

विकास स्थापना विकास स्थापना विकास स्थापना स्थापना स्थापना स्थापना स्थापना स्थापना स्थापना स्थापना स्थापना स्था स्थापना स्थापन

aneng désan

A tent in enter

possible

Detrice sérats

ristoire

- Patenter en

Tife bille Bu

The state

ert de regner THE STATE OF THE STATE OF

"Partiete, la

andr Je in file.

warte reach tent is vic foo-

RANSTION . TEATER BOOK . Spres feet - La Variation des

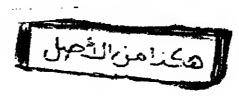
tocice d'implante

o o page 21. Phabilicant a

SOUPLESSE # TOTAL COURT # TO CENTE

the second services, and the second services, and the second services, and the second to the second second and lage de And the second s The Contract of Contracts

The state of the s The Day of the Case (1) The rate of the ra



cathon 1

90**00**10

Mage School States Service Service Annual Property and Additional Propert

Parament approved to Marketine Art ...

- c totalet - De 722 gent des chevaux

Marie China

scandale

d'adresses lointaines. 1

1000

THE THE THE

-

2 -1223 A

1.100 1022 1224

3 (1971), 200**4 (19**8

Access to the Contraction a Third power by Dec 1 July 1 TX

and the second of

978 0 3m **≤4**Z

 $(p_{12} + p_{13}) = p_{13} + p_{13} + p_{23} + 2p_{13} + 2p_{13}$ 

· 1 Ann te 1975。

**₩** 

The second of the second of the

The second of the second of the second

17 (2014 of 17) 18 (19) THEFE

+ 100 4

a ... -a . 41

· The state of the

100 10 10

-100°2 % \$

The Park

10 may 10 m

121

فقا ودرائي

al ster in

trois équipes; une production de 6 000 tonnes annuelles de fils de coton on de coton-polyester. Et une histoire tourmentée, des diffi-cultés, une capacité d'adaptation qui sont celles du Vietnam tont entier. Rien n'y manque : des anciens propriétaires talwanais expropriés en 1975 après la «libération» – selon la terminologie en vigueur - de Saïgon; une pénurie de pièces détachées qui oblige l'usine à tourner au ralenti; des coupures d'électricité qui n'autorisent que cinq jours de travail par semaine an lieu des six réglemen-

par les Etats-Unis après leur. défaite, l'exclusion du Vietnam du Fonds monétaire international (FMI) pour n'avoir pas remboursé ses dettes, ralentissent la vie économique. Comme celle de la filature. Pourtant, menne et comme perdue dans le décor impersonnel d'une immense pièce spartiate, la directrice de Dong Nam, Trinh Thanh Ngan, accoudée à la grande table de formica qui lui sert de bureau, n'est pas inquiète. La filature, comme l'ensemble de l'économie vietnamienne, vient de réussir un véritable tour de force : survivre à l'effondrement des pays de

# Le futur «dragon» de la confection

Isolé sur la scène internationale avec la disparition de l'Union soviétique, distancé par Singapour, la Thaîlande ou même l'Indonésie, le Vietnam mise sur les industries du textile et de l'habillement pour assurer son décollage économique. Grâce à une main-d'œuvre nombreuse et disciplinée

de notre envoyé spécial

A poussière de colon l'atmosphère. Tapisse les murs et blanchit les mèches de eheveux noirs échappées des charlottes portées par les ouvrières.

Dans la moiteur d'une fin de matinée tropicale, les 65 000 broches de la filature Dong Nam tournoient dans le bruit sourd de machines vétustes. Des bobines de fil écru s'entassent sur des chariots que des bommes, coolies de cette fin de siècle, poussent vers de grands eartons imprimés

Dong Nam... une usine de béton gris posée sur la terre battue d'une banlieue de Ho-Chi-Minh-Ville; 1 050 ouvriers - des femmes pour la plupart - travaillant en

TRANSITION . L'embargo décidé

coton soviétique et à la disparition de ses débouchés à l'Est.

« Toutes les usines de tissage Trinh Thanh Ngan a de modeste, pour expliquer l'appa-rente facilité avec laquelle elle a

ont besoin de fils », dit-elle, grandes ambitions, à l'image du gouvernement de Hanoï, qui fait

Sud ont démarré sans même attendre le seu vert des autorités. Le

Vietnam est un pays pressé. Isolé sur la scèoe internationale depnis la disparition de du développement de l'iodustrie l'Uoion soviétique, écocomiquetextile et de l'habillement une priorité, comme l'explique Marc Mouterde, un professionnel français du
terde, un professionnel français du réorienté ses exportations vers le Japon et les «dragons» asiatiques, comme l'explique Marc MouCorée, Taïwan ou Hongkong. La textile et de l'habillement une prionté, comme l'explique Marc Moulistes nouveaux pays industriels du terde, un professionnel français du terde, un professionnel français du textile, de retour d'un voyage de refaire le terrain perdu. En

HO-CHI-MINH-VILLE l'Est, à la fin des livraisons de «Dans les pays capitalistes, la qua- Japon, Singapour oc la Corée du occidental. Et encore trois fois demande est pressante. Il sera difwan. Difficile, donc, de tronver le coût de la main-d'œuvre pour la fabrication d'une chemise atteint tout juste les... 2 francs. L'indus-

moins que le salaire moyen à Tai- ficile d'y résister. Déjà, cette fournisseur meilleur marché : en calculant large, le salaire horaire ne dépasse pas 1,30 frane de l'heure, triel occidental qui vient en pren-dre livraison au port de Hô-Chi-

année, Paris jette du lest. Et multiplie par deux, trois nu dix certains quotas d'importation. Comment, en effet, la France pourrait-elle faire moins que l'Allemagne (qui sur ce point aussi se fait l'héritière de l'ex-RDA), quand Paris table sur un « retour » en Indochine pour accroître sa présence dans la région. TROC • Exclu de l'Arrangement multifibres (AMF) qui encadre les

exportations de textile et d'habillement des pays pauvres vers les pays riches, le Vietnam n'en subit pas les limitations. Mais il ne bénéficie pas non plus des avantages de cet accord contractuel qui antorise un aecès privilégié aux marchés occidentaux. Ne produisant ui coton ni matériaux synthétiques, n'ayant pas de devises pour en aebeter, le Vietnam est contraint de se débrouiller. Par des accords de troe notamment maebines japonaises nu tissus coréens et taïwanais contre livraisons de vêtements. Qui sont alors réexportés en contournant les quo-Des bas salaires. Une main-

d'œnvre nombreuse et disciplinée. Une situation géographique qui le place an cœur des nouveaux pays industriels du Pacifique. Des produits de qualité. On ne voit pas ce qui pourrait empêcher le Vietnam de figurer, demain, parmi les grands du textile et de l'babillement. Les industriels européens l'ont compris, qui demandent désormais par la voie de l'Euro-pean Clothing Association (ECLA) à la Commission de Bruxelles de conclure avec lui un accord bilatéral global. Mienx vant, en effet, encadrer son développement que le subir.

P,-A. G.

(1) Voyage d'étude sur le textile

### par le retour à l'économie de mard'étude (1): « En ne tenant pas misant, comme la Chine populaire, de 2,40 à 4 francs l'unité. De 14,40 compte des atellers artisanaux qui sur sa main-d'œuvre nombreuse et disciplinée pour exporter. En faià 18,70 francs, tissu compris. Qui

ché, partiellement autorisé depuis 1986, amplifié eu 1989, et dont les rues embouteillées des quartiers de l'ancienne Saïgon témoignent de l'indestructible vitalité, « Depuis deux ans, poursuit Trinh Thanh Ngan, notre gouvernement a mis en place une politique d'ouverture économique; nous avons le droit de décider nous-mêmes de la manière d'aménager notre usine, »

Madame la directrice a sauté sur l'occasion. Elle a concin avec la cave nature : seu société d'ingénierie française Cenes un premier contrat de modernisation, et est prete à le renouveler... si Paris donne son fen vert au «don» de 6 millions de francs qui doit partiellement le financer : la productivité des vieilles machines a été multipliée par cinq, mais demeure encore inférieure de 30 % à celle d'un parc d'outils neufs. Inacceptable, lorsqu'il faut se battre contre des concurrents aguerris.

sont très nombreux mais qui ne concernent que le marché local, le nombre de personnes employées dans les grandes entreprises (non compris la soie) s'élève à 100 000. Cela est encore relativement peu. Mais (...) le Vietnam compte employer un million de salariés environ dans ce domaine d'ici quelque quatre ou cinq ans», dit-il. Dix fois plus.

AMBITIONS . Officiellement, trois coentreprises («joint-veotures») vietnamo-taïwanaises ont déjà été autorisées dans le textile par le Comité d'Etat à la coopération et aux investissements. Et sept autres l'ont été dans la confection (deux avec l'ex-URSS, deux avec Hongkong, une avec la France, une avec Taiwan et une avec le... Lichtenstein). En réalité, des coentreprises «sanvages» avec le trente fois moins qu'un salaire

sant de sa pauvreté une arme de conquête. « Combien sont payées nos ouvrières? Cinquante dollars par mois en moyenne, pour huit heures de travail par jour et vingt-cinq jours de travail par mois », répond sans hésiter Nguyen Thi Son, directrice de Legamex, véritable fleuron de l'industrie de la confection vietnamienne. L'entreprise quequisitent tous les officiels de passage à Ho-Chi-Minh-Ville, celle encore que découvrait le premier ministre thai, M. Anand Panyarachun, en janvier.

Cinquante dollars par mois (280 francs), c'est seosiblement plus, semble-t-il, que les rémunérations versées à Hanol et, à coup sûr, près du double de ce que reçoivent les ouvrières de la filature Doog Nam. Mais c'est vingt à ce «dragon» en devenir à trouver des marchés. En le recevant à Hanol, le ministre du commerce et du tourisme, Le Van Triet, apos-trophait à la mi-février son homologue français Jean-Noël Jeanne. ney : « Nos potentialités sont immenses. Nous exportions 300 millions d'articles vers les pays de l'Est. Depuis les bouleversements en

pent encore être compétitif à ce

prix? Même Taïwan ou la Thaï-

QUOTAS FRANÇAIS . Reste pour

lande ne le sont plus,

Union soviétique, ces marchés ont disparu. Il nous faut en conquérir de nouveaux. Malheureusement, la France nous réserve une portion congrue. Pas plus de 20 000 panta-lons. Pas plus de 53 000 chemises. C'est moins que n'en produit n'im-

an Vietnam (décembre 1991), réalisé par M. Marc Monterde pour le Défi (Comité de développement et de proporte quelle petite entreprise. » La motion du textile et de l'habillement).

## Textile: l'art de survivre

Suite de la page 21

« Les pays à bas salaire sont impossibles à concurrencer. Mais de nouvelles possibilités s'offrent à nous, affirme Henri Weil, président de l'Union des industries de l'habillement (UIH). Autrefois, la distribution passait commande de 80 % de ses besoins d'un coup. Et achetait les 20 % restants au fil de la saison. C'est fini. Le consommateur se fait plus imprévisible. Plus changeant. Il pleut? Les magasins s'approvisionnent en imperméables. Il fait beau? Les vitrines se parent de vêtements légers. Le volume des réassorts atteint désormais 50 %. Les industriels doivent jouer ce créneau-là. » Celvi que les professionnels appellent le « circuit court » ou le « juste-à-temps ».

SOUPLESSE . «Circuit court» nn «juste-à-temps» ... impossible à satisfaire, selon les industriels, sans une organisation dn travail souple, autorisant les petites séries et les délais les plus brefs. Histoire d'égaliser les chances avec le travail elandestin. Depuis janvier, l'UIH fait le siège de Martine Aubry pour obtenir du ministre dn travail un assouplissement de la règlementatinn. Davantage de contrats à durée déterminée, de souplesse boraire, de contrats « intermittents » pour adapter en permanence les effectifs au vulume de travail.. même s'il faut, pour cela, alléger les procédures et contourner des organisatinns syndicales, souvent plus réticentes à l'échelon national que dans les entreprises. La flexibilité

ne requiert-elle pas l'urgence? La flexibilité? Les industriels allemands n'en rêvent même pas. Outre-Rhin, l'heure n'est pas aux concessions des ouvriers. Ceux de

l'habillement réclamaient en débnt d'année une bausse de salaire de 9,7 % et une heure de travail en moins par semaine.

Déjà, avant même l'ouverture des négociations, 5 % d'augmenta-

> Le deuxième salaire n'est plus une nécessité et trouver un travail dans un rayon de 15 km ne pose aucune difficulté. 99

tion semblaient acquis. « Trouver des ouvriers qualifiés est de plus en plus dur, s'inquiétait aux récentes «Collections premières» de Düsseldorf, Jürgen Winter, PDG de Betty Barclay, numéro trois de la confection allemande. Coudre n'est pas une profession tellement respectée. Les femmes comme les jeunes préfèrent travailler dans les industries high tech. » Klaus Steilmann, patron de la société qui porte sun num, faisait le même constat, et a vu - malgré lui - fondre le nombre de ses apprentis de 800 à 480 en dix ans.

SAVOIR-FAIRE . Tous cherchent des parades à cette désaffection. « Il est Indispensable que nous conservions un nombre mini-. l'Union des industries de l'habillemum d'ouvriers. Ce sont eux les dépositaires de notre savoir-faire», affirmait Klaus Tegtmeier, PDG de Hucke Gruppe GmbH qui ne produit plus que 8 % de ses 600 millinns de deutschmarks de

chiffre d'affaires (environ 2 mil-

Mais comment s'y prendre: les usines de confection allemandes seraient toutes dans le rouge, si les prix des produits importés ne venaient rééquilibrer les coûts de ceux fabriqués sur place?

« Certainement pas, en tout cas, en cherchant à imposer de nouvelles controintes aux ouvriers lâchait un patron désabusé. Dans l'ouest de l'Allemagne, les maris préférent voir leurs femmes démissionner, pluiot que d'accepter de les voir travailler de nuit ou le samedi. Même s'il ne s'agit que de trois ou quatre fois par saison. » «Le deuxième salaire n'est plus une nécessité et trouver un travail dans un rayon de 15 kilomètres ne pose, de toute façon, aucune difficulté », ajnutait-il avant de laisser tomber : « Jusqu'ici, nous rencontrons beaucoup moins de problèmes en Alsace. Mais Mercedes

Benz menace de s'y implanter!» Comment être plus explicite? A nne Allemagne nù les profes-simmels de la confectiou ne savent plus one faire pour conserver sur place em outil industriel « minimal », gardien dn savoir-faire, s'oppose done une France où délocaliser demeure une politique plus subie que voulue. Par les industriels comme par les nuvriers. Dans une France flirtant avec les trois millions de ebômeurs, la défense de l'emploi est un impératif absolu. Martine Aubry le sait, qui n'a pas reponssé d'un simple revers de main les propositions de

Un gronpe de travail a été constitué pour recenser les besoins des entreprises, y tronver d'éventuelles solutions dans le cadre légal et inventer des contreparties en faveur des nuvriers tnuchés.

liards de francs) en Allemagne. Pour le ministère du travail, en contre le Maroc ou l'île Maurice effet, « il ne s'agit pas seulement de moduler les horaires. Toute recherche de souplesse, y dit-on, passe d'abord par un effort d'orga-nisation. Le taylorisme tue l'habil-

lement dans les pays développés.» Le taylarisme? « Pour lutter

aujourd'hul, contre le Vietnam demain, pnursuit-on, les pays développés ne disposent que de quelques leviers. Promouvoir une politique de marque, d'abord. Implanter certaines formes d'automatisation ensuite, mals la techni-

que se diffuse et n'accorde bien souvent que quelques années d'avance à ceux qui la conçoivent. Inventer, enfin, de nouvelles formes de travail passant par d'énormes efforts de formation. »

Pierre-Angel Gay

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Thyssen annonce:

## Distribution des dividendes

La 38ème assemblée générale ordinaire des actionnaires, tenue le 20 mars 1992, a voté un dividende de DM 10,- pour l'exercice 1990/91, soit 20 % pour chaque action d'une valeur nominale de DM 50,-.

Le paiement du dividende sera effectué à compter du 23 mars sur présentation du coupon No. 6 sous déduction de 26,875 % d'impôt allemand sur les revenus des capitaux mobiliers (Kapitalertragsteuer) y compris supplément de solidarité.

En vertu de la Convention germano-française sur les doubles impositions, l'impôt allemand sur les revenus des capitaux mobiliers est ramené de 26,875 % à 15 % en faveur des actionnaires domiciliés en France. Ceux-ci doivent présenter, avant le 31 décembre 1995, une demande de remboursement des 11,875 % trop percus au Bundesamt für Finanzen. Friedhofstraße 1, W-5300 Bonn 3, Allemagne.

L'impôt allemand sur les revenus des capitaux mobiliers restant à 15 % ouvre droit à un crédit d'impôt imputable sur l'impôt français sut le revenu.

Le palement en France est domicilié à: L'Européenne de Banque

Le paiement en francs aura lieu au cours du change de DM au jour de l'encaissement des coupons.

Düsseldorf, mars 1992 Le Directoire



THYSSEN AKTIENGESELLSCHAFT



«L'usager est roi. » Tel est le thème principal de la charte de la fonction publique ennoncée le mercredi 18 mars par Jean-Pierre Soisson, ministre de la fonction publique et de le modemisation de l'Etat. Cette charte en cinquente points, qui vise pour l'essentiel à améliorer les rapports entre l'administration et ses « clients », c'est-à-dire les usagers, s'inscrit dens le vaste programme de renouveau du service public lancé par Michel Rocard en février 1989. Un renouveeu indispensable. De tout temps le mode d'organisation de l'Etat e reflété son environnement extérieur. Jusqu'à la fin des ennées 70, à une organisation économique

fondée sur la division du

travail et le stendardisation

répondait einsi une administration centralisée, impérative et productrice de règiements. La montée du consumérisme, le désir de liberté individuelle, la diffusion de le connaissance, l'émergence de contre-pouvoirs locaux et maintenent européens, ainsi que le réhebilitation de l'entreprise, ont plongé l'Etat et ses quelque 4,7 millions d'agents dans une crise d'identité profonde. Un malaise général ressenti dans le plupert des pays

contraints de mener une réforme en profondeur des modes d'intervention de l'Etat dens la vie collective. Fece à la complexité croissante de nos sociétés, pouvait-on se contenter de réduire le nombre et les missions de l'Etet, efin de leisser eu secteur privé le soin de régler cette vie collective ? Cette thèse, défendue dans le milieu des ennées 80 per les

industrielisés, où les

gouvernements - qu'ils

ou américains, - sont

soient européens, japonais

ultra-libéraux, e été lergement eppliquée en Grande-Bretagne et eux Etets-Unis. En France, elle a fait long feu. Depuis, les edeptes du

« moine d'Etet » ont cédé le plece à ceux du « mieux d'Etet ». Ces demiers prônent un recentrege des pouvoirs publice, en s'eppuyent en particulier sur un personnel moins nombreux mais mieux formé, mieux responsabilisé, et chargé de missions plus claires. Un objectif qui se heurte toujours, toutefois, eux innombrables archaïsmes

Dossier établi par Valérie Devillechabrolle

de la fonction publique.

## DOSSIER

# La fonction publique

#### A quoi correspond le statut de fonctionnaire?

Afin d'obtenir l'adbésion de son personnel à la mise en œuvre de ses directives, l'Etat, depuis 1946, accorde à ses agents un certain nombre de garanties collectives et individuelles. Tnut fonctionnaire se définit non pas par l'emploi qn'il occupe, mais par un «statut», expression juridique de son appartenance à l'administration, qui comporte nn ensemble de droits et d'obligations. Mais ces dispositions ne s'appliquent pas aux contractuels (voir lexique), aux personnels des établissements publics régis par le droit privé (organismes de Sécurité sociale), ni aux salariés des sociétés nationales. Les dispositinns générales de ce statut ont été, en 1983, révisées et étendues aux agents des collectivités territoriales pris dans la tourmente décentralisatrice. En 1986, les personnels des hôpitaux publics ont été, à leur tour, soumis à ces principes généraux.

En vertu de cette règle commune, tous les fonctionnaires (à l'exception des magistrats, des militaires et des agents des Assemblées parlementaires qui bénéficient d'un statut particulier) sont tenus de respecter les principes d'obéissance, de discrétion professionnelle et de désintéressement inhérents à leur fonction. En contrepartie, ils bénéficient de la garantie de l'emploi afin, notamment, d'être protégés contre les changements de majorité politique à la tête de l'Etat. De même leur sont garantis la liberté d'opinion, le droit de grève, le droit syndical. l'accès à la formation permanente et le droit de participer, via des organismes consultatifs, à l'organisation et au fonctionnement des services publics.

Ce statut définit aussi les règles générales de leur déroulement de carrière qui distinguent position hiérarchique et emploi occupé. Chaque fonctionnaire est ainsi intégré à un « corps » au sein duquel il possède nn «grade» et un échelon biél'autre est fondé sur la prise en considération des aptitudes et des mérites (par le biais des concours internes et des tableaux d'avaucement), le changement d'échelon est lié à l'ancienneté. Le statut précise enfin les sanctions en cas de manquement à l'une des règles de la fonction publique (la révocation constituant la sanction la plus grave).

sont organisées les rémunérations?

■ Les rémunérations des fonctionnaires sont, depuis 1948, fixées par une « grille » unique (calculée en indices) qui précise, pour chaque corps, grade et écbelon hié-rarchique, le montant du traitement versé en début et en fin de carrière. Les augmentations de rémunérations, négociées régulièrement avec les sept fédérations syndicales de fonctionnaires (CFDT, FEN, autonomes de la FGAF, CFTC, CFE-CGC, CGT et FO) ou attribuées, faute d'accord, unilatéralement par les pouvoirs publics, peuvent ainsi corres-pondre soit à une revalorisation du point d'indice, soit à des points supplémen-

Ce système, par définition, ne corres-pond pas aux emplois occupés ni aux qualifications personnelles des agents. Pour y remédier, le gouvernement et cinq fédératinns syndicales ont signé, en février 1989, un accord prévnyant d'améliorer, sur sept ans, les déroulements de carrière des agents, en prenant davantage en compte leur « technicité ».

En attendant, la rigidité du système est, depuis longtemps, partiellement compensée par le versement de primes et indemnités diverses, censées prendre en considération les conditinns concrètes d'exercice. Ces indemnités améliorent en moyenne de 15 % la rémunération brute des fonctionnaires. Mais certains d'entre eux peuvent voir leur rémunération totale multipliée par deux par rapport au traite-Les modalités d'attribution de ces

indemnités et leur répartition restent fort opaques. Le rapport réalisé sur le sujet, en 1984, par Francis Blancbard à la demande de Pierre Mauroy, alors premier ministre, a été tenu si secret... qu'aucun ministre de la fonction publique après Anicet Le Pors, détenteur de ce porteseuille à cette époque, n'a pu le retrouver. Une annexe au projet de loi de finances pour 1985 (portant sur des données de 1980) donne toutefois quelques indications. Les rémunérations annexes représenteraient plus de 25 % du total perçu par les agents du ministère des finances (et même 33,8 % pour les hauts fonctionnaires), 17,6 % pour les agents de l'équipement (27,2 % pour les cadres), 15,5 % ponr ceux des PTT et 10,7 % pour ceux de l'agriculture.

Comment évoluent les effectifs?

■ Au 31 décembre 1990, le nombre des fonctionnaires de l'Etat était évalné à 2606800 par la direction de la fonction publique : les plus gros employeurs étaient le ministère de l'éducation nationale (1 073 307 agents), celui des postes et télécommunications (474 958), celui de la défense (430594 dont 300993 militaires) et celui de l'économie et des finances (196 923). La function publique territoriale compte, pour sa part, 1 250 000 agents, dont 38 % sont contractuels. La fonctinn publique hospitalière rassemblait, pour sa part, au 31 décembre 1988 (derniéres statistiques officielles) 909 557 personnes. Soit un total de plus de 4,7 millions.

Si les femmes représentent 51,5 % des effectifs de l'Etat, elles n'occupent qu'à peine 8 % des emplois de cadres supérieurs. Seuls 5,6 % des agents civils titulaires occupent des emplnis pour lesquels aucun diplôme n'est requis. 33,7 % détiennent des emplnis de niveau BEPC (catégorie C), 31,9 % des emplois de niveau du baccalauréat (catégorie B) et 28,7 % des postes du niveau de la licence (catégorie A).

Sur le plan géographique, 9,8 % des fonctionnaires civils sont concentrés sur Paris (22,9 % sur l'Ile-de-France). 2,6 % exercent leurs fonctions dans les DOM-TOM et 1,2 % à l'étranger. Au 31 décembre 1989, le nombre de retraités de l'Etat s'établissait à 1 495 013 personnes (dont 570 209 militaires).

> Je suis partisan d'une réduction du poids de l'Etat sur le société civile. (...) Le critère de la qualité n'est pas le nombre [de fonctionservice rendu. "

> > Hervé de Charette (UDF-PR, ex-ministre de la fonction publique et du Plan).

L'autonomisation de la société, la montée de l'individualisme, le moindre capecité d'intégration des Eglises et des idéologies. conduisent l'Etat à être de plus en plus sollicité dans le lutte contre l'exclu-

> Michel Rocard (PS, ex-premier ministre).

#### Pourquoi réformer l'administration?

sion. "

 « Faire mieux avec moins de moyens. » Telle est, depuis le début des années 80, la philosophie générale qui a inspiré les gouvernements successifs soucienx à la fois de limiter les dépenses de l'Etat, de s'attaquer au malaise de ses agents et d'adapter l'administration an monde moderne. La dégradation des conditions de travail, une rigueur salariale accrue depuis 1982, l'amélioration à marche forcée de la productivité ont été d'antant plus durement ressenties par les fonctionnaires qu'ils font figure de «privilégiés» de l'emploi.

Les «clients» traditionnels de l'administration (usagers, entreprises, collec-tivités locales et maintenant les instances communautaires) ont aussi exprimé de nouvelles exigences vis-à-vis des services publics en matière de qualité d'accueil, d'efficacité et de rapidité d'exécution. La rénovation des pratiques centralisatrices et tatillonnes de l'administration s'est révélée d'autant plus nécessaire que plusieurs politiques publiques nonvelles (revenn minimum d'insertion, politique la ville, logemen sés...) ont contraint nombre de services extérieurs de l'Etat à travailler ensemble. et pour la première fois, en liaison avec ces « clients » extérieurs.

Après diverses expérimentations, la réforme de l'administration a été officiellement relancée, en 1989, par Micbel Rocard, alors premier ministre. La politique de « renouveau du service public » vise à rapprocher la prise de décisions de ceux qu'elles concernent. Cette déconcentration des responsabilités doit s'appuyer sur une meilleure gestion des ressources bumaines et sur une revalorisation de la formation professionnelle des agents, pour permettre à ceux-ci d'accéder à des tâches correspondant davantage à leur qualification professionnelle.

**BIBLIOGRAPHIE** 

■ La Fonction publique d'Etat 1991.

publié par le ministère de la fonction

publique et de la modernisation de l'ad-

ministration, La Documentation fran-

Les Contractuels, de Jean Cabanel et

Jean-Loup Gourdon, Economica, 1991.

« Les fonctions publiques de l'Europe des Douze », dans la Revue française

d'administration publique, nº 55, juillet-septembre 1990, La Documentation fran-

■ Elat modeste, Etat moderne, de Michel Crozier, Fayard, 1991.

Les Nouvelles Functions publiques,

de Marcel Piquemal et François Lecot,

çaise, août 1991.

Berger-Levrault, 1986.

### Traitements caractéristiques (1)

Niveaux de rémunération	Traitement mensuel net en francs (2)		
Minimum retraité	4701		
	début de carrière	fin de carrière	
Catégorie D (sans diplôme)  agent de bureau  Catégorie C (BEPC)	4 856	6 060	
agant administratif / sarvica technique     adjoint administratif  Catégorie B (BAC)	4 939 5 209	6 615 7 517	
secrétaira administratif, contrôleur     instituteur	5 790 6 829	10 394 10 953	
Catégorie A (licence)  inspecteur  professeur egrégé  administrateur civil	7 323 7 989 9 600	14 024 20 574 20 574	

Au 1" décembre 1990. Ce tableau concerne tous les agents de l'État, des collectivités territoriales et de la fonction publique territoriale à l'exception des quelque 18 000 hauts fonctionnaires situés « hors échelle ». Il ne tient pas compte non plus de l'accord salarial signé le 22 octobre 1991 et qui prévoit une augmentation générale de 6,5 % des traitements d'ici au 1" février 1993.
 Indemnité de résidence incluse, mais hors indemnités liées aux charges de famille.

CARRIÈRE. – Ambition première de tout haut functionnaire. Une carrière «réussie» se construit non pas tant sur la qualité des postes occupés que sur la vitesse à laquelle les étapes sont franchies. L'accélérateur de carrière le plus prisé des hauts fonctionnaires demeure le passage dans un cabinet ministériel... en dépit des aléas liés à l'alternance politique.

CONCOURS. - Mode de sélection traditionnel des candidats à l'administration, le concours est le garant de l'égalité de traitement des fonctionnaires. Au niveau subalterne, le concours interne est, en l'absence de toute gestion individualisée des ressources bumaines, le principal moyen de promotion, dans la limite toutefois des postes disponibles.

CONTRACTUELS. - Personnel embauché sous contrat par l'État ou les collectivités locales pour faire face à l'insuffisance des effectifs ou recruter des spécialistes que ne fournissent pas les concours de recrutement. D'une façon générale, la résorption du nombre de contractuels constitue l'un des serpents de mer de la fonction publique.

Comme ils ne relèvent ni du statut général de la fonction publique ni du droit du travail ordinaire, ces quelque 825 000 contractuels permettent d'abord à l'État et aux collectivités locales de disposer d'un volant de personnel plus souple à gérer. Mais les contractuels peuvent se retrouver privés d'indemnités de licenciement ou de chômage en cas de rupture de contrat. Leurs rémunérations sont, en moyenne, inférieures de près de 20 % par rapport à celles des fonctionnaires de niveau équivalent. Ils ne possèdent pas de représentants de contractuels et ne sont pas admis dans les instances de concertation de la fonction publique. La seule possibilité d'échapper à cette précarité réside dans une titularisation toujours aléatoire.

CORPS. - Au nombre de i 690 dans l'administration d'État. Chaque corps définit la nature des emplois susceptibles d'être exercés par un fonctionnaire et possède des règles spécifi-ques de recrutement, d'avancement, de sanction et de déontologie. Les plus importants sont ceux de l'enseignement, qui comptent plusieurs centaines de milliers de personnes. A l'inverse, d'autres corps ne comptent que quelques dizaines de membres. Les corps les plus prestigieux sont ceux issus de l'ENA (Conseil d'Etat, inspectinn des finances. Cour des comptes, etc.) ou de l'Ecole polytechnique (Mines, Ponts et Chaussées, armement, etc.).

GLISSEMENT-VIEILLESSE-TECHNICITÉ (GVT). - Le GVT mesure l'accroissement global de la masse salariale liée à l'ancienneté et à l'amélioration des compétences ou des qualifications des fonctinnnaires. En moyenne, le GVT représente une augmentation automatique annuelle de 1,8 %. L'un des débats traditionnels entre les gouvernements et les fédérations syndicales de fonctionnaires porte sur la prise en compte de ce GVT dans les hausses de

PANTOUFLER. - Se dit d'un fonctionnaire qui quitte l'administration ponr exercer son métier dans le secteur privé. Le « pantnussage » était naguère considéré comme un crime. Ex-crime de lèse fonction publique. Si 20000 agents le commettent cha-que année (soit 0,75 % seulement du total), ce phénomène, depuis le début des années 80, touche particulièrement les grands corps de l'État. En 1991, 21 % des anciens élèves de l'ENA travaillaient hors de l'administration contre 13 % en 1985. A la même date, 48 % des cadres du corps des Mines exerçaient leurs activités dans une entre-prise, la proportion atteignant 60 % chez ceux sortis de l'école depuis

# Passions, do

Le journal d'un économ d economie du dévelo nourris au droit et à la mo

TONE STORE

radicale d

repenser h

TE THE CH

Barrère d

n'est pas s

witne the

ECK POS

prieté a es

forte réflei

Dire (Buri

Hauriem)

secutic de l

COMMITTEE SERVICE

time is con

CO GYTE SEC.

ind. de t

Eudlie du

TESTES DIEL.

cone tene

Premies, m

miste chiefen

is pensee.

- LEGGLAC

DES CHANGEMENTS  $\widetilde{E}$  and  $\widetilde{E}$  . In the continuous  $\widetilde{E}$  and  $\widetilde{E}$ Company of 400000

**.** 

A BAS LE DOGMATISME! The first of the second Profit of the second Second

 $g_{CS}(x) = -\pi - \pi \mu x = I(M) F$ gun in the 25 Newsonta Staand a property of series the Sum Control of the resident and the man of the same was to share feugen eine eine gu en botts the him to the contract of death permitte in er eine Alben Ran-

harman in the second of doubt of do en er er er met gabitbe. - a distributed a margie. : 2 a m tur in France 😝 attention de tiens-THE ROLL STATES . cremiere per-12/22 

deur ou de s Direction in the a crowegie Sections and Se le die eine an eine deute 725 C.T.C. WALTER i incies de ir in perment dear 4112000 ment in the entire of the entire of the modèle d'éco modeles Las . miniant des COGERG.

L'EUROPE DES SOCIALISTES

Astronomic and a second parties

L'EUROPE DES LIBÉRAUX

25-52-

۶

the second sten de regarde la come des grands de la come fois de la come fois sociahas had a Drayius part de la hasan a Internation naka jusqu'a Fignplome in the communistees franchischer der fares et d'affronten - Libres et d'em-

La rester reference of Charities son Sujer dis A travers les The sale is temps i - Tors 20 courant fon page de son



Centre Jouffroy Pour de Reservation of Manager 68 bit ree southray

Dang grant to special sees. Son Paris Tel.: 46 22 10 50

reflexion pe les chamitres l'Algerie, 35 NOTES

housies le l tie pointique. protection so tion sux dive catione qui é qui n'a toujor ULANIE, BAGE tout aujoure metrement ! Depuis 4

temps, le cos

receerche de qui apparais i de Nicolas R Europe des i commence of chare de Na vite le libérat qu'en se liant. santes politique du siècle, in s projets liber democratique sociale gener sociale de mar dotalement | réciament du l grandes famili vie politique : mates-chrétie TRICK, COMMEN

(i) Donn la Little l'Europe i L-M. Duranton Extraction la d ce . D. Derend. Turista 👁 I 🛈 J. M. Demack.

pour ce qui co

LA COMMENS Saus to direction Se Lieven Stee. P. T. 256 paper Cest d'abo

2 manipulation e communique album, public s Lucien Seer # 12CT CB 200 ( icurs qui illeste t ivre Estin Sulcurs (1) ils a uen de remplion sus publication

Noti Chaque à les de son objet samuelle à leur Trous grand rent l'entrage qui cason de l'august

paragraphe « Dnutes et certi-tudes ». Ce sont les conclusions

d'une recherche dont l'auteur dit :

«Elle n'est pas un moment de ma

HÉSITATIONS e Certitudes sur

la croissance insuffisante, la fausse

elternative cultures

d'exportation/cultures vivrières, la

nécessité d'une forte production

agricole, la réforme agraire, la pro-

tection, la formation, l'acceptation

des contrats « produits en mains »,

la nécessité absolue de collaborer

avec les multinationales. Dautes

sur la redistribution et dans le

domaine monétaire en général.

Mais ces hésitations sont riches.

fruits d'une dialectique serrée, por-

teuses de mille pistes, notamment

dans deux chapitres vraiment nri-

ginaux sur l'industrialisation et les

transferts de technologies. Ces

voies tracées reposent sur deux

postulats qu'on ne peut refuser à

Tiano : il existe une marge d'ac-

tion pour le Snd; les dirigeants des

pays en voie de développement ne

sont pas totalement entre les mains

monographies, parmi lesquelles on aime particulièrement – actualité

nn investissement personnel de

l'auteur, qui vécut à Alger? - celle sur l'Algérie. Un livre de rire - rire

à ces allers-retours des Chiliens qui

renationalisent ce qu'ils privatisè-

rent il y e cinq ans. Pour ceux qui

nnt espéré et qui ont désespéré de tout, et « où la passion fait bon

ménage avec la science ». Jeunes

gens d'Algéric et des pays de pas-

Le livre s'echève sur quatre

du Nord.

vie, mais ma vie entière.»

2000 Sec. 1

and the contract of

The Day of the 🏕

- 1 P

27. 12.37

10 mm 10 mm

13 TO 1882

2 --- -- 12 Week

5. mm.

. 1 17.0 2000

7-11-77

1.0

10 July 2007

10. 10 M 20 C

to the second second

1944- 1945- 1945- 1945- 1945- 1945- 1945- 1945- 1945- 1945- 1945- 1945- 1945- 1945- 1945- 1945- 1945- 1945- 19

A STATE OF THE STA

1.00

- 15 April 1

The second of

 $\mathbf{r} = \frac{\mathbf{r}}{\mathbf{r}} \mathbf{r} \cdot \mathbf{r}$ 

Section of the sectio

1100

11 11 1

. . .

18 p. 160

ST F

Company of the Company

200

...

Sec. 9

progress 12

· ~44.

4 2

- garage ا ما ۵ روز

. . 5

and the second

. .

magh on the

100 100 100 100

· . · := \_- : 1172

### LIVRES

## Passions, doutes et certitudes

Le journal d'un économiste chrétien et un manuel dense d'économie du développement, dus à deux «anciens» nourris au droit et à la morale. Tous deux riches et stimulants

L'ENLIEU DES CHANGEMENTS Exigences actuelles d'une éthique économique et sociale, d'Alain Barrère. Erès, 325 pages, 149 F.

A BAS LE DOGMATISME Les politiques de développement des pays du tiers-monde, d'André Tiano. Economica, 400 pages, 195 F.

Dans le film de Visconti Violence et Passion apparaît, au soir de sa vic, un professeur, incarné par Burt Lancaster, dont le visage usé de mille lectures oscille entre fougue et lassitude : qu'on nous permette de songer à Alain Barrère, bomme de science, de doute et de foi, comme à André Tiano, homme de passion, de doute et de science.

Légitimité : le mot qualifie une génération d'économistes nourrie au droit et à la morale, evant la technique; il sied à «l'inventeur» de Keynes en France et eu voyageur-chercheur dn tiersmonde : ils ont qualité pour écrire sur leur science à la première personne. Et ils ont du style : chalcur chez Barrère, flammes chez Tiano. Ils ont en commun également une lacunc : jamais question d'écologie, Le slogan repris par chacun d'eux, « Il n'est de richesse que d'hommes », interdit an chrétien de parler de la nature bors de la personne, en penseur du développement de ne pas poser celni-ci en priorité, indépendamment des

L'économic parle d'individus, Alain Barrère parle de personnes. Au lieu d'accèder à la 3ociété par la

L'EUROPE DES SOCIALISTES

de Michel Dreyfus. Editions Complexe (1),

350 pages, 65 F.

mécanique des individus ration- d'Ivoire et à la Corée du Sud) d'un nels, il accède à l'économie par la voie sociale.

Trois étapes pour une critique radicale du capitalisme. D'abord, repenser le travail : dans un chapitre qui est un peu le cœur du livre, Barrère démontre que le travail n'est pas une marchandise, que « le marché du travail est un anachronisme théorique» et que le salaire n'est pas un prix.

Ensuite, rappeler que la pro-priété n'est pas un droit absolu ni intangible et « s'acquiert avant tout par le travail et pour le travail »: forte réflexion sur le public et le privé (Barrère a lu le grand juriste Hauriou), l'Etat, et la fonctinn sociale de la propriété.

Troisièmement, le capitalisme, comme son nom l'indique, « surestime le capital»: ici, ce lecteur inlassable de Keynes nous fait redécouvrir Schumpeter qui parlait... dc « l'âme humaine » | Rîngard? Alain Barrère, qui fait unc subtile distinction entre « les jeunes » et «la jeunesse», est un jeune économiste. Ni formol ni formules, mais un journal d'économiste chrétien, à savourer au fil de

SANS MODÈLES . Pas de laideur ou de jargon chez Tiano non plus. Ici la première impression de lecture est celle d'un manuel extraordineirement dense, complet, référencé, le livre que tout professeur d'économic du développement devrait consciller: un modèle d'économie rigoureuse sans modèles. La seconde est celle d'une réflexion personnelle forte, poignante presque, qui ponctue tous les chapitres (sauf ceux consacrés à . l'Algérie, en Chili, à la Côte-

sion, c'est votre livre. **Bernard Maris** 

### **NOTES DE LECTURE**

histoire : la lutte pour la démocra-

Depuis beaucoup plus loogtemps, le courant libéral est à la recherche de son identité. C'est ce qui apparaît fort bien dans le livre de Nicolas Rousselier consacré à l'Europe des libéraux. Son histoire commence pratiquement après la cbute de Napoléon I<sup>st</sup>, mais très vite le libéralisme ne peut exister qu'en se liant avec d'eutres composantes politiques. Depuis le débnt du siècle. la réalisation des grands projets libéraux - institutions démocratiques stables, protection sociale géoéralisée, « économic sociale de marché» - revient paradoxalement non aux partis se réclament du libéralisme, mais aux grandes familles dominantes de la vic politique européenne : démocrates-chrétiens, sociaux-démocrates, conservateurs et... gaullistes, pour ce qui concerne la France.

(i) Dans la même collection a été publié l'Europe de l'extrême droite, de A.-M. Duranton-Cabrol. A paraître : l'Europe de la démocratie chrétienne, de J.-D. Durand, et l'Europe des communistes, de J. Gotovitch, P. Delwit et I.-M. Dewacle.

accessible à tous. casion de l'exposition «Machines à communiquer», présentée à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette: «les objets» (imprimerie, machines électroniques, machines organiques); «les champs scientifiques» (informatique, intelligence artificielle, communication biologique, économie de la relation et rapports evec les organisations); «les domaines d'epplications» (poste, audiovisuel, presse écrite,

momaie, création artistique). Une petite «somme», belle et

(1) Outre Lucien Sfez, les auteurs sont, dans l'ordre d'apparition dans le livre : Henri-Jean Martin, Pierre Musso, Marc Chopple, Phillipe Breton, Joanna Pnmian, René Passet, Bernard Paulré, Jacques Chevallier, Jean-Marc Vernier, Brigitte Le Grignnu, Rémy Rieffel, Lionel Levasseur, Jean-Louis Boissier, Anne Cauquelin.

DETTE EXTÉRIEURE ET AJUSTEMENT STRUCTUREL de Marc Raffinot. Universités francophones, UREF. 1991. 238 pages, 140 F.

maniable.

Sur im sujet aussi chaud que la dette du Sud, écrire dans l'intro-duction que « la cessation de palements du Mexique de 1982, qui marque l'ouverture de la crise, est surtout le résultat de politiques internes inadéquates » et plaider dans la conclusion pour des abandans de dette démontre une volonté d'éviter, comme dit l'auteur, les «a priori idéologiques». Cet onvrage de référence contient une description très complète de la crise de la dette : sa genèse liée à la convergence d'intérêts très variés, son traitement par des techniques financières traditionnelles ou plus novatrices, et par les fameux « pro-grammes d'ajustement », ses conséquences sur les perspectives économiques et les équilibres sociaux. La générosité profonde de l'anteur ne le conduit ni à l'indulgence vis-àvis des couches dirigeantes de certains pays endettés ni à une criti-que facile du FMI, des banques ou des gouvernements occidentaux. Au total, un livre remarquable, documenté et équilibré.

J.-M. Ch.

#### CHRONIQUE e par Paul Fabra

### Le scandale monétaire international

OBERT TRIFFIN oppose, dans une courte étude récemment publiée, «le système (ou scandale) monétaire international au système (ou succès) monétaire européen» (1). Agé de plus de quatre-vingts ans, le célèbre économiste belgo-américain n'e rien perdu de sa faculté d'indignation. Puisse se voix isolée être entendue | Puisse-t-elle sauver l'honneur d'une profession I Pour un seul Juste, le Seigneur n'avait pas voulu épargner Sodome. Pour prendre la mesure du scandale, l'ancien

professeur de Yale e depuis longtemps montré le chemin. Outre une enalyse rigoureuse qui rejoignait (sauf pour les solutions) celles de ses contemporains Jacques Rueff et Fritz Machlup. sa méthode consiste à systématiquement compléter, à l'aide de chiffres à la portée de tout bon spécialiste, les statistiques tronquées du FMI.

Inquiet de l'«aveuglement de pratiquement tous les économistes, auquel est imputable la calamiteuse orientation des conseils et evis par eux donnés aux hommes de la politique», l'actif retraité de l'université de Louvain ne fait pas mystère de son ambition : « Cette brochure vise à rendre compréhensibles, même pour l'homme de la rue, les causes essentielles auxquelles on doit un petit nombre de décisions politiques et de dispositions institutionnelles qui elles-mêmes expliquent... les perspectives plutôt sombres de sa vie quotidienne : effrayants taux de chômage rappelant ceux des années 30; inflation mondiale; niveau suicidaire des dépenses militaires jusque dans les pays les plus pauvres, etc. »

Le phénamane dominant, c'est le formideble essor, déjà constaté pendent les années 20, de l'usage consistant pour les banques centrales à conserver, à titre de réservez de change, des créences sur un petit nombre de pays dénommés «centres de réserve». Ces demiers, eu premier rang desquels les Etats-Unis, n'ont qu'à signer des reconnaissances de dettes pour perpétuer leurs déficits respectifs. On comprend qu'ils

tiennent à ce régime. Trois périodes fortement contrastées se sont succédé. Au cours de la première, allant de 1949 à 1969 (années de grande prospérité et de relative stabilité), l'or continue d'occuper une place très importante. Au début, il représente

73 % des réserves de change existant dans le sance suscitaient la réflexion des plus grands monde; à la fin, 49 %. Ce recul se produit eu esprits. Triffin cite un texte d'Emmanuel Kant. profit du dollar. Concrètement, cele signifie que les instituts d'émission font entrer dans leurs (1795). Le philosophe avait observé la méthode actifs, à côté du métal précieux, de plus en plus de bone et obligations du Trésor eméricain qui rapportent un Intérêt. Triffin parle à ce propos de la constitution de «réserves de crédit».

Cette demière expression, il faut la prendre à la lettre. Il ne serait pas exact de soutenir qu'à l'or s'est substitué, comme moyen de règlement ultime des soldes, une eutre forme de « monnaie», en l'occurrence le dollar. Tout se passe comme si, à l'échelle du monde, les déficits de balance des paiements étaient réglés par cession de titres de la dette américaine. Supposons qu'un pays créancier quelconque, éprouvant des doutes sur la valeur de cette dette (parce que les taux d'intérêt sont en hausse) exige d'être payé en cash. Le pays débiteur serait obligé d'offrir les titres qu'il détient sur le marché pour obtenir les dollars demandés. Leur vente eurait précisément

pour effet de pousser les taux à la hausse. Ainsi apparaît le paradoxe d'un système dit des pays «centres de réserves» : eu fur et à mesure que s'eccumulent lea « evoire de réserve», le système risque, en réalité, de devenir de moins en moins «liquide». Voilà, identifiée, une cause permanente de tension sur les taux d'intérêt, elle-même facteur défavorable au plein emploi. Cette évolution pernicieuse, Robert Triffin suspecte du Fonds monétaire. Il fait epparaître France ou de la Banque du Japon est un «doit» pour le Trésor des Etats-Unis.

Dans cette optique, l'augmentation du monmontée parallèle de l'endettement international, et notamment du pays le plus riche de la terre. La Fonds monétaire affecte d'ignorer cet aspect des choses. Dans ses statistiques, il ne donne que le montant des réserves brutes, sans défalcation du passif. Cette omiasion en dit long sur la dégradation intellectuelle - et morele - qui e conduit au scandale dénoncé par la voix solitaire

La deuxième période mise en évidence par la pression devraient être corrigées.

professeur Triffin, c'est celle qui a'étend entre 1969 et 1979. A la faveur de la «suspension» de la convertibilité-or, l'« étalon de change-devises » (foreign exchange standard) conneît une extraordinaire extension. L'inflation aux Etats-Unis, sous la présidence de Jimmy Carter, emène les banques centrales du monde entier, comme cela avait été le cas sous Nixon, à soutenir massivement le dollar : en d'eutres termes, à prêtar sans discuter au Trésor américain par achet des titres de sa dette. Résultat : pendant la décennie, le système monétaire international voit le montant de ees «réeerves» décupler. De 79 milliards de dollare, elles passent à quelque 845 milliards (y compris les plus-values sur l'or). Ces réserves servent de contrepartie, dans chaque pays, à l'émission interne de monnaie et de

crédit. La lien avec l'inflation s'impose à l'esprit. Pour la troisième période, celle qui com-mence en 1979 et se prolonge jusqu'à aujour-d'hui, les tablesux claire et probes établis par Triffin mettent en évidence au moins trois évolutions capitales:

1") On note une « eugmentation extrêmement modérée depuis lors des réserves, sauf en 1987 où elles ont augmenté de 33 % et en 1990 de 10 % » (total des réserves fin 1990 : 1267 milliards de dollars). Est-ce un hasard si cette « modération » e coîncidé avec le mouvement également mondial de « désinflation », si le nouvel accroissement observé en 1987-1988 s'est produit au moment où lee banques apportaient sans compter leurs crédits à la spéculation

sur lea veleure mobilières, les biens immobiliers, les objets d'art?

2") Lea peys du tiers-monde lea plus pauvres, ceux qui ne produisent pae de pétrole, deviennent les principaux créenciers nets. Le système engendre des mouvements de capitaux e contraires eu bon sens», nota Triffin. megne et, dens une moindre mesure, le Jepon restent de très. importants créanciers, ces pays, malgré leurs réticences, voient s'accroître leur rôle de « centres de réserves ». Telle est une cause mejeure du niveeu

taux germaniques. A d'eutres époques, les ebus auxquels MICOLAS GUILBERT Un tel régime monétaire

désormeis élevé des

donne forcément naisextrait de son Essai sur la paix perpétuelle mise en œuvre par « une grande nation commercante» (l'Angleterre) pour financer la guerre sur le continent. Il écrit : «Un système de crédit, s'il est utilisé comme un instrument de conquête et s'il implique une accumulation indéfinie des dettes, toujours liquides sur l'instant (parce qu'on suppose que les créanciers ne se présenteront pas tous en même temps), constitue un pouvoir monétaire dangereux. Il est susceptible de dépasser la capacité de paiements de tous les autres Etats ensemble.

E système monétaire flétri par le penseur de Königsberg e permis au plus grand pays débiteur de se procurer en quelque sorte autometiquement lea fonds nécessaires pour couvrir de gigantesques dépenses d'ermement. Triffin estime que, de 1987 à 1990, les banques étrangères (à commencer par les banques centrales) ont financé, à concurrence des deux tiers, monétaire fondé sur l'endettement indéfini du ou le déficit budgétaire des Etats-Unis et, à concurrence des quatre cinquièmee, leur déficit de balance des paiements.

Mais les pays créenciers ecquiescent aussi au système scandaleux. Quel avantage peuventils bien en tirer? Ils ne sont pas prêts, selon Triffin, à renoncer à la «surcompétitivité» que leur assure la « surévaluation du dollar». Pourtant, la met en lumière par une présentation comptable ces pays, Allemagne, Japon et quelques eutres sans laquelle on tombe dans la fantasmagorie dont la France, ne sont-ils pas ceux dont la monnaie ne cesse guère de se revaloriser vis-à-vis de que l' «avoir» libellé en dollars de la Banque de la monnaie américaine ? Triffin, dans ce texte, ne donne pas la clef de ce paredoxe. La voici : comme le dollar est une devise soutenue, son cours, si bas soit-il, est toujours plus élevé que tant des réserves brutes ne fait qu'exprimer la celui qui s'établirait spontanément sur le merché l La politique de « désinflation compétitive » chère à Pierre Bérégovoy s'inspire de cette idée.

> (1) Publié en anglais dans le bulletin (daté de décem-bre 1991) de l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES) de l'université catholique de Louvain, ce texte a pour titre : « The IMS (the International Monetary System - or Scandal) and the EMS (the European Monetary System - or Success)». De nombreuses fautes d'im-

ET DÉCRETS

-----21.21 ್ ಚಿತ್ರಗಳ ಚಿತ್ರಗಳನ್ನು TAS: we gorgings to their Time

10.00 12.000000 L'EUROPE DES LIBÉRAUX 154. 154. de Nicolas Rousselier. Editions Complexe, 11 M. 21. 226 pages, 65 F. .... 2.2501 The state of the s Une nouvelle façon de regar-11. 人名英格兰 医多次性毒素 der l'Europe. Le prisme des grands 2 M courants politiques sert cette fois de révélateur. L'Europe des socialistes de Michel Dreyfus part de la naissance de la seconde Internatio-nale (1889) pour aller jusqu'à l'implosion des systèmes communistes (1989). Cent ans de rêves et d'af-frontements, de fractures et d'em-

L'anteur a le souci de rester dans le cadre strict dn travail de référence et non d'habiller son sujet d'anecdotes. A travers les diverses colorations que le temps et l'espace ont données au courant socialiste, Michel Dreyfus dégage fort bien les questions-clés de son



Dans les librairies spécialisées

Centre Jouffroy Pour la Réflexion Monétaire

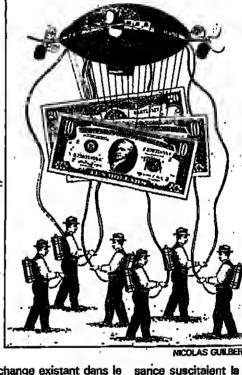
88 bis, rue Jouffroy 75 017 Paris Tél.: 46 22 10 50

tie politique; le combat pour une protectioo sociale accrue; l'opposition aux diverses formes de nationalisme qui divisent l'Europe (défi qui n'a toujours pas été relevé); la rivalité avec le communisme. Partout enjourd'bui, l'identité do moovement socialiste est à redéfi-

LA COMMUNICATION Sous la direction de Lucien Sfez. PUF, 256 pages, 420 F.

C'est d'abord par le toucher et la manipulation des pages que l'on «communique» avec cet ouvragealbum, publié sous la direction de Lncieo Sfez. Puis viennent les images en noir et blanc ou en couleurs qui illustrent ebondamment le livre. Enfin les écrits. Ces derniers proviennent des meilleurs anteurs (1). Ils n'ont pas cette fonction de remplissage dévolue parfois eux publicatinns style cadean de Noël. Chaque article livre l'essentiel de son objet dans une langue

Trois grandes parties structurent l'ouvrage qui e été édité à l'oc-



E calme règne du côté de l'inflation. Mis à part l'Allemagne où l'incertitude persiste, les pays industrialisés bénéficient depuis plusieurs mois d'une amélioration notable de leurs résultats. Cette situation peut-elle durer? L'évolution dépend de deux variables essentielles.

La première tient aux conditions dans lesquelles s'effectuera le redressement de l'activité : avec ou sans tensions sur les capacités et les salaires. Dans les pays où la prodoction ne s'est que faihlement ou récemment dégradée, les marges sont assurément plus faibles du côté de l'offre : c'est le cas en Allemagne, an Japon et, dans une certaine mesure, en France. Il faudrait cependant que le redressement de l'aetivité soit rapide et soutenu, ce qui est encore peu vraisemblable, pour réveiller des

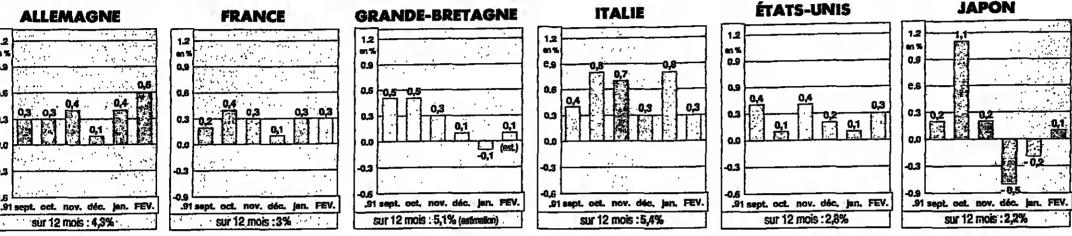
### INDICATEUR • Les prix Calme plat

tensions sur l'appareil productif. Ailleurs, les capacités libérées laissent plusieurs mois de répit. Du côté des rémunérations le contexte actuel est de même plutôt rassurant : le gonflement du chômage devrait contenir plusieurs mnis durant les exigences salariales. Dans une phase de reprise, les coûts des entreprises pourraient s'en trouver allégés.

La seconde variable est externe. Elle est plus difficile à anticiper mais ne révèle aucun risque majeur à court terme. Les prix du pétrole et des matières premières pourraient se raffermir quelque peu dn fait du redressement de la demande à venir, mais les hausses attendues ne

constituent pas une menace imminente.
Une appréciation du dullar, monnaie de facturation d'une part importante des importations mondiales des produits de base, est à même d'amplifier le mouvement. Cette appréciation est fortement prohable et déjà enclenchée, mais elle sera sans duute progressive. Les perspectives d'évolution des prix pour 1992 sont en définitive plutôt





Evalution mensuelle des prix à la consommatina tous produits, sauf Grande-Bretagne (remboursements hypothécaires exclus). Données nationales non corrigées des variations saisonnières, sauf Etats-Unis.

### RÉGION e L'Asie du Sud Vent d'ouverture

1.2

O N l'oublie volontiers, l'Asie «qui marche» ne se résume pas à Singapour et aux antres «dragons». Au Pakistan et en Inde, le produit national brut s'est accru en moyenne de plus de 5 % par an au cours des années 1980-1991. En Inde, l'industrie a doublé en volume durant la même période. Le très pauvre Bangladesh, malgré incodations et cyclones, oe reste pas immobile. Au Sri-Lanka, l'économie se reprend.

Sur l'ensemble de l'Asie du Sud souffle le vent des réformes économiques amorcées autour de 1980. Celles-ci sont entrées, depuis un au ou deux, dans une seconde phase qui, cette fois, va bien au-delà des demi-mesures. Les dogmes socialo-populistes ont cédé sous la poussée de courants favorables à plus o'ouverture et de déréglementation,

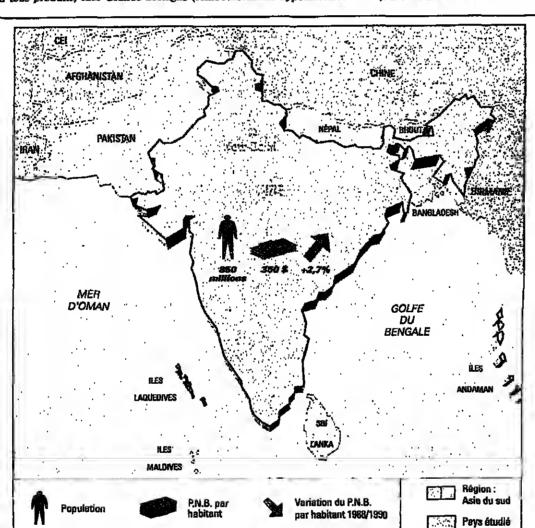
qui semblent résister aux aléas de la politique. Oo oe saurait oéanmoins négliger les facteurs oon économiques : budgets de défense très lourds, tensions entre Islamabad et New-Delhi, foyers de troubles à l'intérieur du Pakistan et de l'Inde, insurrection tamoule au Sri-Lanka, rivalités deveoues violentes an Bhoutan entre les autochtones et les émigrés népalais...

Un des objectifs des réformes est une plus grande ouverture sur le monde. Le mot d'ordre « export or perish » est de rigueur daos toutes les capitales. Mais pour exporter, il faut d'abord importer : moderniser les usines vétustes, en créer de nouvelles, jouer des coudes face à la forte concurrence. Ainsi, parti de zéro en 1980, le Bangladesh exporte pour 170 millions de dollars de vêtements en 1991, maigré des filés ou tissus de coton dans une large mesure importés. Tous les pays maritimes développent leurs exportations de crustacés. Les articles de cuir figurent en non moios bonne place. Et des Indiens astucieux ont trouvé un nouveau créneau: les exportations de ce beau granit rose dont les énormes blocs ponctuent les plateaux semi-arides du sud de la péninsule.

Filés et tissus de coton occupeot une grande place dans les exportations du Pakistan comme de l'Inde. Et de celle-ci sortent également des machines, des scooters et même quelques automobiles Maruti-Suzuki. Enfin, l'Inde se fait remarquer par ses exportations de programmes sur ordinateur (software).

Pour accentuer le mouvement, l'Asie du Sud recherche, plus que par le passé, les investissements privés étrangers. Le Pakistan leur ouvre ses portes, pratiquement sans conditions, tout comme le Sri-Lanka, L'Inde autorise maintenant les multinatio-nales à détenir 51 % dn capital de sociétés indiennes, contre 40 % auparavant.

Pnur le moment, les multinationales font preuve de réserve. BMW, General Motors, IBM, Suzuki, Xerox, Du Pont de Nemours, augmentent leurs mises en Inde ou y font leur apparition. D'au-tres firmes internationales réalisent des sondages. A elle seule, l'Inde constitue pour les articles de consommation (au-delà des biens de première nécessité) un marché solvable de 150 millions à 200 millions d'habitants (sur une population totale



de 860 millions). Au Pakistan (dont la population totale est de 115 millions), la proportion de

consommateurs potentiels est plus élevée. Non moins intéressants sont les accords de sous-traitance pour la manufacture de pièces détachées et de composants destinés à l'exportation. En matière d'infrastructure, l'Inde et le Pakistan ouvrent au sectenr privé (local et étranger) la construction de routes et de centrales électriques, domaines où les besoins sont énormes.

Européens, Américains et Japonais ne sont pas les seuls concernés. Le groupe coréen Daewoo est en pourpariers avec le Pakistan pour créer un complexe industriel à Port-Qasim, nouveau port à côté de Karachì, afin d'y fabriquer textiles et vêtements, dont les coûts de production deviennent trop élevés en Corée. La même entreprise vient de commencer la construction d'une autoroute de 340 kilomètres entre Lahore et Islamabad. Une entreprise canadienne participe à l'exploitation des nouveaux gisements de gaz naturel au Bangladesh.

Si encourageantes que soient ces tendances, il reste de sérieux obstacles à surmonter. Les craquements d'ordre politique effarouchent, parfois à tort, les multinationales. Les pesanteurs bureaucratiques ne disparaissent pas d'un jour à l'autre. Et d'autres marchés en Asie du Sud-Est, en Extrême-Orient restent fort attirants. La montée des exportations (qui ont doublé en cinq ans pour atteindre près de 19 milliards de dollars pour l'Inde en 1990-1991, 6, milliards pour le Pakistan et 1,7 milliard pour le Bangladesh) ne suffit pas à éliminer le déficit de la halance commerciale, ce qui restreint certaines importations nécessaires. En revanche, le large sou-tien du FMI et de la Banque mondiale à tous les pays de la région constitue un gage précieux et un témoignage justifié de confiance.

Les Japonais, plus pour le commerce que pour investissements, les Américains pour les deux, jouent les premiers rôles. Même les Coréens, déjà actifs au Bangladesh, s'installent au Pakistan. L'Europe n'est certes pas absente, mais n'aurait-elle pas intérêt à affermir sa présence dans cette partie du

> Gilbert Etienne Professeur eux Instituts des hautes études internationales et du développement (Genève)

### PAYS e L'Inde

### Budget courageux

DES son arrivée au ponvoir, le nouveau gouver-oement issu des élections indiennes de juin 1991 a provoqué un coup de tonnerre en amorçant une très profonde réforme économique d'inspiratioo libérale : déréglementation du secteur privé, réduction du déficit budgétaire, ouverture plus large aux iovestissements étrangers. Soutenues par le FMI (2,2 milliards de dollars de crédits) et par la Banque mondiale (6,7 milliards avec la participation do consortium d'aide à l'Inde), ces mesures oot permis un certain assainissement économique. L'in-flation a baissé, passant de près de 16 % à 12 %, les réserves eo devises ont été reconstituées à un niveau acceptable (4 milliards de dollars en février 1992). Certes, l'industrie sobit un gros coup de frein du fait des restrictions d'importations et de plics.

27 77: 11 87:

Pagara da a di P

Appropriate to the months of the

Entrette fine en en en en

22-181 ----

t. . - . .

25 77 77 5 °

A Partition Leville

Tarrer of the

Signification of the contraction of the contraction

The second of the second

- - i-- - - i

F 44 18 1 . . . . .

gastanii ....

TOTAL TO SECURITY OF THE PARTY OF THE PARTY

Walle to the control

\*P.21.1.

E. Dr. J. J. S. 6

4 40 mm

254 26 - 85. 203 - 124 B

de 31 e 1501 moge

the service space

FEALOW

San Salaria C

Section 1

}\*F::---:

1205

gitte St. (file.)

\$ 77 T. 1

2.00 mm

7.50 Same

TKT . E .comm

and the same

1 27" 18 ... 2 mark

Same and and

15. TL ...

21/4 marie

Francisco e vi

79.00

12

23.11.11.11

Après le classique état de grâce, le gouvernement s'est trouvé, des la fin de 1991, en butte aux critiques des partis de l'opposition et même de certains membres du Parti du Congrès. On pouvait craindre un temps d'arrêt dans les réformes. Mais, avec courage et lucidité, le premier ministre Narasimha Ran et son grand argentier Manmohan Singh, chef d'orchestre des réformes, sont allés encore plus loin en présentant, le 29 février dernier. le hudget pour l'année 1992-1993 (avril-mars). La déréglementation du secteur privé se poursuit. Le système fiscal est simplifié et rendu plus efficace, en s'accompagnant de stimulants à l'expansion industrielle. Les droits de douane, extrêmement élevés, sont réduits de manière à faciliter l'importation des hiens essentiels. La roupie devient en partie conver-tible et les importations d'or sont autorisées, moyennant une taxe de 15 %. Après avoir ouvert aux multinationales étrangères et au secteur privé local la construction de centrales électriques et de routes, ce sont maintenant le pétrole et le gaz naturei qui leur deviennent accessibles. D'autres mesures de libéralisation sont annoncées en faveur des investissements privés étrangers.

Comment réagissent les milieux politiques et l'opinion publique? L'opposition et certains membres du Congrès s'indignent de « cet asservissement au FMI et aux multinationales ». Néanmoins, il paraît assez douteux que le hudget soit rejeté. En effet, les dirigeants peuvent compter sur un large soutien de l'opinion publique. La Bourse de Bombay s'envole, et les milieux d'affaires ainsi que bon nombre d'autres Indiens qui ont à cœur les intérêts

de leur pays, soutiennent les réformes. L'Inde n'est certes pas au hnut de ses peines, avec notamment un fort ralentissement de la croissance en 1991-1992 et une inflation encore trop élevée. Mais les chances de relance ne relèvent pas de l'utopie, ce qui devrait renforcer l'intérêt que ce pays présente pour ses partenaires étrangers. Il ne fait plus de doute que l'inde est en train de changer selon un processus irréversible, quels que soient les aléas de la politique.

#### PRÈS de longues années A d'atonie, le marché mondial de la construction navale retrouve du souffle. Et même une certaine frénésie. Les observateurs n'eo croyaient pas leurs yeux lorsqu'ils ont vn, fio février, le célèbre burean de classification maritime de Londres, le Lloyd's Register of Shipping, annoncer que le carnet de commaodes mondial de navires avait atteiot à la fio de 1991 soo plus haot niveau depuis... juio 1977, avec 43,2 millions de tooneaux de jauge brute (TJB). La nécessité pour la plupart des armateurs de renouveler une flotte qui commençait à vieillir dangereusemeot et l'euphorie économique des années teurs à commander cargos et liers.

pétroliers il v a trois ans. Ce sont ces navires qui arrivent aujonrd'hui sur le marché. Les chantiers navals en ont livré en 1991 autant qu'eo 1990, et l'anoée 1992 sera encore honne.

Mais des statistiques globales sont trompeuses et peuvent inciter à oo optimisme excessif. Additionner des tonnages de pétroliers, de navires transporteurs de voitures et de paquebots o'a pas grand seos. Voilà pourquoi les constructeurs out mis au point une oouvelle unité de mesure, le tonneau de jauge brute compensé (TJBC), qui valorise les bâtiments sophistiqués (méthaniers, paquebots) et relativise proportionnellement les bateaux assez simples, 1989-1990 ont incité les transpor- tels les pétroliers ou les minéra-

### SECTEUR • La construction navale En haut de la vague

Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par l'agence de presse Idé et le service iofographique du Monde.

Comme le carnet de commandes mnndial de pétroliers est très important en valeur absolue, «il faut donc faire une analyse plus prudente », souligne avec rai-son Alain Grill, président des Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire et président de l'Association des constructeurs de l'Europe de l'Ouest. De fait, les commandes nouvelles engrangées dans le monde en 1991 n'ont atteint que 11,9 millions de TJBC contre 14,3 l'année précédente.

A qui profite cette reprise? Non au Japon (qui reste cepen-

dant le numéro 1 mondial incontesté), mais surtout à la Corée du Sud, qui s'est approprié 18,6 % des contrats nouveaux l'an der-nier, au lieu de 15,9 % en 1991. Bénéficiaires aussi, des constructeurs plus modestes comme Taïwan, la Chine, la Pologne et spécialement la Roumanie, où le très bas coût de l'heure de travail a séduit de combreux armateurs occidentaux, belges notamment. Eo effet les prix mondiaux atteignent des sommets : uo grand porte-conteneurs oeuf, qui valait 48 millions de dollars début 1990

et 51,5 un an plus tard, en contait 54 en juin 1991. Malgré cela trois points préoccupent Alain Grill : « La boulimie coréenne, une certaine surcapacité mondiale chroniaue des chantiers d'environ 30 % et l'incohérence de la politique de la Communauté européenne.»

En effet, les aides que les gouvernements des Douze sont autorisés à verser à leurs entreprises régressent régulièrement; elles soot desceodues à 9 % au maximum depuis le début de cette année, un chiffre inférieur au tarif extérieur commun qui protège l'Europe. « La baisse des aides européennes, décidée en vertu du doematisme de la Commission qui voit rouge dès qu'elle détecte ici ou là des subsides, aboutit en fait à aider le Japon et la Corée », expli-

que Alain Grill. Seuls les Dannis ne partagent pas ce point de vue. Parmi les Douze, les chantiers français comptent moins que les Allemands (y compris ceux de l'ex-RDA jadis puissants), les Ita-liens ou les Danois. Mais la principale entreprise - les Chantiers de l'Atlantique, avec 4 500 sala-riés – bénéficie d'un carnet de commandes qui va au-delà de 1994. Ce carnet est composé de navires de haute valeur ajoutée (3 paquebots, 3 frégates militaires, 5 méthaniers pour la Malaisie). Avec l'espoir de décrocher la commaode prochaine d'un car-ferry algérico et quelques-uos des 7 méthaniers que voudrait acquérir le Qatar.

François Grosrichard

